

*RAPPORT*

Rome  
(Italie),  
22-26 mars  
2010

# **Cinquième session de la Commission des mesures phytosanitaires**



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture



**Rapport de la**  
**Cinquième session de la**  
**Commission des mesures phytosanitaires**

**Rome, 22-26 mars 2010**

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la cinquième session de la Commission des mesures phytosanitaires

<i>Appendice 1</i>	Ordre du jour
<i>Appendice 2</i>	ISPM 33 (2010) <i>Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (Solanum spp.) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international</i>
<i>Appendice 3</i>	ISPM 34 (2010) <i>Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée pour les végétaux</i>
<i>Appendice 4:</i>	Traitement par irradiation contre <i>Conotrachelus nenuphar</i> (Annexe 9 à la NIMP 28)
<i>Appendice 5:</i>	Traitement par irradiation contre <i>grapholita molesta</i> (Annexe 10 à la NIMP 28)
<i>Appendice 6:</i>	Traitement par irradiation contre <i>grapholita molesta</i> sous hypoxie (Annexe 11 à la NIMP 28)
<i>Appendice 7:</i>	<i>Tthrips palmi</i> karny (Annexe 1 à la NIMP 27)
<i>Appendice 8:</i>	Programme de travail de la CIPV relatif à l'établissement de normes
<i>Appendice 9:</i>	Procédure de rectification des erreurs dans des versions linguistiques autres qu'anglaise des NIMP après adoption
<i>Appendice 10:</i>	Document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales
<i>Appendice 11:</i>	Stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales
<i>Appendice 12:</i>	Mandat du Groupe de travail d'experts sur le renforcement des capacités phytosanitaires
<i>Appendice 13:</i>	Directives financières relatives au Fonds fiduciaire pour la CIPV (adoptées à la quatrième session de la CMP, 2009)
<i>Appendice 14:</i>	Fonds fiduciaire de la CIPV: état détaillé des contributions et des dépenses pour 2009
<i>Appendice 15:</i>	Budget du Fonds fiduciaire de la CIPV: contributions et dépenses consolidées – 2010
<i>Appendice 16:</i>	Le Programme opérationnel de la Commission des mesures phytosanitaires pour 2010
<i>Appendice 17:</i>	Approche à adopter pour l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources
<i>Appendice 18:</i>	Programme de travail relatif à la certification phytosanitaire électronique
<i>Appendice 19:</i>	Mandat de l'Atelier à composition non limitée de la CIPV sur les déplacements internationaux de grain
<i>Appendice 20:</i>	Comité des normes: membres et suppléants potentiels
<i>Appendice 21:</i>	Organe subsidiaire chargé du règlement des différends: membres et suppléants potentiels
<i>Appendice 22:</i>	Composition du Bureau de la CMP (mandat 2010-2012)
<i>Appendice 23:</i>	Liste des affiches et événements spéciaux et bref résumé des événements spéciaux de la cinquième session de la CMP
<i>Appendice 24:</i>	Liste des délégués et observateurs

## CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Rome, 22-26 mars 2010

## RAPPORT

## 1. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le représentant du Canada a annoncé que la Présidente, Mme Bast-Tjeerde, victime d'un accident, avait dû rentrer au Canada. Il a indiqué qu'elle regrettait de ne pas pouvoir présider la réunion. La Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a souhaité un prompt rétablissement à Mme Bast-Tjeerde.
2. En l'absence de la Présidente, M. Kedera (Vice-Président) a présidé la réunion.
3. Au nom du Directeur général de la FAO, M. Traoré (Sous-directeur général) a souhaité la bienvenue aux délégués, ainsi qu'à M. Peter Daka, Ministre zambien de l'agriculture et des coopératives, chargé d'ouvrir la réunion. Le Sous-Directeur général a mentionné le rôle important de la CMP et de la CIPV en matière de sécurité alimentaire. Il a noté que la FAO avait mis l'accent sur les travaux de la CIPV, comme il apparaît dans la réforme de la FAO. Cela s'est concrétisé par la nomination, pour la première fois, d'un secrétaire à plein temps. Le Sous-Directeur général a indiqué qu'il était nécessaire de synchroniser les procédures de la CMP et de la FAO et d'appliquer une politique commune concernant la gestion fondée sur les ressources. La question des ressources extrabudgétaires de la CIPV devait être examinée d'urgence par les membres puisque la possibilité d'obtenir des ressources supplémentaires par l'intermédiaire de la FAO avait été épuisée. Le Sous-Directeur général a exhorté les membres à contribuer au Fonds fiduciaire de la CIPV. Il a noté que l'écart entre l'élaboration des normes et leur mise en application augmentait et mentionné certains domaines d'une importance particulière pour les activités de la CIPV, comme l'accroissement de la participation des pays en développement, le renforcement des capacités phytosanitaires, la surveillance et le suivi de l'émergence d'organismes nuisibles aux plantes.
4. M. Peter Daka, Ministre zambien de l'agriculture et des coopératives, a souligné le rôle crucial de la CIPV. Il a indiqué qu'il fallait s'efforcer de mieux la faire connaître et de lui apporter un appui financier et politique, afin que les normes soient davantage appliquées. Il a souligné combien importait la gestion des filières et du commerce sans risque si l'on voulait éviter l'introduction d'organismes nuisibles. Il lui a semblé nécessaire par ailleurs d'évaluer quantitativement les pertes économiques ou potentielles dues aux nouvelles espèces envahissantes dans les pays en développement, afin de pouvoir justifier les ressources qui doivent être consacrées à la lutte contre ces espèces et de donner une priorité accrue à cette question à l'échelon national. Dans les pays en développement, les impacts sociaux et environnementaux sont aussi importants, car la production provient en grande partie de la petite agriculture, et l'introduction d'organismes nuisibles a souvent une incidence sur la sécurité alimentaire. Le Ministre a cité plusieurs organismes nuisibles qui ont été introduits en Afrique au cours des dernières années et dont l'impact s'est avéré très négatif, notamment le grand capucin des céréales, la mouche asiatique des fruits, le virus de la striure brune du manioc et le flétrissement bactérien du bananier.
5. Le Ministre a demandé instamment aux membres et à la FAO d'encourager les États non membres à adhérer à la CIPV. Il convient d'aider les pays qui n'ont pas assez de ressources à développer leurs capacités phytosanitaires nationales. Certains pays comme la Zambie, qui ont adhéré à la CIPV il y a de nombreuses années, ont commencé à participer activement aux débats. Ils doivent désormais s'appliquer à mettre en œuvre les conclusions de ces débats. Le Ministre a conclu que les normes qui sont élaborées ne sont vraiment utiles que dans la mesure où elles sont appliquées et où les pays tirent profit d'un accès élargi aux marchés. Il a déclaré ouverte la cinquième session de la CMP.

6. Le Président a fait remarquer que c'était la première fois qu'une session de la CMP était ouverte par un ministre et souligné l'importance d'un tel soutien à la promotion de la Convention pour le grand public.

7. Le nouveau Secrétaire de la CIPV, M. Yokoi, a déclaré qu'il était conscient des défis qu'il aurait à relever en tant que premier secrétaire à plein temps de la CIPV et des attentes qui pesaient sur lui. Il a noté qu'il faudrait mettre en place une gestion favorisant l'esprit d'équipe, réfléchir et agir selon un axe stratégique, utiliser judicieusement un large éventail de ressources, en particulier des ressources externes. Il avait déjà pu constater que la CIPV manquait terriblement de ressources, humaines et financières. Sachant qu'il était prioritaire de rationaliser les processus de décision et d'accélérer le recrutement, M. Yokoi a annoncé que le poste de fonctionnaire chargé de l'application des normes venait d'être pourvu. Ses premiers objectifs après la session de la CMP seraient d'améliorer les dispositifs de stratégies, de faire mieux connaître la CIPV au grand public, d'élargir et de favoriser la participation des membres, et de créer plus de liens avec d'autres organisations. Il a adressé des remerciements particuliers à Mme Bast-Tjeerde pour son engagement en faveur de la CIPV et à M. Kenmore, l'ancien secrétaire de la Commission.

8. M. Kenmore, ancien secrétaire, a remercié Mme Bast-Tjeerde, le Bureau élargi, le Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT), et le personnel du Secrétariat pour l'énorme travail accompli dans les différents domaines d'activités de la CIPV, ainsi que les spécialistes de la protection des plantes aux niveaux régional et sous-régional.

9. La CMP a pris note de la Déclaration de compétences et droits de vote<sup>1</sup> soumise par l'Union européenne et ses vingt-sept États membres.

## **2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

10. L'ordre du jour<sup>2</sup> a été modifié par adjonction d'un point à « Autres questions » et a été adopté (Appendice 1).

## **3. ÉLECTION DU RAPPORTEUR**

11. La CMP a reçu deux candidatures aux fonctions de rapporteur et élu les deux candidats: M. Van Alphen (Pays-Bas) et M. Holtzhausen (Afrique du Sud).

## **4. POUVOIRS**

### **4.1 Élection d'une commission de vérification des pouvoirs**

12. La CMP a élu une commission de vérification des pouvoirs comme il est d'usage<sup>3</sup>. Celle-ci est composée de sept membres, un par région de la FAO, et d'un membre du Bureau de la CMP. La Commission a bénéficié de l'aide du Bureau juridique de la FAO pour vérifier les pouvoirs des membres.

13. La CMP a élu Mme Monorath (Suriname), M. Lijun (Chine), Mme Sjöblom (Suède), Mme MacDonald (Canada), M. Mahmoud (Oman), M. Yamanea (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et M. Charicauth (Gabon) membres de la Commission. Un membre du Bureau de la CMP (M. Katbeh-Bader, Jordanie) représentait le Bureau. La Commission a élu Mme Sjöblom à sa présidence.

14. La Commission des pouvoirs a établi deux listes: la liste A, composée de 84 membres dont la validité des pouvoirs avait été constatée et la liste B, composée de 25 membres qui avaient présenté

---

<sup>1</sup> CPM 2010/INF/20.

<sup>2</sup> CPM 2010/1/Rev.1, CPM 2010/CRP/2, CPM 2010/INF/14.

<sup>3</sup> CPM 2010/7.

leurs pouvoirs sous une forme acceptable correspondant aux règles en vigueur définies pour la Commission. Au total, 109 pouvoirs ont été acceptés, ce qui constitue un quorum de membres de la Commission.

15. La Commission a autorisé le Secrétariat et le Bureau juridique de la FAO à examiner les pouvoirs présentés à la dernière minute par des parties contractantes et à mettre à jour le nombre de membres en préparant le rapport de la cinquième session de la CMP.

#### **4.2 Proposition de nouveau système relatif aux pouvoirs**

16. Le Secrétariat a présenté un document sur le système de vérification des pouvoirs<sup>4</sup>. À sa dernière réunion, le PSAT avait formulé des recommandations sur cette question, mais un examen du processus d'acceptation et de présentation des pouvoirs dans toutes les organisations des Nations Unies ayant commencé, il était peut-être prématuré d'effectuer des changements. Une proposition serait soumise à la CMP lorsque le résultat de l'examen serait connu.

### **5. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES**

17. En l'absence du Président de la Commission des mesures phytosanitaires, c'est le Président de la cinquième session de la Commission des mesures phytosanitaires qui a présenté le rapport<sup>5</sup>, dans lequel sont identifiés les principaux défis auxquels la CMP est confrontée. Au cours de l'année, le Bureau a dû apporter des ajustements au budget, examiner les dépenses et réajuster le plan pour que le Secrétariat continue de disposer des ressources nécessaires pour conduire ses activités. Un Secrétaire à plein temps a été nommé grâce aux efforts mentionnés dans d'autres points de l'ordre du jour. Le nouveau Secrétaire devra travailler sans relâche pour que tous les postes prévus pour le Secrétariat de la CIPV soient pourvus. Certains défis ont été mis en évidence, notamment la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des tâches relevant de la CIPV pour s'acquitter de sa tâche, la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires et le système d'examen et de soutien de la mise en œuvre. Le Président de la CMP a remercié le Bureau, les membres et le Secrétariat pour le soutien qu'ils lui ont accordé au cours des deux dernières années, et il les a encouragés à continuer de travailler ensemble afin que la CMP soit plus forte et que le Secrétariat soit prêt à relever les nouveaux défis qu'il devra affronter.

### **6. RAPPORT DU SECRÉTARIAT**

18. Le Secrétaire a présenté le rapport du Secrétariat<sup>6</sup> pour 2009 et attiré l'attention de la CMP sur les nouvelles annexes qui permettent de comparer les activités prévues avec celles effectivement conduites. Certains membres ont remercié le Secrétariat pour son rapport exhaustif, appréciant notamment le rapport intérimaire en annexe, qui permet d'assurer plus de transparence et fait le point sur l'état d'avancement des diverses activités.

19. En réponse à une demande tendant à ce qu'un rapport de ce type soit mis à jour deux fois par an, le Secrétaire a noté que le système de comptabilité de la FAO ne le permettait peut-être pas mais que des solutions seraient envisagées.

20. Le représentant de la République de Corée a annoncé que son pays accueillerait de nouveau l'atelier régional d'examen des projets de NIMP pour la région Asie dans le courant de l'année 2010.

---

<sup>4</sup> CPM 2010/INF/21.

<sup>5</sup> CPM 2010/INF/4.

<sup>6</sup> CPM2010/23.

21. La CMP:

1. *A exprimé sa gratitude* aux pays et aux organisations qui ont fourni une aide et des ressources au programme de travail.
2. *A noté* les informations fournies par le Secrétariat sur les travaux entrepris en 2009 concernant le programme de travail de la CMP.

## **7. RAPPORT DE LA CONSULTATION TECHNIQUE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX**

22. M. Mezui Mella (Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine) a présenté le rapport de la vingt et unième Consultation technique des Organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV)<sup>7</sup>. Il a souligné la nécessité de renforcer les capacités.

23. Un membre a noté que la Commission de la protection des plantes dans la zone des Caraïbes n'exerçait plus aucune fonction et qu'une nouvelle organisation, l'Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (CAHFSA), jouerait le rôle de chef de file dans la région des Caraïbes. Un autre membre, qui a fait remarquer que l'acte fondateur de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient avait été ratifié, a incité les pays du Proche-Orient à faire en sorte que cette organisation soit opérationnelle. Il a été noté par ailleurs qu'une meilleure coordination entre les ORPV sous-régionales favoriserait l'application de la CIPV. Enfin, un membre a demandé de l'aide concernant les oiseaux granivores et les rongeurs, qui posent un problème régional.

24. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

## **8. RAPPORT DES ORGANISATIONS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR**

### **8.1 Rapport du Comité de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires**

25. Le représentant du Secrétariat de l'OMC a présenté un rapport<sup>8</sup> sur les activités pertinentes du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a été noté qu'en 2009, une nouvelle question phytosanitaire avait été soulevée pour la première fois au sein du Comité SPS au sujet des préoccupations de la Chine concernant les règles des États-Unis applicables aux importations d'objet d'artisanat en bois et il été indiqué qu'une question phytosanitaire qui avait été précédemment portée à l'attention du Comité SPS, à savoir les préoccupations du Pakistan au sujet des restrictions mexicaines à l'importation de riz, était résolue. Le représentant a donné un aperçu des prochains ateliers régionaux SPS et des autres activités techniques relatives aux SPS prévues pour 2010 (G/SPS/GEN/997). Un atelier s'est également tenu en octobre 2009. Il était consacré à la relation entre le Comité SPS de l'OMC et le Codex, la CIPV et l'OIE, trois organisations chargées de l'établissement de normes dont il est fait état dans l'Accord SPS, et devait donner des précisions sur leurs rôles respectifs. Au sujet des normes privées, le représentant de l'OMC a noté qu'il y avait eu beaucoup de marques d'intérêt, en particulier de la part de pays en développement pour le traitement concret de la question des normes privées par le Comité SPS. Un groupe de membres travaillait à cette question de façon informelle avec la Présidente et le Secrétariat, en vue d'identifier des mesures qui pourraient éventuellement être prises par le Comité et/ou les membres pour répondre aux préoccupations relatives aux effets de normes privées SPS. Enfin, au sujet des activités de règlement des différends, le représentant de l'OMC a noté qu'en février 2010, 13 groupes d'experts avaient été créés pour examiner 15 questions liées aux SPS, et que trois d'entre elles concernaient les organismes nuisibles aux végétaux et les exigences en matière de quarantaine.

---

<sup>7</sup> CPM 2010/12.

<sup>8</sup> CPM 2010/INF/18.



26. Le Président a rappelé à la CMP que les interventions des participants concernant le règlement de tel ou tel différend ne seraient pas mentionnées au titre du présent point de l'ordre du jour.

27. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### **8.2 Rapport de la Convention sur la diversité biologique**

28. La représentante de la Convention sur la diversité biologique (CDB) a présenté un rapport<sup>9</sup>, dans lequel on rappelle que l'année 2010 avait été déclarée *Année internationale de la biodiversité* par les Nations Unies. Elle a souligné que la préservation de la biodiversité était un impératif vital pour la planète. La Conférence des Parties à la CDB avait invité la CIPV à élargir son mandat afin de définir des normes de protection contre les espèces exotiques envahissantes, notamment celles qui prolifèrent dans les milieux aquatiques. Les Secrétariats respectifs de la CDB et de la CIPV poursuivront leur collaboration, y compris en ce qui concerne les organismes vivants modifiés (OVM) visés par le Protocole de Cartagena relatif à la CDB, et l'analyse, l'évaluation et la gestion des risques. L'objectif 2010 pour la biodiversité de la CDB ne sera malheureusement pas atteint et les organismes nuisibles pour les plantes ont été un facteur déterminant de cet échec. Il conviendrait de fixer un objectif pour l'après 2010 et d'élaborer un mécanisme d'évaluation et de suivi approprié. Le nouveau plan stratégique de la CDB a permis de renforcer la coopération entre la CDB et la CIPV au niveau national. Les deux conventions partagent l'objectif commun de protéger la vie sur la planète.

29. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### **8.3 Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique**

30. Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a soumis un rapport<sup>10</sup> présentant les activités pertinentes de l'AIEA. Celles-ci sont principalement axées sur l'usage de l'irradiation pour les traitements phytosanitaires, la lutte à grande échelle contre les organismes nuisibles, les zones de faible prévalence des mouches des fruits et le renforcement des capacités pour l'application des NIMP. L'AIEA a prévu d'autres activités en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest. Dans cette dernière région, elle appuiera une initiative du Fonds pour l'élaboration des normes et le développement du commerce en lançant un projet qui durera jusqu'en 2014. L'AIEA a aussi collaboré avec le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires. Elle a également prévu de continuer à héberger et à financer les travaux du Groupe technique sur les zones exemptes et les approches systémiques pour les mouches des fruits, en particulier l'élaboration de manuels techniques, jusqu'à ce que les travaux de ce groupe soient achevés.

31. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### **8.4 Rapport du Secrétariat de l'Ozone**

32. Le Secrétariat de la CIPV a présenté le rapport du Secrétariat de l'ozone<sup>11</sup> car son représentant n'a pas pu participer à la session. Le rapport mettait en exergue les activités conduites en vertu du Protocole de Montréal. Le Secrétariat de l'ozone avait organisé en Égypte un atelier sur les utilisations du bromure de méthyle pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition, auquel le Secrétariat de la CIPV et un membre du Bureau avaient participé. Des invitations avaient été aussi envoyées aux points de contact de la CIPV. Cet atelier a rassemblé de nombreux participants.

<sup>9</sup> CPM 2010/INF/9.

<sup>10</sup> CPM 2010/INF/22.

<sup>11</sup> CPM 2010/INF/13.

33. Donnant suite à l'atelier, la vingt et unième réunion des Parties au Protocole de Montréal a pris plusieurs décisions demandant à ses organes techniques de collaborer avec le Secrétariat de la CIPV pour examiner la viabilité technique et économique de produits pouvant remplacer le bromure de méthyle, les conditions d'utilisation de ces produits et les conséquences d'une restriction des quantités de bromure de méthyle produites et utilisées pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition. En outre, les Parties au Protocole de Montréal ont été encouragées à appliquer la recommandation de la CMP relative au *Remplacement ou à la réduction de l'emploi du bromure de méthyle en tant que mesure phytosanitaire*.

34. Un membre a suggéré que la CIPV et le Secrétariat de l'ozone identifient des produits pouvant remplacer le bromure de méthyle et examinent les conséquences de ce remplacement sur le commerce, notant par ailleurs que le bromure de méthyle était encore largement utilisé répondre aux exigences phytosanitaires des pays importateurs et il a encouragé le Secrétariat de la CIPV à prendre des initiatives pour résoudre ce problème. Certains membres ont réaffirmé leur soutien vigoureux à la recommandation visant à réduire l'utilisation du bromure de méthyle et recommandé que des traitements de remplacement soient mis au point et adoptés le plus rapidement possible. Ces membres avaient déjà interdit sur leur territoire l'emploi du bromure de méthyle pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition.

35. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

## **8.5 Rapport du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce**

36. Le représentant du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) a présenté un document<sup>12</sup> sur les récentes activités de ce mécanisme. Des informations collectées lors d'un atelier du FANDC sur l'usage de l'analyse économique pour faciliter la prise de décisions liées à l'Accord SPS, qui s'est tenu à Genève en octobre 2009, ont été mises en ligne sur le site web du Fonds. Des notes d'information sur le changement climatique et les mouches des fruits ont été également publiées. Le représentant a présenté un film produit en juin 2009 qui comprenait trois études de cas sur la manière dont les pays se conforment aux normes SPS afin d'accéder aux marchés et s'y développer. En 2010, le FANDC a prévu d'organiser pendant le deuxième semestre une réunion technique sur les indicateurs et un atelier sur des partenariats public-privé en matière de renforcement des capacités.

37. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

## **8.6 Rapport d'autres organisations ayant statut d'observateur**

### **8.6.1 Organisation mondiale de la santé animale**

38. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) a présenté un rapport<sup>13</sup> et noté qu'il existait des analogies importantes entre l'OIE et la CIPV ainsi que des intérêts communs, notamment les organismes nuisibles, l'évaluation des risques phytosanitaires, les normes privées, le renforcement des capacités, etc. Les concepts de régionalisation et de compartimentation ont été très utiles pour faciliter le commerce. En 2009, l'OIE a publié un Manuel d'analyse des risques qui fournit des indications pratiques. Elle a aussi publié un guide portant sur le règlement des différends commerciaux. L'OIE a par ailleurs examiné les problèmes que posent les normes privées et leurs avantages éventuels. Elle a diffusé un questionnaire sur les normes privées qui montre que les avis sont très divergents en la matière.

---

<sup>12</sup> CPM 2010/INF/11.

<sup>13</sup> CPM 2010/INF/10/Rev.1.

39. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### 8.6.2 Commission du Codex Alimentarius

40. Le représentant du Secrétariat du Codex a présenté un document<sup>14</sup> sur les activités de la Commission du Codex Alimentarius. La liaison informelle entre les secrétariats du Codex et de la CIPV est maintenue afin de rechercher des synergies dans des domaines d'intérêt mutuel comme les travaux sur la certification électronique. À ce sujet, la Commission du Codex Alimentarius a adopté lors de sa dernière session un modèle de certificat générique officiel pour rationaliser les procédures de certification, y compris sous forme électronique. Elle s'est montrée par ailleurs très active en ce qui concerne les aliments issus des biotechnologies récentes, les contaminants (mycotoxines), les résidus de pesticides, notamment. La base de données sur les résidus de pesticides dans les aliments et aliments pour animaux et la norme Codex pour les contaminants et les toxines présents dans les produits destinés à la consommation humaine et animale (notamment les codes d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination par diverses mycotoxines découlant de la production, de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, de l'emballage, du conditionnement, du transport ou de la détention des aliments) sont disponibles en ligne à l'adresse: <http://www.codexalimentarius.net>. La Commission du Codex Alimentarius attendait avec intérêt de promouvoir la coopération dans les domaines pertinents dans lesquels il est possible de collaboration avec la CIPV.

41. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### 8.6.3 Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

42. Le représentant de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a présenté les salutations du nouveau Directeur général de l'Institut. Il a réitéré l'engagement qu'a pris l'IICA d'améliorer et de protéger les ressources phytosanitaires dans le cadre de la CIPV<sup>15</sup>. Il a mis en évidence les nombreuses manières dont l'Institut a renforcé ses liens avec les organisations régionales de la protection des végétaux des Amériques – le Comité de Sanidad Vegetal del Cono Sur (COSAVE), la Comunidad Andina, l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA) et l'Agence caribéenne de santé agricole (CAHFSA), nouvellement créée. Il a informé la CMP qu'une méthodologie et un manuel avaient été élaborés afin de préparer des « profils de risque phytosanitaire » destinés aux postes frontières. Il a également avisé la CMP de la conception d'un manuel visant à fournir des indications aux délégués inexpérimentés afin qu'ils sachent ce qu'ils doivent faire avant, pendant et après les réunions internationales du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius, ainsi que des organes de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de la CIPV.

43. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### 8.6.4 Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture

44. La Représentante de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA) a présenté un compte-rendu oral. Elle a précisé que les activités de la Commission concernaient l'ensemble des organismes vivants, et pas uniquement les plantes. Ainsi, la Commission avait décidé d'inclure l'étude des invertébrés et des microorganismes dans son programme de travail car ils jouaient un rôle important, notamment en matière de pollinisation, de

<sup>14</sup> CPM 2010 CRP/5.

<sup>15</sup> CPM 2010/INF 23.

biodiversité des sols et de lutte biologique. La Représentante a indiqué que la CRGAA félicitait la CIPV pour son travail sur la NIMP 3 (Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles) et s'est réjouie que les questions liées à l'importation de matériel phytogénétique pour la recherche et l'éducation soient désormais intégrées au programme de travail de la CIPV relatif à l'établissement de normes. Elle a fait remarquer que la CRGAA aimerait renforcer ses interactions avec la CIPV.

45. La CMP:

1. *A pris note* du compte rendu.

### **8.6.5 Groupe de recherche international sur les organismes de quarantaine forestiers**

46. Le représentant du Groupe de recherche international sur la quarantaine forestière a présenté un rapport<sup>16</sup> et précisé que le Groupe apportait son concours à l'élaboration de normes internationales depuis sept ans. Des experts scientifiques y travaillent tout au long de l'année, souvent à la demande directe du Groupe technique sur la quarantaine forestière. Le Représentant a encouragé les experts scientifiques à participer à la prochaine réunion, qui doit se tenir du 27 septembre au 10 octobre à Beyrouth (Liban).

## **9. OBJECTIF 1: UN PROGRAMME FIABLE D'ÉTABLISSEMENT ET DE MISE EN ŒUVRE DE NORMES SUR LE PLAN INTERNATIONAL**

### **9.1 Rapport du Président du Comité des normes**

47. Le Président du Comité des normes, M. Ribeiro da Silva (Brésil), avait fait une présentation de son rapport<sup>17</sup> sur DVD car il ne pouvait être présent à la réunion et avait, en outre, démissionné de ses fonctions pour des raisons liées à un changement de carrière. Il a conclu que la CIPV s'appliquait aux organismes nuisibles réglementés, mais qu'elle faisait également mention des activités de coopération et des autres organismes nuisibles en général. Les activités concernant des organismes nuisibles non réglementés (comme ceux qui sont insignifiants en matière d'exportations mais ont un impact sur la production, ou ceux dont les principaux effets ne se manifestent pas au niveau des cultures mais plutôt des produits qui en sont issus) tiendront peut-être, à l'avenir, une place importante au sein de la CMP. Les membres ont félicité le Président du Comité des normes et la CMP de leur excellent travail et adressé leurs remerciements au Président.

### **9.2 Adoption de normes internationales: procédure ordinaire**

48. Le Secrétariat a présenté les neuf projets de texte soumis à CMP<sup>18</sup> était saisie pour examen, qui comprennent:

- une nouvelle NIMP intitulée *Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (Solanum spp.) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international*;
- un appendice à la NIMP 26 (*Établissement de zones exemptes de mouches des fruits (Tephritidae)*) sur le piégeage des mouches des fruits;
- une nouvelle NIMP intitulée *Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée (QPE) pour les végétaux*;
- un amendement à la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*);
- une annexe à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) – Traitement par irradiation contre *Conotrachelus nenuphar*;
- une annexe à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) – Traitement par irradiation contre *Cylas formicarius elegantulus*;

---

<sup>16</sup> CPM 2010/INF/12.

<sup>17</sup> CPM 2010/INF/7.

<sup>18</sup> CPM 2010/2.

- une annexe à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) - Traitement par irradiation contre *Euscepes postfasciatus*;
- une annexe à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) - Traitement par irradiation contre *Grapholita molesta*;
- une annexe à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) - Traitement par irradiation contre *Grapholita molesta* sous hypoxie.

49. Le Secrétariat a remercié les membres qui avaient envoyé des observations écrites quatorze jours avant la réunion. Il a pu ainsi les rassembler et les mettre à la disposition des membres avant la session de la CMP, ce qui a facilité les débats. Le responsable de chaque projet de NIMP avait procédé à un examen préliminaire des observations et, dans certains cas, des propositions de modification du texte. Aucune autre observation n'a été présentée pendant la plénière.

50. Le Secrétariat a indiqué qu'un nouveau format et une nouvelle présentation des normes avaient été arrêtés, comme le montraient les NIMP présentées pour adoption à la cinquième session. Il en irait de même pour les normes adoptées, dans le prochain recueil de NIMP. En outre, l'encadré qui figure sur la couverture des normes et qui indique où en est leur adoption, sera retiré après l'adoption.

51. Il a été rappelé à la CMP que les questions de traduction devaient être résolues au moyen de la nouvelle procédure adoptée au titre du point 9.7 de l'ordre du jour.

52. La CMP a remercié les personnes qui avaient pris part à l'élaboration des normes.

#### **9.2.1 Nouvelle NIMP sur le Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (*Solanum spp.*) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international<sup>19</sup>**

53. Un groupe de travail présidé par M. Ashby (Royaume-Uni) a examiné le projet de NIMP et les observations. Le texte a été modifié sur la base des observations.

54. La CMP:

1. A adopté en tant que NIMP 33: *Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (*Solanum spp.*) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international* qui figure à l'Appendice 2.

#### **9.2.2 Appendice à la NIMP 26 (Établissement de zones exemptes de mouches des fruits (*Tephritidae*)) sur le piégeage des mouches des fruits<sup>20</sup>**

55. Le Secrétariat a noté que les deux responsables de cette norme et le Groupe technique sur les zones exemptes et approches systémiques pour les mouches des fruits s'étaient accordés à recommander que cette norme soit renvoyée au CN pour examen ultérieur, étant donné le nombre et l'étendue des observations. Certains membres ont souscrit à cette option, étant donné la nature technique de la norme, le nombre d'observations, les divergences de vues apparaissant dans les diverses observations, d'où la nécessité d'éviter que la CMP ne joue le rôle du CN. Certains autres membres ont indiqué qu'ils souhaitaient que cette norme soit examinée à la CMP, compte tenu de la nécessité d'obtenir des orientations au sujet du piégeage, du fait qu'un nombre plus élevé d'observations des membres avaient été traitées à des sessions antérieures de la CMP pour d'autres normes, que c'était là la seule occasion d'adopter cette norme cette année et que la plupart des parties contractantes étaient représentées au sein de la CMP.

56. Une réunion des Amis du Président a été organisée pour examiner la façon de procéder pour ce projet de NIMP. Elle a recommandé de renvoyer ce projet de texte au CN en vue de la réunion d'avril 2010 de ce dernier accompagné de la recommandation suivante:

<sup>19</sup> CPM 2010/2/Annexe 1, CPM 2010/INF/15, CPM 2010/CRP/1.

<sup>20</sup> CPM 2010/2/Annexe 2, CPM 2010/INF/16, CPM 2010/CRP/1.

- que le responsable de la norme et le Groupe technique sur les zones exemptes et approches systémiques pour les mouches des fruits travaillent avec diligence, en ne tenant compte que des 84 observations présentées 14 jours avant la cinquième session de la CMP, à la révision du projet de texte en vue de sa présentation à la réunion du CN de novembre 2010,
- que le projet de texte soit maintenu en tant qu'appendice,
- que le CN envisage de déroger à la période de 100 jours de consultation des membres, et
- que le projet de texte soit présenté pour adoption à la sixième session de la CMP.

57. La CMP:

1. *Est convenue* de renvoyer le projet de texte à la réunion d'avril 2010 du CN, accompagné de la recommandation détaillée figurant au paragraphe 56 du rapport de la cinquième session de la CMP.

### **9.2.3 Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée pour les végétaux<sup>21</sup>**

58. Le groupe de travail présidé par M. Ashby (Royaume-Uni) a examiné le projet de NIMP et les observations le concernant. Le texte a été modifié compte tenu des observations.

59. La CMP:

1. *A adopté* la NIMP 34: *Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée pour les végétaux*, figurant à l'Appendice 3.

### **9.2.4 Amendement à la NIMP 5: Proposition de suppression d'un terme et de sa définition « organisme utile »<sup>22</sup>**

60. Le représentant du Japon a demandé que l'observation<sup>23</sup> du Japon soit officiellement enregistrée par la CMP.

61. La CMP:

1. *A approuvé* la suppression du terme « organisme utile » et de la définition correspondante, dans la NIMP 5 (Glossaire des termes phytosanitaires).

### **9.2.5 Traitements par irradiation en annexes à la NIMP 28 (Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés)<sup>24</sup>**

62. Des objections formelles avaient été reçues concernant les traitements par irradiation contre *Cylas formicarius elegantulus* et *Euscepes postfasciatus*. Le responsable, en liaison avec le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires, a recommandé que ces traitements soient renvoyés au CN pour un nouvel examen.

63. D'autres traitements et observations ont été examinés par le groupe de travail présidé par M. Ashby (Royaume-Uni). Les textes ont été modifiés compte tenu des observations. La note de bas de page correspondante a été modifiée en conséquence, et le groupe de travail a recommandé qu'elle soit modifiée rétroactivement dans tous les documents relatifs aux traitements déjà adoptés par la CMP (annexes à la NIMP 28), et dans les documents relatifs aux traitements en cours d'examen, y compris les deux traitements susmentionnés, qui font l'objet d'un renvoi au CN.

64. La CMP:

1. *A adopté* les traitements par irradiation pour *Conotrachelus nenuphar* (Appendice 4), *Grapholita molesta* (Appendice 5) et *Grapholita molesta* sous hypoxie (Appendice 6).

---

<sup>21</sup> CPM 2010/2/Annexe 3, CPM 2010/INF/17.

<sup>22</sup> CPM 2010/2/Annexe 4.

<sup>23</sup> CPM 2010/INF/18.

<sup>24</sup> CPM 2010/2/Annexe 5 à 9; CPM 2010/INF/19, CPM 2010/CRP/1.

2. *A adopté* la note de bas de page modifiée concernant les traitements par irradiation susmentionnés et *demandé* au Secrétariat de modifier rétroactivement la note de bas de page des annexes à la NIMP 28.
3. *A demandé* au CN de procéder à un nouvel examen des traitements par irradiation pour *Cylas formicarius elegantulus* et *Euscepes postfasciatus* compte tenu des objections officielles reçues.

### **9.3 Adoption de normes internationales: procédure spéciale (protocole de diagnostic pour *Thrips palmi*)**

65. Le Secrétariat a présenté le projet de protocole relatif à *Thrips palmi*, soumis pour adoption à la cinquième session de la CMP dans le cadre de la procédure spéciale<sup>25</sup>. Aucune objection officielle ne lui était parvenue au cours de la période de remise des commentaires, close 14 jours avant le début de la session. Un membre, se déclarant favorable à l'adoption du texte, a cependant fait remarquer qu'il fallait renforcer les capacités en vue de l'application de cette norme. Il s'agit du premier protocole de diagnostic adopté dans le cadre de la CIPV. La CMP a remercié les personnes qui ont participé à l'élaboration de cette norme.

66. La CMP:

1. *a adopté* en tant qu'annexe à la NIMP 27 (*Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*) le protocole de diagnostic relatif à *Thrips palmi*, présenté à l'Appendice 7.

### **9.4 Programme de travail de la CIPV relatif à l'établissement des normes**

67. Le Secrétariat a présenté le document<sup>26</sup> et le programme de travail relatif à l'établissement des normes joint en annexe. À l'issue des débats, les décisions ont été modifiées<sup>27</sup>. Les questions soulevées concernaient le rang de priorité à accorder aux sujets ci-après: réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et moyens de transport; importance qu'il y a à mettre en contribution les parties prenantes non agricoles aux échelles nationale et internationale; déplacements internationaux de semences; nécessité d'envisager l'accélération du processus d'établissement des normes pour les protocoles de diagnostic et les traitements phytosanitaires, notamment pour les solutions de remplacement du bromure de méthyle; sujet proposé de la lutte biologique contre les organismes nuisibles aux forêts; nécessité d'évaluer le cadre des normes afin d'élaborer une vision stratégique et enfin, rappel du fait que la CMP avait demandé un examen des procédures d'établissement des normes techniques après l'adoption des traitements et des protocoles de diagnostic.

68. En outre, un membre a noté que les normes internationales devraient être d'une lecture aisée, pratiques et comporter quelques considérations économiques, mais que certaines des NIMP récemment élaborées nécessitent maintenant des connaissances techniques de haut niveau.

69. Le représentant de la Zambie a offert d'aider à colliger les observations reçues pendant la période consultation des membres si nécessaire. D'autres pays et organisations ont proposé leurs services, notamment la Malaisie, le Royaume-Uni, les Philippines et le COSAVE.

70. La CMP:

1. *A adopté* l'adjonction de révisions de NIMP et les priorités correspondantes qui figurent dans l'Appendice 8.
2. *A adopté* l'adjonction de nouveaux sujets et les priorités correspondantes qui figurent dans l'Appendice 8.

<sup>25</sup> CPM 2010/10.

<sup>26</sup> CPM2010/11.

<sup>27</sup> CPM 2010/CRP/9.

3. *A adopté* le passage d'une priorité élevée à une priorité normale pour les sujets suivants: *Préagrément pour les articles réglementés et Systèmes d'autorisation des activités phytosanitaires*.
4. *A noté* la suppression du traitement par irradiation pour *Omphisia anastomosalis*.
5. *A demandé* au Comité des normes, lorsqu'il établirait la spécification pour la lutte biologique contre les organismes nuisibles aux forêts, de limiter la portée de la norme au concept de lutte biologique dans le cadre d'une approche systémique des mesures phytosanitaires.
6. *A demandé* au Secrétariat d'insérer un bref résumé de la présentation de chaque sujet proposé lorsqu'il présenterait ces recommandations en vue de leur adjonction au programme de travail.
7. *A demandé* au Secrétariat de travailler aussitôt que possible aux sujets liés aux conteneurs et aux moyens de transport faisant l'objet d'un commerce international.
8. *A demandé* au Bureau, avec des apports du PSAT, d'envisager un cadre pour les normes, en utilisant les informations disponibles, et d'élaborer une vision stratégique afin d'identifier les normes dont on aura besoin pour atteindre les objectifs de la CIPV. De surcroît<sup>28</sup>, le Bureau, en accord avec le Comité des normes, devrait envisager les modalités optimales de nature à accélérer l'élaboration de projets de normes techniques en vue de leur présentation à la CMP.
9. *A demandé* au Comité des normes d'étudier toutes les possibilités afin de recommander des traitements des matériaux d'emballage en bois qui se substituent au bromure de méthyle, en vue de leur présentation pour adoption à la CMP dans les plus brefs délais.
10. *A noté* que le Secrétariat procéderait de nouveau à des périodes de consultation des membres dans le cadre à la fois de la procédure ordinaire et de la procédure spéciale, simultanément, pendant la période juin-septembre 2010.
11. *A demandé* aux membres d'associer les parties prenantes non agricoles au processus de consultation, le cas échéant.
12. *A noté* que le Secrétariat, en accord avec le CN, présenterait l'équivalent de cinq projets de NIMP pour consultation par les membres en 2010.
13. *A demandé* au Secrétariat de mettre à la disposition des ONPV et des ORPV les projets de normes techniques assujettis à la procédure spéciale, lorsque ces projets de textes sont présentés au Comité des normes pour examen avant d'être envoyés aux membres pour consultation.
14. *A demandé* aux membres d'envisager d'offrir leurs services pour colliger les observations le cas échéant.
15. *A noté* que des appels à candidature d'experts seraient lancés pour les groupes de rédaction composés d'experts chargés d'élaborer des normes sur des sujets figurant dans le programme de travail relatif à l'établissement des normes et *a encouragé* la présentation de candidatures d'experts par les ONPV et les ORPV.

### 9.5 Recommandations concernant la cohérence des NIMP

71. Le Secrétariat a présenté le document correspondant<sup>29</sup> et a pris note du travail de grande ampleur entrepris par le Groupe technique pour le Glossaire afin d'étudier la cohérence des NIMP avant qu'elles ne soient examinées par le Comité des normes. Le Président a fait remarquer que la procédure dont était convenue précédemment la CMP impliquait que les modifications proposées à des fins de cohérence soient adoptées sous la forme de corrections à insérer. Plusieurs membres ont sollicité le renvoi de trois corrections de ce type devant le Comité des normes (Annexe 1 au document CPM 2010/8: rangées 7 et 13 pour la NIMP 10, rangée 14 pour la NIMP 14). Ils ont demandé que celui-ci examine les modalités de soumission des corrections à insérer afin d'éviter les suggestions inopportunes.

72. Certains membres ont rappelé que la CMP était convenue, à sa dernière réunion, de la mise en place d'une procédure à laquelle devaient participer le Groupe technique pour le Glossaire et le Comité des normes, et qui prévoyait un examen par la Commission elle-même. Ils ont ajouté qu'en

---

<sup>28</sup> ICPM-6 (2004), paragraphe 77.

<sup>29</sup> CPM 2010/8.



tout état de cause, que cette procédure soit ou non suivie telle quelle, la CMP ne devait pas étudier en détail les trois changements problématiques mentionnés plus haut. Un membre a suggéré que le Secrétariat se charge des trois changements en question. Un autre a indiqué que la procédure de réexamen, à des fins de cohérence, des NIMP déjà adoptées étaient toujours en cours d'élaboration mais que, si l'année prochaine des objections subsistaient quant à certaines modifications proposées par le Comité des normes, la CMP devrait reconsidérer la question.

73. La CMP:

1. *A pris note* des corrections nécessaires pour remédier aux incohérences entre les termes utilisés dans les NIMP 3, 10, 13, 14, 22 et dans le Supplément 1 à la NIMP 5, tels que modifiés.
2. *A demandé* au Secrétariat d'insérer ces changements, tels que modifiés, aux NIMP 3, 10, 13, 14, 22 et au Supplément 1 à la NIMP 5 (outre les recommandations générales applicables à ces normes).
3. *A demandé* au Secrétariat d'examiner trois modifications à des fins de cohérence (Annexe 1 au document CPM 2010/8, rangées 7 et 13 pour la NIMP 10, rangée 14 pour la NIMP 14) et d'envisager de quelle manière les traiter.

## 9.6 Correction d'incohérences et d'erreurs de traductions

74. Le Secrétariat a présenté le document correspondant<sup>30</sup>. Aucun participant n'est intervenu.

75. Il a été précisé que la CIPV/FAO avait signé des accords relatifs à la copublication des NIMP en portugais, en russe et en japonais avec le Brésil, l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) et le Japon, respectivement. Un membre a indiqué qu'il serait utile que le Secrétariat informe les membres de l'existence de ces versions linguistiques non officielles et les mette à leur disposition.

76. La CMP:

1. *A pris note* du fait que les versions espagnoles des NIMP 3, 10, 13, 14, 22 et du Supplément 1 à la NIMP 5 seraient actualisées afin qu'y soient insérés les changements.
2. *A pris note* du fait que la version française de la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*) serait mise à jour, le terme « *germplasm* » n'étant désormais plus traduit par « matériel génétique » mais par « germoplasme ».

## 9.7 Rectification des traductions, mise en forme et mise au point définitive des textes des NIMP adoptées

77. Le Secrétariat a présenté le document<sup>31</sup>, notamment une procédure proposée pour les membres souhaitant modifier les traductions des normes adoptées à la cinquième session de la CMP, l'organisation d'un groupe d'examen linguistique et la proposition de modifications dans un délai d'un mois après la session de la CMP. Les groupes d'examen linguistique opéreraient de façon autonome, sans bénéficier de ressources du secrétariat. La question de savoir pourquoi ce processus ne serait pas appliqué à d'autres normes ayant été posée, le Secrétariat a répondu que cette formule serait essayée en 2010; ce n'est qu'ensuite que l'on pourrait envisager de la prolonger.

78. Certains membres ont proposé de nouveaux libellés, de nature à préciser que la procédure concerne les normes adoptées cette année, que l'examen porte sur les versions dans des langues autres que l'anglais, et qu'un membre est chargé de coordonner le processus pour chaque groupe linguistique. Une réunion des Amis du Président a été organisée pour établir un nouveau libellé de la procédure.

79. La CMP:

1. *A accepté* le processus de rectification des erreurs dans les versions linguistiques des NIMP autres que la version anglaise après l'adoption, exposé dans l'Appendice 9.

<sup>30</sup> CPM 2010/9.

<sup>31</sup> CPM 2010/18.

2. *A invité* les membres de chaque groupe linguistique de la FAO à se demander s'ils ont des rectifications à apporter à la traduction des NIMP adoptées à la cinquième session de la CMP et, dans l'affirmative, à constituer un groupe d'examen linguistique. Les groupes d'examen linguistique devraient informer le Secrétariat de leur structure et du nom de leur coordonnateur et décrire les modalités selon lesquelles ils s'organiseront pour réunir les observations de leurs membres concernant leurs préférences terminologiques, les modifications d'ordre rédactionnel et le mode de présentation, ainsi que leurs procédures de prise de décisions.
3. *A invité* les groupes d'examen linguistique constitués à examiner les NIMP adoptées à la cinquième session de la CMP et à adresser au secrétariat des observations, par l'intermédiaire de leur coordonnateur, dans un délai d'un mois à compter de l'adoption des NIMP par la CMP.

## 9.8 Mise à jour sur l'homologation du symbole de la NIMP 15

80. Le Secrétariat a fait le point sur l'enregistrement du symbole de la NIMP 15<sup>32</sup>. Plusieurs demandes d'enregistrement ont été déposées: une au titre du Système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, afin de couvrir sept pays supplémentaires; une au titre du système régional de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), afin de couvrir 16 pays supplémentaires; l'enregistrement national avait commencé dans chacun des 16 États membres ayant répondu à la lettre adressée par le Secrétaire de la CIPV en février 2008. Les fonds qui peuvent être alloués à l'enregistrement sont limités et la procédure est lente. Elle n'est pas encore amorcée dans plus de 80 pays. Le mandat d'un consultant juridique chargé d'étudier la situation en matière d'enregistrement et de proposer des solutions de remplacement a été défini dans les grandes lignes, mais aucun candidat n'a été sélectionné à ce jour. Le Secrétariat a donc sollicité à cet égard l'assistance de certains participants, qui ont accepté.

81. Certains membres ont suggéré de mettre un terme à la procédure d'enregistrement du symbole de la NIMP 15, compte tenu des ressources considérables mobilisées pour sa gestion et pour le suivi de l'information, ainsi que des coûts élevés d'enregistrement et de réenregistrement. Ils ont conseillé d'envisager d'autres possibilités. Un membre a fait remarquer qu'il était possible de protéger le symbole au niveau national, par exemple en adjoignant l'emblème du pays à celui de la CIPV. Le représentant du Service juridique de la FAO a, quant à lui, indiqué que le symbole pourrait être protégé au niveau mondial, à condition qu'il soit enregistré au nom de l'Organisation plutôt qu'à celui de chaque pays.

82. La CMP:

1. *A pris note* de la nécessité de recruter un consultant juridique afin que celui-ci étudie les solutions envisageables pour protéger le symbole de la NIMP 15.
2. *A demandé* au Bureau de continuer à examiner les questions relatives à la protection de ce symbole et à faire rapport à la sixième session de la CMP, par l'intermédiaire du PSAT.

## 9.9 Descriptif des périodes de consultation des membres

83. Le Secrétariat a présenté un document sur les périodes de consultation des membres<sup>33</sup> et informé la CMP qu'il avait été demandé par le Bureau pour dissiper les doutes éventuels sur la période de présentation des observations sur les projets de NIMP, c'est-à-dire la période de consultation des membres (juin à septembre) et la période de quatorze jours maximum avant la session de la CMP. Le Président a souligné que la CMP devait respecter les structures et les procédures établies concernant le processus d'établissement de normes et que les membres ne devaient pas s'attendre à ce que la CMP assure les fonctions du CN pour la norme considérée.

84. Un certain nombre de membres ont commenté les décisions et suggéré des reformulations. Un membre a aussi recommandé que les observations reçues pendant les périodes de consultation soient

<sup>32</sup> CPM 2010/INF/2.

<sup>33</sup> CPM 2010/6.

traduites dans les langues officielles de la FAO, afin d'améliorer la participation au processus d'établissement de normes. Le Secrétaire a souligné les conséquences de cette proposition en matière de délais et de coûts. Une réunion des Amis du Président a été convoquée en vue de reformuler les décisions, afin qu'il soit fait bon usage des périodes de présentation des observations, dans le but de réduire, dans la mesure du possible, le nombre d'observations inutiles.

85. La CMP:

1. *A noté* que c'était pendant la période de consultation de 100 jours, qui s'étend de juin à septembre, que les observations devaient être formulées.
2. *A noté* que les observations présentées jusqu'à 14 jours avant la CMP ne devraient être que des observations de fond clairement liées au texte révisé ou visant à corriger des erreurs évidentes.
3. *A noté* que les observations émanant de tous les membres et reçues pendant les deux périodes étaient prises en compte dans l'élaboration des NIMP, mais que seules les observations reçues immédiatement avant la session de la CMP étaient distribuées et examinées en séance.
4. *A noté* que certains pays membres seraient susceptibles de participer plus activement au processus si les observations relatives aux projets de NIMP qui sont présentées dans les langues officielles de la FAO autres que l'anglais étaient traduites en anglais. En tout état de cause, cette question devait être examinée, du point de vue de l'élaboration des normes, en tenant compte des incidences financières et des questions de temps et d'efficacité.

#### 9.10 Présentation des protocoles de diagnostic en anglais

86. Le Secrétariat a présenté un document<sup>34</sup> décrivant la manière dont les protocoles de diagnostic étaient élaborés par un groupe international d'experts. Les travaux et les documents de référence sont pour la plupart en anglais et la traduction des protocoles avant leur adoption coûte très cher. Il était donc proposé d'élaborer ces protocoles en anglais et de les traduire après leur adoption.

87. Certains membres, néanmoins sensibles aux arguments des non anglophones, se sont prononcés pour l'élaboration des protocoles de diagnostic en anglais afin d'économiser du temps et de l'argent. D'autres membres, tout en comprenant les motifs de la proposition, ont suggéré que la traduction continue afin que tous les experts techniques puissent prendre connaissance des protocoles de diagnostic.

88. Une réunion des Amis du Président a permis d'aboutir à un compromis. Le responsable du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic a remercié les membres pour la solution trouvée en espérant qu'elle permettrait d'élaborer des protocoles plus rapidement.

89. La CMP:

1. *A décidé* que les protocoles de diagnostic seraient traduits en deux étapes, de la manière suivante :
  - avant la période de consultation de cent jours: une traduction dans les langues officielles de la FAO sera fournie à la demande des membres ;
  - selon l'usage habituel, c'est-à-dire avant l'adoption du protocole par la CMP.
2. *A demandé* au Secrétariat de fournir un mécanisme permettant aux membres de demander une traduction dans les langues de la FAO avant la période de consultation de cent jours.
3. *A décidé* que ce mécanisme serait réévalué à la sixième session de la Commission des mesures phytosanitaires.

---

<sup>34</sup> CPM 2010/5.

## **10. OBJECTIF 2: DES SYSTÈMES d'ÉCHANGE D'INFORMATIONS APPROPRIÉS POUR SATISFAIRE AUX OBLIGATIONS DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX**

### **10.1 Programme de travail sur la gestion de l'information pour 2010**

90. Le Secrétariat a noté qu'il n'y avait pas de document pour ce point de l'ordre du jour car le programme de travail était incorporé dans le plan opérationnel de 2010<sup>35</sup>. À la suite des demandes soumises les années précédentes, le programme d'échange d'informations a joué un rôle d'appui de plus en plus marqué, notamment en matière d'établissement de normes et de renforcement des capacités par l'intermédiaire de l'ECP révisé.

91. Le Secrétariat a informé la CMP qu'une stratégie de communication était en cours d'élaboration pour la CIPV dans le but d'appuyer la stratégie de mobilisation de ressources visant d'assurer une meilleure visibilité à la CIPV et d'expliquer pourquoi elle est importante. Cette stratégie de communication sera élaborée en étroite collaboration avec le Bureau et le PSAT et devrait être présentée à la sixième session de la CMP. Elle jouera un rôle fondamental dans l'établissement d'un environnement approprié pour la stratégie de mobilisation de ressources.

92. Le Secrétariat a noté que la plupart des réactions concernant le site web révisé de la CIPV étaient positives. Néanmoins, certains problèmes récurrents ont été soulevés, que le Secrétariat s'efforce de résoudre. Le Secrétariat a demandé aux membres d'examiner leurs systèmes de courriel pour s'assurer que les courriels de la CIPV n'étaient pas bloqués.

93. Certains membres ont accueilli favorablement le nouveau portail et indiqué qu'il était facile à utiliser. Il a été demandé que les NIMP soient plus accessibles sur la page d'accueil du site. Une ORPV a observé que certains pays n'avaient pas bénéficié du programme de renforcement des capacités en ce qui concerne l'échange d'informations et a insisté pour que ce programme soit élargi à un plus grand nombre de pays. Le Secrétariat a indiqué que les ressources affectées au renforcement des capacités en matière d'échange d'informations étaient limitées.

94. La CMP:  
1. *A pris note* du rapport.

## **11. OBJECTIF 3: DES SYSTÈMES EFFICACES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

95. Le Secrétariat a présenté un rapport verbal. Il n'y a eu aucune procédure de règlement de différends depuis la quatrième session de la Commission des mesures phytosanitaires.

96. Un membre s'est interrogé sur le rôle actuel et futur de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends s'il n'y avait pas de différends à régler. Le Secrétariat a fait remarquer que des discussions informelles entre des membres avaient souvent suffi à régler les différends d'ordre phytosanitaire, mais que le système mis en place par la CIPV était encore utile même s'il n'avait pas été employé jusque là. Le Président de l'Organe subsidiaire, M. Hedley (Nouvelle-Zélande), a expliqué qu'il s'agissait à l'origine d'un organe technique consultatif et que les membres pouvaient s'en servir en cas de besoin. Il a ajouté que le système de règlement des différends devait rester à la disposition des parties contractantes et qu'il espérait qu'il serait utilisé à l'avenir.

97. Des membres ont fait part de leurs inquiétudes concernant certaines questions d'ordre phytosanitaire. Le représentant du Brésil s'est ainsi inquiété de ce que les dispositions de l'Accord sur la protection des végétaux pour la région Asie et Pacifique imposent des restrictions sur les végétaux provenant de régions où la flétrissure sud-américaine des feuilles est endémique. Des craintes ont été également exprimées à propos d'un projet de norme régionale élaboré par l'Organisation nord-

---

<sup>35</sup> CPM 2010/27.

américaine pour la protection des plantes sur la spongieuse asiatique et son incidence éventuelle sur le commerce.

98. Des membres ont signalé que la CIMP avait décidé à sa quatrième session (2002, paragraphe 100) de ne pas inclure de questions analogues à celles examinées par le Comité SPS de l'OMC. Il était plutôt conseillé aux membres souhaitant un arbitrage sur ces questions phytosanitaires de se conformer au processus de la CIPV en saisissant l'Organe subsidiaire.

## **12. OBJECTIF 4: UNE AMÉLIORATION DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES DES MEMBRES**

### **12.1 Stratégie révisée de renforcement des capacités**

99. Le Secrétariat a présenté un document<sup>36</sup> contenant un document conceptuel et une stratégie révisée de renforcement des capacités phytosanitaires. L'élaboration de cette stratégie répond directement à la décision prise à cet effet par la Commission lors de sa troisième session pour que la stratégie soit mise au point, révisée par le PSAT, puis modifiée par un groupe de travail à composition non limitée réuni en décembre 2009.

100. Un membre, intervenant au nom des membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), a remercié la Communauté et la Confédération des syndicats d'agriculteurs d'Afrique australe (SACAU) pour avoir financé et organisé une réunion préparatoire pour l'Afrique australe en vue de la cinquième session de la Commission. Cette réunion a permis de renforcer la participation au sein de la CIPV et de la CMP, et de favoriser une meilleure compréhension des points inscrits à l'ordre du jour de la cinquième session. La mise en œuvre des éléments intéressant la CIPV était désormais une priorité pour les pays aspirant à devenir des parties contractantes à la Convention.

101. La Commission:

1. *A approuvé* le document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales présenté à l'Appendice 10.
2. *A approuvé* la stratégie révisée de renforcement des capacités phytosanitaires nationales présentée à l'Appendice 11.

### **12.2 Résultats obtenus par le Groupe de travail à composition non limitée sur l'élaboration de plans opérationnels et d'un cadre pour la stratégie de renforcement des capacités nationales de la CIPV**

102. Le Secrétariat a présenté le document<sup>37</sup> exposant les conclusions du Groupe de travail à composition non limitée. Celui-ci avait élaboré un plan opérationnel détaillé<sup>38</sup>.

103. Un groupe de travail a été réuni afin de procéder à l'examen du plan opérationnel et des actions proposées et de formuler des recommandations à l'intention de la CMP. Il a proposé la création d'un groupe de travail d'experts, de longue durée. Il a établi un nouveau libellé des décisions et a proposé le mandat d'un groupe d'experts chargé d'examiner et d'affiner le plan opérationnel relatif au renforcement des capacités phytosanitaires et d'aider le Secrétariat dans le domaine du renforcement des capacités.

104. La CMP:

1. *a examiné* le plan opérationnel de renforcement des capacités phytosanitaires présenté dans le document.

<sup>36</sup> CPM 2010/19.

<sup>37</sup> CPM 2010/21.

<sup>38</sup> CPM 2010/21/Annexe 1.

2. *A pris note* du fait que le plan opérationnel de renforcement des capacités régit l'ensemble des activités actuelles de renforcement des capacités de façon logique et coordonnée et ne reflète pas uniquement les activités du Secrétariat de la CIPV.
3. *Est convenue* de constituer un groupe de travail d'experts, chargé d'examiner et d'affiner le plan opérationnel de renforcement des capacités phytosanitaires qui aidera le Secrétariat à renforcer les capacités phytosanitaires nationales. Le plan révisé sera présenté à la sixième session de la CMP pour approbation.
4. *Est convenue* du mandat du groupe de travail d'experts figurant dans l'Appendice 12.
5. *A encouragé* chaque région de la FAO à sélectionner une personne à contacter chargée de collaborer avec le Secrétariat afin d'encourager les parties contractantes et autres parties prenantes à répertorier les activités actuelles et futures de renforcement des capacités phytosanitaires. Les résultats seront communiqués au Secrétariat avant la réunion du groupe de travail d'experts.
6. *A pris note* du fait que le plan opérationnel (cadres logiques) et les plans de travail serviront de base au Secrétariat de la CIPV pour élaborer et mettre en œuvre le renforcement des capacités.
7. *Est convenue* que les priorités du programme actuel de renforcement des capacités de la CMP sont les suivantes:
  - i) Élaboration de matériel de plaidoyer destiné aux donateurs afin qu'ils jouent un rôle de partenaire du renforcement des capacités concernant la CIPV et apportent leur appui à cet égard. Ce matériel de plaidoyer doit être élaboré en tant que prolongement de la stratégie de communication générale de la CIPV (Domaine stratégique 4, 1.3; Domaine stratégique 5) et pourrait se composer des éléments suivants:
    - études de cas
    - matériel adapté à des donateurs spécifiques dans des zones cibles
    - vidéos, comme celle réalisée dernièrement par le FANDC.
  - ii) Utilisation de l'ECP pays par pays, afin de formuler la stratégie de renforcement des capacités nationales de chacun d'entre eux et de déterminer les besoins prioritaires (Domaine stratégique 1, 1.1 1.2).
  - iii) Colliger des informations relatives aux activités de renforcement des capacités, en collaboration avec des personnes ou des organisations spécifiques, en vue d'amorcer la constitution de cette base de données (par exemple, Domaine stratégique 4, 2.1 du FANDC).
  - iv) Application des normes (Domaine stratégique 2b);
    - service d'assistance (Domaine stratégique 3a, 2.1);
  - v) Coordination des initiatives du renforcement des capacités à tous les niveaux (Domaine stratégique 3a).

### **12.3 Programme de travail 2010 de la CIPV pour le renforcement des capacités phytosanitaires**

105. Le Secrétariat a noté que le programme de travail pour 2010 figurait dans le plan opérationnel pour 2010<sup>39</sup> et qu'il serait examiné dans le cadre du point 13.4.2 de l'ordre du jour.

### **12.4 Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre**

106. Le Secrétariat a informé la Commission<sup>40</sup> que les activités relatives au système d'examen et de soutien de la mise en œuvre démarreraient en 2010. Il a également expliqué que ce programme serait mis en route grâce à des fonds du Secrétariat, mais a souligné que ces ressources étaient limitées et n'étaient disponibles que pour 2010. Certains membres ont noté qu'il s'agissait d'une activité essentielle pour la mise en œuvre de la CIPV et ont exprimé leur soutien.

107. La CMP:

1. *A pris note* du document.

---

<sup>39</sup> CPM 2010/26.

<sup>40</sup> CPM 2010/17.

2. *A invité* les Parties contractantes à soutenir cette activité en contribuant au Fonds fiduciaire de la CIPV.

### **12.5 Mise à jour sur l'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP)**

108. Le Secrétariat a présenté un document<sup>41</sup> contenant une mise à jour sur le perfectionnement de l'outil d'ECP. Celui-ci avait repris en 2010 et une version opérationnelle devrait être mise à l'essai sur le terrain. Certains membres s'en sont félicités et ont exprimé leur intérêt pour cette nouvelle version et leur souhait de prendre part à des essais sur le terrain.

109. La CMP:

1. *A pris note* de l'élaboration de la nouvelle version de l'ECP.
2. *A encouragé* les membres à participer aux essais de cette nouvelle version sur le terrain, soit en fournissant des ressources pour que des essais puissent être effectués dans un certain nombre de pays, soit en consacrant du temps et du personnel à la mise à l'essai du programme.

### **12.6 Guide des pratiques et des normes phytosanitaires internationales concernant les forêts**

110. Le Secrétariat a présenté un document relatif à l'élaboration d'un guide des pratiques et des normes internationales phytosanitaires concernant les forêts<sup>42</sup>. Certains membres se sont félicités de cette initiative. D'autres ont suggéré que ce guide devrait être publié avec l'ajout d'une mention précisant que celui-ci ne saurait être considéré comme une interprétation juridique officielle de la CIPV ou des textes y afférents, et qu'il est destiné à l'information du public uniquement. Un membre a exprimé le souhait que de tels guides puissent être élaborés dans d'autres domaines, notamment pour les semences, les grains, l'horticulture et le bois d'œuvre.

111. Une ORPV a exprimé son soutien à l'élaboration de directives sur la quarantaine forestière et a indiqué la nécessité d'une collaboration entre les institutions s'occupant de forêts et de quarantaine et d'une compréhension commune des mesures de quarantaine.

## **13. OBJECTIF 5: UNE MISE EN ŒUVRE DURABLE DE LA CIPV**

### **13.1 Rapport de la onzième réunion du Groupe de travail informel de la CMP sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT)**

112. Un membre du Bureau, M. Roberts (Australie), a présenté le rapport du PSAT<sup>43</sup>. Il a souligné certains sujets de discussion particulièrement importants, notamment: la forme simplifiée et consolidée sous laquelle les rapports financiers et les budgets seraient présentés à l'avenir à la CMP; l'élaboration du plan d'activités pour 2012-2017; l'examen des priorités en matière de normes dans le cadre du programme relatif à l'élaboration des normes; le signalement d'organismes nuisibles auprès des ORPV; l'avenir du PSAT; et les manuels techniques et les ressources existant au sein de la FAO susceptibles d'être utilisés pour produire du matériel d'orientation.

113. La CMP:

1. *A pris note* du rapport.

### **13.2 Composition actuelle de la CIPV**

114. Le Secrétariat a présenté un document sur ce point<sup>44</sup>. La CIPV compte désormais 172 Parties contractantes. Deux nouveaux pays ont adhéré depuis la quatrième session de la CMP (2009): le

<sup>41</sup> CPM 2010/20.

<sup>42</sup> CPM 2010/INF/1.

<sup>43</sup> CPM 2010/INF/3.

<sup>44</sup> CPM 2010/INF/5.

Botswana et le Monténégro. La Commission a souhaité la bienvenue aux nouvelles Parties contractantes.

### 13.3 Réception de la correspondance sous forme électronique

115. Le Secrétariat a présenté un document<sup>45</sup> concernant la réception de la correspondance sous forme électronique, et il a noté que depuis la rédaction de ce document, en décembre 2009, 7 nouveaux pays avaient choisi de recevoir la correspondance sous cette forme, portant ainsi que le total à 55 ONPV et ORPV.

116. Les membres pouvaient notifier leur souhait de recevoir toute la correspondance sous forme électronique, soit en utilisant le modèle joint au document, soit en cochant l'option correspondante sur le Portail phytosanitaire international.

117. Une ORPV a exprimé le souhait de recevoir la correspondance sous forme électronique. Un membre et une ORPV se sont demandés quels étaient les moyens possibles pour s'assurer que les informations officielles parviennent effectivement à leur destinataire, même en cas de changement du point de contact officiel. Le Secrétariat a noté qu'il était important que les Parties contractantes l'informent le plus rapidement possible de tout changement des points de contact (un formulaire est disponible à cet effet sur le Portail), et il a rappelé que ces derniers étaient responsables de la mise à jour de leurs propres coordonnées (en particulier de leur adresse électronique).

118. Répondant à une question, le Secrétariat a noté que la proposition de ne plus envoyer les communications de la CIPV sur support papier n'avait aucun lien avec les nouveautés possibles en matière de certification électronique.

119. Quelques membres ont indiqué que la date proposée pour l'arrêt progressif de l'envoi des communications sur papier (31 décembre 2012) constituerait un problème pour certains pays. Le Secrétariat a noté qu'en vertu des décisions prises, après cette date les pays avaient la possibilité de demander, si nécessaire, l'envoi de la correspondance sous forme imprimée. Il a été souligné que le choix de recevoir la correspondance sur support papier ou sous forme électronique s'appliquait à l'ensemble des documents de la CIPV.

120. La CMP:

1. *A encouragé* ses membres à indiquer le plus rapidement possible leur choix de ne recevoir la correspondance que sous forme électronique, soit en cochant cette option sur le PPI, soit en envoyant une lettre suivant le modèle figurant dans le document CPM 2010/13.
2. *Est convenue* que toutes les communications de la CIPV seront virtuelles (c'est-à-dire qu'elles seront transmises sous forme électronique uniquement) à compter du 31 décembre 2012.
3. *Est convenue* qu'après le 31 décembre 2012, les Parties contractantes pourront demander par écrit l'envoi de copies papier des communications et des documents de la CIPV.

### 13.4 Rapport financier, budget et plans opérationnels

121. Le Secrétariat a expliqué que les rapports financiers et les budgets avaient été consolidés et présentés dans le format simplifié demandé par le Bureau et le PSAT. Les documents présentaient les trois principales sources de financement des activités du Secrétariat de la CIPV, à savoir le Programme ordinaire de la FAO, le Fonds fiduciaire de la CIPV et le Fonds fiduciaire européen. Les dépenses sont cumulées en fonction des sept objectifs du plan d'activités, sur cinq ans, et tiennent compte des dépenses de personnel. Les dépenses supplémentaires liées à l'embauche de consultants sont ventilées par objectif. Il a aussi été porté à l'attention de la CMP qu'elle n'approuvait que le rapport financier et le budget du Fonds fiduciaire de la CIPV.

---

<sup>45</sup> CPM 2010/13



122. Il a été noté que les légères modifications apportées aux directives financières relatives au Fonds fiduciaire de la CIPV, adoptées la quatrième session de la CMP (2009) figuraient dans le rapport de ladite session mais non dans l'appendice correspondant. La version corrigée sera jointe au présent rapport (Appendice 13) et remplacera toutes les versions précédentes.

#### 13.4.1 Rapport financier et plan opérationnel 2009

123. Le Secrétariat a présenté le rapport financier de 2009<sup>46</sup>. Il a été noté que les contributions en nature ne figuraient pas dans le rapport financier mais étaient mentionnées dans le rapport du Secrétariat<sup>47</sup>. Le Secrétariat a donné des détails sur une correction apportée pour que l'état financier du Fonds fiduciaire de la CIPV prenne en compte le report des années précédentes, et des modifications ont été apportées en conséquence.

124. Certains membres ont demandé qu'à l'avenir le rapport financier comprenne en outre des informations détaillées pour chaque objectif. Le Secrétariat a expliqué que la présentation d'un rapport détaillé était compliquée à cause des différences existant entre les activités figurant dans le plan opérationnel et la manière dont les dépenses étaient enregistrées dans le système de comptabilité de la FAO. Ce travail supplémentaire exigerait par ailleurs des ressources en personnel.

125. La CMP:

1. *A pris acte* des contributions et des dépenses du Secrétariat de la CIPV pour 2009.
2. *A pris acte* de la dotation en effectifs du Secrétariat de la CIPV pour 2009.
3. *A adopté* les états financiers de 2009 concernant le Fonds fiduciaire de la CIPV tels qu'ils sont présentés à l'Appendice 14.
4. *A remercié* le Japon et les États-Unis d'Amérique de leur contribution au Fonds fiduciaire de la CIPV.
5. *A remercié* l'Union européenne de sa contribution à un fonds fiduciaire visant à faciliter la participation des pays en développement à la CMP et au processus d'établissement des normes.
6. *A remercié* le Japon et les États-Unis d'Amérique de leur contribution à leurs fonds fiduciaires destinés au financement de cadres associés.

#### 13.4.2 Budget et plan opérationnel pour 2010

126. Le Secrétariat a présenté le budget et le plan opérationnel pour 2010<sup>48</sup>.

127. Le Secrétariat a annoncé une rectification relative au report sur 2010 figurant dans le budget du Fonds fiduciaire de la CIPV, qui a abouti à une modification du montant correspondant au Fonds fiduciaire de la CIPV pour 2009 indiqué dans le rapport financier. Le montant affecté au renforcement des capacités qui figure dans le plan opérationnel 2010 semblait faible, du fait que certaines activités avaient été payées d'avance en 2009. Le document indiquait également en détail les activités du plan opérationnel pour 2010 et il était assorti d'un calendrier indicatif.

128. En ce qui concerne le Fonds fiduciaire de la CIPV, certains membres ont demandé au Secrétariat d'expliquer à l'avenir les avantages que les pays en développement tireraient des fonds alloués. Ils ont rappelé au Secrétariat que le point 4.3 des directives financières relatives au Fonds fiduciaire de la CIPV disposait que le budget était communiqué à tous les membres de la Commission, 60 jours au moins avant l'ouverture de la session de la Commission au cours de laquelle le budget devait être adopté. Cette disposition devrait être prise en compte à l'avenir. Le Secrétariat a expliqué que ce ne serait pas possible dans le cadre de l'actuel programme d'établissement de rapports, car le dispositif financier de la FAO n'est pas définitivement arrêté avant la fin de février.

<sup>46</sup> CPM 2010/25.

<sup>47</sup> CPM 2010/23.

<sup>48</sup> CPM 2010/27.

129. La CMP:

1. *A noté* les contributions attendues et les dépenses inscrites au budget du Secrétariat de la CIPV pour 2010.
2. *A noté* la situation relative aux effectifs du personnel du Secrétariat de la CIPV pour 2010.
3. *A adopté* le budget 2010 du Fonds fiduciaire de la CIPV présenté à l'Appendice 15.
4. *A pris note* du plan opérationnel de la CMP pour 2010 présenté à l'Appendice 16.
5. *A pris note* du calendrier des réunions afférentes aux activités de la CIPV prévues pour 2010.
6. *A noté* que les activités identifiées dans le plan opérationnel peuvent être modifiées selon la disponibilité de ressources (financières et humaines).
7. *A demandé* au Secrétariat de mettre à jour le budget et le plan opérationnel pour 2010 afin de tenir compte des décisions prises à la cinquième session de la CMP.
8. *A noté* qu'au 31 décembre 2009, le Secrétariat n'avait reçu aucune notification de l'intention de donateurs de contribuer au Fonds fiduciaire de la CIPV en 2010.
9. *A encouragé* les parties contractantes à contribuer d'urgence au Fonds fiduciaire de la CIPV.
10. *A encouragé* les parties contractantes à contribuer en nature à aider à l'exécution des activités figurant dans le plan opérationnel de la CMP.

### 13.5 Élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources pour la CIPV

130. Le Secrétaire de la CIPV a présenté l'approche proposée pour l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources<sup>49</sup>. Un groupe de huit à dix experts expérimentés serait réuni pendant l'été 2010 afin d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources et un plan de mise en œuvre pour une stratégie de financement pluriannuelle de la CIPV.

131. Le Secrétaire a demandé instamment aux membres de faire parvenir leurs observations avant le 30 juin 2010.

132. La CMP:

1. *A noté* l'approche de l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources qui est brièvement décrite dans l'Appendice 17.
2. *A accepté* le financement du groupe d'experts chargé d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources sur cinq ans et un plan de mise en œuvre de celle-ci.
3. *Est convenue* d'adresser des recommandations ou des idées concernant la mobilisation des ressources au Secrétaire avant le 30 juin 2010.

### 13.6 Recommandations de la CMP

133. Le document préparé par la Présidente de la CMP<sup>50</sup> a été présenté par un membre du Bureau (M. Ashby, Royaume-Uni). Le document mettait en évidence les décisions de la C(I)MP qui pourraient être envisagées en tant que recommandations de la CMP, et établissait le mode de présentation de ces recommandations. Ce débat avait été engagé à la troisième session de la CMP (2008), un mode de présentation avait été adopté à la quatrième session de la CMP (2009) et la Commission, à sa quatrième session, avait également demandé au Secrétariat d'identifier toute décision antérieure de la C(I)MP qui devrait être présentée en tant que recommandation de la CMP. Le document contenait la liste des six décisions qui pourraient devenir des recommandations de la CMP. Il a été proposé que ces recommandations soient examinées, en vue de les mettre à jour.

134. Certains membres ont recommandé que les deux recommandations issues des troisième et septième sessions de la CIMP concernant les espèces exotiques envahissantes soient regroupées lors de l'examen proposé, car elles se chevauchent. Ils ont également proposé que la recommandation formulée par la CMP à sa troisième session au sujet du remplacement ou de la réduction de l'emploi

---

<sup>49</sup> CPM 2010/26.

<sup>50</sup> CPM 2010/3.

de bromure de méthyle soit mise en ligne en bonne place sur le PPI aussitôt que possible, indépendamment du rapport de la troisième session de la CMP.

135. Un membre a noté que les recommandations de la CMP devraient être nettement distinguées des NIMP afin que les recommandations de la CMP ne soient pas utilisées pour se soustraire à la longue procédure d'établissement de NIMP.

136. La CMP:

1. *A examiné* les débats, considérations et décisions antérieurs relatifs aux recommandations de la CMP.
2. *A noté* la portée des recommandations de la CMP.
3. *Est convenue* d'abroger la décision prise par la CIMP à sa cinquième session (2003) relativement à la recommandation concernant le devenir de l'emploi du bromure de méthyle à des fins phytosanitaires et elle est convenue qu'elle devrait être remplacée par la recommandation de la CIPV relative au remplacement ou à la réduction de l'emploi du bromure de méthyle en tant que mesure phytosanitaire, adoptée par la CMP à sa troisième session (2008).
4. *A demandé* au Secrétariat d'examiner les autres décisions de la C(I)MP énumérées plus haut au paragraphe 19 du document CPM 2010/3) en vue de les mettre à jour, le cas échéant, et de les présenter à la prochaine session de la CMP pour adoption en tant que recommandations de la CMP à sa sixième session.
5. *A demandé* au Secrétariat de publier en bonne place, sur le PPI, indépendamment du rapport de la troisième session de la CMP, la recommandation de la CMP à sa troisième session (2008) relative au remplacement ou à la réduction de l'emploi du bromure de méthyle en tant que mesure phytosanitaire.

#### **14. OBJECTIF 6: UNE PROMOTION INTERNATIONALE DE LA CIPV ET UNE COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES CONCERNÉES**

##### **14.1 Rapport sur la promotion de la CIPV et la coopération avec les organisations internationales pertinentes**

137. Le Secrétariat a présenté les documents correspondants<sup>51</sup>. Il a, par ailleurs, exposé les activités effectuées en coopération avec des organisations internationales.

138. Un membre a souligné l'importance de la coopération avec les Conventions de Rotterdam, Bâle et Stockholm. Plusieurs membres se sont félicités des informations communiquées. Pour ce qui est de la CDB, il serait utile que la CIPV participe à la célébration de l'Année internationale de la biodiversité car ce serait une excellente occasion de montrer à tous le rôle de la CIPV dans la réalisation de cet objectif important. Le Secrétariat a fait remarquer que le matériel de communication pour le lancement de l'Année internationale de la biodiversité, en mai, était en cours d'élaboration et que la séance scientifique (Point 15.4 de l'ordre du jour) porterait sur les menaces pour la sécurité biologique et la biodiversité découlant du commerce international.

139. Le Représentant de l'Australie a présenté un document relatif à la base de données du Methyl Bromide Alternatives Information System (MBAIS). Il a invité les membres à s'inscrire. Il a émis le vœu que ce système soit davantage utilisé et que les contributions se multiplient.

140. Un membre a souligné l'importance des activités de coopération en matière de réduction des déplacements d'organismes nuisibles par les transports aériens et maritimes. De nouveaux travaux et activités de coopération avec des organisations chargées des importations non agricoles devraient être menés.

<sup>51</sup> CPM 2010/22, CPM 2010/CRP/3, CPM 2010/CRP/8.

## 15. OBJECTIF 7: UN EXAMEN DE LA SITUATION EN MATIÈRE DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX DANS LE MONDE

### 15.1 Certification électronique

141. Le Secrétariat a présenté une mise à jour de l'évolution internationale concernant la certification électronique<sup>52</sup>. Le résultat proposé était une norme mondiale pour la certification phytosanitaire électronique. Le Secrétariat a fait rapport sur l'« Atelier international sur la certification phytosanitaire électronique » tenu à Ottawa (Canada) du 19 au 21 mai 2009. La réunion avait été organisée par la NAPPO et le Canada. Il était encourageant de constater l'augmentation considérable du nombre de pays intéressés par la certification électronique et le nombre significatif de pays en développement qui avaient assisté à l'atelier. La plus grande partie du document établi par le Secrétariat était fondée sur les conclusions de cette réunion. Le Secrétariat a indiqué que dans l'ensemble de ce document, le libellé « Annexe » devait être remplacé par « Appendice » car l'insertion de la certification électronique en tant qu'appendice à la NIMP 12 n'était pas censée créer d'obligation pour les membres.

142. Le Concept de la certification phytosanitaire électronique ne concerne que la transmission de données relatives à la certification phytosanitaire d'un pays à l'autre par des moyens électroniques. Les différentes phases du processus ont été décrites, ainsi que les étapes et tâches futures proposées. Le Secrétariat a noté qu'il y avait déjà des groupes de travail en activité; il serait bon que ces groupes de travail sur la certification électronique phytosanitaire poursuivent leurs activités dans le cadre du programme de travail de la CMP. Le Secrétariat a noté qu'il s'agirait de disposer d'une approche internationale normalisée qui puisse être appliquée à titre bilatéral.

143. Certains membres ont proposé de modifier certaines parties du texte, notamment pour préciser que des procédures relatives à la réexportation devraient être élaborées pendant une période de transition pendant laquelle coexisteraient les certificats électroniques et sur papier, et pour garantir que la mise au point et l'adoption des NIMP 7 et 12 ne seraient pas retardées. Un autre membre a précisé qu'une des difficultés serait d'améliorer la sécurité de la transmission de données, ajoutant que les questions de propriété et de responsabilité risquaient également de poser problème. Un membre a demandé confirmation que le processus lancé par la CIPV était le processus d'élaboration des normes et a suggéré que soit maintenue la date de d'achèvement (2012). Certains membres ont remercié le Secrétariat de son travail, ont évoqué les activités qu'ils avaient menées dans le domaine de la certification électronique et ont noté que des pays en développement auraient peut-être besoin d'une assistance technique pour adopter la certification électronique.

144. La CMP:

1. *A examiné* le rapport relatif à la certification phytosanitaire électronique et *a recommandé* des améliorations du programme de travail proposé sur la certification phytosanitaire électronique, tel que présenté à l'Appendice 18.
2. *Est convenue* d'accorder une priorité élevée à cette question;
3. *A adopté* le programme de travail proposé, étant entendu que la certification phytosanitaire électronique ferait l'objet d'un appendice à la NIMP 12 révisée, que la révision des NIMP 12 et 7 et leur adoption ne devaient pas être retardées par les travaux menés en parallèle sur la certification électronique, et que la certification phytosanitaire électronique serait placée sur le PPI sous forme d'une « trousse à outils »;
4. *Est convenue* de soumettre cet appendice de la NIMP 12 dans le cadre du processus d'établissement de normes;
5. *Est convenue* de la création d'un groupe de travail à composition non limitée sur la certification phytosanitaire électronique, pour les deux prochaines années, qui sera financé par voie extrabudgétaire et chargé de faciliter les échanges de données d'expérience et d'améliorer la collaboration et la coopération entre les pays intéressés;

---

<sup>52</sup> CPM 2010/24.

6. *A salué* les nouvelles initiatives de la Consultation technique entre ORPV pour encourager les pays à participer pleinement à l'élaboration du programme de travail sur la certification phytosanitaire électronique et à apporter les ressources nécessaires à cette fin.

### **15.2 Mise à jour sur la communication d'informations concernant les zones exemptes et zones à faible prévalence d'organismes nuisibles**

145. Le Secrétariat a informé la CMP qu'un formulaire destiné à la communication d'informations concernant les zones indemnes ou à faible prévalence d'organismes nuisibles au niveau national était disponible sur le nouveau site Internet de la CIPV (PPI, [www.ippc.int](http://www.ippc.int))<sup>53</sup>. Il a été précisé que la communication d'informations concernant les zones indemnes n'était pas obligatoire: elle était laissée à l'appréciation de l'organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV). Pour l'instant, un seul membre, le Mexique, avait utilisé le formulaire.

146. Certains membres ont indiqué qu'ils avaient des suggestions d'ordre technique pour en améliorer la présentation et qu'ils en feraient part au Secrétariat.

147. La CMP:

1. *A pris note* de l'existence du système de communication d'informations concernant les zones indemnes et les zones à faible prévalence d'organismes nuisibles.
2. *A encouragé* les parties contractantes à utiliser ce système en vue d'améliorer la communication et la transparence dans ce domaine.

### **15.3 Atelier de la CIPV à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain**

#### **15.3.1 Mandat de l'Atelier de la CIPV à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain**

148. Le Secrétariat a présenté un document<sup>54</sup> exposant le mandat d'un atelier à composition non limitée sur le transport international de grains, élaboré à la suite de la décision de la quatrième session de la CMP, celle-ci étant convenue de réunir un atelier de ce type si des ressources extrabudgétaires le permettaient.

149. La CMP:

1. *A pris note* du mandat de l'Atelier à composition non limitée sur le transport international de grains, tel qu'approuvé par le Bureau de la CMP et présenté à l'Appendice 19.

#### **15.3.2 Mise à jour sur l'Atelier de la CIPV à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain**

150. Le Représentant du Canada a fait le point sur l'Atelier à composition non limitée de la CIPV sur le transport international de grains<sup>55</sup>, qui doit se tenir début ou mi-mai 2011. Le Canada se réjouit d'organiser cet événement et sollicite, à cet effet, l'aide (financière ou en nature) d'autres membres, ainsi que leur participation.

151. Des membres ont accepté d'apporter leur concours. Le Représentant de l'Allemagne a signalé que cet État envisageait de proposer une aide financière à des pays en développement afin qu'ils puissent participer à l'Atelier.

<sup>53</sup> CPM 2010/16.

<sup>54</sup> CPM 2010/14.

<sup>55</sup> CPM 2010/INF/5.

#### 15.4 Séance scientifique: menaces pour la sécurité biologique et la biodiversité découlant du commerce international

152. Deux exposés sur les menaces pour la sécurité biologique et la biodiversité découlant du commerce international ont été présentés à la CMP. Ils ont été mis en ligne sur le PPI.

153. Le premier intervenant, M. Brasier (Union internationale des instituts de recherches forestières, Royaume-Uni), a présenté les faiblesses, des points de vue scientifique et opérationnel, du système actuel destiné à prévenir l'entrée et la dissémination d'agents pathogènes des plantes. Il a donné de nombreux exemples d'agents pathogènes des forêts. M. Brasier a souligné la menace croissante liée à la mondialisation du commerce des végétaux, et à une prise en compte insuffisante des risques liés à des espèces non caractérisées, comme *Phytophthora* spp. Il a en outre indiqué que la menace était accrue lorsque les pays omettaient de signaler des incursions, ou lorsqu'ils disposaient de régimes d'inspection présentant des faiblesses. La circulation de végétaux aux quatre coins de la planète présente un risque élevé et implique la nécessité d'adopter de nouvelles approches; il faudrait, par exemple, empêcher les organismes nuisibles de s'échapper de leur zone d'endémie, limiter les importations de plantes enracinées protégées par des brevets dans les installations de quarantaine post-entrée, améliorer la certification à l'importation, sensibiliser les décideurs et le public, et abolir la culture internationale du secret commercial lorsque que se déclare un nouveau foyer de maladie des plantes.

154. Quelques membres ont fait part de leur profonde préoccupation quant aux questions présentées, sans toutefois manifester leur désaccord. Un membre a fait observer qu'il ne semblait pas exister de solution immédiate, mais que certaines NIMP figurant au programme de travail pourraient contribuer à résoudre certains problèmes, notamment pour les végétaux destinés à la plantation et le déplacement de terre et de milieux de culture. Un membre a fait remarquer que le commerce international était nécessaire, mais que l'on devait se procurer des données scientifiques en vue de limiter le plus possible les risques et cibler les mesures là où elles étaient le plus nécessaires. Un autre membre a ajouté que les autorités nationales étaient exposées aux pressions de la part du secteur privé, soulignant que l'on avait besoin d'informations plus détaillées et en temps réel échangées entre les ONPV pour résoudre le problème. Une ORPV a fait observer que la CIPV disposait de deux NIMP importantes sur ces questions. Il conviendrait de mettre l'accent sur la sensibilisation du grand public et des milieux politiques à ces questions, ce qui pourrait contribuer à la mise au point de systèmes améliorés pour prévenir l'entrée et la dissémination d'agents pathogènes des végétaux.

155. Le second intervenant, M. Howard (Coordonnateur mondial de l'UICN pour les espèces envahissantes, Kenya), s'est exprimé sur les risques pour les plantes aquatiques et les menaces présentées par celles-ci, ainsi que le rôle de la CIPV. Il a souligné l'importance des plantes aquatiques pour les sociétés humaines, la pêche et l'environnement, expliquant cependant que certaines espèces, une fois introduites dans de nouveaux écosystèmes, risquaient de devenir envahissantes et d'avoir des répercussions néfastes sur l'environnement, la biodiversité et l'eau, et qu'elles pouvaient concurrencer les espèces locales, produire des substances toxiques, etc. Il a encouragé la CIPV et ses Parties contractantes à prendre en compte, dans le cadre phytosanitaire, les risques phytosanitaires pesant sur les plantes aquatiques et des risques découlant des plantes aquatiques envahissantes. Quelques membres ont fait état de cas graves d'invasions de plantes aquatiques et de leurs effets dévastateurs et ont demandé que des solutions appropriées à ces problèmes soient apportées.

#### 16. ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CMP: MEMBRES ET SUPPLÉANTS POTENTIELS

156. Des sièges de membres et de suppléants étaient à pourvoir au Comité des normes et à l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends<sup>56</sup>. Plusieurs candidatures ont été présentées<sup>57</sup>, et une

<sup>56</sup> CPM 2010/15.

<sup>57</sup> CPM 2010/CRP/10.

correction a été indiquée concernant le Comité des normes au sujet du membre et des suppléants pour la région Afrique.

157. La CMP:

1. *A pris note* de la composition actuelle du Comité des normes, telle que présentée à l'Appendice 20A, et des suppléants, tels que mentionnés à l'Appendice 20B.
2. *A confirmé* la nomination des nouveaux membres et suppléants au Comité des normes.
3. *A confirmé* l'ordre dans lequel les suppléants pour chaque région seraient appelés au Comité des normes.
4. *A pris note* de la composition actuelle de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends, telle que présentée à l'Appendice 21A, et de la liste suppléants, telle que présentée à l'Appendice 21B.
5. *A confirmé* la nomination des nouveaux membres et suppléants à l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends.

## 17. ÉLECTION DU BUREAU DE LA CMP

158. Le Président de la cinquième session de la CMP, M. Kedera, a prononcé quelques mots d'introduction avant l'élection du Bureau<sup>58</sup>. Il a fait remarquer que le Bureau était composé de sept membres, dont un président, deux vice-présidents et un membre de chacune des quatre régions de la FAO non représentées par les présidents.

159. La CMP a remercié la Présidente sortante, Mme Bast-Tjeerde (Canada), et les vice-présidents sortants, MM. Kedera (Kenya) et Katbeh-Bader (Jordanie), de leur engagement et de leurs efforts constants pour guider la CMP. Les membres ont remercié tout particulièrement la Présidente sortante de la CMP de sa contribution au développement des activités de la CIPV pendant de nombreuses années et lui ont souhaité un prompt rétablissement.

160. Le nouveau Président de la CMP, M. Katbeh-Bader (Jordanie), s'est dit honoré d'avoir été élu et d'assurer la présidence de la CMP. Il a fait part de sa détermination à poursuivre les efforts de ses prédécesseurs en faveur du renforcement de la CIPV.

161. La CMP:

1. *A élu* les membres du Bureau figurant à l'Appendice 22.

## 18. AUTRES QUESTIONS

162. Certains membres ont fait part de leurs préoccupations concernant les affiches et les manifestations organisées en marge des réunions de la CMP, et notamment leur financement. Ils ont demandé que le Bureau réexamine cette question et élabore une politique claire et des directives en vue de leur application avant la sixième session.

163. La CMP:

1. *A pris note* du fait que la question des affiches et des manifestations organisées en marge des sessions serait examinée par le Bureau, en vue d'élaborer une politique et des directives claires qui devront être appliquées à la sixième session de la CMP.

164. Les membres du COSAVE ont salué le travail accompli par Mme Peralta au secrétariat du Comité et lui ont fait part de tous leurs vœux de réussite au secrétariat de la CIPV.

---

<sup>58</sup> CPM 2010/4.

165. Le Secrétariat a salué le travail accompli par M. Hedley (Nouvelle-Zélande) en tant que président de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends, poste qu'il quitte, et sa contribution à l'élaboration d'un système de règlement des différends pour la CIPV.

#### **19. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION**

166. Le Secrétaire a expliqué que le Comité du programme et le Comité financier de la FAO se réuniraient pendant la semaine lors de laquelle se réunit d'ordinaire la CMP. Il a ajouté que le fait d'avancer ou de repousser la prochaine session risquait de poser des problèmes, mais que la première solution serait sans doute la meilleure.

167. La CMP:

1. *est convenue* que les dates de sa prochaine session seraient, pour le moment, du 14 au 18 mars 2011 et que la session se tiendrait à Rome (Italie).

#### **[20. ADOPTION DU RAPPORT]**

168. La CMP *a adopté* le rapport.



## COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

22-26 mars 2010

## ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
  - 2.1 Ordre du jour provisoire
3. Élection du Rapporteur
4. Pouvoirs
  - 4.1 Élection d'une Commission de vérification des pouvoirs
  - 4.2 Proposition de nouveau système relatif aux pouvoirs et amendements au Règlement intérieur de la CMP
5. Rapport de la Présidente de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP)
6. Rapport du Secrétariat
7. Rapport de la Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux
8. Rapports des organisations ayant le statut d'observateur
  - 8.1 Rapport du Comité de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires
  - 8.2 Rapport de la Convention sur la diversité biologique
  - 8.3 Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique
  - 8.4 Rapport du Secrétariat de l'ozone
  - 8.5 Rapport du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
  - 8.6 Rapports d'autres organisations ayant statut d'observateur (écrit seulement)
9. Objectif 1: Un programme fiable d'établissement et de mise en œuvre de normes sur le plan international
  - 9.1 Rapport du président du Comité des normes
  - 9.2 Adoption de normes internationales: procédure ordinaire
    - 9.2.1 Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (*Solanum spp.*) exempts d'organismes nuisibles pour le commerce international
    - 9.2.2 Appendice à la NIMP 26 sur le piégeage des mouches des fruits
    - 9.2.3 Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée pour les végétaux
    - 9.2.4 Amendement à la NIMP 5: Proposition de suppression d'un terme et de sa définition (organisme utile)
    - 9.2.5 Annexes à la NIMP 28 sur les traitements par irradiation
  - 9.3 Adoption de normes internationales: Procédure spéciale (protocole de diagnostic pour *Thrips palmi*)
  - 9.4 Programme de travail de la CIPV relatif à l'établissement des normes

- 9.5 Recommandations concernant la cohérence terminologique des NIMP
- 9.6 Correction d'incohérences et d'erreurs de traduction
- 9.7 Rectification des traductions, mise en forme et mise au point définitive des textes des NIMP adoptées
- 9.8 Mise à jour sur l'enregistrement du symbole de la NIMP 15
- 9.9 Descriptif des périodes de consultation des membres
- 9.10 Présentation des protocoles de diagnostic en anglais
- 10. Objectif 2: Des systèmes d'échange d'informations appropriés pour satisfaire aux obligations de la Convention internationale pour la protection des végétaux
  - 10.1 Programme de travail sur la gestion de l'information pour 2010
- 11. Objectif 3: Des systèmes efficaces de règlement des différends
  - 11.1 Rapport du président de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends
- 12. Objectif 4: Une amélioration des capacités phytosanitaires des membres
  - 12.1 Stratégie révisée de renforcement des capacités
  - 12.2 Résultats obtenus par le Groupe de travail à composition non limitée sur l'élaboration de plans opérationnels et d'un cadre pour la stratégie de renforcement des capacités nationales de la CIPV
  - 12.3 Programme de travail 2010 de la CIPV sur le renforcement des capacités phytosanitaires
  - 12.4 Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre
  - 12.5 Mise à jour sur l'ECP
  - 12.6 Guide des pratiques et des normes internationales phytosanitaires concernant les forêts
- 13. Objectif 5: Une mise en œuvre durable de la CIPV
  - 13.1 Rapport de la onzième réunion du Groupe de travail informel de la Commission des mesures phytosanitaires sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT)
  - 13.2 Composition actuelle de la CIPV
  - 13.3 Réception de la correspondance sous forme électronique
  - 13.4 Rapport financier, budget et plans opérationnels
    - 13.4.1 Rapport financier et plan opérationnel 2009
    - 13.4.2 Budget et plan opérationnel 2010
  - 13.5 Stratégie de mobilisation des ressources
  - 13.6 Recommandations de la CMP
- 14. Objectif 6: Une promotion internationale de la CIPV et une coopération avec les organisations régionales et internationales concernées
  - 14.1 Rapport sur la promotion internationale de la CIPV et coopération avec des organisations internationales pertinentes
- 15. Objectif 7: Un examen de la situation de la protection des végétaux dans le monde
  - 15.1 Certification électronique
  - 15.2 Mise à jour sur la communication d'informations concernant les zones exemptes et les zones à faible prévalence d'organismes nuisibles

- 15.3 Atelier de la CIPV à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
  - 15.3.1 Mandat de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
  - 15.3.2 Mise à jour sur l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
- 15.4 Séance scientifique
- 16. Membres et remplaçants potentiels des organes subsidiaires de la CMP
  - 16.1 Comité des normes
  - 16.2 Organe subsidiaire pour le règlement des différends
- 17. Élection du Bureau 2010-2012
- 18. Autres questions
- 19. Date et lieu de la prochaine session
- 20. Adoption du rapport



Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

**NIMP 33**



**NORMES INTERNATIONALES POUR  
LES MESURES PHYTOSANITAIRES**

**NIMP 33**

**MATÉRIEL DE MICROPROPAGATION ET  
MINITUBERCULES DE POMMES DE TERRE  
(*SOLANUM* SPP.) EXEMPTS D'ORGANISMES  
NUISIBLES DESTINÉS AU COMMERCE  
INTERNATIONAL**

**(2010)**

## TABLE DES MATIÈRES

Adoption.....	3
INTRODUCTION.....	3
Champ d'application .....	3
Références .....	3
Définitions.....	3
Résumé de référence .....	4
Contexte général.....	4
EXIGENCES.....	5
1.Responsabilités.....	5
2.Analyse du risque phytosanitaire .....	5
2.1 Listes spécifiques par filière des organismes nuisibles réglementés de la pomme de terre.....	6
2.2 Options de gestion du risque phytosanitaire .....	6
2.2.1 Matériel de micropropagation de pommes de terre .....	6
2.2.2 Minitubercules .....	6
3.....Production de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles	6
3.1 Sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles .....	6
3.1.1 Programme d'analyse visant à vérifier l'absence d'organismes nuisibles.....	7
3.1.2 Installations pour la sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles .....	7
3.2 Installations pour le maintien et la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles .....	7
3.3 Installations conjointes pour la sélection et le maintien de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles .....	8
3.4 Spécifications supplémentaires pour les installations de micropropagation de pommes de terre .....	8
4.Production de minitubercules exempts d'organismes nuisibles .....	9
4.1 Matériel admissible.....	9
4.2 Installations pour la production de minitubercules .....	9
5.Compétences du personnel.....	10
6.Documentation et tenue des registres .....	10
7.Contrôle.....	10
8.Certification phytosanitaire .....	11
ANNEXE 1: Exigences générales pour les laboratoires officiels d'analyse de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre.....	12
ANNEXE 2: Exigences supplémentaires pour les installations de micropropagation de pommes de terre .....	13
ANNEXE 3: Exigences supplémentaires pour les installations de production de minitubercules.....	14
APPENDICE 1: Exemples d'organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque pour le matériel de micropropagation de pommes de terre .....	16
APPENDICE 2: Exemples d'organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque pour la production de minitubercules de pommes de terre .....	19
APPENDICE 3: Diagramme illustrant le déroulement normal du processus de sélection, de maintien et de production de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre exempts d'organismes nuisibles.....	20

## Adoption

La présente norme a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

## INTRODUCTION

### Champ d'application

La présente norme définit des directives relatives à la production, au maintien et à la certification phytosanitaire de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre (*Solanum tuberosum* et espèces tuberculifères apparentées) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international.

Cette norme ne s'applique pas au matériel de multiplication végétative de pommes de terre cultivé au champ ou aux pommes de terre destinées à la consommation ou à la transformation.

### Références

**NIMP 2.** 2007. *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 5.** 2010. *Glossaire des termes phytosanitaires*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 10.** 1999. *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 11.** 2004. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 12.** 2001. *Directives pour les certificats phytosanitaires*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 14.** 2002. *L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique de gestion du risque phytosanitaire*, Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 16.** 2002. *Organismes nuisibles réglementés non de quarantaine: concept et application*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 19.** 2003. *Directives sur les listes d'organismes nuisibles réglementés*. Rome, CIPV, FAO.

**NIMP 21.** 2004. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine*. Rome, CIPV, FAO.

### Définitions

On trouvera dans la NIMP 5 les définitions des termes phytosanitaires.

En plus des définitions de la NIMP 5, les définitions ci-après sont pertinentes pour la présente norme:

Matériel de micropropagation de pommes de terre	<b>Végétaux cultivés <i>in vitro</i></b> d'espèces tuberculifères de <i>Solanum</i> spp.
Minitubercule	Tubercule produit à partir de matériel de micropropagation de pommes de terre dans un milieu de culture exempt d'organismes nuisibles dans des conditions protégées spécifiées
Pommes de terre de semence	Tubercules (y compris les minitubercules) et matériel de micropropagation de pommes de terre d'espèces tuberculifères cultivées de <i>Solanum</i> spp. destinés à la plantation

### Résumé de référence

Les installations utilisées pour la production de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre destinés à l'exportation devraient être agréées ou exploitées directement par l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays exportateur. L'analyse du risque phytosanitaire (ARP), qui devrait être réalisée par l'ONPV du pays importateur, devrait indiquer les motifs justifiant l'adoption d'exigences phytosanitaires relatives aux importations pour les organismes nuisibles réglementés dans le cadre du commerce de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre.

Les mesures phytosanitaires de gestion du risque lié au matériel de micropropagation de pommes de terre comprennent les analyses visant à vérifier l'absence d'organismes nuisibles réglementés par le pays importateur, et les systèmes de gestion applicables au maintien et à la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre à partir de végétaux candidats dont il a été établi qu'ils sont exempts d'organismes nuisibles dans un environnement clos et en conditions aseptiques. S'agissant de la production de minitubercules, les mesures phytosanitaires portent sur la production de minitubercules issus de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles dans un site de production exempt d'organismes nuisibles.

Pour la sélection du matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, on devrait analyser au préalable les végétaux candidats dans un laboratoire d'analyse agréé ou exploité directement par l'ONPV. Ce laboratoire devrait satisfaire aux exigences générales visant à garantir que tout matériel déplacé à l'intérieur d'une installation de maintien ou de multiplication est exempt d'organismes nuisibles réglementés par le pays importateur.

Les installations permettant la sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles et les analyses ayant pour objet de vérifier l'absence d'organismes nuisibles sont assujetties à des exigences strictes visant à empêcher la contamination ou l'infestation du matériel. Les installations de maintien et de multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles et la production de minitubercules de pommes de terre exempts d'organismes nuisibles sont également soumises à des exigences rigoureuses visant à maintenir l'absence d'organismes nuisibles. Le personnel devrait être formé et compétent en matière de sélection et de maintien de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, de production de minitubercules exempts d'organismes nuisibles, de réalisation des tests de diagnostic requis, et de respect des procédures administratives et des modalités de gestion et de tenue des registres. Le système de gestion et les procédures en vigueur dans chaque installation et laboratoire d'analyse devraient être décrits dans un ou plusieurs manuels. Tout au long du processus de production et d'analyse, l'identité de tout le matériel de multiplication végétative devrait être conservée et la traçabilité assurée au moyen d'une documentation adéquate.

Toutes les installations devraient faire l'objet d'un contrôle officiel de nature à établir qu'elles continuent aux exigences. Les inspections devraient aussi avoir pour objet de vérifier que le matériel de micropropagation et les minitubercules de pommes de terre sont conformes aux exigences phytosanitaires du pays importateur relatives aux importations. Le matériel de micropropagation et les minitubercules de pommes de terre exempts d'organismes nuisibles transportés dans le cadre du commerce international doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire.

### CONTEXTE GÉNÉRAL

De nombreux organismes nuisibles menacent la production des pommes de terre cultivées *Solanum tuberosum* et espèces tuberculifères apparentées partout dans le monde. Dans la mesure où la multiplication des pommes de terre est principalement végétative, le risque d'introduction et de dissémination d'organismes nuisibles dans le cadre du commerce international des pommes de terre de semence est considérable. Le matériel de micropropagation de pommes de terre issu de matériel analysé de manière appropriée et en utilisant des mesures phytosanitaires appropriées peut être



considéré comme exempt d'organismes nuisibles réglementés. L'utilisation de ce type de matériel comme point de départ de la production de pommes de terre réduit le risque d'introduction et de dissémination d'organismes nuisibles réglementés. Le matériel de micropropagation de pommes de terre peut être multiplié dans les conditions de protection spécifiées pour produire des minitubercules. Si la production de minitubercules s'effectue dans un environnement exempt d'organismes nuisibles à partir de matériel de micropropagation exempt d'organismes nuisibles, les minitubercules peuvent également faire l'objet d'échanges commerciaux avec un risque minimal.

La micropropagation conventionnelle ne débouche pas nécessairement sur la production de matériel exempt d'organismes nuisibles. Il faut en conséquence s'assurer de la présence ou de l'absence d'organismes nuisibles en procédant à des analyses appropriées du matériel.

Conformément à la NIMP 16:2002, les programmes de certification des végétaux destinés à la plantation de pommes de terre de semence (parfois appelés « schémas de certification pour les pommes de terre de semence ») sont fréquemment assortis d'exigences particulières relatives aux organismes nuisibles ou à d'autres exigences non phytosanitaires comme la pureté variétale, la taille du produit, etc. De nombreux programmes de certification des pommes de terre de semence exigent que le matériel de micropropagation de pommes de terre soit issu de végétaux analysés et trouvés exempts des organismes nuisibles couverts lesdits programmes. Ces programmes sont généralement conçus pour lutter contre des organismes nuisibles présents dans le pays producteur qui ont une importance économique. Par conséquent, la liste des organismes nuisibles couverts par un programme donné peut ne pas toujours satisfaire à l'ensemble des exigences phytosanitaires des pays importateurs. En pareil cas, des mesures phytosanitaires supplémentaires peuvent être nécessaires. Dans la présente norme, on entend par matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles du matériel de micropropagation dont les analyses ont montré qu'il est exempt des organismes nuisibles réglementés par le pays importateur, ou qui est issu du matériel ainsi analysé et qui est maintenu dans des conditions de nature à empêcher toute contamination ou infestation.

## EXIGENCES

### 1. Responsabilités

L'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays importateur est responsable de l'analyse du risque phytosanitaire (ARP) et devrait, sur demande, avoir accès à la documentation et aux installations pour être à même de vérifier que les mesures phytosanitaires appliquées dans les installations satisfont à ses exigences phytosanitaires pour les importations.

Seules les installations agréées ou exploitées directement par une ONPV devraient être utilisées pour la production et le maintien de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre destinés à l'exportation, dans les conditions décrites dans la présente norme. Il appartient à l'ONPV du pays exportateur de faire en sorte que les caractéristiques phytosanitaires de ces installations et du programme connexe de multiplication des pommes de terre de semence satisfassent aux exigences phytosanitaires à l'importation du pays importateur. L'ONPV du pays importateur est également responsable de la certification phytosanitaire.

### 2. Analyse du risque phytosanitaire

L'ARP fournit les justifications techniques permettant d'identifier les organismes nuisibles réglementés et de définir les exigences phytosanitaires à l'importation du matériel de micropropagation et des minitubercules de pommes de terre. L'ARP devrait être effectuée par l'ONPV du pays importateur en application de la NIMP 2:2007 et de la NIMP 11:2004 pour les filières « matériel de micropropagation de pommes de terre » et « minitubercules » de certaines origines. L'ARP peut déboucher sur l'identification d'organismes de quarantaine associés à ces filières. L'ARP devrait aussi être réalisée conformément à la NIMP 21:2004, s'il y a lieu, pour identifier les organismes réglementés non de quarantaine.

Les pays importateurs devraient notifier aux ONPV des pays exportateurs les résultats des ARP.

## **2.1 Listes spécifiques par filière des organismes nuisibles réglementés de la pomme de terre**

Aux fins de la présente norme, l'ONPV du pays importateur devrait établir et actualiser des listes par filière d'organismes réglementés nuisibles au matériel de micropropagation et aux minitubercules de pommes de terre, et devrait fournir ces listes, à leur demande, aux ONPV des pays exportateurs. Les directives relatives aux listes d'organismes nuisibles réglementés font l'objet de la NIMP 19:2003.

## **2.2 Options de gestion du risque phytosanitaire**

Les mesures de gestion du risque phytosanitaire sont déterminées sur la base des résultats de l'ARP. Il peut être utile de les appliquer de manière intégrée dans le cadre d'une approche systémique de la production de matériel issu de pommes de terre (comme indiqué dans la NIMP 14:2002). On trouvera à l'Appendice 3 un diagramme logique illustrant le déroulement normal du processus de sélection, de maintien de protection de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre exempts d'organismes nuisibles.

### **2.2.1 Matériel de micropropagation de pommes de terre**

Les mesures phytosanitaires de gestion des risques phytosanitaires liés au matériel de micropropagation de pommes de terre consistent notamment à:

- analyser individuellement les végétaux candidats pour vérifier l'absence d'organismes nuisibles réglementés par le pays importateur, et sélectionner du matériel de micropropagation de pommes de terre dans des installations de sélection. L'absence d'organismes nuisibles est vérifiée une fois que toutes les analyses nécessaires ont été effectuées et ont donné un résultat négatif (il en découle un changement du statut du matériel de micropropagation issu des végétaux candidats analysés, qui sont alors classés comme matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles);
- maintenir l'absence d'organismes nuisibles à l'aide de systèmes de gestion applicables à l'entretien et à la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles dans un environnement clos et en conditions aseptiques.

### **2.2.2 Minitubercules**

Les mesures phytosanitaires de gestion des risques phytosanitaires spécifiquement associés à la production de minitubercules devraient tenir compte des informations sur l'évaluation du risque phytosanitaire lié à la zone de production. Elles doivent porter notamment sur:

- la production de minitubercules dérivés de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles;
- la production de minitubercules dans un milieu de culture exempt d'organismes nuisibles, dans un environnement protégé et sur un site de production exempt d'organismes nuisibles (et de leurs vecteurs) réglementés par le pays importateur de minitubercules.

## **3. Production de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles**

### **3.1 Sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles**

Les végétaux candidats dont est issu le matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles devraient être inspectés, analysés et trouvés exempts d'organismes nuisibles réglementés. Il peut aussi être exigé qu'ils aient été cultivés pendant un cycle végétatif complet, inspectés, analysés et trouvés exempts d'organismes nuisibles réglementés. Outre la procédure d'analyse en laboratoire décrite ci-après pour les organismes nuisibles réglementés, le matériel de

micropropagation de pommes de terre devrait être inspecté et trouvé exempt d'autres organismes nuisibles, des symptômes qui leur sont associés et de toute contamination microbienne en général.

S'il est établi qu'un végétal candidat est infesté, il doit normalement être éliminé. Toutefois, dans le cas de certains types d'organismes nuisibles réglementés, l'ONPV peut autoriser l'emploi des méthodes reconnues (culture de méristèmes apicaux, thermothérapie, par exemple) en association avec la micropropagation classique pour éliminer l'organisme nuisible présent sur le végétal candidat, avant le lancement du programme de multiplication *in vitro*. Dans ce cas, il convient de réaliser des analyses en laboratoire pour confirmer l'efficacité de cette approche avant de procéder à la multiplication.

### 3.1.1 Programme d'analyse visant à vérifier l'absence d'organismes nuisibles

Un programme d'analyses des végétaux candidats devrait être mis en place dans un laboratoire d'analyse officiel. Ce laboratoire devrait satisfaire aux exigences générales (décrites à l'annexe 1), de manière à garantir que tout matériel de micropropagation de pommes de terre transporté jusqu'aux installations de maintien et de multiplication est exempt des organismes nuisibles réglementés par le pays importateur. La micropropagation conventionnelle n'exclut pas systématiquement certains organismes nuisibles comme les virus, les viroïdes, les phytoplasmes et les bactéries. Une liste des organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque pour le matériel de micropropagation de pommes de terre figure à l'appendice 1.

### 3.1.2 Installations pour la sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles

Une installation utilisée pour sélectionner du matériel de micropropagation de pommes de terre issu de nouveaux végétaux candidats et exempt d'organismes nuisibles devrait être spécifiquement agréée ou exploitée directement par l'ONPV à cette fin. Elle devrait disposer de moyens permettant de sélectionner en toute sécurité du matériel individuel de micropropagation de pommes de terre issu de végétaux candidats et exempt d'organismes nuisibles et de maintenir ces végétaux à l'écart du matériel déjà analysé en attendant obligatoirement les résultats des analyses. Dans la mesure où les manipulations du matériel de multiplication de pommes de terre infesté et du matériel exempt d'organismes nuisibles (tubercules, vitroplants, etc.) peuvent toutes deux s'effectuer dans la même installation, des procédures strictes devraient être mises en œuvre pour empêcher la contamination ou l'infestation du matériel exempt d'organismes nuisibles. Ces procédures devraient comporter:

- l'interdiction de l'accès aux installations de toute personne non autorisée et le contrôle de l'entrée du personnel autorisé;
- l'utilisation de vêtements de protection (et notamment le port de chaussures) destinés uniquement à cet usage (ou la désinfection des chaussures) et le lavage des mains à l'entrée (en prenant des soins particuliers si les membres du personnel travaillent dans des zones où le risque phytosanitaire est plus élevé, comme les installations de test);
- l'enregistrement chronologique de toutes les opérations de manipulation du matériel végétal, de manière à faciliter au besoin la vérification de la production afin de rechercher une éventuelle contamination ou infestation en cas de détection d'organismes nuisibles;
- des techniques d'asepsie rigoureuses, y compris la désinfection des espaces de travail et la stérilisation des instruments (à l'autoclave, par exemple) entre les opérations de manipulation de matériels de statut phytosanitaire différent.

### 3.2 Installations pour le maintien et la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles

Une installation assurant le maintien et la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles devrait être exploitée séparément des installations de sélection de vitroplants de pommes de terre et de réalisation des analyses relatives aux organismes nuisibles réglementés (sous réserve des circonstances exceptionnelles décrites à la section 3.3). Elle devrait être exploitée comme un site de production exempt d'organismes nuisibles (comme indiqué dans la NIMP

10:1999) en ce qui concerne les organismes nuisibles de la pomme de terre réglementés par le pays importateur du matériel de micropropagation de pommes de terre. L'installation devrait:

- n'entretenir et ne multiplier que du matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles officiellement certifié et n'autoriser que l'entrée de matériel exempt d'organismes nuisibles dans ses locaux;
- ne cultiver d'autres espèces végétales que si l'autorisation officielle lui en est donnée et si:
  - les risques phytosanitaires auxquels est exposé le matériel de multiplication de pommes de terre ont été évalués et si, dans le cas des risques ont été identifiés, les végétaux ont été analysés et trouvés exempts d'organismes nuisibles réglementés avant d'entrer dans les installations;
  - des précautions adéquates sont prises pour les séparer, dans le temps ou dans l'espace, des végétaux de pommes de terre;
- appliquer les procédures opérationnelles officiellement approuvées pour empêcher l'entrée d'organismes nuisibles réglementés;
- contrôler l'entrée du personnel et prévoir l'utilisation de vêtements de protection, la désinfection des chaussures et le lavage des mains à l'entrée (en prenant des soins particuliers si des membres du personnel travaillent dans des zones où le risque phytosanitaire est plus élevé, par exemple l'installation pour les analyses);
- appliquer des procédures d'asepsie;
- confier au directeur ou à un membre du personnel responsable désigné la tâche de réaliser des contrôles réguliers du système de gestion, et assurer la tenue des registres;
- l'interdiction de l'accès au personnel non autorisé.

### **3.3 Installations conjointes pour la sélection et le maintien de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles**

Dans des circonstances exceptionnelles, les installations servant à la sélection peuvent aussi servir au maintien du matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles sous réserve que des procédures rigoureuses soient adoptées et appliquées pour empêcher l'infestation du matériel maintenu par du matériel de statut phytosanitaire inférieur.

Ces procédures strictes comprennent notamment:

- les procédures décrites aux sections 3.1 et 3.2 et visant à empêcher l'infestation du matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles et à séparer les matériels n'ayant pas le même statut phytosanitaire;
- l'utilisation de hottes à flux d'air laminaire distinctes et d'instruments distincts pour le matériel maintenu et pour le matériel de statut phytosanitaire inférieur ou la mise en œuvre de procédures strictes pour maintenir la séparation des processus de sélection et de maintien;
- des analyses de contrôle programmées du matériel maintenu.

### **3.4 Spécifications supplémentaires pour les installations de micropropagation de pommes de terre**

Des spécifications supplémentaires pour les installations de micropropagation de pommes de terre sont données à l'annexe 2 et peuvent être exigées en fonction des organismes nuisibles présents dans la zone et des résultats de l'ARP.

Le matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles sélectionné et maintenu dans ces installations peut à son tour être multiplié pour produire des minitubercules, ou être directement commercialisé au niveau international.

#### 4. Production de minitubercules exempts d'organismes nuisibles

Les directives ci-après, relatives à la production de minitubercules, s'appliquent également aux parties de minitubercules qui font l'objet d'un commerce international, comme les germes.

##### 4.1 Matériel admissible

Seul le matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles devrait être autorisé à entrer dans l'installation de production de minitubercules. La culture de végétaux d'autres espèces peut cependant être autorisée dans l'installation, à condition que:

- les risques phytosanitaires auxquels sont exposés les minitubercules aient été évalués et qu'une fois ces risques identifiés, les autres espèces végétales aient été analysées et trouvées exemptes avant d'entrer dans l'installation;
- des précautions adéquates aient été prises pour séparer ces végétaux, dans le temps et l'espace, des végétaux de pommes de terre afin d'éviter toute contamination.

##### 4.2 Installations pour la production de minitubercules

Une installation de production de minitubercules devrait être exploitée comme un site de production exempt d'organismes nuisibles (conformément à la NIMP 10:1999), et plus particulièrement des organismes nuisibles réglementés pour les minitubercules par le pays importateur. Les organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque sont notamment ceux du matériel de micropropagation de pommes de terre à savoir les virus, viroïdes, phytoplasmes et bactéries (énumérés à l'appendice 1) ainsi que les champignons, nématodes, arthropodes etc. (voir appendice 2).

La production devrait s'effectuer dans un environnement protégé, par exemple une chambre de culture, une serre, un tunnel en polyéthylène ou (s'il y a lieu, et selon la situation phytosanitaire locale) un abri grillagé dont le maillage est de taille adaptée, aménagé et exploité de manière à empêcher l'entrée d'organismes nuisibles. Si l'installation est munie de protections physiques et opérationnelles adéquates contre l'introduction d'organismes nuisibles réglementés, des mesures supplémentaires ne devraient pas être requises. Cependant, lorsque ces protections ne peuvent être assurées des mesures supplémentaires devraient être envisagées. Selon les conditions observées dans la zone de production, ces mesures peuvent notamment comporter:

- l'implantation de l'installation dans une zone exempte d'organismes nuisibles ou sur un site bien isolé de foyers des organismes nuisibles réglementés;
- une zone tampon autour de l'installation pour les organismes nuisibles réglementés;
- l'implantation de l'installation dans une zone où l'incidence des organismes nuisibles et de leurs vecteurs est faible;
- produire les minitubercules à un moment de l'année où l'incidence des organismes nuisibles et de leurs vecteurs est faible.

L'accès à l'installation du personnel autorisé devrait être contrôlée et des dispositions devraient être prises en vue de l'utilisation de vêtements de protection, de la désinfection des chaussures et du lavage des mains à l'entrée pour éviter les contaminations entre les zones sales et les zones propres. Il devrait également être possible, au besoin, de décontaminer l'installation. Le milieu de culture, le système d'adduction d'eau et l'engrais ou les additifs utilisés dans l'installation devraient être exempts d'organismes nuisibles.

L'installation devrait faire l'objet d'un suivi de près des organismes nuisibles réglementés et des vecteurs de ces organismes au cours du cycle de production. Si nécessaire, des mesures de lutte ou d'autres actions correctives devraient être engagées et consignées. L'installation devrait être bien entretenue et nettoyée après chaque cycle de production.

La manutention, l'entreposage, le conditionnement et le transport des minitubercules devraient s'effectuer dans des conditions de nature à empêcher l'infestation et la contamination des minitubercules par les organismes nuisibles réglementés.

On trouvera à l'annexe 3 des exigences supplémentaires concernant les installations de production de minitubercules qui peuvent être requises en fonction des organismes nuisibles présents dans la zone et des résultats de l'ARP.

## 5. Compétences du personnel

Le personnel devrait être formé et compétent dans les domaines suivants:

- techniques de sélection de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, de maintien de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, de production de minitubercules exempts d'organismes nuisibles, et de tests de diagnostic en tant que de besoin;
- respect des procédures administratives, de gestion et de tenue des registres.

Des procédures visant à maintenir les compétences du personnel devraient être en place et la formation dispensée devrait être actualisée, en fonction notamment de l'évolution des exigences phytosanitaires concernant les importations.

## 6. Documentation et tenue des registres

Le système de gestion, les procédures opératoires et les instructions en vigueur dans chaque installation et dans le laboratoire d'analyse devraient être définis dans un ou plusieurs manuels. Lors de l'élaboration de ce(s) manuel(s), les aspects suivants devraient être pris en considération:

- la sélection, le maintien et la multiplication de matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, en prêtant une attention particulière aux mesures de lutte utilisées pour empêcher l'infestation et la contamination entre le matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles et tout matériel de statut phytosanitaire différent;
- la production de minitubercules exempts d'organismes nuisibles, y compris les procédures de gestion et les procédures techniques et opérationnelles, et plus particulièrement les mesures de lutte utilisées pour empêcher l'infection, l'infestation et la contamination des minitubercules par des organismes nuisibles au cours de leur production, de leur récolte, de leur entreposage et de leur transport à destination
- l'ensemble des procédures d'analyse en laboratoire ou des procédures visant à vérifier l'absence d'organismes nuisibles.

Tout au long de la production et des analyses, l'identité de tout le matériel de multiplication devrait être préservée et la traçabilité assurée grâce à la bonne tenue des registres. Toutes les informations concernant les analyses effectuées sur le matériel, les résultats de ces analyses, les lignées et la distribution du matériel devraient être consignées de manière à en assurer la traçabilité pour les pays importateurs ou exportateurs pendant au moins cinq ans. S'agissant du matériel de micropropagation de pommes de terre exempt d'organismes nuisibles, les registres indiquant le statut exempt d'organismes nuisibles devraient être conservés aussi longtemps que le matériel de micropropagation est maintenu.

Des registres des formations suivies par le personnel et de ses compétences doivent être tenus conformément aux instructions de l'ONPV et, au besoin, en consultation avec l'ONPV du pays importateur.

## 7. Contrôle

L'ensemble des installations, systèmes et registres devraient faire l'objet d'une vérification officielle pour garantir le respect des procédures et satisfaire aux exigences phytosanitaires du pays importateur concernant les importations.

L'ONPV du pays importateur peut demander à participer à ce contrôle, en application d'un accord bilatéral.

## **8. Certification phytosanitaire**

L'installation de micropropagation de pommes de terre, les registres pertinents et les végétaux devraient être assujettis à des procédures phytosanitaires appropriées permettant d'établir que le matériel de micropropagation satisfait aux prescriptions du pays importateur relatives aux importations.

L'installation de production de minitubercules de pommes de terre, les registres pertinents, le matériel en culture et les minitubercules devraient être assujettis aux méthodes phytosanitaires appropriées afin que l'on s'assure que les minitubercules satisfont aux exigences phytosanitaires du pays importateur concernant les importations.

Le matériel de micropropagation de pommes de terre et les minitubercules exempts d'organismes nuisibles transportés dans le cadre du commerce international devraient être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par l'ONPV du pays exportateur conformément à la NIMP 12:2001 et respectant les exigences phytosanitaires du pays importateur concernant les importations. L'utilisation d'étiquettes de certification des pommes de terre de semence peut aider à identifier les lots, en particulier lorsque ces étiquettes indiquent le numéro de référence du lot, y compris au besoin le numéro d'identification du producteur.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

### **ANNEXE 1: Exigences générales pour les laboratoires officiels d'analyse de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre**

Les exigences pour les laboratoires officiels d'analyse de matériel, de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre exploités ou agréés par les ONPV comportent notamment:

- un personnel compétent justifiant de connaissances et d'une expérience adéquates pour appliquer des méthodes d'analyse appropriées et en interpréter les résultats;
- un matériel adéquat et adapté pour réaliser des analyses microbiologiques, sérologiques, moléculaires et des dosages biologiques, si nécessaire;
- des données de validation pertinentes des analyses réalisées ou, au moins, des preuves suffisantes du caractère adapté de l'analyse effectuée;
- des procédures visant à empêcher la contamination des échantillons;
- un isolement adéquat des laboratoires d'analyse par rapport aux installations de production;
- un ou plusieurs manuels décrivant la politique générale, l'organigramme, les instructions de travail, les normes d'analyse et, le cas échéant, les procédures de gestion de la qualité;
- la bonne tenue des registres et la traçabilité des résultats des analyses.



La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

## **ANNEXE 2: Exigences supplémentaires pour les installations de micropropagation de pommes de terre**

Outre les exigences définies à la section 3, les exigences ci-après relatives aux structures physiques et aux équipements des installations de micropropagation, ainsi qu'aux procédures opératoires qui y sont appliquées, devraient être prises en considération, en fonction de la présence d'organismes nuisibles dans la zone concernée et des résultats de l'ARP.

### **Structures physiques**

- un sas d'entrée à deux portes avec rideau d'air et une zone pour se changer entre les deux portes
- des salles adaptées pour le lavage, la préparation des milieux de culture, le repiquage et la croissance des végétaux

### **Équipements**

- des systèmes d'air filtré à pression positive avec filtre à particules à haute efficacité (HEPA) ou équivalents pour les salles de préparation des milieux, de repiquage et de croissance
- des salles de croissance munies d'un système approprié de contrôle de la luminosité, de la température et de l'humidité
- des équipements ou des procédures adaptés dans la chambre de repiquage pour lutter contre la contamination par des organismes nuisibles (lampes germicides à ultraviolets, par exemple)
- des hottes à flux d'air laminaire régulièrement entretenues pour le repiquage
- des hottes à flux d'air laminaire équipées de lampes germicides à UV

### **Procédures opératoires**

- un programme de désinfection/fumigation périodique de l'installation
- l'utilisation par le personnel de chaussures jetables ou uniquement destinées à cet usage, ou la désinfection des chaussures
- des pratiques d'hygiène adaptées à la manipulation du matériel végétal (par exemple, taille des plantules cultivés *in vitro* avec un scalpel stérile sur une surface jetable stérile)
- un programme de suivi pour vérifier le niveau de contaminants atmosphériques dans la salle de repiquage, les hottes et la salle de croissance
- une procédure d'inspection et d'élimination du matériel de micropropagation de pommes de terre infesté.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

### **ANNEXE 3: Exigences supplémentaires pour les installations de production de minitubercules**

Les exigences supplémentaires ci-dessous, pour les installations de production de minitubercules devraient être prises en considération et, au besoin, appliquées, en fonction de la présence d'organismes nuisibles et de vecteurs dans la zone et des résultats de l'ARP:

#### **Structures physiques**

- sas d'entrée à deux portes avec une zone pour se changer et endosser des combinaisons et gants de protection, cette dernière étant équipée de tapis pédiluves désinfectants et d'une installation sanitaire pour se laver et se désinfecter les mains
- portes d'entrée, bouches d'aération et ouvertures toutes recouvertes d'un filet anti-insectes dont la maille permette d'empêcher l'entrée d'organismes nuisibles locaux et de leurs vecteurs
- colmatage de tous les interstices entre l'extérieur et l'environnement extérieur et intérieur
- production isolée du sol (sols en béton ou recouverts d'un revêtement protecteur, par exemple)
- zones spécifiques réservées au lavage et à la désinfection des conteneurs, ainsi qu'au nettoyage, au triage, au conditionnement et à l'entreposage des minitubercules
- système de filtration et/ou de stérilisation de l'air
- groupe électrogène autonome utilisable en cas d'urgence dans les locaux ne disposant pas d'un approvisionnement fiable en électricité et en eau

#### **Gestion de l'environnement**

- contrôle adapté de la température, de la luminosité, de la circulation de l'air et de l'humidité
- système de brumisation pour l'acclimatation des végétaux repiqués

#### **Gestion des cultures**

- suivi régulier des organismes nuisibles et de leurs vecteurs (par exemple, à l'aide des pièges à glu pour insectes) à intervalles déterminés
- pratiques hygiéniques de manipulation du matériel végétal
- procédures correctes d'élimination
- identification des lots de production
- séparation adéquate des lots
- utilisation de plans de travail surélevés

#### **Milieux de culture, engrais, eau**

- utilisation de milieu de culture sans sol exempt d'organismes nuisibles
- fumigation/désinfection/stérilisation à la vapeur du milieu de culture avant plantation ou autres méthodes garantant de l'absence d'organismes nuisibles à la pomme de terre
- transport et entreposage du milieu de culture dans des conditions de nature à empêcher toute contamination
- alimentation en eau exempte d'organismes nuisibles aux végétaux (eau traitée ou eau de source provenant d'un puits profond) et, au besoin, analyse régulière de l'eau pour vérifier l'absence d'organismes nuisibles des pommes de terre

- utilisation d'engrais inorganique ou d'engrais organique préalablement traité pour éliminer les organismes nuisibles

**Manipulation après récolte**

- échantillonnage des minitubercules pour analyse après récolte des tubercules afin de vérifier l'absence d'organismes nuisibles indicateurs (en d'autres termes, d'organismes nuisibles dont la présence indique que la situation exempte d'organismes nuisibles de l'installation de production des minitubercules n'a pas été maintenue)
- conditions d'entreposage adaptées
- triage et conditionnement (s'il y a lieu, conformément à un programme de certification des pommes de terre de semence)
- utilisation de conteneurs neufs ou stérilisés de manière adéquate pour le conditionnement des minitubercules
- utilisation pour l'expédition de conteneurs adaptés pour empêcher la contamination par les organismes nuisibles et leurs vecteurs
- nettoyage et désinfection adéquats du matériel de manutention et des installations d'entreposage

Le présent appendice a été adopté par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cet appendice est établi pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

### APPENDICE 1: Exemples d'organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque pour le matériel de micropropagation de pommes de terre

Il importe de noter que la liste ci-dessous ne constitue pas une justification technique de la réglementation de ces organismes nuisibles.

VIRUS	ABRÉVIATION	GENRE
Virus de la mosaïque de la luzerne	AMV	<i>Alfamovirus</i>
Virus andin latent de la pomme de terre	APLV	<i>Tymovirus</i>
Virus andin de la marbrure de la pomme de terre	APMoV	<i>Comovirus</i>
Virus B de l'Arracacia – souche oca	AVB-O	<i>Cheravirus</i> (provisoire)
Virus de la frisolée de la betterave	BCTV	<i>Curtovirus</i>
Virus de la marbrure de la belladone	BeMV	<i>Tymovirus</i>
Virus de la mosaïque du concombre	CMV	<i>Cucumovirus</i>
Virus du nanisme marbré de l'aubergine	EMDV	<i>Nucleorhabdovirus</i>
Virus des tâches nécrotiques de l'impatience	INSV	<i>Tospovirus</i>
Virus de la mosaïque aucuba de la pomme de terre	PAMV	<i>Potexvirus</i>
Virus des anneaux noirs de la pomme de terre	PBRSV	<i>Nepovirus</i>
Virus latent de la pomme de terre	PotLV	<i>Carlavirus</i>
Virus de l'enroulement de la feuille de la pomme de terre	PLRV	<i>Polerovirus</i>
Virus du sommet touffu de la pomme de terre	PMTV	<i>Pomovirus</i>
Virus du nanisme rugueux de la pomme de terre	PRDV	<i>Carlavirus</i> (provisoire)
Virus A de la pomme de terre	PVA	<i>Potyvirus</i>
Virus M de la pomme de terre	PVM	<i>Carlavirus</i>
Virus P de la pomme de terre	PVP	<i>Carlavirus</i> (provisoire)
Virus S de la pomme de terre	PVS	<i>Carlavirus</i>
Virus T de la pomme de terre	PVT	<i>Trichovirus</i>
Virus U de la pomme de terre	PVU	<i>Nepovirus</i>
Virus V de la pomme de terre	PVV	<i>Potyvirus</i>
Virus X de la pomme de terre	PVX	<i>Potexvirus</i>
Virus Y de la pomme de terre (toutes souches))	PVY	<i>Potyvirus</i>

Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (*Solanum* spp.) exempts d'organismes nuisibles destinés au commerce international

NIMP 33

Virus de la jaunisse nanissante de la pomme de terre	PYDV	<i>Nucleorhabdovirus</i>
Virus de la mosaïque jaune de la pomme de terre	PYMV	<i>Begomovirus</i>
Virus des nervures jaunes de la pomme de terre	PYVV	<i>Crinivirus</i> (provisoire)
Virus du jaunissement de la pomme de terre	PYV	<i>Alfamovirus</i>
Virus de l'enroulement des pousses apicales des solanacées	SALCV	<i>Begomovirus</i> (provisoire)
Virus de la mosaïque du chénopode	SoMV	<i>Sobemovirus</i>
Virus de la mosaïque du tabac	TMV	<i>Tobamovirus</i>
Virus A ou D de la nécrose du tabac	TNV-A ou TNV-D	<i>Necrovirus</i>
Virus des stries nécrotiques du tabac	TRV	<i>Tobravirus</i>
Virus de la striure du tabac	TSV	<i>Ilarvirus</i>
Virus des anneaux noirs de la tomate	TBRV	<i>Nepovirus</i>
Virus des tâches chlorotiques de la tomate	TCSV	<i>Tospovirus</i>
Virus de l'enroulement de la feuille de tomate de New Delhi	ToLCNDV	<i>Begomovirus</i>
Virus de la mosaïque de la tomate	ToMV	<i>Tobamovirus</i>
Virus Taino de la marbrure de la tomate	ToMoTV	<i>Begomovirus</i>
Virus de la maladie bronzée de la tomate	TSWV	<i>Tospovirus</i>
Virus des feuilles jaunes en cuillère de la tomate	TYLCV	<i>Begomovirus</i>
Virus de la mosaïque jaune de la tomate	ToYMV	<i>Begomovirus</i> (provisoire)
Virus des stries jaunes sur les nervures de la tomate	ToYVSV	<i>Geminivirus</i> (provisoire)
Virus de la mosaïque de la pomme de terre sauvage	WPMV	<i>Potyvirus</i>
<b>VIROÏDES</b>		
Viroïde papita mexicain	MPVd	<i>Pospiviroid</i>
Viroïde des tubercules fusiformes de la pomme de terre	PSTVd	<i>Pospiviroid</i>
<b>BACTÉRIES</b>		
<i>Clavibacter michiganensis</i> sous-esp. <i>sepedonicus</i>		
<i>Dickeya</i> spp.		
<i>Pectobacterium atrosepticum</i> <i>P. carotovorum</i> sous-esp.		

---

NIMP 33                      Matériel de micropropagation et minitubercules de pommes de terre (*Solanum* spp.) exempts  
d'organismes nuisibles destinés au commerce international

---

<i>carotovorum</i>		
<i>Ralstonia solanacearum</i>		
<b>PHYTOPLASMES</b>		
Sommet pourpre, stolbur, par exemple		

Le présent appendice a été adopté par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cet appendice est établi pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

## **APPENDICE 2: Exemples d'organismes nuisibles qui peuvent présenter un risque pour la production de minitubercules de pommes de terre**

Il importe de noter que la liste d'organismes nuisibles ci-dessous ne constitue pas une justification technique de la réglementation de ces organismes nuisibles.

Outre les organismes nuisibles énumérés à l'appendice 1, de nombreuses parties contractantes exigent que certains organismes nuisibles soient exclus de la production de minitubercules de pommes de terre certifiés, que ce soit en tant qu'organismes de quarantaine ou en tant qu'organismes réglementés non de quarantaine, en fonction de la situation de l'organisme nuisible dans le pays concerné. En voici quelques exemples:

### **Bactéries**

- *Streptomyces* spp.

### **Chromista**

- *Phytophthora erythroseptica* Pethybr. var *erithroseptica*
- *P. infestans* (Mont.) de Bary

### **Champignons**

- *Angiosorus (Thecaphora) solani* Thirumalachar et M.J. O'Brien Mordue
- *Fusarium* spp.
- *Polyscytalum pustulans* (M.N. Owen et Wakef.) M.B. Ellis
- *Rhizoctonia solani* J.G. Kühn
- *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Percival
- *Verticillium dahliae* Kleb.
- *V. albo-atrum* Reinke et Berthold

### **Insectes**

- *Epitrix tuberis* Gentner
- *Leptinotarsa decemlineata* (Say)
- *Phthorimaea operculella* (Zeller)
- *Premnotypes* spp.
- *Tecia solanivora* (Povolny)

### **Nématodes**

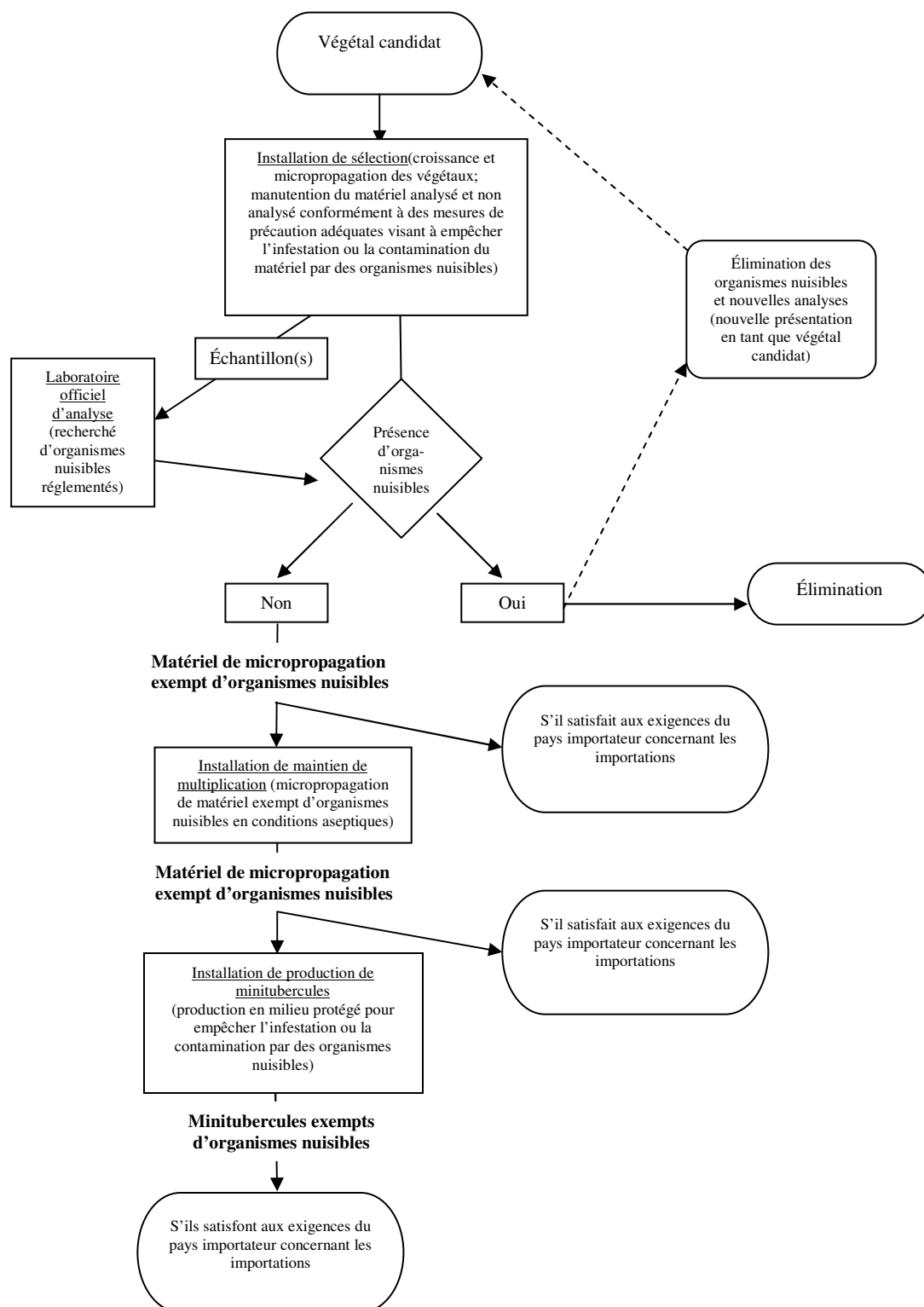
- *Ditylenchus destructor* (Thorne)
- *D. dipsaci* (Kühn) Filipjev
- *Globodera pallida* (Stone) Behrens
- *G. rostochiensis* (Wollenweber) Skarbilovich
- *Meloidogyne* spp. Göldi
- *Nacobbus aberrans* (Thorne) Thorne et Allen

### **Protozoaires**

- *Spongospora subterranea* (Wallr.) Lagerh.

Le présent appendice a été adopté par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.  
Cet appendice est donné pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

**APPENDICE 3: Diagramme illustrant le déroulement normal du processus de sélection, de maintien et de production de matériel de micropropagation et de minitubercules de pommes de terre exempts d'organismes nuisibles**





Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

**NIMP 34**



**NORMES INTERNATIONALES POUR  
LES MESURES PHYTOSANITAIRES**

**NIMP 34**

**CONCEPTION ET FONCTIONNEMENT  
DES STATIONS DE QUARANTAINE POST-ENTRÉE  
POUR LES VÉGÉTAUX**

**(2010)**

## TABLE DES MATIÈRES

Adoption.....	3
INTRODUCTION.....	3
Champ d'application .....	3
Références .....	3
Définitions.....	3
Résumé de référence .....	3
CONTEXTE GÉNÉRAL .....	4
CONDITIONS .....	5
1.Exigences générales pour les stations de QPE .....	5
2.Exigences particulières pour les stations de QPE.....	5
2.1 Emplacement .....	5
2.2 Exigences physiques requises .....	5
2.3 Exigences pour le fonctionnement.....	6
2.3.1 Exigences pour le personnel .....	6
2.3.2 Procédures techniques et opérationnelles .....	6
2.3.3 Tenue des registres .....	7
2.4 Diagnostic et élimination des organismes de quarantaine et de leurs vecteurs.....	8
2.5 Contrôle des stations de QPE.....	8
3.Fin du processus de QPE.....	8
APPENDICE 1: Exigences pour les stations de QPE .....	9

## Adoption

La présente norme a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

## INTRODUCTION

### Champ d'application

La présente norme décrit, dans leurs grandes lignes, la conception et le fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée (QPE) dans lesquelles sont retenus les envois de végétaux importés, essentiellement des végétaux destinés à la plantation, dont la mise en confinement a pour objet de vérifier s'ils sont ou non infestés par des organismes de quarantaine.

### Références

- NIMP 1.** 2006. *Principes phytosanitaires pour la protection des végétaux et l'application de mesures phytosanitaires dans le cadre du commerce international*. Rome, CIPV, FAO.
- NIMP 2.** 2007. *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*. Rome, CIPV, FAO.
- NIMP 5.** 2010. *Glossaire des termes phytosanitaires*. Rome, CIPV, FAO.
- NIMP 11.** 2004. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*. Rome, CIPV, FAO.

### Définitions

Les termes phytosanitaires utilisés dans la présente norme sont définis dans la NIMP 5.

### Résumé de référence

Une analyse du risque phytosanitaire (ARP) devrait être menée pour déterminer les mesures phytosanitaires à appliquer pour certaines marchandises consistant en végétaux. Pour certaines de ces marchandises, l'organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays importateur peut décider qu'une QPE est nécessaire afin de gérer les risques identifiés par l'analyse du risque phytosanitaire. Le confinement d'un envoi de végétaux dans une station de QPE peut être une mesure phytosanitaire appropriée dans les cas où un organisme de quarantaine est difficile à détecter, quand ses signes ou symptômes se manifestent tardivement ou quand une analyse ou traitement est nécessaire.

Pour qu'une station de QPE fonctionne bien, elle doit être conçue et gérée de manière à ce que tout organisme de quarantaine pouvant être associé à des envois de végétaux soit convenablement isolé et ne puisse se déplacer dans la station ni s'en échapper. La station de QPE doit être par ailleurs conçue pour que les envois de végétaux soient maintenus de telle sorte que soient facilités l'observation, la recherche, l'inspection approfondie, l'analyse ou le traitement des végétaux.

Les stations de QPE peuvent consister, entre autres, en un site en plein air, un abri grillagé, une serre et/ou un laboratoire. Le type d'installation à employer devrait être déterminé par le type de végétaux importés et les organismes de quarantaine qui peuvent y être associés.

Les stations de QPE devraient être installées à un emplacement approprié et respecter des exigences matérielles et fonctionnelles en rapport avec les caractéristiques biologiques tant des végétaux que des organismes de quarantaine qui peuvent être potentiellement associés aux végétaux. L'impact de ces organismes nuisibles doit aussi être prise en considération.

Les exigences pour le fonctionnement des stations de QPE concernent, entre autres, les politiques et procédures ayant trait aux exigences relatives au personnel, aux procédures techniques et opérationnelles et à la tenue de registres. Les stations de QPE devraient être dotées de systèmes permettant de détecter et identifier les organismes de quarantaine et de traiter, éliminer ou détruire le matériel végétal infesté et les autres matériels susceptibles d'héberger ces organismes nuisibles.

L'organisation nationale de protection des végétaux devrait veiller à ce que la station de QPE soit régulièrement contrôlée.

Les végétaux peuvent être sortis de la station de QPE au terme de la période de QPE s'il est établi qu'ils sont exempts d'organismes de quarantaine.

## CONTEXTE GÉNÉRAL

Les végétaux importés peuvent introduire des organismes de quarantaine. Quand elles envisagent des mesures phytosanitaires pour de telles marchandises, les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) devraient appliquer des mesures fondées sur le principe de gestion des risques prescrit dans la NIMP 1:2006. Afin d'évaluer les risques phytosanitaires et d'identifier les mesures phytosanitaires appropriées pour des filières particulières, une analyse du risque phytosanitaire devrait être menée. Pour de nombreuses marchandises faisant l'objet d'un commerce international, les ONPV des pays importateurs identifient des mesures de gestion des risques qui atténuent les risques phytosanitaires, sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à une quarantaine après leur entrée sur le territoire. Toutefois, pour certaines marchandises, notamment les végétaux destinés à la plantation, les ONPV peuvent établir qu'une période de quarantaine est nécessaire.

Dans certains cas, les ONPV peuvent décider qu'une période de mise en quarantaine est nécessaire pour un envoi donné du fait de l'impossibilité de vérifier l'absence d'organismes de quarantaine dans cet envoi au moment de son entrée. Cette période de quarantaine permet de réaliser des analyses pour détecter la présence éventuelle d'organismes nuisibles, de laisser du temps pour que des signes ou des symptômes apparaissent et d'appliquer, le cas échéant, un traitement approprié.

Le confinement dans une station de QPE vise à éviter que des organismes nuisibles associés à des végétaux ne s'échappent. Une fois que les activités requises d'inspection, d'analyse, de traitement et de vérification sont achevées, l'envoi peut sortir de quarantaine, détruit ou conservé comme matériel de référence, selon le cas.

Les directives décrites dans cette norme peuvent aussi être utiles pour garder d'autres organismes en quarantaine (par exemple des organismes de quarantaine, des organismes utiles, des agents de lutte biologique) pour lesquels d'autres exigences spécifiques peuvent être aussi nécessaires.

### Déterminer si la quarantaine post-entrée est nécessaire comme mesure phytosanitaire

Une analyse du risque phytosanitaire (ARP) devrait être réalisée pour déterminer les mesures phytosanitaires pour des marchandises données consistant en végétaux destinés à la plantation ou en autres végétaux au sens des NIMP 2:2007 et NIMP 11:2004. L'ARP détermine le risque phytosanitaire associé aux végétaux et à identifier les mesures phytosanitaires, qui peuvent éventuellement comporter une quarantaine post-entrée pendant une durée déterminée, à des fins de gestion du risque. Les caractéristiques physiques et les modalités de fonctionnement d'une station de QPE déterminent le niveau de confinement assuré par la station et sa capacité de confiner de manière appropriée divers organismes de quarantaine.

Lorsque la mesure de quarantaine post-entrée a été déterminée par l'ONPV du pays importateur, l'ONPV devrait déterminer si cette mesure peut être assurée par l'un des cas suivants:

- station de QPE existante (dont, éventuellement, les sites en plein air isolés), sans qu'il y soit apporté de modification
- modification de la structure ou des modalités de fonctionnement d'une station de QPE existante
- conception et construction d'une nouvelle station de QPE
- quarantaine dans une zone ou un pays différents.

## CONDITIONS

### 1. Exigences générales pour les stations de QPE

Les exigences pour les stations de QPE en ce qui concerne les envois de végétaux devraient tenir compte des caractéristiques biologiques tant des végétaux que de celles des organismes de quarantaine et de celles de tout vecteur susceptible d'y être associé, en particulier de son mode de dispersion et de dissémination. Pour une garde en quarantaine appropriée des envois de végétaux, il est nécessaire d'éviter que les organismes de quarantaine associés à ces végétaux s'échappent et que des organismes présents à l'extérieur de la station de QPE y pénètrent et transmettent des organismes de quarantaine ou leur servent de vecteurs en dehors de la station.

### 2. Exigences particulières pour les stations de QPE

Les stations de QPE peuvent consister en une ou plusieurs des installations suivantes: un site en plein air, un abri grillagé, une serre, un laboratoire, entre autres. Le type d'installations dont doit être équipée la station de QPE doit être déterminé par le type de végétaux importés et par les organismes de quarantaine qui peuvent y être associés.

Les ONPV devraient prendre en compte l'ensemble des questions quand il s'agit de déterminer les exigences relatives à la station de QPE considérée (par exemple son emplacement, les exigences physiques et opérationnelles, les dispositifs de traitement des déchets et la disponibilité de systèmes appropriés pour la détection, le diagnostic et le traitement des organismes de quarantaine). Les ONPV doivent s'assurer, grâce à des inspections et à des contrôles, qu'un niveau approprié de confinement est maintenu. Des indications sont données à l'Appendice 1 sur les exigences pour les stations de QPE en fonction des caractéristiques biologiques des différents types d'organismes de quarantaine.

#### 2.1 Emplacement

Les éléments suivants devraient être pris en compte pour déterminer l'emplacement d'une station de QPE:

- risque de fuite accidentelle d'organismes de quarantaine
- possibilité de détection rapide de la fuite
- possibilité de mesures efficaces de gestion en cas de fuite.

Les stations de QPE devraient bénéficier de bonnes conditions d'isolation et de stabilité (par exemple niveau minimal d'exposition aux événements climatiques ou géologiques graves). Il faut par ailleurs veiller à ce que les stations soient suffisamment à l'écart des végétaux et espèces végétales apparentées sensibles (par exemple en les situant loin des lieux d'activité agricole ou horticole, des forêts et des zones riches en biodiversité).

#### 2.2 Exigences physiques requises

La conception physique d'une station de QPE devrait tenir compte des besoins en matière de croissance des végétaux, des caractéristiques biologiques des organismes de quarantaine susceptibles d'être associés à l'envoi considéré, de l'organisation des tâches à l'intérieur de la station et d'exigences spécifiques pour les situations d'urgence (en cas de panne d'électricité ou d'interruption de l'approvisionnement en eau, par exemple). Des bureaux et une infrastructure de services d'appui, convenablement séparés des végétaux présents dans la station de QPE, devraient être disponibles si besoin.

Les exigences physiques à considérer incluent, entre autres:

- la délimitation de la station
- l'isolement des sites à l'air libre
- la différenciation des zones d'accès interne outre les différents niveaux de confinement
- les matériaux de construction (des murs, sols, toits, portes, grillages et fenêtres)

- les dimensions de la station (pour permettre un fonctionnement efficace de la station de QPE et des procédures afférentes)
- les compartiments de séparation interne des envois
- l'accès à la station et à l'intérieur de celle-ci (pour éviter tout passage dans des zones où sont cultivés des végétaux gardés en quarantaine)
- la conception des ouvertures (pour les portes, fenêtres, bouches d'aération, canalisations et autres conduits)
- les systèmes de traitement (de l'air, de l'eau, des déchets solides et liquides)
- l'équipement (par exemple les enceintes spécialisées de sécurité biologique, les autoclaves)
- l'accès à l'eau et à l'électricité, y compris les groupes électrogènes de secours
- le pédiluve à l'entrée
- la salle de décontamination pour les travailleurs et leurs vêtements
- la signalisation
- les mesures de sécurité
- l'accès à des dispositifs d'évacuation ou d'élimination des déchets.

### 2.3 Exigences pour le fonctionnement

Les stations de QPE doivent être exploitées ou autorisées et contrôlées par les ONPV du pays importateur.

En ce qui concerne le fonctionnement de la station, des procédures particulières sont requises pour gérer les risques identifiés associés aux envois de végétaux dans la station de QPE. Un manuel de procédure, approuvé par l'ONPV s'il y a lieu, devrait préciser les procédures à suivre pour que la station remplisse les objectifs.

Les exigences opérationnelles sont les suivantes: politiques et procédures appropriées relatives à l'examen du système de gestion, à des contrôles réguliers, à la formation du personnel, au fonctionnement général de la station de QPE, à la tenue de registres et à la traçabilité des végétaux, à la mise sur pied de plans d'urgence, à la santé et à la sécurité ainsi qu'à la documentation.

#### 2.3.1 Exigences pour le personnel

Les exigences peuvent être les suivantes en matière de personnel:

- un superviseur dûment qualifié qui a la responsabilité globale de l'entretien de la station de quarantaine et de toutes les activités de QPE
- du personnel qualifié ayant des responsabilités assignées pour l'entretien de la station de QPE et les activités connexes
- la présence de personnel d'assistance scientifique dûment qualifié ou un accès rapide à ce personnel.

#### 2.3.2 Procédures techniques et opérationnelles

Les exigences techniques et opérationnelles devraient être exposées dans un manuel de procédures et peuvent comprendre:

- une limite relative au nombre de végétaux gardés à un moment donné dans la station de QPE, de sorte que ne soit pas dépassée la capacité de la station d'une façon qui générerait les inspections ou compromettrait la quarantaine
- un dispositif garantissant une séparation spatiale adéquate des différents envois ou lots à l'intérieur de la station
- des dispositions en matière de désinfestation de la station préalablement au déplacement de végétaux destinés à la plantation ou en cas de présence d'organismes nuisibles

- des procédures de manipulation et d'hygiène de nature à empêcher la dissémination d'organismes nuisibles par les mains, les outils de taille, les chaussures et les vêtements, ainsi que des procédures de désinfestation des surfaces dans la station de QPE
- une description des modalités à observer pour la manipulation des végétaux, le prélèvement d'échantillons et leur transport dans des laboratoires de diagnostic pour l'analyse des organismes de quarantaine
- l'utilisation d'un équipement de confinement particulier (par exemple des enceintes de biosécurité ou des cages) si nécessaire
- des dispositions pour l'évaluation et le contrôle (par exemple l'entretien et l'étalonnage) du matériel (par exemple des autoclaves et des enceintes de biosécurité)
- l'utilisation d'un équipement individuel de protection consacré à un type de tâche unique ou jetable
- des dispositions en matière de suivi de la présence d'organismes nuisibles dans la station de QPE et à son voisinage (par exemple à l'aide de pièges)
- des inspections et/ou analyses appropriées ayant pour objet de détecter des organismes de quarantaine
- des plans d'urgence efficaces dans l'éventualité d'une interruption ou d'un échec de la quarantaine (par exemple en cas d'incendie, de sortie accidentelle de végétaux ou d'organismes nuisibles de la station, de panne d'électricité ou autre cas d'urgence)
- une procédure pour prendre des mesures en cas de non-conformités, y compris le traitement approprié ou la destruction du matériel végétal infesté par des organismes de quarantaine et la conservation de spécimens si nécessaire
- un système permettant la traçabilité complète des envois dans toute la station de QPE (le système de traçabilité doit utiliser un identifiant unique depuis l'arrivée de l'envoi de végétaux jusqu'à sa sortie de quarantaine ou la destruction de l'envoi infesté, en passant par les opérations de manipulation, traitement et analyse)
- des critères servant à établir ce qui constitue une rupture de quarantaine et un système de notification pour garantir que toutes les ruptures de quarantaine et toutes les mesures adoptées soient signalées sans délai à l'ONPV
- des procédures décrivant comment les documents sont examinés, modifiés et contrôlés
- un calendrier pour les contrôles internes et externes pour vérifier que la station remplit les exigences (par exemple intégrité de la structure et respect des règles d'hygiène)
- des dispositions pour l'élimination et l'inactivation des envois infestés
- des procédures de décontamination et élimination des déchets, y compris les emballages et milieux de culture
- des prescriptions visant à limiter les contacts du personnel avec des végétaux qui peuvent être à risque hors de la station de QPE
- un moyen de contrôler l'entrée du personnel autorisé et des visiteurs (par exemple: accompagnement des visiteurs, restrictions d'accès des visiteurs, système d'enregistrement des visiteurs)
- une procédure visant à garantir que l'ensemble du personnel est suffisamment qualifié, à former celui-ci et à lui faire passer des tests de compétences au besoin.

### 2.3.3 Tenue des registres

Il peut éventuellement être nécessaire de tenir à jour les documents suivants:

- un plan du site de la station de QPE indiquant l'emplacement de la station de QPE sur le site et l'ensemble de ses entrées et points d'accès
- un registre de toutes les activités de QPE menées dans la station (par exemple les activités du personnel, les inspections, les détections d'organismes nuisibles, l'identification des organismes

- nuisibles, les analyses, les traitements, l'élimination et la sortie de quarantaine des envois de végétaux destinés à la plantation)
- un registre de tous les envois de végétaux gardés dans la station de QPE et de leur lieu d'origine
  - un registre du matériel
  - une liste du personnel de la station de QPE et des autres personnes autorisées à entrer dans la station (ou dans certaines parties de la station)
  - un registre de la formation et des compétences du personnel
  - un registre des visiteurs.

## **2.4 Diagnostic et élimination des organismes de quarantaine et de leurs vecteurs**

Les stations de QPE devraient être équipées de systèmes de suivi de la présence d'organismes nuisibles à l'intérieur de la station de QPE à son voisinage, ainsi que de détection et d'identification des organismes de quarantaine ou des vecteurs potentiels d'organismes de quarantaine. Il est essentiel que la station de QPE puisse bénéficier des services de spécialistes du diagnostic, qu'il s'agisse de personnel interne de la station ou non. En tout cas, la décision finale concernant le diagnostic échoit à l'ONPV.

Les stations de QPE devraient avoir accès aux services d'experts et à des installations ou équipements afin de traiter, évacuer ou détruire au plus vite tous les matériels végétaux infestés qui y auraient été détectés.

## **2.5 Contrôle des stations de QPE**

L'ONPV devrait veiller à ce que la station de QPE fasse régulièrement l'objet d'une vérification officielle pour garantir qu'elle remplit les exigences matérielles et opérationnelles.

## **3. Fin du processus de QPE**

Les envois de végétaux devraient être sortis de quarantaine uniquement s'il est établi qu'ils sont exempts d'organismes de quarantaine.

Les végétaux qui se révèlent être infestés par des organismes de quarantaine devraient être traités pour éliminer l'infestation ou détruits. Leur destruction devrait être effectuée de telle manière que l'organisme nuisible ne puisse en aucun cas s'échapper de la station de QPE (par exemple: destruction chimique, incinération, stérilisation en autoclave).

Dans certaines circonstances particulières, les végétaux qui sont infestés ou potentiellement infestés peuvent être:

- envoyés dans une autre station de QPE pour des inspections, analyses ou traitements supplémentaires
- renvoyés dans leur pays d'origine ou expédiés dans un autre pays dans des conditions d'accès restreint et de sécurité s'ils sont conformes aux exigences phytosanitaires et à l'importation du pays destinataire ou avec l'accord de l'ONPV correspondante
- conservés comme matériel de référence pour un travail technique ou scientifique sous quarantaine.

Dans ces circonstances, tous les risques phytosanitaires associés aux mouvements de végétaux devraient être complètement couverts.

La fin du processus de quarantaine post-entrée doit être documentée par l'ONPV.



Le présent appendice est donné pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

## APPENDICE 1: Exigences pour les stations de QPE

Les exigences suivantes peuvent être envisagées par les ONPV pour les stations de QPE gardant en quarantaine des envois de végétaux. Ces exigences sont basées sur les caractéristiques biologiques des organismes de quarantaine susceptibles d'être associés aux végétaux considérés. D'autres exigences peuvent être nécessaires pour couvrir les risques liés à des organismes nuisibles particuliers.

Exigences générales pour les stations de QPE	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Séparation physique entre les espaces où sont retenus les végétaux et les autres zones, notamment des bureaux utilisés par le personnel</li> <li>Dispositif de sécurité approprié empêchant l'accès aux végétaux et leur sortie de la station de QPE sans autorisation préalable</li> <li>Culture des végétaux dans un milieu de culture exempt d'organismes nuisibles (par exemple dans un terreau stérilisé ou un milieu de culture hors sol)</li> <li>Culture des végétaux sur des plans surélevés</li> <li>Conditions de culture appropriées pour les végétaux importés (par exemple de température, luminosité et humidité)</li> <li>Conditions propices à l'apparition de signes et symptômes de la présence d'organismes nuisibles</li> <li>Lutte contre les organismes nuisibles locaux (par exemple les rongeurs, les aleurodes et les fourmis) et maintien à l'écart de la station de QPE en scellant tous les points de pénétration, dont les conduits électriques et les canalisations (sauf dans les sites en plein air)</li> <li>Système et moyens de stérilisation, décontamination ou destruction des déchets (y compris les végétaux infestés) et de l'équipement (par exemple les instruments de taille) avant leur sortie de la station</li> <li>Système d'irrigation approprié empêchant la transmission d'organismes nuisibles</li> <li>Pour les serres et les abris grillagés: surfaces accessibles fabriquées en matériaux lisses et imperméables pouvant être nettoyées et décontaminées efficacement</li> <li>Pour les serres et les abris grillagés: plafonds et murs construits en matériaux résistant à la détérioration et aux attaques d'insectes et autres arthropodes</li> <li>Vêtements de protection (par exemple blouse et chaussures ou surchaussures de laboratoire exclusivement, gants jetables) devant être portés par l'ensemble du personnel et des visiteurs et retirés à leur sortie de la station de QPE</li> <li>Décontamination du personnel à la sortie des zones de la station de QPE contenant du matériel à risque</li> </ul>	
Caractéristiques biologiques (des organismes de quarantaine)	Exigences pour les stations de QPE
Organismes nuisibles transmis uniquement par greffe (par exemple certains virus ou phytoplasmes lorsque l'absence de vecteurs est connue)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les installations de la station peuvent consister en un site en plein air, un abri grillagé, une serre ou un laboratoire</li> <li>Délimitation claire de la station de QPE</li> <li>Séparations adéquates des hôtes potentiels</li> <li>Matériel hôte limité à la station de QPE uniquement</li> </ul>
Organismes nuisibles disséminés uniquement par la terre et l'eau, ou par des vecteurs eux-mêmes disséminés uniquement par la terre et l'eau (par exemple nématodes à kyste et nepovirus)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les installations de la station peuvent consister en un abri grillagé, une serre en tunnel ou une serre vitrée</li> <li>Les fenêtres et les portes doivent être fermées ou clos, quand elles ne sont pas utilisées et, quand les fenêtres s'ouvrent, elles doivent être pourvues de grillages</li> <li>Pédiluve</li> <li>Revêtements imperméables au sol</li> <li>Traitement approprié des déchets et des eaux (entrée et sortie dans/de la station de QPE) pour éliminer les organismes de quarantaine</li> <li>Traitement approprié de la terre pour éliminer les vecteurs transmis par la terre</li> <li>Les végétaux doivent être maintenus à l'écart de la terre</li> <li>Dispositif empêchant les eaux usées d'entrer en contact avec les sources d'eau utilisées pour irriguer les végétaux hôtes</li> <li>Filtres à terre installés dans les canalisations</li> </ul>

Organismes nuisibles ou leurs vecteurs disséminés par voie aérienne ou mobiles et de dimension supérieure à 0,2 mm (par exemple les pucerons)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les installations de la station peuvent comprendre un abri grillagé, une serre ou un laboratoire</li> <li>• Portes à fermeture automatique et étanches pourvues de joints et de balais appropriés</li> <li>• Sas d'entrée composé de deux portes séparées par un vestibule ou antichambre</li> <li>• Lavabo maniable sans les mains dans le sas d'entrée</li> <li>• Sas d'entrée doté d'un dispositif de nébulisation d'insecticide</li> <li>• Grillage de maille inférieur à 0,2 mm (calibre 70, ou 70 mailles/pouce) (par exemple pour les abris grillagés et les bouches d'aération) pour empêcher l'entrée ou la fuite d'organismes nuisibles ou de leurs vecteurs</li> <li>• Aucun autre matériel hôte pour l'organisme de quarantaine ne devrait se trouver dans un rayon égal à la distance de dispersion prévisible de l'organisme nuisible ou de son vecteur autour de la station de QPE (dans toutes les directions)</li> <li>• Programme de suivi des organismes nuisibles prévoyant notamment, l'utilisation de pièges adhésifs ou lumineux ou d'autres dispositifs de suivi des insectes</li> <li>• Flux d'air dirigé vers l'intérieur assuré par le système de chauffage, aération et climatisation</li> <li>• Dispositif d'alimentation électrique de secours assurant le fonctionnement continu des systèmes de ventilation et d'autres appareils</li> <li>• Stérilisation ou décontamination des déchets et de l'équipement (par exemple des instruments de taille) avant leur sortie de la station de QPE</li> </ul>
Organismes nuisibles ou leurs vecteurs disséminés par voie aérienne ou mobiles et de dimension inférieure à 0,2 mm (par exemple certains acariens ou certaines espèces de thrips)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les installations de la station peuvent comprendre une serre en verre ordinaire, en polycarbonate incassable ou en film plastique à double paroi, ou un laboratoire</li> <li>• Portes à fermeture automatique étanches et pourvues de joints et de balais appropriés</li> <li>• Sas d'entrée composé de deux portes séparées par un vestibule ou antichambre</li> <li>• Lavabo maniable sans les mains dans le sas d'entrée</li> <li>• Sas d'entrée doté d'un dispositif de nébulisation d'insecticide</li> <li>• Aucun autre matériel hôte pour l'organisme de quarantaine ne doit se trouver dans un rayon égal à la distance de dispersion prévisible de l'organisme nuisible ou de son vecteur autour de la station de QPE (dans toutes les directions)</li> <li>• Programme de suivi des organismes nuisibles prévoyant, notamment, l'utilisation de pièges adhésifs ou lumineux ou d'autres dispositifs de suivi des insectes</li> <li>• Flux d'air dirigé vers l'intérieur assuré par le système de chauffage, aération et climatisation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositif de filtrage de l'air avec filtres à particules à haute efficacité (HEPA) ou équivalent (les filtres (HEPA) retiennent 99,97% des particules de 0,3 micromètre de diamètre)</li> <li>• Stérilisation ou décontamination des déchets et de l'équipement (par exemple des instruments de taille) avant leur évacuation de la station de QPE</li> <li>• Dispositif d'alimentation électrique de secours des systèmes de ventilation (afin de maintenir des gradients de pression d'air négatifs) et d'autres appareils</li> <li>• Fonctionnement couplé des systèmes d'adduction et d'évacuation d'air garantissant l'arrivée d'air en permanence</li> </ul>

<p>Organismes nuisibles très mobiles ou facilement disséminés (par exemple les champignons de type rouille ou les bactéries transportées par l'air)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les installations de la station peuvent comprendre une serre en verre incassable ou en polycarbonate à double paroi, ou un laboratoire</li> <li>• Pédiluve</li> <li>• Portes à fermeture automatique et étanches pourvues de joints et de balais appropriés</li> <li>• Sas d'entrée composé de deux portes séparées par un vestibule ou antichambre</li> <li>• Lavabo maniable sans les mains dans le sas d'entrée</li> <li>• Aucun autre matériel hôte pour l'organisme de quarantaine ne doit se trouver dans un rayon égal à la distance de dispersion prévisible de l'organisme nuisible ou de son vecteur autour de la station de QPE (dans toutes les directions)</li> <li>• Flux d'air dirigé vers l'intérieur assuré par le système de chauffage, aération et climatisation</li> <li>• Dispositif d'alimentation électrique de secours assurant le fonctionnement continu des systèmes de ventilation afin de maintenir une pression atmosphérique négative et d'autres appareils</li> <li>• Pas d'accès direct à la station depuis l'extérieur du bâtiment</li> <li>• Dispositif de verrouillage alterné des deux portes du sas empêchant leur ouverture simultanée</li> <li>• Dispositif de filtrage de l'air avec filtres à particules à haute efficacité (HEPA) ou équivalent (les filtres HEPA retiennent 99,97% des particules de 0,3 micromètre de diamètre)</li> <li>• Tout l'air rejeté à l'extérieur doit être filtré par des filtres HEPA</li> <li>• Stérilisation ou décontamination des déchets solides et liquides et de l'équipement (par exemple des instruments de taille) avant leur sortie de la station de QPE</li> <li>• Fonctionnement couplé des systèmes d'adduction et d'évacuation d'air garantissant l'arrivée d'air à tout moment</li> <li>• Installation d'une alarme de sécurité</li> <li>• Douche (peut être nécessaire pour le personnel qui quitte la station)</li> <li>• Systèmes de suivi des processus opérationnels, notamment des différences de pression et de traitement des eaux usées, pour éviter toute défaillance des systèmes essentiels</li> </ul>
---	--



Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaire en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

## ANNEXE 9 : Traitement par irradiation contre *Conotrachelus nenuphar*

### Champ d'application du traitement

Le présent traitement s'applique à l'irradiation de fruits et légumes à la dose minimale absorbée de 92 Gy afin d'empêcher la reproduction des adultes de *Conotrachelus nenuphar* avec l'efficacité déclarée. Il doit être appliqué conformément aux directives énoncées dans la NIMP 18: 2003<sup>1</sup>.

### Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par irradiation contre <i>Conotrachelus nenuphar</i>
Principe actif	Sans objet
Type de traitement	Irradiation
Organisme nuisible visé	<i>Conotrachelus nenuphar</i> (Herbst) (Coleoptera: Curculionidae)
Articles réglementés visés	Tous les fruits et légumes pris pour hôte par <i>Conotrachelus nenuphar</i> .
Programme de traitement	<p>Dose minimale absorbée de 92 Gy afin d'empêcher la reproduction des adultes de <i>Conotrachelus nenuphar</i>.</p> <p>L'efficacité et le seuil de confiance de ce traitement se situent à DE<sub>99,9968</sub> au niveau de confiance 95 %.</p> <p>Le traitement doit être appliqué conformément aux directives de la NIMP 18: 2003.</p> <p>Ce traitement par irradiation ne doit pas être appliqué aux fruits et légumes entreposés sous atmosphère modifiée.</p>

<sup>1</sup> Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements. Les traitements ne fournissent pas non plus d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, censés être traités à l'échelle nationale préalablement à l'approbation d'un traitement. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant leur adoption internationale. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation à une partie contractante d'approuver, enregistrer ou adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur son territoire.

Autres informations pertinentes	<p>L'irradiation ne provoquant pas nécessairement une mortalité absolue, les inspecteurs pourraient trouver des spécimens vivants mais non viables de <i>Conotrachelus nenuphar</i> (larves, nymphes et/ou adultes) à l'inspection. Ceci n'implique pas un échec du traitement.</p> <p>La présence d'adultes irradiés étant possible après le traitement, les facteurs suivants peuvent avoir une incidence sur le risque de trouver des adultes dans les pièges dans les pays importateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les adultes sont rarement (voire jamais) présents dans les fruits expédiés parce que l'insecte se transforme en nymphe hors du fruit;</li> <li>– La probabilité de survie des adultes au-delà d'une semaine après l'irradiation est très faible, et donc le risque qu'ils se disséminent est moins grand que pour les adultes non irradiés</li> </ul> <p>Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires s'est fondé sur les travaux de recherche de Hallman (2004) qui démontrent l'efficacité de l'irradiation en tant que traitement contre cet organisme nuisible sur <i>Malus domestica</i>.</p> <p>L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises montrant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment du produit hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes ci-après: <i>Anastrepha ludens</i> (<i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>A. suspensa</i> (<i>Averrhoa carambola</i>, <i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>Bactrocera tryoni</i> (<i>Citrus sinensis</i>, <i>Lycopersicon lycopersicum</i>, <i>Malus domestica</i>, <i>Mangifera indica</i>, <i>Persea americana</i> et <i>Prunus avium</i>), <i>Cydia pomonella</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) et <i>Grapholita molesta</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) (Bustos <i>et al.</i>, 2004; Gould &amp; von Windeguth, 1991; Hallman, 2004, Hallman &amp; Martinez, 2001; Jessup <i>et al.</i>, 1992; Mansour, 2003; von Windeguth, 1986; von Windeguth &amp; Ismail, 1987). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes pouvant abriter l'organisme nuisible. Si de nouveaux travaux viennent prouver que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme nuisible, il sera révisé en conséquence.</p>
---------------------------------	---

Bibliographie	<p>Bustos, M. E., Enkerlin, W., Reyes, J. &amp; Toledo, J. 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 286–292.</p> <p>Gould, W. P. &amp; von Windeguth, D. L. 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. <i>Florida Entomologist</i>, 74: 297–300.</p> <p>Hallman, G. J. 2003. Ionizing irradiation quarantine treatment against plum curculio (Coleoptera: Curculionidae). <i>Journal of Economic Entomology</i>, 96: 1399–1404.</p> <p>Hallman, G. J. 2004. Ionizing irradiation quarantine treatment against Oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 824–827.</p> <p>Hallman, G. J. &amp; Martinez, L. R. 2001. Ionizing irradiation quarantine treatments against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. <i>Postharvest Biology and Technology</i>, 23: 71–77.</p> <p>Jessup, A. J., Rigney, C. J., Millar, A., Sloggett, R. F. &amp; Quinn, N. M. 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. <i>Proceedings of the Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities</i>, 1990: 13–42.</p> <p>Mansour, M. 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). <i>Journal of Applied Entomology</i>, 127: 137–141.</p> <p>von Windeguth, D. L. 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangoes. <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 99: 131–134.</p> <p>von Windeguth, D. L. &amp; Ismail, M. A. 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, <i>Anastrepha suspensa</i> (Loew). <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 100: 5–7.</p>
---------------	--





Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaire en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

## ANNEXE 10 : Traitement par irradiation contre *Grapholita molesta*

### Champ d'application du traitement

Ce traitement s'applique à l'irradiation de fruits et légumes à la dose minimale absorbée de 232 Gy afin d'empêcher l'émergence des adultes de *Grapholita molesta* avec l'efficacité déclarée. Il doit être appliqué conformément aux directives énoncées dans la NIMP 18<sup>1</sup>.

### Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par irradiation contre <i>Grapholita molesta</i>
Principe actif	Sans objet
Type de traitement	Irradiation
Organisme nuisible visé	<i>Grapholita molesta</i> (Busck) (Lepidoptera: Tortricidae)
Articles réglementés visés	Tous les fruits et légumes pris pour hôte par <i>Grapholita molesta</i> .
Programme de traitement	<p>Dose minimale absorbée de 232 Gy afin d'empêcher l'émergence des adultes de <i>Grapholita molesta</i>.</p> <p>L'efficacité et le seuil de confiance de ce traitement se situent à DE<sub>99,9949</sub> au niveau de confiance 95 %.</p> <p>Le traitement doit être appliqué conformément aux directives de la NIMP 18: 2003.</p> <p>Ce traitement par irradiation ne doit pas être appliqué aux fruits et légumes entreposés sous atmosphère modifiée.</p>

<sup>1</sup> Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements. Les traitements ne fournissent pas non plus d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, censés être traités à l'échelle nationale préalablement à l'approbation d'un traitement. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant leur adoption internationale. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation à une partie contractante d'approuver, enregistrer ou adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur son territoire.

Autres informations pertinentes	<p>L'irradiation ne provoquant pas nécessairement une mortalité absolue, les inspecteurs pourraient trouver des spécimens vivants mais non viables de <i>Grapholita molesta</i> (larves et/ou chrysalides) à l'inspection. Ceci n'implique pas un échec du traitement.</p> <p>Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires s'est fondé sur les travaux de recherche de Hallman (2004) qui démontrent l'efficacité de l'irradiation en tant que traitement contre cet organisme nuisible sur <i>Malus domestica</i>.</p> <p>L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises montrant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment du produit hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes ci-après: <i>Anastrepha ludens</i> (<i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>A. suspensa</i> (<i>Averrhoa carambola</i>, <i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>Bactrocera tryoni</i> (<i>Citrus sinensis</i>, <i>Lycopersicon lycopersicum</i>, <i>Malus domestica</i>, <i>Mangifera indica</i>, <i>Persea americana</i> et <i>Prunus avium</i>), <i>Cydia pomonella</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) et <i>Grapholita molesta</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) (Bustos <i>et al.</i>, 2004; Gould &amp; von Windeguth, 1991; Hallman, 2004, Hallman &amp; Martinez, 2001; Jessup <i>et al.</i>, 1992; Mansour, 2003; von Windeguth, 1986; von Windeguth &amp; Ismail, 1987). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes pouvant abriter l'organisme nuisible. Si de nouveaux travaux viennent prouver que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme nuisible, il sera révisé en conséquence.</p>
Bibliographie	<p>Bustos, M. E., Enkerlin, W., Reyes, J. &amp; Toledo, J. 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 286–292.</p> <p>Gould, W. P. &amp; von Windeguth, D. L. 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. <i>Florida Entomologist</i>, 74: 297–300.</p> <p>Hallman, G. J. 2004. Ionizing irradiation quarantine treatment against Oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 824–827.</p> <p>Hallman, G. J. &amp; Martinez, L. R. 2001. Ionizing irradiation quarantine treatments against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. <i>Postharvest Biology and Technology</i>, 23: 71–77.</p> <p>Jessup, A. J., Rigney, C. J., Millar, A., Sloggett, R. F. &amp; Quinn, N. M. 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. <i>Proceedings of the Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities</i>, 1990: 13–42.</p> <p>Mansour, M. 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). <i>Journal of Applied Entomology</i>, 127: 137–141.</p> <p>von Windeguth, D. L. 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangoes. <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 99: 131–134.</p> <p>von Windeguth, D. L. &amp; Ismail, M. A. 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, <i>Anastrepha suspensa</i> (Loew). <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 100: 5–7.</p>

Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaire en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

## ANNEXE 11 : Traitement par irradiation contre *Grapholita molesta* sous hypoxie

### Champ d'application du traitement

Ce traitement s'applique à l'irradiation de fruits et légumes à la dose minimale absorbée de 232 Gy dans des conditions d'hypoxie afin d'empêcher l'oviposition de *Grapholita molesta* avec l'efficacité déclarée. Il doit être appliqué conformément aux directives énoncées dans la NIMP 18: 2003<sup>1</sup>.

### Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par irradiation contre <i>Grapholita molesta</i> sous hypoxie
Principe actif	Sans objet
Type de traitement	Irradiation
Organisme nuisible visé	<i>Grapholita molesta</i> (Busck) (Lepidoptera: Tortricidae)
Articles réglementés visés	Tous les fruits et légumes pris pour hôte par <i>Grapholita molesta</i> .
Programme de traitement	Dose minimale absorbée de 232 Gy afin d'empêcher l'oviposition de <i>Grapholita molesta</i> .  L'efficacité et le seuil de confiance de ce traitement se situent à DE <sub>99,9932</sub> au niveau de confiance 95 %.  Le traitement doit être appliqué conformément aux directives de la NIMP 18.

<sup>1</sup> Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements. Les traitements ne fournissent pas non plus d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, censés être traités à l'échelle nationale préalablement à l'approbation d'un traitement. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant leur adoption internationale. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation à une partie contractante d'approuver, enregistrer ou adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur son territoire.

Autres informations pertinentes	<p>L'irradiation ne provoquant pas nécessairement une mortalité absolue, les inspecteurs pourraient trouver des spécimens vivants mais non viables de <i>Grapholita molesta</i> (œufs, larves, chrysalides et/ou adultes) à l'inspection. Ceci n'implique pas un échec du traitement.</p> <p>La présence d'adultes irradiés étant possible après le traitement, les facteurs suivants peuvent avoir une incidence sur la probabilité de trouver des adultes dans les pièges dans les pays importateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Seul un très faible pourcentage d'adultes risque d'émerger après irradiation;</li> <li>– Il est très peu probable que les adultes irradiés survivent plus d'une semaine, après l'irradiation, et ils ont donc moins de chance de se disséminer que les adultes non irradiés.</li> </ul> <p>Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires s'est fondé sur les travaux de recherche de Hallman (2004) qui démontrent l'efficacité de l'irradiation en tant que traitement contre cet organisme nuisible sur <i>Malus domestica</i>.</p> <p>L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises montrant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment du produit hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes ci-après: <i>Anastrepha ludens</i> (<i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>A. suspensa</i> (<i>Averrhoa carambola</i>, <i>Citrus paradisi</i> et <i>Mangifera indica</i>), <i>Bactrocera tryoni</i> (<i>Citrus sinensis</i>, <i>Lycopersicon lycopersicum</i>, <i>Malus domestica</i>, <i>Mangifera indica</i>, <i>Persea americana</i> et <i>Prunus avium</i>), <i>Cydia pomonella</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) et <i>Grapholita molesta</i> (<i>Malus domestica</i> en milieu nutritif artificiel) (Bustos <i>et al.</i>, 2004; Gould &amp; von Windeguth, 1991; Hallman, 2004, Hallman &amp; Martinez, 2001; Jessup <i>et al.</i>, 1992; Mansour, 2003; von Windeguth, 1986; von Windeguth &amp; Ismail, 1987). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes pouvant abriter l'organisme nuisible. Si de nouveaux travaux viennent prouver que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme nuisible, il sera révisé en conséquence.</p>
---------------------------------	--

Bibliographie	<p>Bustos, M. E., Enkerlin, W., Reyes, J. &amp; Toledo, J. 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 286–292.</p> <p>Gould, W. P. &amp; von Windeguth, D. L. 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. <i>Florida Entomologist</i>, 74: 297–300.</p> <p>Hallman, G. J. 2004. Ionizing irradiation quarantine treatment against Oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. <i>Journal of Economic Entomology</i>, 97: 824–827.</p> <p>Hallman, G. J. &amp; Martinez, L. R. 2001. Ionizing irradiation quarantine treatments against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. <i>Postharvest Biology and Technology</i>, 23: 71–77.</p> <p>Jessup, A. J., Rigney, C. J., Millar, A., Sloggett, R. F. &amp; Quinn, N. M. 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. <i>Proceedings of the Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities</i>, 1990: 13–42.</p> <p>Mansour, M. 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). <i>Journal of Applied Entomology</i>, 127: 137–141.</p> <p>von Windeguth, D. L. 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangoes. <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 99: 131–134.</p> <p>von Windeguth, D. L. &amp; Ismail, M. A. 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, <i>Anastrepha suspensa</i> (Loew). <i>Proceedings of the Florida State Horticultural Society</i>, 100: 5–7.</p>
---------------	---



Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.

La présente annexe a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires en mars 2010.

Cette annexe constitue une partie prescriptive de la norme.

## Annexe 1 de la NIMP 27: *Thrips palmi* Karny

### TABLE DES MATIÈRES DE CETTE ANNEXE

1. Informations sur l'organisme nuisible .....	2
2. Données taxonomiques .....	3
3. Détection .....	3
4. Identification .....	5
4.1 Identification morphologique des thrips adultes .....	5
4.1.1 Préparation des thrips adultes pour l'examen microscopique .....	5
4.1.2 Identification de la famille des thripidae .....	5
4.1.3 Identification du genre <i>thrips</i> .....	6
4.1.4 Identification de <i>thrips palmi</i> .....	7
4.1.4.1 Caractères morphologiques des <i>thrips palmi</i> .....	7
4.1.4.2 Comparaison avec des espèces similaires ( <i>espèces qui sont jaunes sans marques plus foncées, ou principalement jaunes, ou parfois jaunes</i> ) .....	8
4.2 Analyses moléculaires pour l'identification de <i>thrips palmi</i> .....	17
4.2.1 Analyse pcr en temps réel à partir d'une séquence par marqueur scar pour <i>thrips palmi</i> .....	17
4.2.2 Analyse pcr en temps réel à partir d'une séquence coi pour <i>thrips palmi</i> .....	18
4.2.3 Analyse pcr-rflp à partir d'une séquence its2 pour neuf espèces de thrips, dont <i>thrips palmi</i> .....	18
4.2.4 analyse pcr-rflp à partir d'une séquence coi pour dix espèces de thrips, dont <i>thrips palmi</i> .....	19
5. Données à conserver .....	20
6. Points de contact pour tout complément d'informations .....	20
7. Remerciements .....	20
8. Références .....	20

## 1. Informations sur l'organisme nuisible

*Thrips palmi* Karny (Thysanoptera: Thripidae) est un organisme polyphage nuisible aux végétaux, surtout aux cucurbitacées et aux solanacées. Il semble qu'il provienne d'Asie du Sud, d'où il se serait propagé vers la fin du vingtième siècle. Sa présence a été signalée partout en Asie, et il est maintenant très répandu dans la zone du Pacifique et des Caraïbes. Il a également été signalé localement en Amérique du Nord, centrale et du Sud, ainsi qu'en Afrique. Pour de plus amples informations concernant *T. palmi*, voir EPPO/CABI (1997) ou Murai (2002); des fiches techniques sont également disponibles en ligne à la photothèque des organismes nuisibles et des maladies (PaDIL, 2007) et à l'OEPP (OEPP, 2008).

Cette espèce provoque des dégâts d'importance économique aux plantes cultivées par effet direct de son activité alimentaire et en tant que vecteur de certains tospovirus tels que le *Groundnut bud necrosis virus*, le *Melon yellow spot virus* et le *Watermelon silver mottle virus*. Il s'agit d'un organisme extrêmement polyphage, qui a été signalé sur plus de 36 familles végétales. En plein champ, il s'attaque entre autres à *Benincasa hispida*, *Capsicum annuum*, *Citrullus lanatus*, *Cucumis melo*, *Cucumis sativus*, *Cucurbita* spp., *Glycine max*, *Gossypium* spp., *Helianthus annuus*, *Nicotiana tabacum*, *Phaseolus vulgaris*, *Pisum sativum*, *Sesamum indicum*, *Solanum melongena*, *Solanum tuberosum* et *Vigna unguiculata*. En serre, les plantes hôtes d'importance économique sont *Capsicum annuum*, *Chrysanthemum* spp., *Cucumis sativus*, *Cyclamen* spp., *Ficus* spp., Orchidaceae et *Solanum melongena*. Les thrips peuvent être transportés par des végétaux destinés à la plantation, des fleurs coupées et des fruits d'espèces hôtes, ainsi que par du matériel d'emballage, et par la terre.

*Thrips palmi* est presque intégralement de couleur jaune (Figures 1 à 3) et son identification est rendue difficile tant par ses faibles dimensions (1,0-1,3 mm) que par sa grande similitude avec d'autres espèces de *Thrips* de couleur jaune ou principalement jaune.



**Figure 1: *Thrips palmi*; femelle (gauche) et mâle** (photo: A. J. M. Loomans, PPS, Wageningen, Pays-Bas; d'échelle: 500  $\mu$ m = 0,5 mm)





**Figure 2: *Thrips palmi*, femelle    Figure 3: *Thrips palmi*, mâle**  
(photos: W. Zijlstra, PPS, Wageningen, Pays-Bas; échelle: 300 µm)

## 2. Données taxonomiques

- Nom: *Thrips palmi* Karny, 1925
- Synonymes: *Thrips clarus* Moulton, 1928  
*Thrips leucadophilus* Priesner, 1936  
*Thrips gossypicola* Ramakrishna & Margabandhu, 1939  
*Chloethrips aureus* Ananthakrishnan & Jagadish, 1967  
*Thrips gracilis* Ananthakrishnan & Jagadish, 1968
- Classement taxonomique: Insecta, Thysanoptera, Terebrantia, Thripidae
- Nom commun: Thrips du melon

## 3. Détection

*Thrips palmi* est présent dans différents endroits selon son stade de développement:

- œufs                    dans le tissu de la feuille, de la fleur et du fruit
- larve I                sur les feuilles, les fleurs et les fruits
- larve II               sur les feuilles, les fleurs et les fruits
- nymphe I            dans le sol, les caisses d'emballage et le milieu de culture
- nymphe II           dans le sol, les caisses d'emballage et le milieu de culture
- adulte                sur les feuilles, les fleurs et les fruits

Au niveau du matériel végétal, *T. palmi* peut être trouvé sur la plupart des parties aériennes des plantes; les parties infestées de la plante peuvent différer selon certaines variables, telles que l'hôte et les caractères propres à chaque population de *T. palmi*.

Lors d'un examen visuel de matériel végétal pour détecter la présence de *T. palmi*, il est nécessaire de prêter attention à la présence des cicatrices argentées d'alimentation sur la surface des feuilles des

plantes hôtes, surtout visibles le long de la nervure centrale et des nervures latérales. Les plantes sévèrement infestées se caractérisent souvent par l'aspect argenté ou bronzé des feuilles, le rabougrissement des feuilles et des pousses terminales, ou par les cicatrices et les déformations des fruits. La détection peut être malaisée dans certaines circonstances, notamment:

- lors d'une infestation de faible niveau qui peut produire des symptômes difficiles ou impossibles à déceler
- du fait de la présence des œufs dans le tissu végétal seulement (par exemple après un traitement extérieur susceptible d'avoir éliminé les stades visibles).

Il est préférable de conserver les spécimens destinés à l'examen morphologique dans une solution AGA, consistant en un mélange de 10 parties d'éthanol à 60% avec 1 partie de glycérine et 1 partie d'acide acétique. Pour la conservation à long terme des spécimens, ces derniers doivent être transférés dans de l'éthanol à 60% et conservés à l'abri de la lumière, de préférence dans un congélateur afin d'empêcher la perte de coloration. Plusieurs laboratoires ont toutefois signalé que la solution AGA peut dénaturer l'ADN des thrips, rendant ensuite difficile l'utilisation des méthodes moléculaires. Une autre possibilité est de plonger les spécimens collectés dans une solution d'éthanol à 80–95% car les spécimens non montés sur lame peuvent alors être utilisés pour des études moléculaires. Mais dans ce cas, les spécimens doivent être conservés au congélateur jusqu'à leur utilisation pour éviter des difficultés lors de la préparation des lames.

Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour recueillir des spécimens de thrips (Mantel et Vierbergen, 1996; modifié):

- Les thrips peuvent être prélevés un par un sur la plante (feuilles, fleurs ou fruits) et transférés à l'aide d'un pinceau fin humide dans des microtubes contenant une solution AGA.
- Certaines parties de la plante peuvent être secouées pour faire tomber les thrips sur un petit plateau en plastique (par exemple, un plateau blanc pour les spécimens de couleur foncée, ou noir pour les spécimens clairs). Lorsque les températures sont fraîches, les thrips tendent généralement à marcher sur le plateau au lieu de s'envoler, ce qui laisse le temps de les recueillir à l'aide d'un pinceau fin humide, tandis que par des températures plus chaudes, ils ont tendance à s'envoler beaucoup plus vite et doivent être prélevés rapidement. Les thrips sont facilement visibles sur le plateau à l'aide d'une loupe simple, mais un observateur expérimenté peut également les voir sans difficulté à l'œil nu.
- Des parties de la plante peuvent être placées pendant 24 heures dans un sac en plastique scellé, contenant un morceau de papier filtre pour absorber la condensation. La plupart des thrips quitteront les parties de la plante et pourront alors être recueillis à l'intérieur du sac.
- Un entonnoir de Berlèse peut être utilisé pour traiter le matériel végétal, tel que les bulbes, fleurs, pelouse, feuilles mortes, mousse, voire des branches d'arbres morts. L'entonnoir contient un tamis sur lequel le matériel végétal est déposé. En dessous du tamis, l'extrémité inférieure de l'entonnoir s'ouvre sur un récipient contenant de l'éthanol à 70–96%. On peut aussi utiliser une solution d'éthanol à 10% avec un agent mouillant, certains professionnels estimant que ce procédé facilite la préparation de lames porte-objet de microscope de qualité. L'entonnoir est placé sous une lampe électrique (60W) et sous l'effet de la chaleur et de la lumière, la plupart des thrips présents dans les végétaux tomberont dans le récipient. Après un laps de temps approprié (par exemple, 8 heures pour les fleurs coupées), le contenu du récipient peut être examiné à l'aide d'un microscope stéréoscopique.
- Les thrips peuvent être décelés (les adultes ailés seulement) à l'aide de pièges collants colorés ou d'autres méthodes appropriées. L'attractivité d'une couleur varie selon les différentes espèces de thrips, mais les pièges bleus ou blancs sont efficaces pour *T. palmi*, les pièges jaunes marchant également. Pour la préparation des lames de microscope et l'identification, les thrips devront être détachés des pièges à l'aide de solvants tels que ceux à base d'essences d'agrumes, de dichlorométhane ou de white-spirit.

Il n'existe aucune méthode reconnue pour l'extraction des nymphes de thrips du sol dans une situation de quarantaine.

## 4. Identification

L'identification des espèces de thrips par examen morphologique est limitée aux spécimens adultes, car il n'existe pas de clés d'identification adéquates pour les œufs, les larves et les nymphes. Toutefois, la présence de larves dans les échantillons peut fournir d'importantes informations additionnelles, en confirmant notamment leur développement sur les plantes hôtes. La principale méthode d'identification de matériel adulte repose sur les caractères morphologiques. Afin de réaliser l'identification de l'espèce, les adultes doivent être examinés à l'aide d'un microscope puissant (grossissement x400, par exemple). L'application du présent protocole à des préparations sur lames de bonne qualité devrait permettre d'identifier avec certitude des *T. palmi* adultes par le seul examen morphologique.

Les analyses moléculaires peuvent être effectuées à tous les stades de vie, y compris aux stades immatures pour lesquels l'identification morphologique ne permet pas de déterminer l'espèce. En outre, dans les cas où les spécimens adultes sont atypiques ou endommagés, les analyses moléculaires peuvent fournir davantage d'informations pertinentes sur leur identité. Cependant, la spécificité des analyses moléculaires est limitée dans la mesure où elles ont été mises au point à des fins spécifiques et évaluées par rapport à un nombre limité d'espèces, avec des échantillons venant de différentes régions géographiques; ces informations doivent donc être interprétées avec prudence.

### 4.1 Identification morphologique des thrips adultes

#### 4.1.1 Préparation des thrips adultes pour l'examen microscopique

Pour l'examen au microscope puissant, les thrips adultes doivent être montés sur des lames de microscope. Les spécimens à conserver dans une collection de référence sont de préférence mis à macérer, déshydratés et montés au baume du Canada; Mound et Kibby (1998) fournissent une description complète du processus. Trois jours sont toutefois nécessaires pour parachever le protocole de préparation des lames aux fins de la conservation en collection. Pour les identifications courantes, une substance de montage hydrosoluble comme le liquide de Hoyer (50 ml d'eau, 30 g de gomme arabique, 200 g d'hydrate de chloral, 20 ml de glycérine) est un moyen plus rapide et relativement bon marché. Une méthode devenue courante pour la préparation des lames est donnée par Mound et Kibby (1998) et sa description figure ci-dessous (mais les laboratoires peuvent recourir à des variantes qui sont tout aussi efficaces):

Extraire les spécimens du liquide de récolte et les immerger dans un bain propre d'éthanol à 70 %; si les spécimens sont suffisamment souples, essayer de déployer les pattes, les ailes et les antennes à l'aide de micro-épingles; déposer un seul thrips, partie ventrale dirigée vers le haut, sur une goutte de liquide de Hoyer sur une lamelle couvre-objet de 13 mm de diamètre et utiliser au besoin les micro-épingles pour ajuster la position du thrips; abaisser délicatement une lame vers la lamelle couvre-objet de manière à faire adhérer la solution de montage au milieu de la lame; dès que le milieu de montage atteint les bords de la lamelle couvre-objet retourner la lame; étiqueter la lame en inscrivant tous les détails, dont le lieu, la date de collecte et la plante hôte; placer la lame avec la lamelle couvre-objet en haut, dans une étuve de séchage à 35-40°C et attendre 6 heures avant tout examen; laisser dans le four pendant environ trois semaines pour dessécher la solution de montage, avant de fermer hermétiquement la lamelle couvre-objet avec de la résine ou du vernis à ongles.

#### 4.1.2 Identification de la famille des thripidae

*Thrips palmi* appartient à la famille des Thripidae, qui comprend plus de 2 000 espèces regroupées en 276 genres. Ces espèces ont en commun les caractères indiqués au Tableau 1.

**Tableau 1: Famille des Thripidae – caractères communs**

Partie du corps	Caractères
Antennes	sept ou huit segments (parfois six ou neuf). Les segments III et IV ont des cônes sensoriels émergents (sensoria)
Ailes antérieures (lorsqu'elles sont complètement développées)	généralement fines, présentent deux nervures longitudinales portant chacune une série de soies
Abdomen – femelle	avec un ovipositeur dentelé, incurvé vers le bas à l'apex
Sternites médians – mâle	avec ou sans aires glandulaires

#### 4.1.3 Identification du genre thrips

Le genre *Thrips* compte plus de 280 espèces issues de toutes les régions du monde, bien que le genre soit principalement originaire de la région holarctique et des régions tropicales de l'Ancien monde. Les membres du genre ont en commun les caractères mentionnés au Tableau 2.

**Tableau 2 : Genre *Thrips* – caractères communs, spécimens adultes**

Partie du corps	Caractères
Forme du corps (femelle)	macroptères ou microptères
Antennes	sept ou huit segments les segments III – IV présentent des cônes sensoriels fourchus saillants
Soies ocellaires	deux paires seulement (la paire I étant absente) la paire II plus courte (tout au plus de même longueur) que la paire III
Pronotum	deux paires (rarement une ou aucune) de soies postéro-angulaires majeures généralement trois, parfois quatre paires de soies postéromarginales
Basanta du prosternum	absence de soies
Ailes antérieures	première nervure pourvue d'une frange de soies espacées de manière variable, deuxième nervure avec une frange de soies complète clavus avec cinq (rarement 6) soies internervurales
Métascutum	paire médiane de soies sur ou derrière la bordure antérieure strié ou réticulé sensilles campaniformes (pores métanotaux) présentes ou absentes
Furca métasternale	sans spinule
Tibia antérieur	griffes apicales absentes
Tarses	à 2 segments
Tergites et sternites abdominaux	sans craspeda postéromarginales (bords relevés)
Tergites abdominaux	tergites V-VIII aux cténidies couplées latéralement (peignes – comprenant chacun une rangée submarginale de microtriches) (parfois aussi sur IV) tergite VIII: cténidies en position postéromésiale aux stigmates
Sternites et pleurotergites abdominaux	avec ou sans soies discales (accessoires)
Sternites abdominaux (mâle)	sterna abdominaux III-VII, ou moins, chacun étant pourvu d'une aire glandulaire

Un récapitulatif simplifié des principaux caractères figure au tableau 4, accompagné d'illustrations et de photomicrographies (figures 4 à 5.12).

L'identification des adultes peut être effectuée à l'aide de clés. Mound et Kibby (1998) fournissent une clé d'identification pour 14 espèces de *Thrips* d'importance économique, notamment *T. palmi*. Un outil d'aide à l'identification des thrips est par ailleurs disponible sur CD-ROM, contenant notamment un système d'identification de 100 espèces nuisibles du monde entier, basé sur des photomicrographies (Moritz et al., 2004).

On trouvera dans les ouvrages suivants des clés plus complètes pour l'identification du genre par région (il n'en existe aucune pour la zone tropicale d'Afrique):

Asie: Bhatti (1980) et Palmer (1992) fournissent des clés d'identification pour les espèces de *Thrips* présentes dans les zones tropicales asiatiques. Mound et Azidah (2009) fournissent une clé pour les espèces de la Malaisie péninsulaire.

Europe: zur Strassen (2003) a produit la clé complète la plus récente pour l'identification des espèces d'Europe, *Thrips* compris (en allemand).

Amérique du Nord, centrale et du Sud: Nakahara (1994) fournit une clé pour les espèces de *Thrips* originaires du Nouveau Monde. Une clé de détermination des espèces de *Thrips* présentes en Amérique centrale et du Sud est fournie par Mound et Marullo (1996), même si une seule de ces espèces est originaire de cette région.

Océanie: Mound et Masumoto (2005) fournissent une clé d'identification des espèces de *Thrips* d'Océanie (Les auteurs de cette communication sont conscients de l'erreur qui s'est glissée à la page 42 dans la section "Relations", où une caractéristique de *T. flavus* Schrank – soies ocellaires III rassemblées derrière la première ocelle - est attribuée à *T. palmi*. L'information exacte est fournie dans la description de l'espèce *T. palmi* quelques lignes plus haut et est illustrée dans la figure 72.).

#### **4.1.4 Identification de *Thrips palmi***

##### **4.1.4.1 Caractères morphologiques des *Thrips palmi***

Bhatti (1980), Bournier (1983), Sakimura et al. (1986), zur Strassen (1989), Nakahara (1994) et Mound et Masumoto (2005) fournissent tous des descriptions détaillées de *T. palmi*. Dans Sakimura et al. (1986), on trouve une liste des principaux caractères diagnostiques permettant de distinguer *T. palmi* des autres espèces connues du genre *Thrips*; une version remaniée est présentée dans le Tableau 3.

La possession de l'ensemble des caractères énumérés au tableau 3 est un élément de différenciation fiable de *Thrips palmi* par rapport aux autres espèces de *Thrips*. Néanmoins, la morphologie des *Thrips* est sujette à des variations, y compris au sein d'une même espèce et certains des caractères figurant ici font parfois l'objet de légères variations. Ainsi, la coloration antennaire ou le nombre de soies distales sur l'aile antérieure peuvent différer de l'état observé le plus fréquemment. Si tel est le cas pour un ou plusieurs de ces caractères, l'identification du spécimen doit être vérifiée en se référant à une clé d'identification régionale appropriée, telle que celles qui sont énumérées dans la section 4.1.3.

**Tableau 3: Liste des caractères morphologiques qui distinguent collectivement *Thrips palmi* des autres espèces du genre *Thrips***

	Caractères morphologiques
1.	Corps jaune clair sans zones foncées sur la tête, le thorax ou l'abdomen (sur le corps, soies noirâtres légèrement épaissies); segments antennaires I et II pâles, III jaune avec apex sombre, IV à VII bruns mais en général avec base de IV-V jaune; ailes antérieures légèrement et uniformément grisées, soies proéminentes foncées
2.	Antennes toujours à sept segments
3.	Soies postoculaires II et IV beaucoup plus courtes que les autres soies
4.	Soies ocellaires III situées juste en dehors du triangle ocellaire, ou bien touchant les lignes tangentes reliant l'ocelle antérieur à chacun des ocelles postérieurs
5.	Métascutum à sculpture convergente postérieurement; paire médiane de soies en arrière de la marge antérieure; paire de sensilles campaniformes présente
6.	Première nervure de l'aile antérieure pourvue de trois (parfois deux) soies distales
7.	Tergite abdominal II à quatre soies marginales latérales
8.	Tergites abdominaux III à IV à soies S2 foncées et subégales à S3.
9.	Tergite abdominal VIII présentant un peigne postéromarginal complet chez la femelle, et largement développé postérieurement chez le mâle
10.	Tergite abdominal IX présentant généralement deux paires de sensilles campaniformes (pores)
11.	Sternites abdominaux sans soies discales ou microtriches ciliés
12.	Pleurotergites abdominaux sans soies discales
13.	Mâle - sternites III–VII présentant chacun une petite aire glandulaire transverse

Un récapitulatif simplifié des principaux caractères figure au tableau 4, accompagné d'illustrations et de photomicrographies (figures 4 et 5.12).

#### 4.1.4.2 Comparaison avec des espèces similaires (espèces qui sont jaunes sans marques plus foncées, ou principalement jaunes, ou parfois jaunes)

Pour chaque espèce ci-dessous sont indiqués les principaux caractères qui la différencient de *T. Palmi*. En cas de doute, il convient de se reporter à la clé d'identification régionale correspondante, comme celles qui sont énumérées à la section 4.1.3. Ces dernières contiennent également des détails sur d'autres espèces de *Thrips* non mentionnées ici.

Deux espèces indiennes (*T. alatus* Bhatti et *T. pallidulus* Bagnall) sont très similaires à *T. palmi*, bien que leur biologie soit peu connue:

##### *Thrips alatus*

- segment antennaire V brun uniforme
- tergites abdominaux III et IV pourvus de soies S2 plus pâles et beaucoup plus fines que les soies S3 chez les deux sexes
- en général, la sculpture striée sur le métascutum n'est pas convergente postérieurement
- aire de répartition: Inde, Malaisie, Népal.

##### *Thrips pallidulus*

- segment antennaire IV pâle
- sculpture sur le métascutum réticulée médialement, et non pas striée
- aire de répartition: Inde.

Trois espèces paléarctiques communes (mais ayant également une aire de répartition plus vaste) susceptibles d'être confondues avec *T. palmi* sont *T. flavus*, *T. nigropilosus* Uzel et *T. tabaci* Lindeman.

*Thrips flavus*

- paire III de soies ocellaires à l'intérieur du triangle ocellaire, juste derrière l'ocelle antérieur
- longueur du segment antennaire VI de 54-60 µm (42-48 µm chez *T. palmi*)
- lignes de la sculpture métanotale sur le métascutum non convergentes postérieurement
- aire de répartition: thrips des fleurs commun dans toute l'Asie et en Europe.

*Thrips nigropilosus*

- généralement avec des marques foncées sur le thorax et l'abdomen
- métascutum irrégulièrement réticulé dans la partie médiane (stries longitudinales chez *T. palmi*) et absence de sensilles campaniformes
- tergite abdominal II pourvu de trois soies marginales latérales
- tergites abdominaux IV-V: avec paire médiane de soies (S1) d'au moins 0,5 fois la longueur médiane de ces tergites (moins de 0,3 fois chez *T. palmi*)
- aire de répartition: espèce phyllophage commune, s'attaque parfois aux plantes de la famille des Compositae; Asie, Afrique de l'Est, Europe, Amérique du Nord, Océanie.

*Thrips tabaci*

- coloration très variable mais en général avec des marques plus ou moins brunes ou grisâtres
- toutes les soies postoculaires subégales en longueur
- métascutum irrégulièrement réticulé longitudinalement, en général avec de petites rides internes dans la partie médiane, et absence de sensilles campaniformes
- première nervure de l'aile antérieure généralement avec quatre soies distales (parfois entre deux ou six)
- tergite abdominal II avec trois soies marginales latérales
- tergite abdominal IX avec uniquement la paire postérieure de sensilles campaniformes
- pleurotergites abdominaux avec de nombreux microtriches ciliés partant des lignes de sculpture
- mâle: étroite aire glandulaire transverse, sur les sternites abdominaux III-V seulement
- aire de répartition: organisme nuisible polyphage présent dans le monde entier.

Deux autres espèces, une paléarctique (*T. alni* Uzel) et une européenne (*T. urticae* Fabricius) sont moins fréquentes, mais peuvent néanmoins être confondues avec *T. palmi*. Les femelles de *T. alni* ont en particulier une morphologie remarquablement semblable à celles de *T. palmi*.

*Thrips alni*

- segment antennaire V uniformément brun
- tergites abdominaux II-V à soies S2 pâles
- tergite abdominal V avec soie S2 bien plus fine que la soie S3 (ces soies sont subégales chez *T. palmi*)
- tergite abdominal VIII avec soie S1 subégale à la soie S2 (S1 est bien plus fine que S2 chez *T. palmi*)
- mâle: sternites abdominaux III-VI présentant chacun une petite aire glandulaire ovale
- aire de répartition: ne s'attaque qu'aux feuilles d'*Alnus*, de *Betula*, de *Salix*; Europe, Sibérie, Mongolie.

*Thrips urticae*

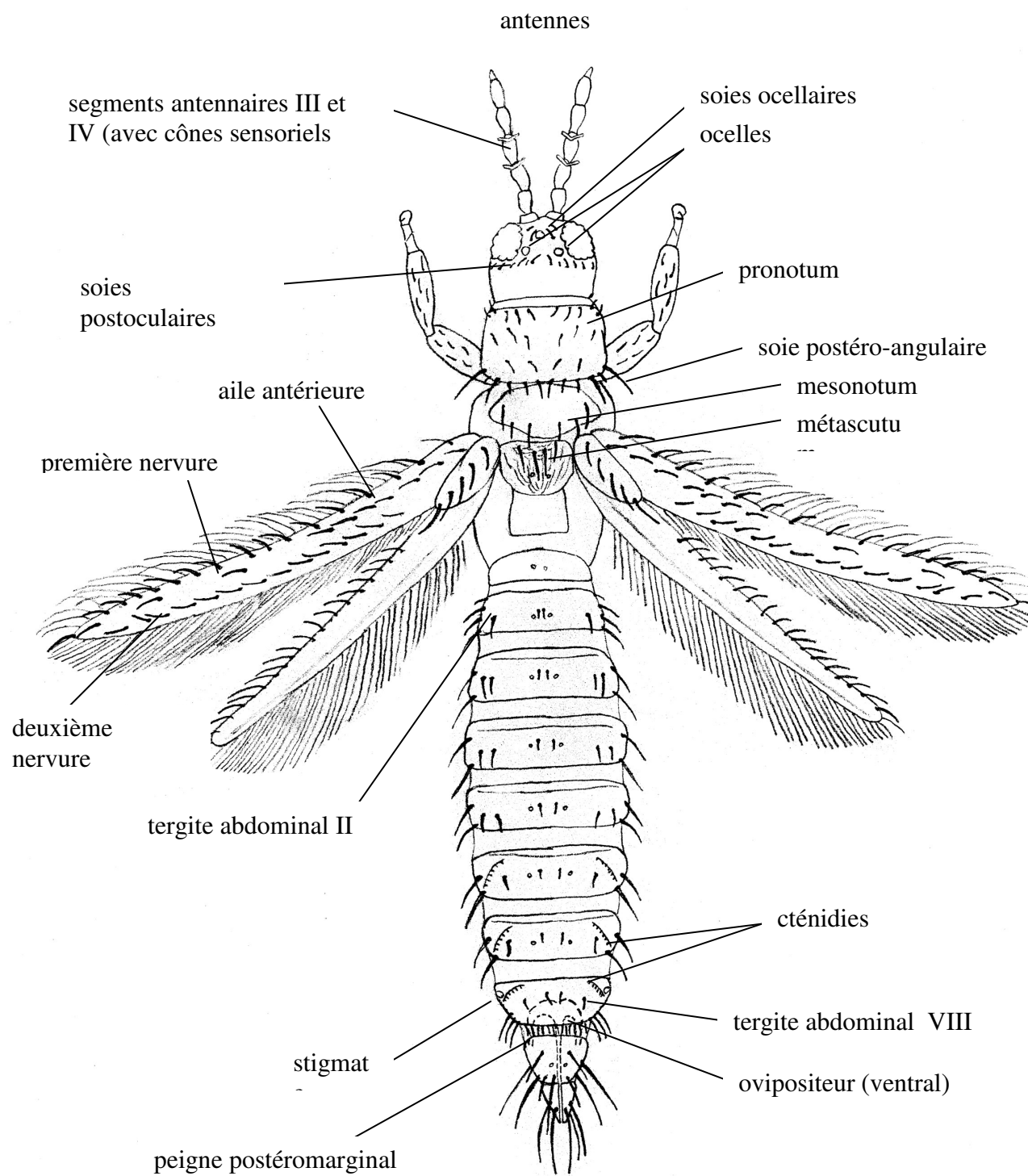
- pronotum avec une paire de soies sur la marge antérieure presque deux fois plus longues que n'importe laquelle des soies discales (généralement de plus de 30 µm; chez *T. palmi*, en revanche, elles mesurent toutes moins de 25 µm)
- métascutum réticulé longitudinalement dans la partie médiane
- tergites abdominaux présentant généralement une zone de couleur grise en position médiane
- tergite abdominal IX pourvu uniquement de la paire postérieure de sensilles campaniformes
- aire de répartition: ne s'attaque qu'à *Urtica dioica*, Europe.

**Tableau 4: Récapitulatif des caractères diagnostiques pour une identification rapide: (a) du genre *Thrips*; (b) de *T. palmi***

(La figure 4 montre l'emplacement de chaque caractère)

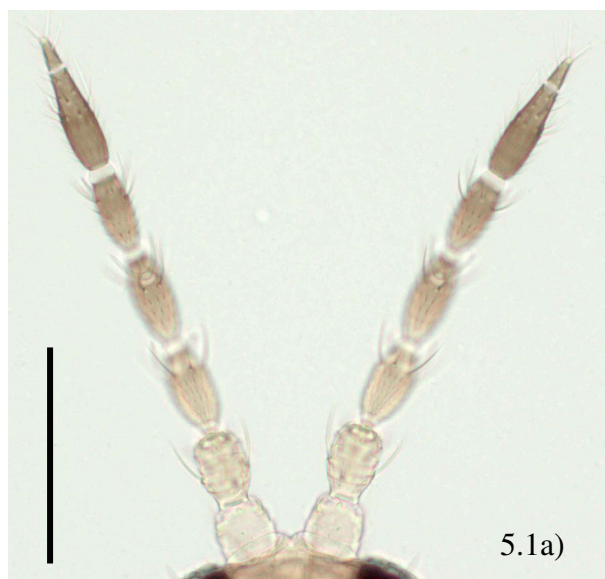
<b>(a) Des spécimens peuvent être identifiés comme étant des <i>Thrips</i> s'ils présentent la combinaison de caractères suivants</b>		
Antenne	à sept ou huit segments distincts: segments III et IV présentant des cônes sensoriels fourchus	fig. 5.1, 5.2
Tête	avec deux paires de soies ocellaires (II et III); paire I absente, paire II plus courte que la paire III	fig. 5.3
Aile antérieure	1 <sup>ère</sup> nervure – frange de soies continues ou présentant des interruptions	fig. 5.5
Tergites abdominaux V à VIII	avec paire de cténidies	fig. 5.6
Tergite abdominal VIII	avec cténidies en position postéromésiale en rapport aux stigmates	fig. 5.6
<b>(b) Les spécimens peuvent être identifiés comme étant des <i>Thrips palmi</i> s'ils présentent les caractères suivants</b>		
Couleur du corps	corps jaune clair sans zones foncées sur la tête, le thorax ou l'abdomen; les segments antennaires I et II sont pâles	fig. 1-3
Segment antennaire V	en général jaunâtre dans son tiers basal ou sa moitié basale	fig. 5.1
Segment antennaire VI	longueur = 42–48 µm	fig. 5.1
Tête: paire III de soies ocellaires	dont les bases sont situées en dehors du triangle ocellaire ou touchent les lignes tangentes reliant l'ocelle antérieur à chacun des ocelles postérieurs	fig. 5.3
Pronotum	avec deux paires de soies postéro-angulaires majeures	fig. 5.4
Aile antérieure: 1 <sup>re</sup> nervure	avec trois (parfois deux) soies distales	fig. 5.5
Métascutum	avec paire médiane de soies derrière la bordure antérieure et une paire de sensilles campaniformes; avec une sculpture striée convergente postérieurement	fig. 5.7
Pleurotergites abdominaux	soies discales absentes; lignes de sculpture sans microtriches ciliés	fig. 5.8
Tergite abdominal II	avec quatre soies marginales latérales	fig. 5.9
Tergites abdominaux III et IV	S2 presque égale à S3	fig. 5.10
Tergite abdominal VIII	femelle: peigne postéromarginal complet mâle: peigne postéromarginal largement développé sur la partie médiane	fig. 5.6
Tergite abdominal IX	avec paires de sensilles campaniformes (pores) antérieure et postérieure	fig. 5.11
Mâle: sternites	aires glandulaires transverses, sur les sternites III à VII	fig. 5.12



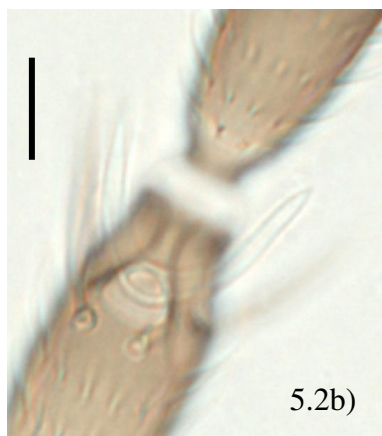
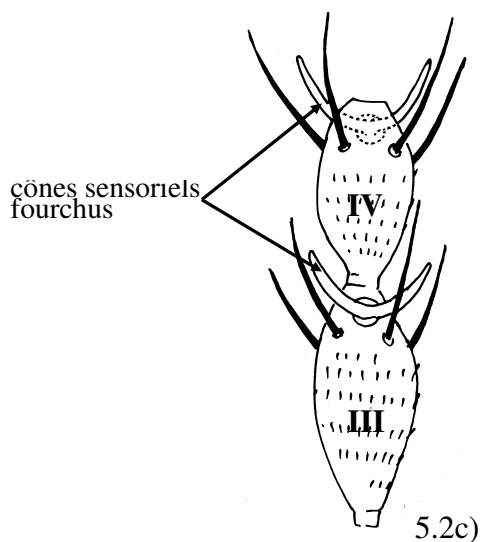
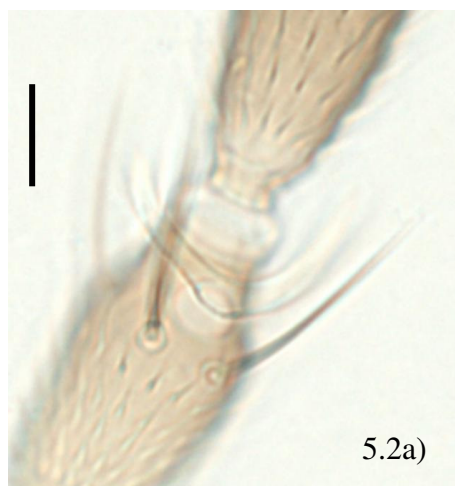
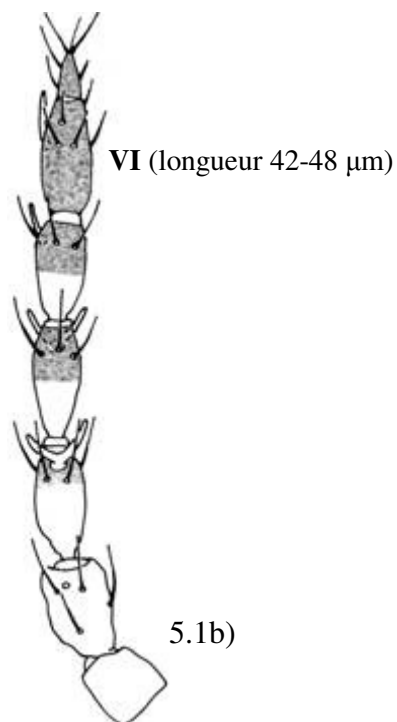


**Figure 4: Emplacement des caractères généraux des *Thrips* (femelle - vue dorsale)**

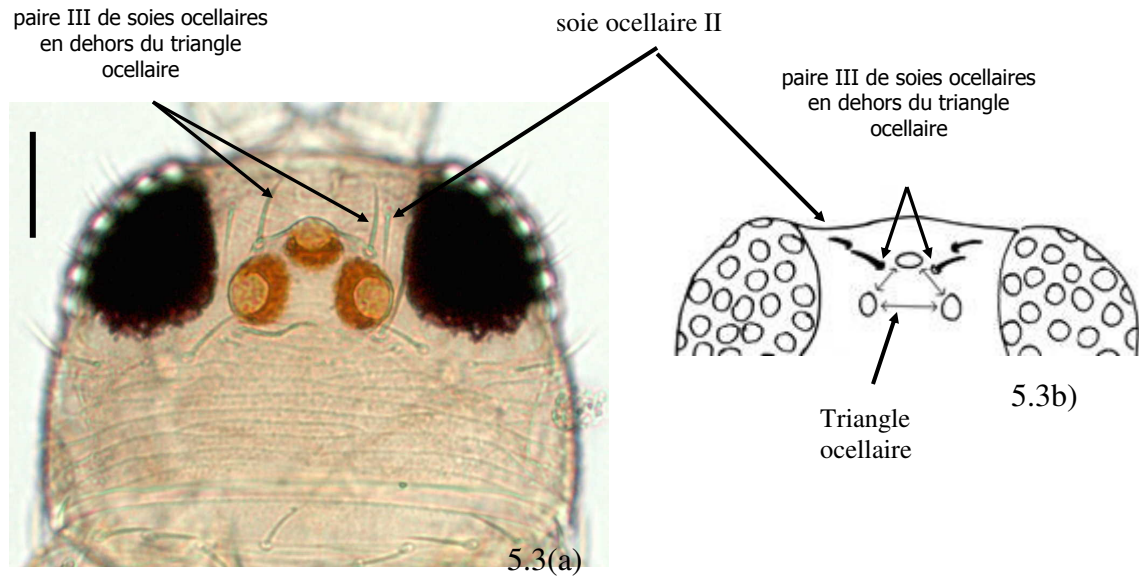
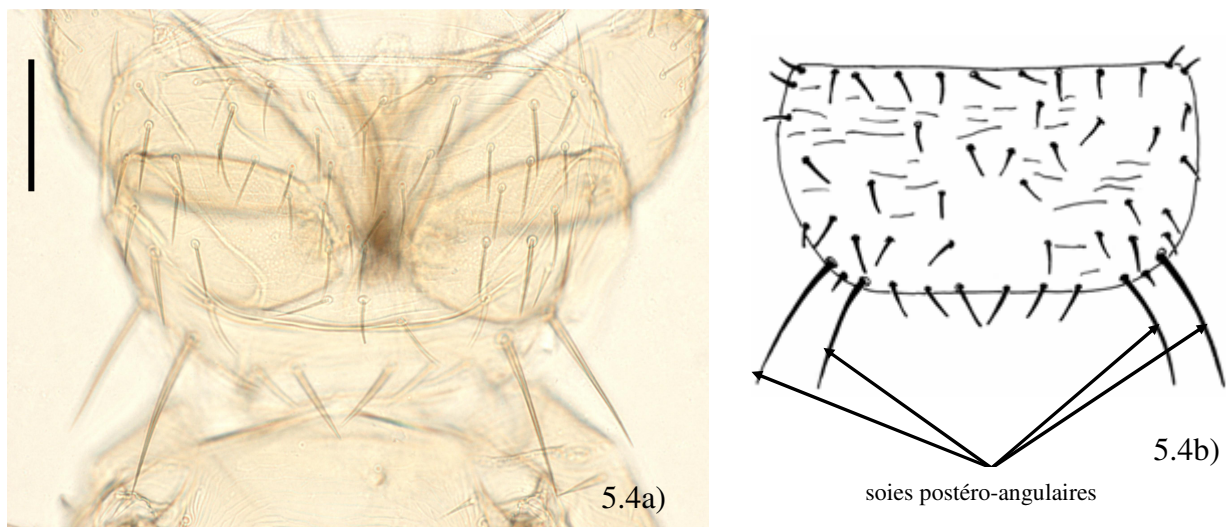
**Figure 5 (5.1 à 5.12). Caractères de *Thrips palmi*** (photos: G. Vierbergen, PPS, Pays-Bas; illustrations de S. Kibro, Norwegian Crop Protection Institute, Norvège)

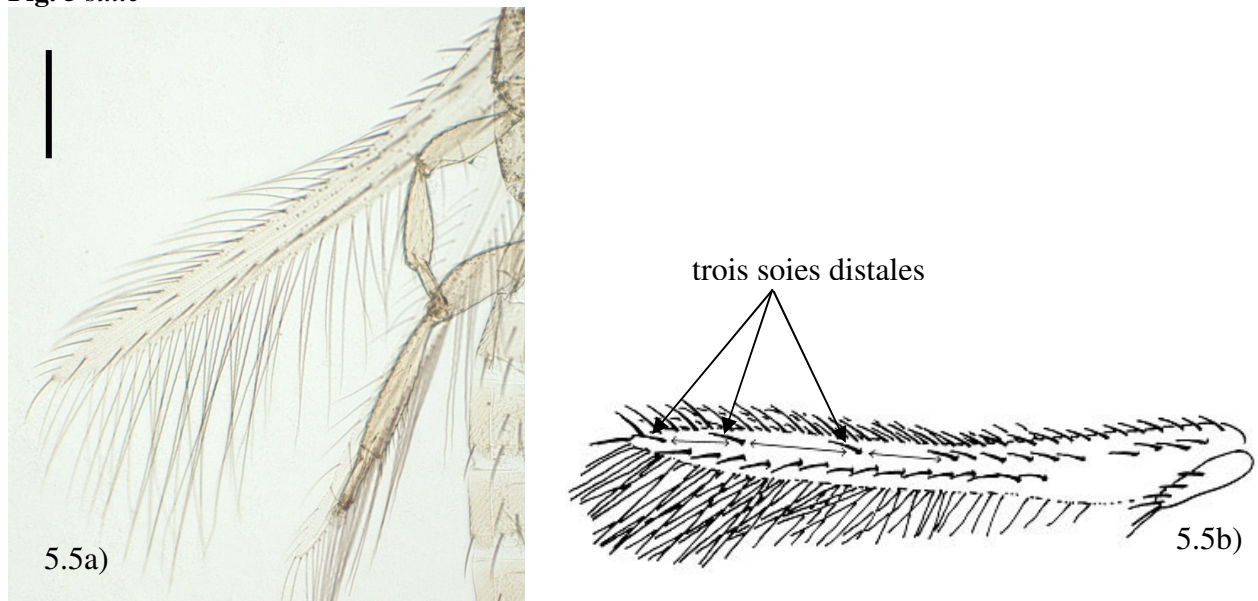
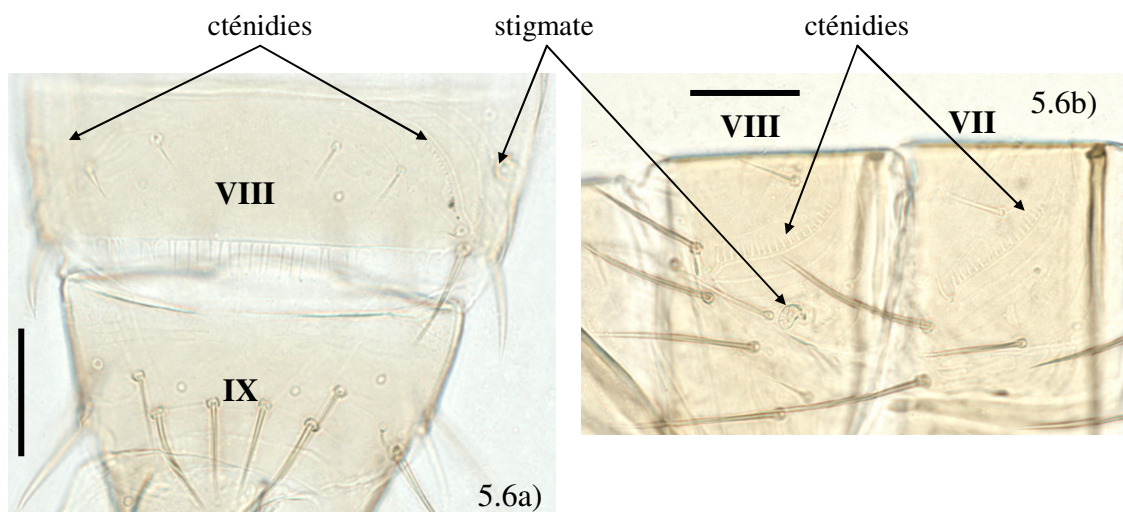
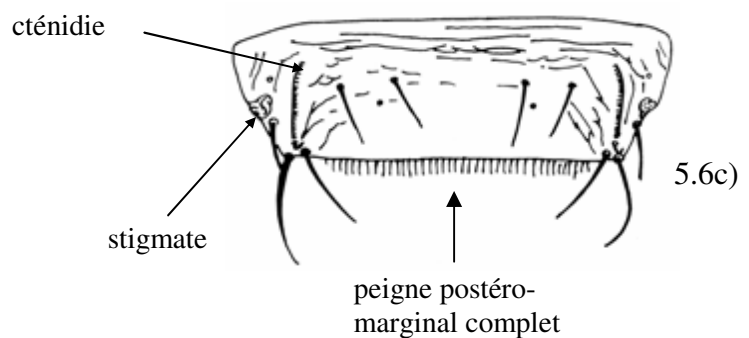


**Fig. 5.1a), b): Antenne:** sept segments (échelle: 100 µm)

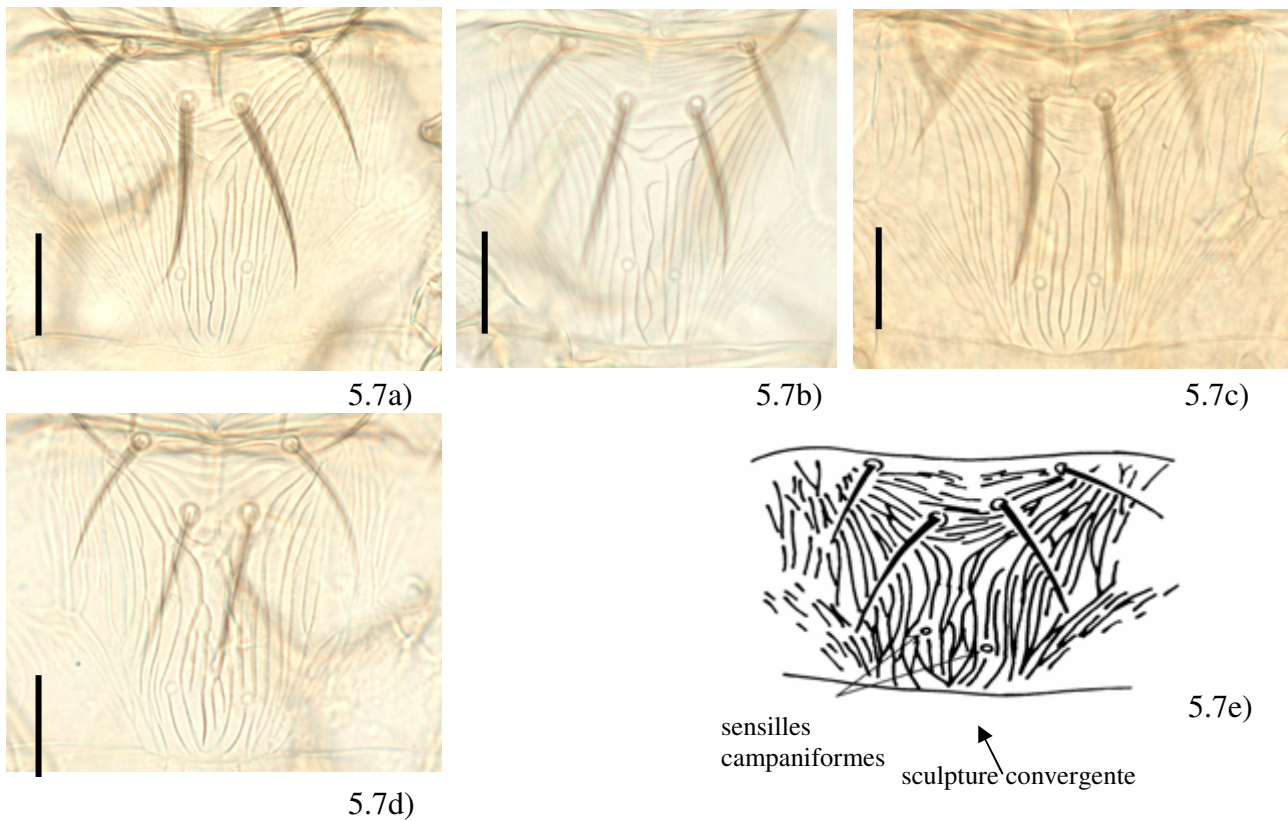
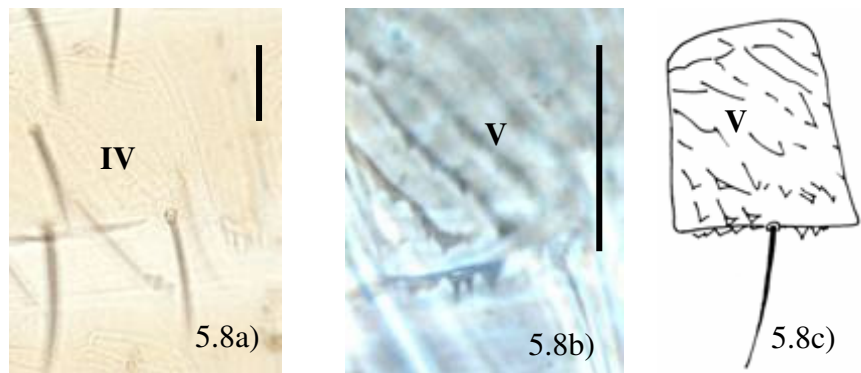
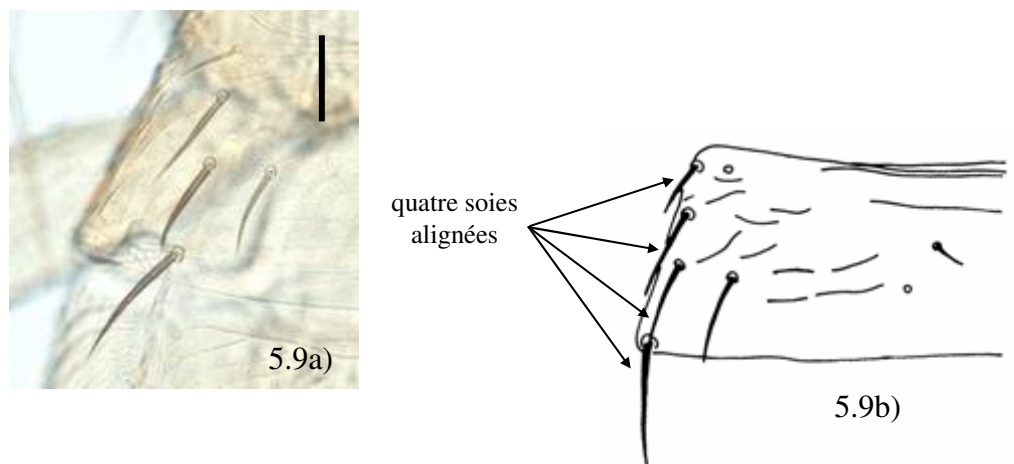


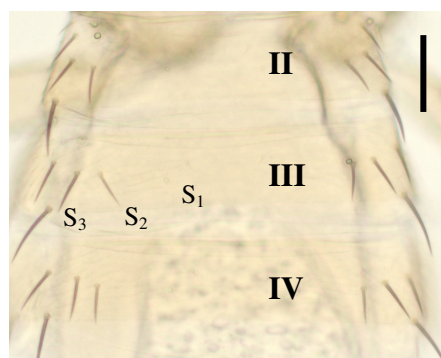
**Fig. 5.2a)-c): Antenne, cônes sensoriels fourchus; a) segment III, vue dorsale; b) segment IV, vue ventrale; c) segments III et IV, vue dorsale** (échelle: 10 µm)

**Fig. 5 suite.****Fig. 5.3a, b): Tête:** pourvue de deux paires de soies ocellaires (paire I absente). Paire III de soies ocellaires située en dehors du triangle ocellaire (échelle: 30  $\mu$ m)**Fig. 5.4a, b): Pronotum:** deux paires de soies postéro-angulaires majeures (échelle = 50  $\mu$ m)

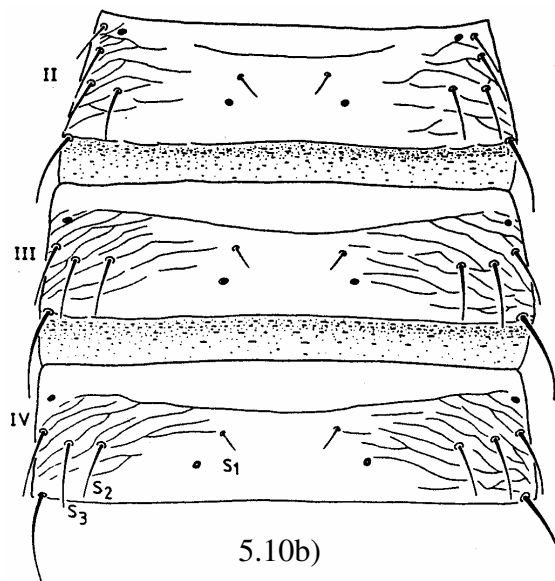
**Fig. 5 suite****Fig. 5.5a), b): Aile antérieure: première nervure – trois soies avec des intervalles dans la moitié distale (échelle: 100 µm)****Fig. 5.6a)–c): Tergite abdominal VIII:** cténidies en position postéromésiale par rapport aux stigmates; peigne postéromarginal complet; **a)** mâle, terga VIII et IX, vue dorsale, peigne complet dans la partie médiane; **b)** femelle, terga VII et VIII, vue latérale; **c)** femelle, tergite VIII, vue dorsale, peigne complet (échelle: 30 µm)



**Fig. 5 suite.****Fig. 5.7a)–e): Métascutum, différentes sculptures; sensilles campaniformes (échelle: 20 µm)****Fig. 5.8a)–c): Pleurotergites abdominaux IV et V, microtriches ciliés et soies discales absentes; a) fond clair; b) contraste de phase; c) tergite complet (échelle: 20 µm)****Fig. 5.9a), b): Tergite abdominal II, quatre soies marginales latérales (échelle: 20 µm)**

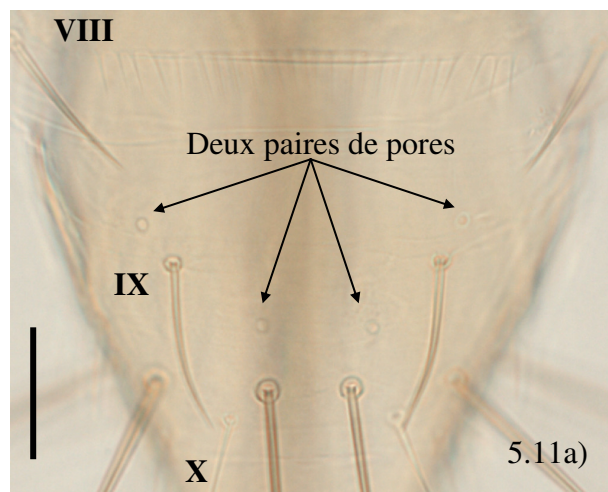


5.10a)

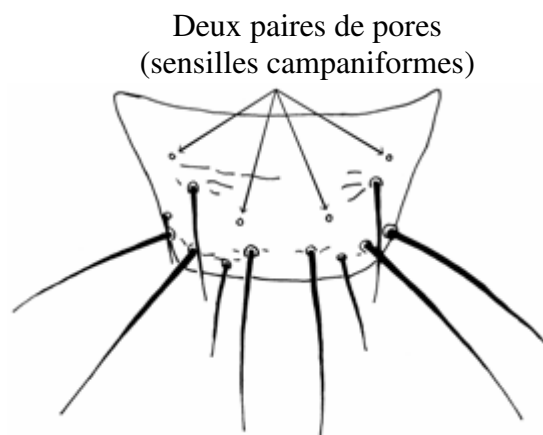


5.10b)

**Fig. 5.10a), b): Tergites II–IV, femelle, soies S2 environ de la même taille que les soies S3 (5.10b d'après zur Strassen, 1989) (échelle: 50 µm)**

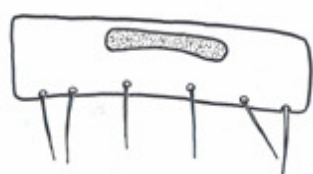


5.11a)

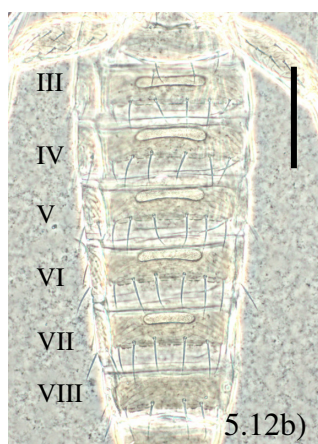


5.11b)

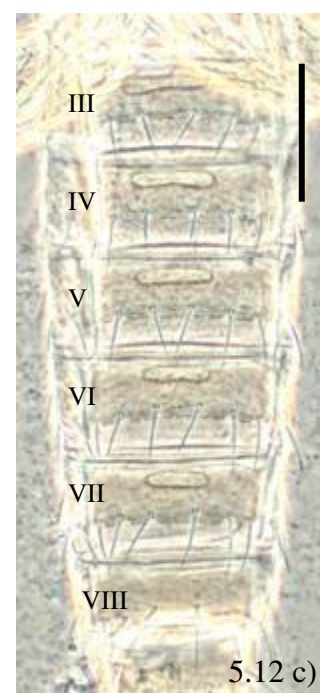
**Fig. 5.11a), b): Tergite abdominal IX (vue dorsale), deux paires de sensilles campaniformes (échelle: 30 µm)**



5.12a)



5.12b)



5.12 c)

**Fig. 5.12a)–c): Aires glandulaires du mâle (montrant des variations); a) sternite V; b)–c) sternites III–VIII, contraste de phase (échelle: 100 µm)**

## 4.2 Analyses moléculaires pour l'identification de *Thrips palmi*

Quatre analyses moléculaires, qui ont été publiées et dont la description est donnée ci-dessous, peuvent être utilisées pour appuyer l'identification morphologique de *T. palmi*. La spécificité de chaque épreuve biologique est également indiquée, avec mention des espèces de thrips utilisées pour évaluer ces biotests et de l'usage pour lequel ils ont été conçus à l'origine. Il existe également un système d'identification sur CD-ROM contenant des données moléculaires pour des espèces de thrips (Moritz et autres, 2004). Compte tenu des limitations spécifiques des méthodes moléculaires, un résultat négatif à l'issue d'un test moléculaire n'exclut pas la possibilité d'une identification positive avec les méthodes morphologiques.

Dans le présent protocole de diagnostic, les méthodes (y compris les références aux marques déposées) sont décrites telles que publiées puisqu'elles définissaient le degré de sensibilité, spécificité et/ou reproductibilité obtenu à l'origine.

### *Exigences en matière de témoins*

L'utilisation de témoins appropriés est essentielle pour toutes les méthodes moléculaires; un extrait positif validé pour *T. palmi* doit être utilisé comme échantillon additionnel pour s'assurer que l'amplification a été réussie. L'amplification par PCR en temps réel ou PCR-RFLP, doit aussi être effectuée sur un échantillon sans ADN. Ce témoin négatif indique la possibilité d'une contamination des réactifs et de faux positifs.

### *Extraction de l'ADN*

L'ADN peut être extrait d'un œuf, d'un adulte, d'une nymphe ou d'une larve. Pour chacune des analyses décrites ci-dessous, il convient de se reporter à la publication originale concernant la technique spécifique d'extraction de l'ADN utilisée. Les laboratoires peuvent être tout aussi satisfaits par l'utilisation d'autres techniques d'extraction; l'extraction de l'ADN peut se faire au moyen de n'importe laquelle des méthodes appropriées pour les insectes. Par exemple:

- Les thrips peuvent être broyés à l'aide d'un micropilon dans du tampon de lyse contenu dans un microtube, et l'homogénat passé dans un kit d'extraction à base de protéinase-K selon les instructions du fabricant.
- Une autre solution peut être de broyer un thrips dans 50 µl d'eau sans nucléase avant d'ajouter 50 µl d'un mélange 1:1 (1 volume pour 1 volume) de résine Chelex 100 et d'eau sans nucléase chauffé à 95°C pendant 5 min puis centrifugé à 11 000 g pendant 5 min. Le surnageant est transféré dans un nouveau microtube et conservé à -20°C.

Plusieurs publications récentes ont décrit des techniques non destructives d'extraction de l'ADN de thrips. Leur avantage est qu'une fois l'extraction achevée, il est possible de récupérer le spécimen traité pour le montage sur lames (voir Rugman-Jones *et al.*, 2006; Mound et Morris, 2007).

### 4.2.1. Analyse PCR en temps réel à partir d'une séquence par marqueur SCAR pour *Thrips palmi*

Cette analyse de Walsh *et al.* (2005) a été conçue comme une analyse spécifique pour *T. palmi* pour utilisation par les autorités phytosanitaires d'Angleterre et du Pays de Galles. Elle a été évaluée par ciblage sur 21 autres espèces de Thysanoptera, dont dix appartenant au genre *Thrips* (*T. flavus*, *T. major* Uzel, *T. minutissimus* L., *T. nigropilosus*, *T. sambuci* Heeger, *T. tabaci*, *T. trehernei* Priesner ou *T. physapus* L., *T. urticae*, *T. validus* Uzel, *T. vulgatissimus* Haliday). Il s'agissait principalement, mais non exclusivement, d'espèces européennes.

### *Méthodologie*

Les amorces PCR et la sonde TaqMan spécifiques de *T. palmi* utilisées dans cette analyse ont été les suivantes :

Amorce PCR : P4E8-362F (5'-CCGACAAAATCGGTCTCATGA-3')

Amorce PCR : P4E8-439R (5'-GAAAAGTCTCAGGTACAACCCAGTTC-3')

Sonde TaqMan : P4E8-385T (FAM 5'-AGACGGATTGACTTAGACGGGAACGGTT-3' TAMRA).



Les réactions PCR en temps réel ont été établies à l'aide du TaqMan PCR core reagent kit (Applied Biosystems)<sup>1</sup>, avec 1 µl (10–20 ng) d'extrait d'ADN, 7,5 pmol de chaque amorce et 2,5 pmol de sonde dans un volume total de 25 µl. Les plaques ont alors été soumises aux cycles dans des conditions génériques (10 min à 95°C et 40 cycles d'1 min à 60°C, 15 s à 95°C) soit sur ABI Prism 7700 ou sur ABI 7900HT Sequence Detection Systems (Applied Biosystems)<sup>2</sup>, avec collecte de données en temps réel. Des valeurs Ct inférieures à 40 indiquent la présence d'ADN de *T. palmi*.

#### 4.2.2 Analyse PCR en temps réel à partir d'une séquence COI pour *Thrips palmi*

Cette analyse de Kox et al. (2005) a été conçue comme une analyse spécifique pour *T. palmi* pour utilisation par les autorités phytosanitaires des Pays-Bas. Elle a été évaluée par criblage sur 23 autres espèces de thrips, dont 11 appartenant au genre *Thrips* (*T. alliorum* (Priesner), *T. alni*, *T. angusticeps* Uzel, *T. fuscipennis* Haliday, *T. latiareus* Vierbergen, *T. major*, *T. minutissimus*, *T. parvispinus* (Karny), *T. tabaci*, *T. urticae*, *T. vulgatissimus*). Il s'agissait principalement, mais non exclusivement, d'espèces européennes.

##### Méthodologie

Les amorces PCR et la sonde TaqMan spécifiques de *T. palmi* utilisées dans cette analyse ont été les suivantes:

Amorce PCR: Tpalmi 139F\* (5'-TCA TGC TGG AAT TTC AGT AGA TTT AAC-3')

Amorce PCR: Tpalmi 286R\* (5'-TCA CAC RAA TAA TCT TAG TTT TTC TCT TG-3')

Sonde TaqMan: TpP (6-FAM 5'-TAG CTG GGG TAT CCT CAA-3' MGB)

\* Les amorces ont été corrigées pour plus de sensibilité depuis la première publication.

Les séquences COI mésapariées de la sonde TaqMan dans cette analyse ont été déposées sur GenBank pour plusieurs spécimens provenant d'Inde, identifiés comme *T. palmi* sur la base de leur morphologie (Asokan *et al.*, 2007). Sur ces séquences, l'analyse ne donne pas de résultat positif. La signification taxonomique ou phylogénétique de cette différenciation de séquence demeure obscure.

Le mélange réactif de 25 µl contenait: 12,5 µl de Taqman Universal master mix 2x (Applied Biosystems)<sup>3</sup>, 0,9 µM de chaque amorce, 0,1 µM de sonde Taqman, 1,0 µl d'ADN. La PCR en temps réel a été effectuée soit dans ABI Prism 7700 soit dans ABI 7900 HT Sequence Detection Systems (Applied Biosystems)<sup>4</sup>, dans les conditions suivantes: 10 min à 95°C; puis 40 cycles de 1 min à 60°C et 15 s à 94°C. Des valeurs Ct inférieures à 40 indiquent la présence d'ADN de *T. palmi*.

#### 4.2.3 Analyse PCR-RFLP à partir d'une séquence ITS2 pour neuf espèces de thrips, dont *Thrips palmi*

Cette analyse (Toda et Komazaki, 2002) a été conçue pour distinguer neuf espèces de thrips, dont *T. palmi*, présentes dans les arbres fruitiers au Japon: *Frankliniella occidentalis* (Pergande), *F. intonsa* (Trybom), *T. hawaiiensis* Morgan, *T. coloratus* Schmutz, *T. flavus*, *T. tabaci*, *T. palmi*, *T. setosus* Moulton, *Scirtothrips dorsalis* Hood.

<sup>1,2</sup> L'utilisation du TaqMan PCR core reagent kit et du ABI Prism 7700 ou ABI 7900HT Sequence Detection Systems de la marque Applied Biosystems dans ce protocole de diagnostic n'implique aucune approbation particulière et n'exclut pas l'utilisation d'autres produits ou matériels appropriés. Ces informations sont données aux utilisateurs du présent protocole pour des raisons de commodité; la CMP ne recommande aucun de ces produits chimiques, réactifs et/ou équipement en particulier. Des produits équivalents peuvent être utilisés dans la mesure où ils conduisent aux mêmes résultats.

<sup>3,4</sup> L'utilisation du Taqman Universal Master Mix 2X et du ABI Prism 7700 ou ABI 7900HT Sequence Detection Systems de la marque Applied Biosystems dans ce protocole de diagnostic n'implique aucune approbation particulière et n'exclut pas l'utilisation d'autres produits ou matériels appropriés. Ces informations sont données aux utilisateurs du présent protocole pour des raisons de commodité; la CMP ne recommande aucun de ces produits chimiques, réactifs et/ou équipement en particulier. Des produits équivalents peuvent être utilisés dans la mesure où ils conduisent aux mêmes résultats.



### Méthodologie

Les amorces PCR (situées dans les régions 5.8 S et 28 S à proximité de la région ITS2 de l'ADN ribosomal) utilisées dans cette analyse sont les suivantes:

5'-TGTGAAGTGCAGGACACATGA-3'

5'-GGTAATCTCACCTGAACTGAGGTC-3'.

*T. palmi* a généré un produit PCR de 588 paires de bases (pb) (des fragments plus longs ou plus courts ont été produits à partir d'autres espèces). Le mélange réactif de 20 µl était ainsi composé: 1 µM de chaque amorce, 250 µM de dNTPs, 1 unité d'ADN polymérase AmpliTaq Gold (Applied Biosystems)<sup>5</sup>, 2 µl de tampon de réaction 10X [avec 25 mM MgCl<sub>2</sub>], 0,5 µl d'ADN. La PCR a été effectuée dans un thermocycleur 9600 DNA (Applied Biosystems)<sup>6</sup> dans les conditions suivantes: 9 min à 95°C, 35 cycles de 1 min à 94°C, 30 s à 50°C, et 1 min à 72°C, suivi d'une prolongation finale de 7 min à 72°C et d'un refroidissement rapide à température ambiante. Les produits PCR ont été analysés par électrophorèse sur gel d'agarose.

5 µl de produit PCR (sans purification) ont été digérés avec l'enzyme *RsaI* conformément aux instructions du fabricant. Les produits PCR digérés ont été séparés par électrophorèse en gel d'agarose à 2,0%.

Les fragments de restriction produits par *T. palmi* lorsque le fragment ITS2 est digéré par *RsaI*, ont les longueurs suivantes: 371, 98, 61 et 58 pb.

#### 4.2.4 Analyse PCR-RFLP à partir d'une séquence COI pour dix espèces de thrips, dont *Thrips palmi*

Cette analyse de Brunner et al. (2002) a été conçue pour distinguer dix espèces nuisibles de thrips, dont *T. palmi*, présentes principalement, mais non exclusivement, en Europe: *Anaphothrips obscurus* (Müller), *Echinothrips americanus* Morgan, *Frankliniella occidentalis*, *Heliothrips haemorrhoidalis* (Bouché), *Hercinothrips femoralis* (Reuter), *Parthenothrips dracaenae* (Heeger), *Taeniothrips picipes* (Zetterstedt), *Thrips angusticeps* Uzel, *T. palmi*, *T. tabaci*.

### Méthodologie

Les amorces PCR (situées dans la séquence du gène mitochondrial COI) utilisées dans cette analyse sont les suivantes:

mtD-7.2F (5'-ATTAGGAGCHCCHGAYATAGCATT-3')

mtD9.2R (5'-CAGGCAAGATTAAATATAAACTTCTG-3').

Ces amorces ont amplifié un fragment de 433-pb dans toutes les espèces distinguées par cette analyse. Le mélange réactif de 50 µl était ainsi composé: 0,76 µM de chaque amorce, 200 µM de dNTPs, 1 unité d'ADN polymérase Taq, 5 µl de tampon de réaction 10X [avec 15 mM MgCl<sub>2</sub>], 1 µl d'ADN. La PCR a été effectuée dans un thermocycleur standard dans les conditions suivantes: 1 min à 94°C, 40 cycles de 15 s à 94°C, 30 s à 55°C, et 45 s à 72°C, suivi d'une prolongation finale de 10 min à 72°C et d'un refroidissement rapide à température ambiante. Pour mesurer la longueur du fragment produit après amplification, 5 µl des produits PCR ont été analysés par électrophorèse sur gel d'agarose à 1,0-2,0%.

<sup>5,6</sup> L'utilisation d'ADN polymérase AmpliTaq Gold et d'un thermocycleur 9600 DNA de la marque Applied Biosystems dans ce protocole de diagnostic n'implique aucune approbation particulière et n'exclut pas l'utilisation d'autres produits ou matériels appropriés. Ces informations sont données aux utilisateurs du présent protocole pour des raisons de commodité; la CMP ne recommande aucun de ces produits chimiques, réactifs et/ou équipement en particulier. Des produits équivalents peuvent être utilisés dans la mesure où ils conduisent aux mêmes résultats.

5 µl de produit PCR (sans purification) ont été digérés avec les enzymes *AluI* et *Sau3AI* dans des réactions distinctes conformément aux instructions du fabricant. Les produits PCR digérés ont été séparés par électrophorèse en gel d'agarose.

Les fragments de restriction produits par *T. palmi* lorsque le fragment COI est digéré par *AluI* et *Sau3AI* ont les longueurs suivantes:

*AluI*: 291 et 194 pb

*Sau3AI*: 293, 104, 70 et 18 pb.

## 5. Données à conserver

Les rapports et les preuves doivent être conservés conformément aux indications de la section 2.5 de la NIMP 27:2006.

Dans le cas où d'autres parties contractantes peuvent subir les conséquences négatives du diagnostic, les rapports et les preuves (en particulier, spécimens conservés ou montés sur lame, photographies des structures taxonomiques spécifiques, extraits d'ADN et photographies de gels, selon le cas) doivent être conservés pendant au moins un an.

## 6. Points de contact pour tout complément d'informations

Entomology Section, National Reference Laboratory, Plant Protection Service, P.O. Box 9102, 6700 HC Wageningen, Pays-Bas. Téléphone: +31 317 496824; adresse électronique: [g.vierbergen@minlnv.nl](mailto:g.vierbergen@minlnv.nl); fax: +31 317 423977.

Pest and Disease Identification Team, The Food and Environment Research Agency, Sand Hutton, York YO41 1LZ, Royaume-Uni. Téléphone: +44 1904 462215; adresse électronique: [dom.collins@fera.gsi.gov.uk](mailto:dom.collins@fera.gsi.gov.uk); fax: +44 1904 462111.

Area Entomología, Departamento Laboratorios Biológicos, Dirección General de Servicios Agrícolas, MGAP, Av. Millán 4703, C. P. 12900, Montevideo, Uruguay. Téléphone: +598 2304 3992; adresse électronique: [ifrioni@mgap.gub.uy](mailto:ifrioni@mgap.gub.uy); fax: +598 2304 3992.

## 7. Remerciements

La première ébauche du présent protocole a été rédigée par D.W. Collins, Pest and Disease Identification Programme, The Food and Environment Research Agency, Sand Hutton, York, YO41 1LZ, Royaume-Uni; G. Vierbergen et L.F.F. Kox, Plant Protection Service, Section of Entomology, Wageningen, Pays-Bas; et N.C. Vaccaro, Sección Entomología, INTA-EEA Concordia, Argentine. Les illustrations de la figure 5 sont de S. Kobro, Norwegian Crop Protection Institute, Norvège.

## 8. Références

- Asokan, R., Krishna Kumar, N.K., Kumar, V. & Ranganath, H.R. 2007. Molecular differences in the mitochondrial cytochrome oxidase I (mtCOI) gene and development of a species-specific marker for onion thrips, *Thrips tabaci* Lindeman, and melon thrips, *T. palmi* Karny (Thysanoptera: Thripidae), vectors of tospoviruses (Bunyaviridae). *Bulletin of Entomological Research*, 97: 461–470.
- Bhatti, J.S. 1980. Species of the genus *Thrips* from India (Thysanoptera). *Systematic Entomology*, 5: 109–166.
- Bournier, J.P. 1983. Un insecte polyphage: *Thrips palmi* (Karny), important ravageur du cotonnier aux Philippines. *Cotonnier et Fibres Tropicales*, 38: 286–288.
- Brunner, P.C., Fleming, C. & Frey, J.E. 2002. A molecular identification key for economically important thrips species (Thysanoptera: Thripidae) using direct sequencing and a PCR-RFLP-based approach. *Agricultural and Forest Entomology*, 4: 127–136.
- EPPO (OEPP). 2008. URL: <http://www.eppo.org/>. Consultée le 17 juin 2008.
- EPPO/CABI. 1997. *Thrips palmi*. In I.M. Smith, D.G. McNamara, P.R. Scott & M. Holderness, eds. *Quarantine Pests for Europe*, 2nd edition. Wallingford, UK, CAB International. 1425 pp.
- Kox, L.F.F., van den Beld, H.E., Zjilstra C. & Vierbergen, G. 2005. Real-time PCR assay for the identification of *Thrips palmi*. *Bulletin OEPP/EPPO Bulletin*, 35: 141–148.

- Mantel, W.P. & Vierbergen, G.** 1996. Additional species to the Dutch list of Thysanoptera and new intercepted Thysanoptera on imported plant material. *Folia Entomologica Hungarica*, 57 (Suppl.): 91–96.
- Moritz, G., Mound, L.A., Morris, D.C. & Goldarazena, A.** 2004. Pest thrips of the world: visual and molecular identification of pest thrips (CD-ROM), Centre for Biological Information Technology (CBIT), University of Brisbane. ISBN 1-86499-781-8.
- Mound, L. A. & Azidah, A. A.** (2009) Species of the genus *Thrips* (Thysanoptera) from Peninsular Malaysia, with a checklist of recorded Thripidae. *Zootaxa*, 2023: 55-68.
- Mound, L.A. & Kibby, G.** 1998. *Thysanoptera. An Identification Guide*. 2nd edition. Wallingford, UK, CAB International. 70 pp.
- Mound, L.A. & Marullo, R.** 1996. The thrips of Central and South America: an introduction (Insecta: Thysanoptera). *Memoirs on Entomology, International*, 6: 1–488.
- Mound, L.A. & Masumoto, M.** 2005. The genus *Thrips* (Thysanoptera, Thripidae) in Australia, New Caledonia and New Zealand. *Zootaxa*, 1020: 1–64.
- Mound, L.A. & Morris, D.C.** 2007. A new thrips pest of *Myoporum* cultivars in California, in a new genus of leaf-galling Australian Phlaeothripidae (Thysanoptera). *Zootaxa*, 1495: 35-45.
- Murai, T.** 2002. The pest and vector from the East: *Thrips palmi*. In R. Marullo, & L.A. Mound, eds. *Thrips and Tospoviruses: Proceedings of the 7th International Symposium on Thysanoptera*. Italy, 2–7 July 2001, pp. 19–32. Canberra, Australian National Insect Collection.
- Nakahara, S.** 1994. The genus *Thrips* Linnaeus (Thysanoptera: Thripidae) of the New World. USDA Technical Bulletin No. 1822. 183 pp.
- PaDIL.** 2007. Pests and Diseases Image Library. URL: <http://www.padil.gov.au>. Consultée le 18 oct 2007.
- Palmer, J.M.** 1992. *Thrips* (Thysanoptera) from Pakistan to the Pacific: a review. *Bulletin of the British Museum (Natural History). Entomology Series*, 61: 1–76.
- Rugman-Jones, P.F., Hoddle, M.S., Mound, L.A. & Stouthamer, R.** 2006. Molecular identification key for pest species of *Scirtothrips* (Thysanoptera: Thripidae). *Journal of Economic Entomology*, 99 (5): 1813–1819.
- Sakimura, K., Nakahara, L.M. & Denmark, H.A.** 1986. A thrips, *Thrips palmi* Karny (Thysanoptera: Thripidae). Entomology Circular No. 280. Division of Plant Industry, Florida; Dept. of Agriculture and Consumer Services. 4 pp.
- Toda, S. & Komazaki, S.** 2002. Identification of thrips species (Thysanoptera: Thripidae) on Japanese fruit trees by polymerase chain reaction and restriction fragment length polymorphism of the ribosomal ITS2 region. *Bulletin of Entomological Research*, 92: 359–363.
- Walsh, K., Boonham, N., Barker, I. & Collins, D.W.** 2005. Development of a sequence-specific real-time PCR to the melon thrips *Thrips palmi* (Thysan., Thripidae). *Journal of Applied Entomology*, 129 (5): 272–279.
- zur Strassen, R.** 1989. Was ist *Thrips palmi*? Ein neuer Quarantäne-Schädling in Europa. *Gesunde Pflanzen*, 41: 63–67.
- zur Strassen, R.** 2003. Die terebranten Thysanopteren Europas und des Mittelmeer-Gebietes. In *Die Tierwelt Deutschlands. Begründet 1925 von Friedrich Dahl*, 74: 5–277. Keltern, Goecke & Evers.



**PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CIPV RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES**  
**(arrêté à la cinquième session de la CMP, 25 mars 2010)**

Dans le tableau, les lignes sont numérotées uniquement pour faciliter la consultation pendant les débats et leur numéro ne correspond pas à un ordre particulier. Les titres indiqués n'ont aucun caractère officiel et sont susceptibles d'être modifiés au cours de l'élaboration de la spécification et de la NIMP. Il est indiqué si le projet de texte a été ou sera rédigé par un groupe de travail d'experts (GTE), un groupe technique ou un consultant, ainsi que le nombre de réunions organisées.

L'ordre du présent tableau est fonction de l'année prévue d'adoption, de la priorité et de l'organe de rédaction.

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
1.	2011	Élevée	Révision des NIMP 7 et 12 (1 GTE) – Appendice à la NIMP 12: certification phytosanitaire électronique	GTE	Première session de la CMP (2006)	Projet présenté au CN-7 en mai 2010
2.	2011	Élevée	Procédures de piégeage des mouches des fruits (1 TPDF)	TPFF	Comité des normes (novembre 2005); première session de la CMP (2006)	Projet soumis au Comité à la demande de la CMP à sa cinquième session 2010
3.	2011	Élevée	Glossaire des termes phytosanitaires (amendements à la NIMP 5)	TPG	Troisième session de la CIMP (2001)	Modifiée tous les ans, mais n'apparaît qu'une seule fois dans le programme de travail
4.	2011	Élevée	Examen des NIMP adoptées (et modifications mineures apportées aux NIMP à la suite de cet examen) (1 consultant, 2 TPG)	TPG	Première session de la CMP (2006)	Pas de projet de texte: le TPG doit examiner les NIMP adoptées (examen achevé: 3,5: supp. 1, 10, 13 et 14
5.	2012	Élevée	Analyse du risque phytosanitaire pour les plantes considérées comme des organismes de quarantaine (1 GTE)	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Projet de texte présenté au Comité en avril 2010
6.	2012	Élevée	Végétaux destinés à la plantation (y compris le transport, la quarantaine post-entrée et les programmes de certification) (3 GTE)	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Projet de texte présenté au Comité en avril 2010
7.	2012	Élevée	Révision de la NIMP 15 ( <i>Directives pour la réglementation des matériaux d'emballage en bois dans le commerce international</i> ), plus précisément: - Critères relatifs aux traitements des matériaux d'emballage en bois dans le commerce international (3 TPFQ)	TPFQ	Première session de la CMP (2006)	Projet de texte présenté au Comité en avril 2010
8.	2012	Élevée	Transport international de bois (2 TPFQ)	TPFQ	Comité (novembre 2006); deuxième session de la CMP (2007)	Projet de texte présenté au Comité en avril 2010
9.	2012	Élevée	Expression « non largement disséminé » (supplément à la NIMP 5: <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> ) (1 GTE, 1 TPG)	TPG	Septième session de la CIMP (2005)	Projet de texte présenté au Comité en avril 2010

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
10.	2012	Élevée	Traitement par irradiation - traitement par irradiation contre <i>Ceratitis capitata</i>	TPPT	Comité (novembre 2008); Troisième session de la CMP (2008) (procédure spéciale)	Approuvé pour consultation des membres
11.	2012	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Trogoderma granarium</i> Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Approuvé pour consultation des membres
12.	2011	Normale	Protocole de diagnostic du <i>Plum pox</i> virus Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Approuvé pour consultation des membres
13.	2012	Normale	Approches systémiques pour la gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits (1 consultant, 1 TPFQ)	TPFF	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006)	Approuvé pour consultation des membres
14.	2013	Élevée	Détermination de la sensibilité des hôtes des mouches des fruits (Tephritidae)	TPFF	Comité (novembre 2006); deuxième session de la CMP (2007)	Projet de spécification à soumettre au Comité pour consultation par les membres
15.	2013	Élevée	Procédures phytosanitaires pour la lutte raisonnée contre la mouche des fruits (Tephritidae) (1 TPFQ)	TPFF	Comité (novembre 2005); première session de la CMP (2006)	Soumission du projet de texte au Comité en mai 2011, appendice en cours de mise au point
16.	2013	Élevée	Révision de la NIMP 15 ( <i>Directives pour la réglementation des matériaux d'emballage en bois dans le commerce international</i> ), plus précisément: - Directives relatives au traitement thermique (2 TPFQ)	TPFQ	Première session de la CMP (2006)	Projet de texte à l'examen
17.	2013	Élevée	Transport international de semences d'essences forestières (1 TPFQ)	TPFQ	Comité (novembre 2006); deuxième session de la CMP (2007)	Projet de texte à l'examen
18.	2013	Élevée	Traitements par irradiation: - traitement par irradiation contre <i>Cylas formicarius elegantulus</i> - traitement par irradiation contre <i>Euscepes postfasciatus</i>	TPPT	Comité (mai 2007); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projets transmis au Comité ainsi que l'avait recommandé la CMP, à sa cinquième session (2010)
19.	2013	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Guignardia citricarpa</i> Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
20.	2012	Normale	Pré-agrément pour les articles réglementés (1 GTE)	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Projet examiné par le responsable de norme et le GTE par courriel
21.	2013	Normale	Importation de matériel de sélection végétale	GTE	Sixième session de la CIMP (2004)	Présentation du projet de texte au Comité en mai 2011
22.	2013	Normale	Sols et milieux de culture	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Spécification approuvée
23.	2013	Normale	Terminologie du Protocole de Montréal en rapport avec le <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> (appendice à la NIMP 5) (1 TPG)	TPG	Quatrième session de la CMP (2009)	Projet de texte à l'examen
24.	2014	Élevée	Réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et moyens de transport maritimes	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation
25.	2014	Élevée	Réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et aéronefs	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation en vue de la consultation des membres
26.	2014	Élevée	Traitements contre les mouches des fruits: - Traitements par le froid contre <i>Ceratitis capitata</i> : * traitement par le froid de <i>Citrus paradisi</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> * traitement par le froid de <i>Citrus reticulata</i> x <i>C. sinensis</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> * traitement par le froid de <i>Citrus limon</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> *traitement par le froid des cultivars et hybrides de <i>Citrus reticulata</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> *traitement par le froid de <i>Citrus sinensis</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> - Traitements par le froid contre <i>Bactrocera tryoni</i> : *traitement par le froid de <i>Citrus limon</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> * traitement par le froid de <i>Citrus reticulata</i> x <i>C. sinensis</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> * traitement par le froid de <i>Citrus sinensis</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i>	TPPT	Comité (novembre 2008); troisième session de la CMP (2008) (procédure spéciale);	Mis en attente par le Comité en novembre 2009 avant l'examen d'un appel supplémentaire prévu pour le 15 avril 2010
27.	2016	Normale	Directives pour le transport de machines et de matériel d'occasion	GTE	Première session de la CMP (2006)	Spécification approuvée
28.	2016	Normale	Surveillance des forêts	TPFQ	Comité (novembre 2006); deuxième session de la	Spécification approuvée

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
					CMP (2007)	
29.	Indéterminée	Élevée	Manuel d'inspection	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation
30.	Indéterminée	Normale	Systèmes d'autorisation des activités phytosanitaires	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation en vue de la consultation des membres
31.	Indéterminée	Élevée	Révision de la NIMP 4 ( <i>Exigences pour l'établissement de zones indemnes</i> )	GTE	Comité (novembre 2009); CMP (2010)	Pas de spécification
32.	Indéterminée	Élevée	Transport international de semences	GTE	Comité (novembre 2009); CMP (2010)	Pas de spécification
33.	Indéterminée	Normale	Réglementation pour les produits stockés faisant l'objet d'un commerce international	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation
34.	Indéterminée	Normale	Manipulation et élimination des déchets faisant l'objet d'un transport international	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation en vue de la consultation des membres
35.	Indéterminée	Normale	Transport international de fleurs et de feuillages coupés	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation en vue de la consultation des membres
36.	Indéterminée	Normale	Utilisation des permis comme autorisation d'importer (Annexe à la NIMP 20: <i>Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations</i> )	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	Projet de spécification à transmettre au Comité pour approbation en vue de la consultation des membres
37.	Indéterminée	Normale	Révision de la NIMP 6 ( <i>Directives pour la surveillance</i> )	GTE	Comité (novembre 2009); CMP (2010)	Pas de spécification
38.	Indéterminée	Normale	Révision de la NIMP ISPM 8 ( <i>Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone</i> )	GTE	Comité (novembre 2009); CMP (2010)	Pas de spécification
39.		Élevée	Groupe technique chargé d'élaborer des protocoles de diagnostic pour des organismes nuisibles déterminés	TPDP	Sixième session de la CIMP (2004)	-
40.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Erwinia amylovora</i> Thème: Bactéries	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
41.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Liberibacter</i> spp. / <i>Liberobacter</i> spp. Thème: Bactéries	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
42.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>citri</i> Thème: Bactéries	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen



	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
43.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Xanthomonas fragariae</i> Thème: Bactéries	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
44.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Phytophthora ramorum</i> Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
45.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Tilletia indica</i> / <i>T. controversa</i> Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
46.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Anastrepha</i> spp. Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
47.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Bursaphelenchus xylophilus</i> Thème: Nématodes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
48.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Ditylenchus destructor</i> / <i>D. dipsaci</i> Thème: Nématodes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
49.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Xiphinema americanum</i> Thème: Nématodes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
50.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour les tospovirus (TSWV, INSV, WSMV) Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet de texte à l'examen
51.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Gymnosporangium</i> spp. Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet en préparation
52.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Bactrocera dorsalis</i> complexe Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007)	Projet en préparation

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
					(procédure spéciale)	
53.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Liriomyza</i> spp. Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projet en préparation
54.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour les Tephritidae: Identification des stades immatures des mouches des fruits d'importance économique à l'aide de techniques moléculaires Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (novembre 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projet en préparation
55.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Anoplophora</i> spp. Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet en préparation
56.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Sorghum halepense</i> Thème: Végétaux	TPDP	Comité (novembre 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projet en préparation
57.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour le <i>Potato spindle tuber viroid</i> Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projet en préparation
58.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour les virus transmis par <i>Bemisia tabaci</i> Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Projet en préparation
59.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour les phytoplasmes (générique) Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet en préparation
60.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour le Citrus tristeza virus Thème: Virus et phytoplasmes	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Projet en préparation
61.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Xylella fastidiosa</i> Thème: Bactéries	TPDP	Comité (novembre 2004); première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
62.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Puccinia psidi</i> Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
63.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Fusarium moniliformis</i> / <i>moniforme</i> syn. <i>F. circinatum</i> Thème: Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
64.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Dendroctonus ponderosae</i> syn. <i>Scolytus scolytus</i> Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
65.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Ips</i> spp. Thème: Insectes et acariens	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
66.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Aphelenchoides besseyi</i> , <i>A. ritzemabosi</i> et <i>A. fragariae</i> Thème: Nématodes	TPDP	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
67.	Indéterminée	Normale	Protocole de diagnostic pour <i>Striga</i> spp. Thème: Végétaux	TPDP	Troisième session de la CMP (2008) (procédure spéciale)	Auteurs identifiés
68.	-	Normale	Bactéries	TPDP	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
69.	-	Normale	Champignons et organismes fongiformes	TPDP	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
70.	-	Normale	Insectes et acariens	TPDP	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
71.	-	Normale	Nématodes	TPDP	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
72.	-	Normale	Végétaux	TPDP	Deuxième session de la CMP (2007)	Travail en cours
73.	-	Normale	Virus et phytoplasmes	TPDP	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
74.		Élevée	Groupe technique sur les zones exemptes et approches systémiques pour les mouches des fruits	TPFF	Sixième session de la CIMP (2004)	-
75.	Indéterminée	Normale	Établissement et maintien de zones réglementées après la détection d'un foyer dans des zones exemptes	TPFF	Comité (novembre 2009); cinquième session de la	Pas de spécification

	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
			de mouches des fruits		CMP (2010)	
76.		Élevée	Groupe technique sur la quarantaine forestière	TPFQ	Sixième session de la CIMP (2004)	-
77.	Indéterminée	Normale	Lutte biologique contre les organismes nuisibles forestiers	TPFQ	Comité (novembre 2009); cinquième session de la CMP (2010)	Pas de spécification
78.	Indéterminée	Normale	Produits en bois et produits artisanaux à base de bois brut	TPFQ	Troisième session de la CMP (2008)	Pas de spécification
79.		Élevée	Groupe technique pour le <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i>	TPG	Première session de la CMP (2006)	-
80.		Élevée	Groupe technique sur les traitements phytosanitaires	TPPT	Sixième session de la CIMP (2004)	-
81.	-	Élevée	Traitements par irradiation	TPPT	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours
82.	-	Élevée	Traitements contre les mouches des fruits	TPPT	Comité (mai 2006); deuxième session de la CMP (2007)	Travail en cours
83.		Normale	Sols et milieux de culture en association avec des végétaux: traitements	TPPT	Comité (novembre 2009); CMP (2010)	Pas de spécification
84.	-	Élevée	Traitements des matériaux d'emballage en bois	TPPT (TPFQ)	Première session de la CMP (2006)	Travail en cours

En attente						
	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / Domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
1.	En attente	Élevée	Surveillance du chancre des agrumes ( <i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>citri</i> ) (1 GTE)	GTE	Quatrième session de la CIMP (2002)	Texte à l'état de projet. Le Comité a décidé que les travaux doivent être différés en attendant la mise au point de normes sur l'approche systémique pour le chancre des agrumes.
2.	En attente	Normale	Approche systémique pour la lutte raisonnée contre le chancre des agrumes ( <i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>citri</i> ) (2 GTE)	GTE	Cinquième session de la CIMP (2003)	Texte à l'état de projet. En attente: le Comité a décidé que les travaux reprendraient lorsqu'on parviendrait à un consensus sur une question technique.

En attente						
	Adoption prévue	Priorité	Thème et/ou sujet / Domaine technique (nombre de réunions organisées)	Organe de rédaction	Ajout au programme de travail	État d'avancement
3.	<b>En attente</b>	Élevée	Degré approprié de protection (1 GTE)	GTE	Septième session de la CIMP (2005)	Texte à l'état de projet. Le Comité, en novembre 2008, a décidé qu'étant donné la complexité de la question, le moment n'était pas venu de s'en occuper.
4.	<b>En attente</b>	Élevée	Efficacité des mesures (2 GTE)	GTE	Troisième session de la CIMP (2001)	Texte à l'état de projet. Le Comité a examiné le projet de texte et a décidé d'interrompre ses travaux en attendant l'achèvement du projet de NIMP sur l'échantillonnage et du supplément au Glossaire sur le degré approprié de protection.
5.	<b>En attente</b>	Élevée	Pays d'origine (petites modifications aux NIMP 7, 11 et 20 concernant l'emploi de l'expression) (1 TPG)	TPG	Première session de la CMP (2006) (procédure spéciale)	Le Comité a décidé que cette activité serait exécutée dans le cadre de l'examen des NIMP 7 et 12 et de l'examen des NIMP adoptées.
6.	<b>En attente</b>	Normale	Transport international de grains	GTE	Troisième session de la CMP (2008)	En attente des résultats de l'atelier de la CIPV à composition non limitée sur le transport international de grains.



## **PROCÉDURE DE RECTIFICATION DES ERREURS DANS DES VERSIONS LINGUISTIQUES AUTRES QU'ANGLAISE DES NIMP APRÈS ADOPTION**

5. La CMP adopte les NIMP dans toutes les langues de la FAO.
6. Les membres de chaque groupe linguistique de la FAO sont invités, s'ils ne sont pas satisfaits des traductions des NIMP adoptées cette année, à organiser un groupe d'examen linguistique chargé de se pencher sur les préférences en matière d'usage terminologique et d'aider à identifier les erreurs de rédaction et de mise en page. Chaque groupe d'examen linguistique est invité à désigner un coordonnateur pour les communications avec le Secrétariat, à décrire ses méthodes de travail (par exemple téléconférence, échange de documents, etc.) et à expliquer sa structure. Chaque groupe d'examen linguistique est prié de mettre à contribution un représentant du groupe de traduction approprié de la FAO et le ou les membre(s) correspondant(s) du Groupe technique sur le Glossaire pour la langue en question.
7. Chaque groupe d'examen linguistique serait invité à examiner les NIMP adoptées pendant l'année et à présenter des observations au sujet des préférences terminologiques, des erreurs de rédaction et de mise en page au Secrétariat par l'intermédiaire de son coordonnateur désigné un mois au plus tard après la mise en ligne des NIMP adoptées sur le PPI ([www.ippc.int](http://www.ippc.int)).
8. Si aucune observation n'est présentée, la version adoptée à la CMP demeure la version définitive.
9. Si des observations sont présentées dans le cadre du processus décrit plus haut, les questions de traduction et de rédaction dans des langues autres que l'anglais sont transmises aux services de traduction de la FAO pour suite à donner. Les observations relatives à la traduction de termes du Glossaire sont transmises au Groupe technique pour le Glossaire par l'intermédiaire du CN car elles peuvent aboutir à des modifications à apporter à de nombreuses NIMP. Toutes les autres questions sont traitées par le Secrétariat.
10. Les versions modifiées de NIMP sont identifiées comme telles et mises en ligne sur le PPI.
11. Les NIMP modifiées sont vérifiées par la CMP. Un point permanent relatif à la vérification des modifications est ajouté à tous les ordres du jour de la CMP et un document correspondant indique les NIMP qui ont été modifiées. Ce point de l'ordre du jour ne vise pas à réouvrir le débat sur des NIMP déjà adoptées, il est strictement réservé à la vérification des corrections terminologiques, rédactionnelles et de mise en page.
12. Les membres sont invités à prendre note des modifications ou à soulever des objections. En l'absence d'objection, la version modifiée de la NIMP mise en ligne sur le PPI est considérée comme la version définitive.
13. Si des objections sont soulevées, la CMP décide de la manière de procéder et si on ne parvient pas à un consensus, la version linguistique adoptée à la réunion (précédente) de la CMP est considérée comme la version finale.
14. Les membres qui n'ont pas participé au processus décrit plus haut sont invités à ne pas soulever d'objections lors de la CMP.





## DOCUMENT CONCEPTUEL SUR LES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES NATIONALES

### 1. Introduction

Le présent document vise à parvenir à une conception commune de la « capacité phytosanitaire nationale ». Il jette les bases de l'évaluation des acquis et les besoins en matière de capacités ainsi que de l'élaboration de la mise en œuvre et de l'évaluation des mesures de renforcement.

### 2. Capacité phytosanitaire

Par « capacité phytosanitaire nationale », on entend:

*« L'aptitude des individus, organisations et systèmes d'un pays à s'acquitter efficacement et durablement des fonctions nécessaires pour protéger les végétaux et produits végétaux des organismes nuisibles et pour faciliter le commerce, conformément à la CIPV. »*

Les notions exposées ci-dessous complètent cette définition, qui s'applique aux parties contractantes et non contractantes.

- L'emploi des termes « individus, organisations et systèmes d'un pays », indique que l'on reconnaît que la capacité phytosanitaire nationale conjugue les connaissances et fonctions de nombreux acteurs d'un pays, outre ceux des organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV).
- L'emploi des termes « systèmes d'un pays », permet de préciser que la capacité nationale comprend l'aptitude des individus et des organisations à coopérer et à communiquer, à titre formel et informel. Cette coopération peut être nationale, régionale et internationale.
- Les fonctions devant être exercées sont d'ordre technique, juridique et administratif, et concernent aussi la gestion. La notion de capacité englobe l'aptitude à acquérir et à utiliser des connaissances, des compétences et des outils adaptés à ces fonctions.
- Chaque pays est doté de son degré de capacité propre, et il est admis que la capacité phytosanitaire n'est pas figée, mais évolue.
- La capacité phytosanitaire actuelle ou souhaitée est influencée par les grandes politiques d'intervention nationales et les obligations internationales, qui peuvent ou non avoir directement trait aux considérations relatives à la santé des végétaux.
- L'exécution durable des fonctions susvisées tient à de nombreux facteurs, notamment mais pas exclusivement:
  - un climat porteur au sein des pays, pouvant être caractérisé, par exemple, par des politiques qui permettent aux activités relatives à la santé végétale de s'adapter aux circonstances nouvelles; par des réglementations phytosanitaires qui contribuent au bon fonctionnement des ONPV; par la visibilité de la CIPV et une bonne compréhension de ses principes et de l'importance de sa mise en œuvre;
  - des partenariats public-privé;
  - des programmes visant à maintenir en poste le personnel;
  - une action de mobilisation de ressources, et notamment des mesures de recouvrement des coûts;
  - un ou plusieurs plans d'activités viables de nature à protéger la santé des végétaux et leur commerce;
  - un engagement national à soutenir la capacité phytosanitaire;

- La définition de la capacité phytosanitaire renvoie à l'aptitude à protéger les végétaux et les produits végétaux des organismes nuisibles. Cette aptitude à favoriser la biosécurité<sup>1</sup> contribue par ailleurs à la réalisation des objectifs nationaux ou internationaux d'autres initiatives intéressant la protection de la biodiversité, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.
- La mention de la CIPV dans la définition aligne la capacité phytosanitaire nationale sur la Convention.

---

<sup>1</sup> Selon la FAO, le concept de biosécurité englobe la sécurité sanitaire des aliments, les zoonoses, l'introduction de maladies animales et végétales et d'organismes nuisibles, l'introduction et le lâcher d'organismes vivants modifiés (OVM) et des produits qui en sont issus (par exemple les organismes génétiquement modifiés ou OGM), l'introduction et la maîtrise des espèces exotiques envahissantes.

## STRATÉGIE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES NATIONALES

### 1. Introduction

Une stratégie désigne un plan d'action élaboré pour tendre vers une vision, ou une situation future souhaitée, qui se fonde de préférence, sur une situation ou un point de départ existant. Elle facilite le processus de décision et fournit le cadre d'une action efficace.

#### *Cadre conceptuel*

L'objectif est que les ONPV soient capables de pourvoir de manière efficace et durable aux besoins de leur pays en matière de protection des plantes et de leurs produits et de facilitation du commerce.

Y parvenir aurait les résultats suivants:

- a) toutes les parties contractantes mettraient en œuvre les NIMP dont elles ont besoin;
- b) toutes les parties contractantes s'acquitteraient de leurs obligations au titre de la CIPV;
- c) la CIPV rendrait compte des objectifs de tous ses membres;
- d) la capacité phytosanitaire des parties contractantes évoluerait en fonction des circonstances;
- e) les politiques tiendraient compte des questions phytosanitaires;
- f) enfin, il existerait une véritable coopération régionale.

### 2. Analyse de la situation

L'analyse de l'aptitude actuelle des États Membres de la CIPV à mettre en œuvre la convention et à satisfaire aux obligations qui leur incombent constitue la raison d'être et le point de départ de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires. Plusieurs analyses de ce type ont été réalisées au cours des deux ou trois dernières années, avec des finalités diverses. Leurs conclusions décrivent au moins en partie les moyens dont disposent actuellement les États Membres de la CIPV et les capacités de la communauté de la Convention dans son ensemble (qui englobe la CMP, le Secrétariat de la CIPV, les ONPV et les parties contractantes) en matière de renforcement ultérieur des capacités de ses membres.

- L'évaluation indépendante des travaux de la CIPV et de ses dispositifs institutionnels a permis d'analyser les activités d'assistance technique du Secrétariat de la CIPV ainsi que les décisions prises par la CMP à sa première session et la suite qui leur a été donnée, et de formuler des recommandations au sujet de l'assistance technique et du renforcement des capacités phytosanitaires. Elle faisait notamment valoir qu'aucune priorité n'avait été définie sur les activités de renforcement des capacités engagées par le Secrétariat de la CIPV, que les effectifs du Secrétariat n'étaient pas suffisants pour exécuter des projets de PCT et assurer un suivi, que les ressources très limitées du Secrétariat étaient affectées à des actions de renforcement de capacités non essentielles au titre de la CIPV et que les bailleurs de fonds n'étaient guère parties prenantes aux projets menés dans ce domaine. L'évaluation recommandait que la CIPV ne participe pas aux projets visant à renforcer les capacités phytosanitaires, sauf pour les activités essentielles, comme les ateliers de formation à l'application des normes, la participation aux réunions et l'appui au Portail phytosanitaire international. La CMP a rejeté cette recommandation et décidé d'élaborer une stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires.
- L'Organisation mondiale du commerce a préparé à l'intention du Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales (qui s'est réuni en 2008) un document sur cette question, lequel a montré que les projets de protection des végétaux sont toujours les dernières actions de formation à bénéficier d'un soutien financier. Il signalait aussi que la confidentialité des résultats de l'outil d'ECP limitait son utilité du point de vue de la coordination des activités de coopération technique.
- L'évaluation de l'outil d'ECP par CAB-International a montré qu'il est utile pour évaluer la capacité phytosanitaire d'un pays, mais aussi qu'il présente plusieurs insuffisances et qu'il ne sert pas toujours de base à l'élaboration des plans nationaux de développement.
- Le Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales (2008) a noté que:
  - La communication sur l'importance de la protection des végétaux est souvent insuffisante dans les pays; les gouvernements nationaux se donnent parfois des politiques et des priorités qui ne vont pas dans le sens de l'objectif de prévention de la dissémination des organismes nuisibles; les partenariats public-privé sont utiles, et même essentiels à la pérennité des programmes de protection des végétaux; les approches régionales donnent de bons résultats; on manque

- d'informations concernant les problèmes nouveaux ou récents relatifs aux organismes nuisibles nouveaux.
- Les expressions « protection des végétaux » et « quarantaine végétale » ne retiennent pas autant l'attention que le terme « biosécurité ».
  - D'autres instruments comme l'Accord SPS ont une incidence non négligeable sur les activités de la CIPV.
  - Le manque de reconnaissance de la CIPV sur le plan international et des programmes de protection des végétaux à l'échelle des pays donné l'impression que ces questions n'ont guère d'importance; il explique également la faiblesse des dotations en ressources et la difficulté à les mobiliser, que ce soit pour le Secrétariat ou pour l'exécution du programme de travail de la CIPV.
- En 2008, le Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales a reconnu que:
    - L'application des normes peut se révéler complexe dans la mesure où elle concerne de nombreux domaines. Actuellement, l'application des normes est plus lente que leur application.
    - Le système d'examen et d'appui à la mise en œuvre qui a été proposé, notamment la création d'un centre d'assistance aux usagers de la CIPV, n'a aucunement progressé.
    - Les ORPV ne sont pas toutes de niveau égal, et les activités dont il est proposé de leur confier l'exécution ne seront pas toujours réalisées au niveau souhaité.
    - Il existe divers autres groupements géopolitiques qui présentent un intérêt pour la CIPV.
    - La capacité des pays varie énormément. En conséquence, il n'y a pas de solution répondant à toutes les situations; et,
    - Le renforcement des capacités phytosanitaires se poursuit, mais les différentes initiatives sont souvent mal coordonnées. Il faut être en mesure de repérer les lacunes et d'éviter les doubles emplois.
    - Le manque de ressources constitue un frein important au renforcement des capacités.
    - L'insuffisance des compétences disponibles freine parfois l'élaboration et l'exécution des activités de renforcement des capacités.

### 3. Projet de stratégie

Le tableau ci-après est un récapitulatif des divers éléments de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, modifiés par le Groupe de travail à composition non limitée, qui s'est réuni en décembre 2009. Les six domaines stratégiques constituent les différents volets d'une stratégie mondiale dans laquelle interviennent les acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Dans certains cas, le Secrétariat est appelé à jouer un rôle de chef de file, tandis que dans d'autres, comme la planification phytosanitaire nationale, il assume davantage un rôle de soutien ou d'assistance dans des activités dirigées par une autre partie prenante. La stratégie est affinée sous forme de cadres logiques et de plans de travail correspondant à chaque domaine d'intervention stratégique.

## Synthèse révisée des domaines d'intervention stratégiques avec indication des objectifs (janvier 2009)

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
1. Planification phytosanitaire nationale	1. Planification (et gestion) des systèmes phytosanitaires nationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la planification, de la gestion et du pilotage des systèmes phytosanitaires nationaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des méthodes et outils pour aider les pays à évaluer et à hiérarchiser par ordre de priorité leurs besoins phytosanitaires, notamment grâce à des analyses des insuffisances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'outil ECP d'après les recommandations de CAB-International.</li> <li>Étudier l'outil PVS (Performance, Vision et Stratégie) de l'OIE (et l'outil phytosanitaire PVS de l'IICA) et s'en servir de base pour une analyse des insuffisances en ce qui concerne les besoins phytosanitaires (analyse des parties prenantes, examen par des pairs, etc).</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la préparation des plans d'action phytosanitaire nationaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des outils et des lignes directrices pour la préparation des plans d'action phytosanitaire nationaux.</li> <li>Favoriser les approches ouvertes dans ces plans d'action nationaux.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider à la préparation des projets prioritaires (législation, surveillance, etc).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer le suivi de l'évaluation au moyen de la stratégie de renforcement de la capacité phytosanitaire nationale.</li> </ul>
2. Établissement et mise en œuvre de normes	2a. Participation à l'établissement de normes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'aptitude des parties contractantes à participer à l'élaboration de normes de la CIPV.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la participation effective des pays aux travaux de la CMP (et au processus d'établissement des normes).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer la participation des pays aux réunions de la CMP.</li> <li>Mettre au point un programme d'orientation destiné aux nouveaux délégués participant aux réunions de la CMP (juste avant leur tenue).</li> <li>Faciliter les débats régionaux sur les positions à la CMP (dans les différentes régions ou juste avant la réunion) et la coordination pendant les réunions.</li> <li>Continuer d'organiser des ateliers régionaux d'établissement des normes.</li> <li>Encourager et favoriser la participation aux</li> </ul>

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
				groupes de travail d'experts et aux groupes techniques.
	2b. Mise en œuvre de normes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les parties contractantes et non contractantes sont capables de mettre en œuvre des NIMP conformément à leurs besoins.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre au point et adopter le système d'examen et de soutien à la mise en œuvre des normes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formuler des lignes directrices et conseils pour l'application des normes.</li> <li>Fournir un service d'assistance aux usagers.</li> <li>Produire des supports de formation, dispenser des actions de formation, et prévoir une évaluation par les participants.</li> <li>Dresser la liste des spécialistes à même de faciliter la mise en œuvre des NIMP.</li> <li>Mettre au point des outils de mise en commun des données d'expérience.</li> <li>Organiser des ateliers régionaux pour la préparation des projets de normes.</li> <li>Élaborer et utiliser le questionnaire proposé (Groupe de travail à composition non limitée sur un mécanisme de vérification de conformité, réunion de Kuching, 2007).</li> </ul>
3. Coordination et communication	3a. Communication et coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>La coordination du renforcement des capacités phytosanitaires répond aux besoins prioritaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recueillir, rassembler et diffuser des informations sur les programmes de protection des végétaux et sur les prestataires et projets en matière de renforcement des capacités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Définir précisément les informations à recueillir et les sources concernées (pays, donateurs par différents moyens de contact, tous les autres partenaires).</li> <li>Tirer profit des bases de données, des projets et des rapports des réunions de la CMP.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Conseiller les pays et les bailleurs de fonds sur les synergies possibles et les actions envisageables.</li> <li>Engager une collaboration avec les partenaires (accords et autres initiatives de mise en œuvre et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser les contacts existants pour élaborer de meilleurs programmes (avantage pour les ONPV).</li> <li>Maintenir les accords en vigueur.</li> <li>Rechercher activement de nouvelles occasions de collaboration et de contribution technique aux programmes d'autres instances.</li> </ul>

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
			d'encadrement) – Projets du Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, missions de la Banque mondiale, centres d'excellence phytosanitaire, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rallier les parties prenantes en convoquant un groupe consultatif international sur le renforcement des capacités phytosanitaires.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un mécanisme pour mettre en relation les personnes proposant ou souhaitant un encadrement, un accompagnement ou une assistance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un service semblable à celui utilisé pour les centres d'information sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.</li> </ul>
	3b. Informations relatives aux organismes nuisibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration l'aptitude à fournir des informations sur les organismes nuisibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réunir de la documentation sur la situation des organismes nuisibles dans le monde (problèmes récents), notamment sur les perspectives régionales (utilisation du rapport annuel comme outil de plaidoyer).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse de la présence d'organismes nuisibles à l'échelon national et régional, communication à la CMP de ceux jugés préoccupants.</li> <li>Autres rapports officiels du Secrétariat ou du Conseil de la FAO tels que <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i> (SOFA).</li> <li>Mise en place de systèmes d'alerte rapide.</li> </ul>
4. Mobilisation et gestion des ressources	4. Mobilisation des ressources (collecte de fonds)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleure aptitude à mobiliser des fonds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déterminer les besoins en ressources du Secrétariat de la CIPV pour le renforcement des capacités.</li> <li>Évaluer les ressources dont dispose actuellement la CIPV pour appliquer la stratégie de renforcement des capacités (ressources ciblées, fonds fiduciaire, fonds secrets, assistance en nature).</li> <li>Aider les ONPV à mobiliser des fonds pour les projets prioritaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparer un document sur les besoins en effectifs en vue du renforcement des capacités pour la quatrième session de la CMP.</li> <li>Mobiliser des fonds (voir le document sur la mobilisation des ressources présentées au titre du point 13.6.6 de la quatrième session de la CMP).</li> <li>Recruter un fonctionnaire spécialement chargé de la recherche de financements.</li> <li>Associer plus activement le Secrétaire à la mobilisation fonds.</li> </ul>

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobiliser d'autres moyens et veiller à la bonne utilisation des ressources.</li> <li>Maintenir et développer les programmes de renforcement des capacités de la CIPV.</li> </ul>	
5. Promotion	5. Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'aptitude à promouvoir les systèmes phytosanitaires nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adopter les « principes de Paris » pour les activités de renforcement de la capacité phytosanitaire (engagement national, etc.).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un sous-groupe est chargé de rédiger les principes en vue d'un renforcement effectif des capacités phytosanitaires, qui sont soumis à la CMP pour approbation.</li> <li>Le PSAT examine les principes.</li> <li>Les principes sont adoptés à la cinquième session de la CMP.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider les pays à intégrer des considérations phytosanitaires dans les politiques d'intervention et les stratégies de développement nationales.</li> <li>Aider les autorités phytosanitaires à bien communiquer avec les autres institutions de leur pays ou d'ailleurs, et avec les organisations régionales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conduire des activités de sensibilisation à l'intention des décideurs.</li> <li>Élaborer des modules de formation sur la bonne communication et la promotion à l'intention des autorités phytosanitaires.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la visibilité de la CIPV (et des problèmes phytosanitaires) auprès des partenaires du développement.</li> <li>Encourager l'adoption d'approches fondées sur les risques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activités de communication de la CIPV (publications, produits de communication, films, etc.).</li> <li>Accès aux organes directeurs (notamment à la FAO mais aussi dans les communautés économiques régionales) et aux ambassadeurs de</li> </ul>



Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
				bonne volonté de la FAO et d'autres institutions, en vue de nouer un dialogue avec les décideurs de haut niveau.
6. Viabilité, suivi et évaluation du renforcement des capacités	6. Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étroite surveillance et évaluation des activités de renforcement des capacités et application des enseignements tirés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre au point des approches d'évaluation de l'efficacité des actions de renforcement de la capacité phytosanitaire (conformes aux « principes de Paris » et se rapportant à la stratégie de la CIPV).</li> <li>Assurer un suivi pour évaluer l'efficacité des activités de renforcement des capacités (examen et évaluation).</li> <li>Assurer le suivi et l'amélioration permanente des programmes de renforcement des capacités de la CIPV.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer de la participation de toutes les parties concernées (notamment en créant des réseaux pour favoriser la pérennité des actions entreprises, associer les universités, les partenariats public-privé, etc).</li> <li>Établir des liens avec d'autres initiatives nationales.</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un « label de qualité » de la CIPV pour les programmes de renforcement des capacités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer, tester et adopter les critères du « label de qualité ».</li> <li>Assurer sa promotion auprès des donateurs et des pays.</li> </ul>



## **MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL D'EXPERTS SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PHYTOSANITAIRES**

### **Composition**

Une personne représentant chaque région et justifiant d'une expérience dans le renforcement des capacités phytosanitaires

### **Mandat**

Examiner le projet de plan opérationnel à la lumière de chacun des cadres logiques en identifiant les activités nouvelles et celles qui relèvent d'initiatives existantes. Par ailleurs, le Groupe doit mettre en évidence les chevauchements et les liens entre les différentes activités.

1. Examiner et donner des avis concernant les activités prioritaires, en tenant compte de la situation financière de la CIPV.
2. Donner des avis relatifs au calendrier des activités proposées et aux bénéfices potentiels de la coopération avec d'autres organisations (par exemple, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce - FANDC).
3. Donner des avis sur l'élaboration du matériel de plaidoyer destiné à susciter la participation des donateurs au renforcement des capacités.
4. Donner des avis au Secrétariat quant aux stratégies qui pourraient être utilisées pour solliciter la contribution des donateurs au renforcement des capacités.
5. Faire des recommandations concernant la structure et les méthodes de travail du Groupe, notamment la possibilité de constituer un organe subsidiaire dans le domaine du renforcement des capacités.
6. Faire rapport à la sixième session de la CMP, par l'intermédiaire du Bureau et du Groupe de travail sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT).



**DIRECTIVES FINANCIÈRES RELATIVES AU  
FONDS FIDUCIAIRE POUR LA CIPV  
(ADOPTÉES À LA QUATRIÈME SESSION DE LA CMP, 2009)**

**1. Objet**

Le Fonds a pour objet de recueillir des ressources utilisables au profit des pays en développement, pour, notamment:

- faciliter leur participation aux réunions de fixation des normes;
- faciliter leur participation aux programmes de formation et aux échanges d'informations sur Internet;
- faciliter l'organisation d'ateliers régionaux sur les projets de normes et sur l'application des normes;
- faciliter la mise au point d'orientations pouvant être utilisées par les pays pour l'évaluation des aspects institutionnels et réglementaires des systèmes phytosanitaires nationaux;
- encourager les membres à utiliser l'évaluation de la capacité phytosanitaire et à formuler des plans phytosanitaires nationaux;
- faciliter tout autre projet approuvé par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (ci-après « la Commission »).

**2. Règles applicables**

2.1 Le Fonds fiduciaire est établi conformément aux dispositions de l'article 6.7 du Règlement financier de la FAO.

2.2 Les présentes directives régissent l'administration financière du Fonds fiduciaire pour la Convention internationale pour la protection des végétaux, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la FAO.

2.3 Les présentes directives sont applicables aux activités du Fonds fiduciaire non couvertes par les règles et procédures financières de la FAO relatives aux fonds fiduciaires. En cas d'incompatibilité ou d'incohérences, le Règlement financier et les règles et procédures financières de la FAO prévaudront sur les présentes directives.

**3. Exercice financier**

L'exercice financier est fixé à une année civile.

**4. Budget**

4.1 Les prévisions budgétaires, établies par le Secrétaire de la Commission, sont soumises à la Commission, à la dernière session de l'année précédant l'exercice financier couvert par le budget.

4.2 Avant d'être soumises à la Commission, les prévisions budgétaires sont examinées par le Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT), puis par le Bureau de la Commission, qui adresse ses recommandations relatives au budget à la Commission.

4.3 Le budget est communiqué à tous les États membres de la Commission soixante jours au moins avant l'ouverture de la session de la Commission au cours de laquelle le budget doit être adopté.

4.4 La Commission adopte le budget du Fonds fiduciaire par consensus de ses membres. Cela dit, si malgré tous les efforts, un consensus ne peut être atteint au cours d'une session, la question est mise aux voix et le budget est adopté à la majorité des deux tiers des membres de la Commission.

4.5 Les prévisions budgétaires portent sur les recettes et les dépenses de l'exercice financier auquel elles se rapportent et sont exprimées en dollars des États-Unis. Le budget comprend les prévisions relatives aux recettes et aux dépenses et tient compte du solde non engagé du budget du Fonds fiduciaire pour l'exercice qui précède immédiatement l'année couverte par le budget:

- a) On entend par « recettes » les contributions volontaires des membres, des non-membres et d'autres donateurs, ainsi que les intérêts des fonds crédités conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la FAO;
- b) Les « dépenses » sont les dépenses engagées par la FAO pour la mise en œuvre du programme de travail, y compris les coûts nécessaires liés au personnel des projets et dépenses d'appui administratif et opérationnel, et imputées conformément aux principes relatifs au remboursement des dépenses d'appui approuvés et modifiés, si besoin est, par le Comité financier et le Conseil de la FAO.

4.6 Les prévisions budgétaires correspondent au programme de travail prévu par le Fonds fiduciaire pour l'exercice financier et fondé sur des informations et données appropriées. Elles comprennent le programme de travail et d'autres informations, annexes ou exposés explicatifs que peut demander la Commission. Le budget comprend les éléments suivants:

- a) les prévisions de recettes et de dépenses, ces dernières reflétant un programme de travail prévoyant des projets qui correspondent aux objectifs du Fonds fiduciaire, tels qu'ils sont énumérés à l'article 1 (Objet) ci-dessus;
- b) tout renseignement supplémentaire demandé par la Commission qui a toute latitude pour modifier la présentation du programme de travail et le budget pour les années à venir.

4.7 En cours d'exercice, le Secrétaire autorise les dépenses nécessaires à l'exécution du programme de travail approuvé, dans la limite des ressources disponibles, pourvu que:

- a) le montant des transferts entre les affectations approuvées, effectués par le Secrétaire, ne dépasse pas 20 pour cent du budget approuvé des projets qui fournissent les ressources;
- b) les rapports annuels du Secrétaire décrivent en détail tous les transferts effectués au cours de l'exercice financier faisant l'objet du rapport.

4.8 Le budget du Fonds fiduciaire pour l'exercice financier est adopté par la Commission.

4.9 La Commission établit des priorités pour les produits, en prévision d'éventuelles difficultés de financement.

## **5. Contribution au Fonds**

5.1 Des fonds peuvent être fournis à titre volontaire par diverses sources, dont les membres, les non-membres et d'autres sources.

5.2 L'affectation spéciale de contributions particulières à l'obtention de produits spécifiques ne peut être acceptée que pour des produits approuvés par la Commission.

5.3 Le Secrétaire, en consultation avec le Bureau, est autorisé à financer les dépenses inscrites au budget aux fins énumérées dans la section Objet, au moyen du solde non engagé du budget/ou des liquidités disponibles du Fonds fiduciaire (si ces dernières sont moins élevées).

5.4 Le Secrétaire accuse réception de tous les engagements et contributions dans les meilleurs délais et informe deux fois par an les membres de l'état des engagements et des contributions.

## **6. Fonds fiduciaire**

6.1 Toutes les contributions sont versées au Fonds fiduciaire dans les meilleurs délais.

6.2 Le solde non engagé du Fonds fiduciaire est reporté à la fin de chaque exercice financier et disponible au titre du budget approuvé pour l'exercice financier successif.

6.3 Pour ce qui est du Fonds fiduciaire, l'Organisation tient un compte général au crédit duquel sont portées toutes les contributions versées et au débit duquel sont portées toutes les dépenses imputables sur les montants alloués dans le budget annuel du Fonds fiduciaire.

**7. Rapports annuels**

Le Secrétaire présente annuellement à la Commission un rapport financier sur le Fonds fiduciaire. Ce rapport doit indiquer les liens avec les objectifs, les activités et les produits correspondant aux orientations stratégiques établies par la Commission.

**8. Amendement**

Les présentes directives peuvent être amendées par la Commission.





**FONDS FIDUCIAIRE DE LA CIPV**  
**ÉTAT DÉTAILLÉ DES CONTRIBUTIONS ET DES DÉPENSES POUR 2009**

En USD	Montant effectif 2009	Solde
Report des années précédentes	283 411	283 411
<b>Contributions:</b>		
Produits financiers	1 514	
Contribution des États-Unis (février)	60 000	
Contribution des États-Unis (février)	150 000	
Contribution du Japon (mars)	15 000	
Contribution des États-Unis (octobre)	125 000	
<b>Total contributions:</b>	<b>351 514</b>	634 925
<b>Dépenses:</b>		
Frais de personnel - Poste à P2 partiel de brève durée - Poste à P3 partiel de brève durée	52 279	
Objectif 4: Renforcement des capacités: - Atelier régional sur les projets de NIMP - Caraïbes	29 421	
Objectif 5: Mise en oeuvre durable - Coûts des services d'administration et d'appui	8 773	
<b>Total Dépenses</b>	<b>90 473</b>	544 452
À reporter sur 2010		544 452



**BUDGET DU FONDS FIDUCIAIRE DE LA CIPV  
CONTRIBUTIONS ET DÉPENSES CONSOLIDÉES – 2010**

en USD	Budget 2010	Solde
Report des exercices précédents		544 452
<b>Contributions:</b>		
PAS D'ANNONCES DE CONTRIBUTION		
<b>Total des contributions:</b>	<b>0</b>	544 452
<b>Dépenses:</b>		
Financement partiel d'un poste P2 de brève durée	130 000	
Financement total d'un poste P3 de brève durée	160 000	
Objectif 5: Mise en œuvre durable - Financement partiel de la création d'un système en ligne destiné à recueillir et colliger les commentaires des membres	50 000	
Objectif 5: Mise en œuvre durable - Dépenses d'administration et autres dépenses d'appui	30 500	
<b>Total des dépenses</b>	<b>370 500</b>	173 952
Report prévu sur 2011		173 952



## LE PROGRAMME OPÉRATIONNEL DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES POUR 2010

Le plan opérationnel ci-après est issu des débats de la CMP à sa cinquième session, dans le cadre de l'examen du point 13.4.2 et ne tient pas compte des activités découlant de décisions de la CMP prises au titre de divers points de l'ordre du jour (par exemple, les réunions supplémentaires).

<b>Objectif 1: Un programme fiable d'établissement et de mise en œuvre de normes sur le plan international</b>	
<b>Cadre:</b> Mise au point, adoption et révision des normes: Dans le cadre de la CIPV (Article X), les parties contractantes acceptent de coopérer pour mettre au point des normes internationales qui seront adoptées par la CMP. Ces normes représentent le moyen par lequel les parties contractantes peuvent harmoniser leurs mesures phytosanitaires.	
<b>Domaine stratégique 1.1 Mise au point, adoption et révision des normes</b>	
<b>i) Les groupes d'experts chargés de la rédaction et le Comité des normes se réunissent pour mettre au point les normes</b>	
	Deux réunions du Comité des normes seront organisées (en avril et en novembre).
	Une réunion du CN-7 sera organisée (en mai).
	Les documents du Comité des normes seront élaborés et mis en ligne sur le PPI, y compris les nouveaux projets de NIMP pour la réunion d'avril du Comité des normes, les projets révisés de NIMP tenant compte des commentaires des membres pour la réunion du CN-7 et les projets de NIMP tenant compte des révisions du CN-7 pour la réunion de novembre du Comité des normes. Les procès-verbaux de ces réunions seront mis en ligne sur le PPI.
	Les deux réunions du Comité des normes seront interprétées dans les langues requises (arabe, chinois, anglais et espagnol, suivant la composition actuelle du Comité des normes).
	*Le travail des cinq groupes techniques sera coordonné pour garantir le respect de leur programme de travail, y compris une réunion par groupe. Les procès-verbaux de ces réunions seront mis en ligne sur le PPI.
	Les traitements phytosanitaires seront perfectionnés et les propositions demandées en décembre 2009 seront revues par le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires.
	Les protocoles de diagnostic sont en train d'être mis au point par les équipes de rédaction, sous la supervision du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic.
	Deux projets de NIMP, huit traitements phytosanitaires et deux protocoles de diagnostic seront mis au point par les groupes techniques.
	*Deux réunions des groupes de travail d'experts seront organisées et les documents seront élaborés et mis en ligne sur le PPI. Les procès-verbaux de ces réunions seront mis en ligne sur le PPI. Deux projets de NIMP seront établis.
	Une demande de nomination d'experts (pour les Groupes techniques, les Groupes de travail d'experts et les auteurs de protocoles de diagnostic) sera déposée.
	Deux projets de spécifications seront élaborés et distribués aux membres pour qu'ils fassent part de leurs commentaires.
	Cinq projets de NIMP (ou l'équivalent) seront rédigés (y compris l'encadré relatif au statut sur la couverture), traduits et distribués aux membres pour qu'ils fassent part de leurs commentaires entre juin et septembre.
	Les commentaires recueillis lors de la consultation des membres organisée de juin à septembre seront compilés et mis en ligne sur le PPI.
	Une demande de données sur les traitements phytosanitaires sera distribuée aux ONPV et aux ORPV.
	Les commentaires des membres reçus quinze jours avant la CMP-5 seront compilés.

<b>ii) Accroître l'efficacité de la mise au point et de l'adoption des normes</b>	
	De nouveaux outils collaboratifs en ligne seront utilisés pour mettre au point et réviser les projets de NIMP (comme des google docs).
	Les NIMP adoptées seront publiées sur le PPI en cinq langues.
	Des versions du livre des normes seront publiées sur le PPI en anglais, français, espagnol et, pour la première fois, en chinois.
<b>iii) Engager du personnel pour respecter le programme d'établissement des normes.</b>	
	Des consultants seront engagés pour aider à l'élaboration des documents, l'organisation des réunions et la publication des NIMP.
<b>iv) Prendre en compte l'environnement et la biodiversité</b>	
	L'obligation pour les groupes d'experts rédacteurs de prendre en compte l'impact environnemental de chaque norme sera ajouté à toutes les Spécifications mises au point.
<b>Domaine stratégique 1.2 Application des normes</b>	
<b>i) Identifier et traiter les contraintes d'application</b>	
	Soutenir le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV (voir objectif 7).
	Les données relatives à l'application des NIMP seront collectées par l'intermédiaire du PPI.
	Mettre au point un programme de formation systématique et complet pour l'application de quatre NIMP qui seront utilisées par des ONPV et des ORPV.
	Un questionnaire sera élaboré et distribué aux ONPV pour identifier les contraintes d'application des NIMP.
	Les résultats du questionnaire seront compilés et analysés et serviront à orienter le programme de renforcement des capacités de la CIPV.
	Étude de consultant sur le symbole de la NIMP 15: - Le Secrétariat demandera aux membres de la CMP de l'aider à trouver un expert juridique qualifié pour réaliser l'étude. - L'étude sera réalisée si des financements extrabudgétaires deviennent disponibles.
	Soutien juridique pour l'enregistrement du symbole de la NIMP 15: - Aucune activité prévue.
	Poursuite du rassemblement des données, de leur compilation et de leur présentation sur le Wiki du PPI concernant les questions fréquemment posées à propos de l'application de la NIMP 15.
<b>ii) Les ORPV fournissent un appui aux membres pour l'application, dont la mise au point et la révision de leurs règlements</b>	
	Les ORPV identifient les contraintes et proposent des moyens pour traiter ces problèmes ; elles rendent régulièrement compte lors des consultations techniques entre ORPV et à la CMP.
* Partiellement financés par d'autres organisations ou par financements 2009 au titre de lettres d'accord	
<b>Objectif 2: Systèmes d'échanges d'information appropriés pour satisfaire aux obligations de la CIPV</b>	
<b>Cadre:</b> La CIPV spécifie le type d'informations phytosanitaires à échanger pour favoriser l'application. Ceci comprend l'échange et la communication d'informations entre les parties contractantes, entre les parties contractantes et le Secrétariat et, parfois, entre les parties contractantes et leurs ORPV. En outre, il existe aussi une communication générale opérationnelle et administrative relative aux réunions et au fonctionnement de la CMP et de ses organismes associés.	
<b>Domaine stratégique 2.1: Mise en place des échanges d'information requis par la CIPV</b>	
<b>i) Aider les ONPV à utiliser le Portail phytosanitaire international (PPI) grâce à des opérations de renforcement des capacités entreprises par le Secrétariat et/ou les ORPV</b>	
	10 ateliers nationaux/sous-régionaux de renforcement des capacités pour l'échange d'informations.
	Le Secrétariat suivra les informations mises en ligne sur le PPI par les ONPV (pour remplir

	leurs obligations de notification au titre de la CIPV), analysera les données et ajustera en conséquence la fourniture d'assistance.	
<b>ii) Le Secrétariat remplira ses obligations de notification et communiquera efficacement sur les questions administratives dans toutes les langues de la FAO</b>		
	Les informations pertinentes sont communiquées aux parties contractantes dans les délais nécessaires (y compris la mise en ligne des procès-verbaux et des documents pour les réunions, du résultat des réunions, des mises à jour de l'agenda, etc.).	
<b>iii) Continuer selon les besoins à mettre en place les programmes conjoints de travail</b>		
	Des programmes conjoints de travail avec deux ORPV seront établis d'un commun accord pour la notification nationale des organismes nuisibles.	
<b>Domaine stratégique 2.2: Soutenir le PPI par un programme de développement et de maintenance efficace</b>		
<b>i) Mettre au point et appuyer sur des documents les procédures permettant la poursuite de l'utilisation du PPI</b>		
	Le Secrétariat assure la maintenance, l'amélioration et la gestion du PPI pour permettre l'échange d'informations phytosanitaires conformément à la Convention.	
	Le matériel informatique et les logiciels pour le PPI seront maintenus et mis à jour.	
	Un manuel sur l'échange d'informations dans le cadre du PPI sera mis au point et distribué.	
<b>ii) Mettre en place du personnel pour maintenir et développer le PPI</b>		
	Des consultants seront engagés pour programmer le PPI et pour la réalisation graphique.	
<b>Objectif 3: Systèmes efficaces de règlement des différends</b>		
<b>Cadre:</b> Si nécessaire, les parties contractantes auront accès au règlement des différends décrit à l'Article XIII de la CIPV et pour lequel la CMP a établi des règles et des procédures. Même si, en général, les recommandations formulées par un comité au sujet des différends n'ont pas force obligatoire, les parties acceptent qu'elles servent de base à un nouvel examen du différend.		
<b>Domaine stratégique 3.1: Encouragement de l'utilisation des systèmes de règlement des différends</b>		
<b>i) Faire connaître l'existence du système de règlement des différends</b>		
	Une brochure consacrée au processus de règlement des différends sera établie et publiée sur le PPI.	
<b>ii) Les ORPV doivent faire en sorte que les membres connaissent l'existence du système de règlement des différends et soient capables de l'utiliser.</b>		
	Le Secrétariat mettra à jour la présentation du processus de règlement des différends et prendra des mesures pour qu'il soit présenté à cinq réunions régionales.	
<b>Domaine stratégique 3.2: Soutien au système de règlement des différends de la CIPV</b>		
<b>i) Fourniture d'une aide du Secrétariat pour les différends éventuels</b>		
	Si un ou des différends apparaissent, la majeure partie des coûts de cette activité seront payés par les parties concernées. Sinon, aucune activité de prévu, sauf pour répondre à des demandes informelles.	
<b>ii) Rapport à la CMP sur les activités de règlement des différends</b>		
	Un rapport sur les activités de règlement des différends en 2010 sera établi pour la CMP-6.	
<b>iii) Autres activités</b>		
	Une réunion de l'organe subsidiaire pour le règlement des différends sera organisée si nécessaire.	
<b>Objectif 4: Amélioration des capacités phytosanitaires des membres</b>		
<b>Cadre:</b> Conformément à l'Article XX de la CIPV, les parties contractantes acceptent de promouvoir la fourniture d'une assistance technique aux autres parties contractantes, en particulier celles qui mettent au point des parties contractantes par pays, soit bilatéralement soit par l'intermédiaire des organisations		

internationales appropriées, afin de renforcer les capacités d'application de la Convention.	
<b>Domaine stratégique 4.1: Méthodes et outils disponibles pour permettre aux parties contractantes d'évaluer et d'améliorer leurs propres capacités phytosanitaires et d'évaluer les besoins en matière d'assistance technique</b>	
<b>i) Mise à jour, maintenance et diffusion de l'outil d'ECP</b>	
	Mise au point d'un outil autonome d'ECP et d'un essai sur le terrain dans au moins trois pays en développement et réalisation des ajustements nécessaires, dont la recherche de ressources extrabudgétaires pour la phase d'essai sur le terrain.
	Diffuser sur des clés USB et rendre disponible en ligne.
	Le Secrétariat fournira des intrants au Comité phytosanitaire d'information de l'Afrique de l'Est pour la mise au point du Système de gestion des informations sur les organismes nuisibles. Quatre visites nationales sur la base des projets financés par le Programme « Unis dans l'action » en Afrique de l'Est.
	Définir les listes de consultants et d'experts et les publier sur le PPI.
	La base de données des ressources (support de formation, traitements, protocoles de diagnostic) sera remplie et publiée sur le PPI.
<b>ii) Utilisation de l'ECP et d'autres outils interactifs de formation pour la planification stratégique et la mise au point de projets</b>	
	Un atelier sera organisé et tenu pour la formation et la mise à jour des compétences du personnel sélectionné.
<b>Domaine stratégique 4.2: Le programme de travail de la CIPV est soutenu par la coopération technique</b>	
<b>i) Ateliers et séminaires régionaux (en coopération avec les ORPV ou avec leur appui)</b>	
	**Un atelier régional pour les pays russophones sera organisé en Géorgie pour l'application des NIMP.
	**Sept ateliers régionaux pour revoir les projets de NIMP.
<b>ii) Élaboration et réalisation des projets de renforcement des capacités</b>	
	Cinq missions d'élaboration de projets pour aider les pays en développement à élaborer des projets phytosanitaires.
	Démarrer la réalisation de trois projets ou programmes de renforcement des capacités si des financements extrabudgétaires sont accordés par des donateurs ou des agences autres que la FAO.
	Le Secrétariat de la CIPV soutient environ quatre projets de la FAO pour le renforcement des capacités ( <i>comme le Programme de coopération technique</i> ).
<b>Domaine stratégique 4.3: Les parties contractantes sont capables d'obtenir une assistance technique des donateurs</b>	
<b>i) Prise de conscience par les donateurs des besoins en capacités phytosanitaires</b>	
	L'activité est décrite au point 5.2 (ii).
<b>ii) Faire prendre conscience aux parties contractantes des donateurs possibles et de leurs critères d'assistance</b>	
	Une présentation destinée à sensibiliser à la CIPV sera mise au point et utilisée en dix occasions.
	Préparation et diffusion d'informations sur les critères des donateurs.
<b>Domaine stratégique 4.4: Élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires qui porte sur l'application, le financement et les liens avec les ressources de la FAO.</b>	
<b>i) Élaborer et faciliter l'application de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires</b>	
	**Le Secrétariat de la CIPV sera formé à l'utilisation d'un outil de suivi et d'évaluation pour



	l'application du cadre de renforcement des capacités phytosanitaires nationales.	
	Engager du personnel pour assurer la maintenance du programme de renforcement des capacités.	
** Activité financée par d'autres organisations ou par des financements 2009 provenant de lettres constituant un accord.		
<b>Objectif 5: Mise en œuvre durable de la CIPV</b>		
<b>Cadre:</b> La Commission, en tant qu'organe directeur de la CIPV, est le premier vecteur par lequel le programme convenu internationalement de mise au point des normes, d'échanges d'informations et de renforcement des capacités peut être appliqué avec efficacité et succès.		
<b>Domaine stratégique 5.1: La CIPV est soutenue par une infrastructure efficace et durable</b>		
<b>Réunion de la CMP</b>		
	Une réunion de la CMP sera organisée (en mars).	
	Les frais de voyage et de subsistance de 65 participants venant de pays en développement seront entièrement ou partiellement couverts pour leur permettre d'assister à la CMP-5 (Fonds fiduciaire UE).	
	Traduction et impression des documents et du procès-verbal de la CMP-5.	
	Douze sessions de la CMP-5 seront interprétées en langue étrangère (anglais, arabe, chinois, espagnol et français).	
	Les frais généraux de fonctionnement et une aide temporaire feront l'objet d'un contrat pour l'organisation de la CMP-5 (assistance temporaire et courriers).	
	Voyages pour que les représentants des bureaux régionaux de la FAO puissent assister à la CMP.	
<b>Objectif 5-divers</b>		
<b>Dépenses récupérables sur les frais de fonctionnement de la FAO (comme les services publics, le téléphone, le fax etc.)</b>		
<b>Systèmes d'information</b>		
	Le système soutenant l'outil d'Évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) sera révisé et mis à jour (programmeur pendant trois mois, traduction en quatre langues: arabe, espagnol, français et russe).	
	Un nouveau système de commentaires en ligne sera élaboré et mis en œuvre pour compiler les commentaires formulés en 2010 par les membres sur les projets de NIMP (élaboration et programmation du système).	
	***Traduction des documents qui ne concernent pas la CMP (tels que les projets de NIMP, la correspondance, le site Internet (PPI)) et l'impression.	
	Gestion du Fonds fiduciaire de la CIPV.	
<b>i) Organismes de gestion et organismes opérationnels nécessaires identifiés et formalisés au sein de la CMP (ou de ses organes subsidiaires)</b>		
	Une réunion sur la planification stratégique et l'assistance technique sera organisée.	
	Trois réunions du Bureau de la CMP seront organisées.	
<b>ii) La transparence et la notification se traduisent par un usage plus efficace des ressources rares</b>		
	L'activité relative à ce point est abordée en 5.2.	
<b>iii) Établissement par le Secrétariat d'un rapport annuel à l'intention de la CMP sur le programme opérationnel</b>		
	Préparer et présenter le budget, les rapports financiers et les programmes de travail pour chaque objectif, y compris l'identification de toutes les activités qui n'ont pas été menées à bien et des raisons de cet état de fait, et activités additionnelles.	
	Le manuel de procédure de la CIPV devra être transparent sur les processus suivis dans les	

	activités de la Convention et réunir les procédures d'établissement des normes (comme l'a décidé la CPM-3) ; il devra être mis à jour chaque année.	
<b>iv) Le Secrétariat négocie l'aide des ORPV pour l'application du programme annuel de la CMP</b>		
	Un programme de travail sur la collaboration pour la réalisation des activités de la CIPV sera établi par la CIPV et les ORPV à la réunion annuelle de consultation technique entre les ORPV et présenté à la CMP-6.	
<b>v) Personnel suffisant pour le Secrétariat</b>		
	Le Secrétaire remplira tous les postes actuellement vacants au sein du Secrétariat.	
	Des consultants seront engagés pour aider à la mise en œuvre durable de la CIPV.	
	Le Secrétariat établira un programme de recrutement pour identifier des ressources en personnel suffisantes pour couvrir les besoins du programme d'activités de la CMP et doter le Secrétariat d'une équipe forte.	
	Formation et développement du personnel.	
	Le Secrétaire rendra visite aux donateurs pour solliciter des contributions aux fonds fiduciaires afin de couvrir les frais de personnel à long terme (sur plus de trois ans) identifiés dans le programme de recrutement.	
<b>Domaine stratégique 5.2: Établir une base financière durable pour la CIPV</b>		
<b>i) Des budgets transparents qui indiquent le coût réel de la mise en œuvre du programme de la CMP</b>		
	Un programme portant sur le budget consolidé et les activités pour 2010 sera préparé pour la CMP-5. Ce document combinera les recettes de toutes les sources et présentera les activités pour 2010 qui peuvent être utilisées par la CMP-6 pour mesurer les résultats à atteindre. Les variations par rapport aux activités prévues seront expliquées et les sources de financement pour les activités nouvelles présentées.	
	Le Secrétariat établira un budget détaillé (2011), qu'il présentera au Bureau et à l'équipe de Planification stratégique et d'assistance technique, pour soutenir les activités à réaliser dans le cadre du programme annuel opérationnel pour 2011. Le budget inclura le programme ordinaire et les fonds fiduciaires.	
<b>ii) Mettre au point des moyens pour couvrir le déficit biennal (en cours) de la FAO</b>		
	Le Secrétariat établira un projet de stratégie de mobilisation des ressources qui inclura les moyens de couvrir le déficit de la FAO.	
	Sensibiliser les donateurs en aidant à formuler les projets, en présentant les projets aux donateurs pour qu'ils les examinent et en coordonnant les réunions de sensibilisation des donateurs.	
<b>iii) Encourager les contributions en nature</b>		
	Le Secrétariat coopérera avec les parties contractantes pour obtenir des contributions en nature pour la réalisation du programme de travail (frais pour couvrir les réunions, déplacements, logistique, traduction, rédaction, personnel d'accueil, compilation des commentaires des membres et heures de personnel).	
<b>iv) Établir, appliquer et promouvoir une stratégie pluriannuelle</b>		
	Les activités concernant cette rubrique sont présentées au point 5.2 (ii) ci-dessus.	
<b>Domaine stratégique 5.3: Les programmes de la CIPV reposent sur une base scientifique solide</b>		
<b>i) Nouer des liens solides avec les établissements de recherche et d'enseignement adéquats</b>		
	Le Secrétariat fournira une assistance pour la poursuite du développement d'un Centre d'excellence phytosanitaire pour l'Afrique de l'Est.	
	Mettre au point et remplir une base de données sur le PPI pour établir des contacts et engager des consultants provenant des établissements de recherche et d'enseignement (programmeur PPI).	
<b>Domaine stratégique 5.4: Les parties contractantes venant des pays en développement doivent</b>		

<b>participer pleinement à toutes les activités de la CIPV qui les concernent</b>	
<b>i) Obtenir des financements pour la participation des pays en développement aux activités de la CIPV</b>	
	Le Secrétariat, en collaboration avec le Bureau, entrera en contact avec les donateurs traditionnels et potentiels pour obtenir des financements qui aideront les pays en développement à assister aux réunions de la CMP et aux autres réunions de la CIPV.
*** en partie financée par d'autres organisations ou par des financements 2009	
<b>Objectif 6: Promotion internationale de la CIPV et coopération avec les organisations régionales et internationales</b>	
<b>Cadre:</b> La CIPV est un traité international qui s'applique (directement ou indirectement) à toutes les nations impliquées dans le commerce international de toute marchandise pouvant favoriser l'introduction d'un nouvel organisme nuisible des plantes dans une zone menacée.	
<b>Domaine stratégique 6.1: La CIPV est reconnue sur le plan international comme l'organisme faisant mondialement autorité dans le domaine de la santé végétale</b>	
<b>i) Établir une stratégie de communication incluant un programme de relations publiques pour obtenir la reconnaissance mondiale, construire et gérer l'image positive de la CMP et promouvoir la CIPV</b>	
	Le Secrétariat mettra à jour le Guide de la CIPV, le traduira dans les langues de la FAO et le publiera.
	Le Secrétariat et le Bureau mettront au point une stratégie de communication à l'appui de la stratégie de mobilisation des ressources qui sera présentée à l'équipe de planification stratégique et d'assistance technique.
	Un consultant en relations publiques sera engagé pour mettre en œuvre la stratégie de communication, un plan promotionnel et les supports associés, y compris l'étude d'un nouveau logo.
<b>Domaine stratégique 6.2: La CIPV est un partenaire actif dans des programmes spécifiques d'intérêt commun</b>	
<b>i) Contacts continus avec des organisations internationales et régionales spécifiques pour identifier et mettre en place des activités d'intérêt commun (avantages mutuels)</b>	
	<p>Le Secrétariat ou le Bureau de la CIPV assistera à dix réunions appropriées pour préserver des liens étroits avec des organisations internationales avec lesquelles la CIPV partage des intérêts communs. Le financement des frais de voyage pour que le personnel du Secrétariat ou les membres du Bureau participent aux réunions adéquates est requis, pour les organisations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Convention sur les armes biologiques ou à toxines</li> <li>- Convention sur la diversité biologique</li> <li>- Programme mondial sur les espèces envahissantes</li> <li>- Agence internationale de l'énergie atomique</li> <li>- Organisation de l'aviation civile internationale</li> <li>- Organisation maritime internationale</li> <li>- Fédération internationale des semences</li> <li>- Association internationale d'essais de semences</li> <li>- Secrétariat de l'ozone/Protocole de Montréal</li> <li>- Groupe de recherche international sur les organismes de quarantaine forestiers</li> <li>- Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce</li> <li>- Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC (OMC-SPS)</li> <li>- Codex Alimentarius</li> <li>- Organisation mondiale de la santé animale (OIE)</li> </ul>
	Le Secrétariat de la CIPV fournira une assistance à trois ateliers régionaux traitant de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

	Le Secrétariat ou le Bureau de la CIPV assistera à deux réunions appropriées pour préserver des liens étroits avec des organisations régionales (autres que les ORPV) avec lesquelles la CIPV partage des intérêts communs (tels que le Programme pour l'Afrique des organisations de normalisation dans les domaines sanitaire et phytosanitaire (PAN-SPSO)).	
<b>Domaine stratégique 6.3: Communication efficiente et efficace entre les ORPV et le Secrétariat de la CIPV</b>		
<b>i) Liens et collaboration entre le Secrétariat et le personnel d'encadrement des ORPV</b>		
	Le Secrétariat coordonnera et financera la première réunion de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient.	
	La réunion de consultation technique des ORPV sera organisée par le personnel du Secrétariat, qui y participera.	
	Le personnel du Secrétariat participera à deux réunions des ORPV.	
<b>Objectif 7: Situation de la protection des végétaux dans le monde</b>		
<b>Cadre:</b> Une des exigences de la CMP est de garantir une présentation générale de la situation de la protection des végétaux dans le monde. Il est important à cet égard d'être au courant de tous les problèmes nouveaux ou émergents et d'être prêt à réagir et/ou d'incorporer les technologies nouvelles.		
<b>Domaine stratégique 7.1: Examen régulier des orientations et des objectifs stratégiques généraux de la CMP et adaptation des programmes pour traiter/refléter les problèmes nouveaux et émergents</b>		
<b>i) Ajouter un point à l'ordre du jour de la réunion de la CMP pour identifier les problèmes nouveaux et émergents pouvant nécessiter une intervention de la CIPV</b>		
	Une séance scientifique sera organisée pour la CMP-5 sur les « menaces pour la sécurité biologique et la biodiversité découlant du commerce international », y compris si nécessaire les frais de voyage pour les intervenants.	
	Le Bureau et l'équipe de planification stratégique et d'assistance technique examineront les thèmes et les intervenants à retenir pour la CMP-6.	
<b>ii) Les ORPV établiront des documents de travail sur les problèmes nouveaux et émergents pour aider la CMP à déterminer ses actions futures</b>		
	Le Secrétariat fait en sorte qu'un document de travail soit établi sur les questions nouvelles et émergentes dans le domaine de la protection des végétaux pour qu'il soit examiné à la réunion de Consultation technique des ORPV.	
<b>iii) Les parties contractantes qui mettent en œuvre la certification en ligne aident, par l'intermédiaire du Secrétariat, les autres parties à faire de même</b>		
	Une stratégie de la CIPV pour la certification électronique sera mise au point et présentée pour adoption à la CMP-5.	
	Le Secrétariat participera aux réunions et aux activités de e-certification identifiées dans le programme de travail (CMP-5).	
<b>iv) Utilisation du projet phytosanitaire de normalisation du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques</b>		
	Le Secrétariat s'assurera que les programmes de certification électronique phytosanitaire de la CIPV sont conformes aux exigences du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques.	
<b>v) Adoption de normes existantes pertinentes en matière de communication sécurisée et de validation de l'origine</b>		
	Le Secrétariat contribuera à l'examen des normes existantes en matière de communication sécurisée pour la certification électronique et de validation de l'origine.	
<b>vi) Les NIMP doivent être développées/modifiées pour prendre en compte les espèces végétales exotiques envahissantes (comme les plantes aquatiques envahissantes)</b>		

	Un document sur les espèces exotiques envahissantes sera établi par le Secrétariat en collaboration avec le Programme mondial sur les espèces envahissantes et la CDB. Ce document sera soumis pour discussion au Bureau et à l'équipe de planification stratégique et d'assistance technique.	
<b>Domaine stratégique 7.2: La CIPV est soutenue par un programme d'application</b>		
<b>i) Établir des recommandations pour un programme d'application</b>		
	Le Secrétariat établira une approche pour la mise au point d'indicateurs appropriés aux fins de l'application nationale des NIMP et la soumettra pour discussion à l'équipe de planification stratégique et d'assistance technique.	
<b>ii) Mettre en place un système d'examen et de soutien de l'application de la Convention</b>		
	Réaliser la première année du programme de travail triennal (CMP-3).	
	Le centre d'assistance de la CIPV sera créé et deviendra opérationnel.	
	Mettre au point des outils pour rassembler des informations sur l'application de la CIPV et des NIMP.	



## APPROCHE À ADOPTER POUR L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Compte tenu de l'importance du problème et du rôle de premier plan dévolu au Secrétariat, le Secrétaire réunira durant l'été 2010 un groupe de 8 à 10 experts chargé d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources et un programme d'exécution de la stratégie de financement pluriannuelle de la CIPV. Le Bureau, le Secrétariat, la FAO, les conventions visées par l'article XIV de l'Acte constitutif et déposées auprès de la FAO, les organismes partenaires et bailleurs de fonds et les pays en développement y seront représentés. Le groupe sera chargé:

- d'examiner les stratégies et recommandations du *Cadre de financement durable de la CIPV* qui ont été présentées à la quatrième session de la CMP,
- de débattre des pratiques de gestion et mécanismes de financement employés avec succès par les autres conventions visées par l'article XIV de l'Acte constitutif et déposées auprès de la FAO,
- d'examiner toute autre recommandation sur la mobilisation des ressources que les membres de la CMP ont formulée avant la réunion d'experts,
- de rédiger une stratégie de mobilisation des ressources sur cinq ans et un programme d'exécution de la stratégie de financement pluriannuelle de la CIPV, qui seront examinés par le groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) et présentés à la sixième session de la CMP.





## PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF À LA CERTIFICATION PHYTOSANITAIRE ÉLECTRONIQUE

### 1. Concepts et processus généralement convenus

- Les données échangées au moyen du processus de certification électronique portent sur les mêmes éléments que celles échangées avec le certificat papier conforme à la NIMP 12.
- Les données échangées par certificat électronique doivent être au format XML.
- La structure du certificat contenant les données XML doit être alignée sur le schéma de données convenu par le CEFACT-ONU pour les documents sanitaires et phytosanitaires au format XML.
- Le contenu du message XML, tout comme la méthode de transfert, doivent permettre de garantir l'authenticité des informations échangées par voie électronique. Le moyen de transmission doit apporter la certitude que le certificat électronique a bien été communiqué par l'ONPV du pays exportateur.
- Le protocole de transfert utilisé doit garantir la protection des données du certificat électronique de manière qu'elles ne puissent être modifiées ou lues par quiconque pendant le transfert.

### 2. Définitions

Phyto eCert ou certification électronique (CIPV)	Transmission électronique authentifiée et sécurisée des données de certification phytosanitaire, y compris la déclaration de certification, par l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays exportateur à l'ONPV du pays importateur
eCert ou certification électronique (CEFACT-ONU)	Système de certification électronique de gouvernement à gouvernement des certificats sanitaires et phytosanitaires délivrés pour les denrées alimentaires et produits agricoles faisant l'objet d'échanges (CEE/TRADE/C/CEFACT/2009/8)
Schéma	Modèle de données illustrant les relations entre un ensemble de données relevant d'un domaine
CEFACT-ONU	Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques a pour mission d'améliorer l'aptitude des organisations industrielles, commerciales et administratives des pays développés, en développement et en transition, à échanger efficacement des produits et les services connexes
XML	Langage de balisage extensible
Schéma XML	Façon de définir une structure, un contenu et, dans une certaine mesure, la sémantique de documents au format XML

### 3. Le programme de travail

1. La norme *eCert* du CEFACT-ONU sera celle sur laquelle le *Phyto eCert* de la CIPV sera fondé, tout en tirant parti des systèmes de certification électronique pour la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et des produits animaux qui est officiellement en vigueur depuis 10 ans.
2. Constituer les groupes de travail de base *Phyto eCert* de la CIPV en tant que groupes de travail d'experts virtuels permettant la poursuite des premiers travaux de la NAPPO et des pays intéressés, avec une plus large participation et une reconnaissance mondiale dans le cadre de la CIPV. Ces groupes de travail d'experts communiqueront par courriel et au moyen de systèmes Internet tels que Skype. Il s'agira notamment de recueillir, colliger et mettre en commun des données d'expérience, des

défis et des pratiques optimales. Les domaines de recherche seront indiqués sur le PPI afin de faciliter ces travaux, qui seront financés – budget et ressources – par voie extrabudgétaire.

Les principales tâches des groupes de travail virtuels d'experts seront les suivantes:

- a. Mettre au point un schéma phytosanitaire XML visant à faciliter l'application d'un système efficace. Certains pays ont déjà préparé des projets de schéma et sont convenus de se concerter pour élaborer un projet commun et de le mettre à l'essai en situation réelle. Divers pays en développement participant activement à ces travaux ont accepté de prêter leur concours.
  - b. Définir les règles de fonctionnement régissant le système de certification phytosanitaire électronique. Cette activité permettra de préciser les éléments de données requis au titre de la NIMP 12 (et de la NIMP 7) pour veiller à préciser et bien définir les exigences et favoriser ainsi la bonne application du système mondial de certification électronique.
  - c. Identifier et définir les spécifications exigées de ces mécanismes pour un processus de transmission bidirectionnelle de données garantissant l'envoi et la réception sécurisés des données de certification.
  - d. Préparer et publier sur le PPI une trousse à outils *Phyto eCert* pour faciliter l'expansion des capacités dans les pays intéressés.
  - e. Préparer une documentation, pour la certification à l'exportation, qui explique les procédures à mettre en œuvre pendant la période de transition, pendant laquelle il faudra établir les certificats phytosanitaires parallèlement sur papier et sur support électronique, en particulier en ce qui concerne les réexportations.
  - f. Examiner et proposer des améliorations, suivre les modifications du schéma des certificats sanitaire et phytosanitaires du CEFAC-ONU à mesure des avancées des travaux sur *Phyto eCert*.
3. Organisation d'une réunion annuelle sur *Phyto eCert* visant à faciliter ce processus, à partager les faits nouveaux et les meilleures pratiques et à encourager la participation de tous les pays intéressés. Des ressources extrabudgétaires devront toutefois être mobilisées en vue de cette initiative.
4. Encourager les ORPV à se familiariser avec ces questions nouvelles, à prendre une part active aux activités, notamment en assurant la coordination des activités et en prêtant leur concours à la phase d'essais sur le terrain, dans la mesure du possible. La certification électronique constitue d'ores et déjà un point permanent de l'ordre du jour de la Consultation technique annuelle des ORPV, qui a constitué un groupe consultatif sur *Phyto eCert*.
5. Certains partenaires commerciaux sont d'ores et déjà en train d'élaborer et de tester des systèmes *Phyto eCert* dans le cadre d'accords bilatéraux.
6. *Phyto eCert* sera inséré, sous forme d'appendice, à la NIMP 12, élaborée dans le cadre du processus d'établissement des normes.

## MANDAT DE L'ATELIER À COMPOSITION NON LIMITÉE DE LA CIPV SUR LES DÉPLACEMENTS INTERNATIONAUX DE GRAIN

Champ d'application: l'atelier à composition non limitée devrait rassembler des informations et apporter des éclaircissements sur la pertinence et le type des problèmes phytosanitaires liés aux déplacements internationaux de grain. En outre, l'atelier devrait recueillir des points de vue et examiner les options de gestion des risques identifiés. Des mesures supplémentaires dans le cadre de la CIPV pourraient en effet être nécessaires pour réduire le plus possible ces risques et protéger les pays de l'introduction d'organismes de quarantaine à l'occasion des déplacements internationaux de grain.

Fonctions: l'atelier devrait donner aux participants l'occasion de rassembler, de prendre en compte et d'examiner les renseignements pertinents. Un rapport sur les principales constatations de l'atelier, y compris les différents points de vue exprimés ou les éventuelles conclusions communes, sera mis à la disposition de la CMP et du Comité des normes après que l'atelier aura pris fin. L'atelier devrait notamment:

- Rassembler, analyser et examiner en particulier les informations émanant des ONPV sur les risques phytosanitaires liés aux déplacements internationaux de grain (y compris les informations relatives à des cas où les systèmes en vigueur n'ont pas réussi à empêcher l'introduction d'organismes de quarantaine dans des pays/des zones ou même sur des continents d'où ces organismes étaient absents) et examiner les facteurs qui peuvent avoir occasionné ces introductions.
- Examiner les différents facteurs de risque phytosanitaire liés aux déplacements internationaux de grain et, dans la mesure du possible, évaluer leur pertinence à l'échelle mondiale.
- Examiner et mettre en évidence la pertinence des NIMP existantes et déterminer si une orientation harmonisée plus approfondie sur les déplacements internationaux de grain (par ex. concernant les pratiques de production, de transformation, de manutention et de déplacement du grain, la traçabilité du grain, l'échantillonnage et l'inspection (à l'importation et à l'exportation) ainsi que l'entreposage du grain) serait nécessaire pour réduire au minimum le risque d'introduction d'organismes de quarantaine.
- Examiner et discuter la pertinence d'autres problèmes spécifiques (par ex. le fait de s'écarter de l'usage prévu).
- Donner une vue d'ensemble des normes existantes (des organisations commerciales ou internationales et des organisations nationales ou régionales de la protection des végétaux (ONPV/ORPV)) qui jouent un rôle dans l'atténuation des risques, et recueillir et discuter les points de vue des parties prenantes commerciales sur les orientations internationales supplémentaires possibles pour réduire les risques phytosanitaires.
- Étudier la nécessité et la faisabilité de recommandations harmonisées pour ce qui est des exigences phytosanitaires relatives aux déplacements internationaux de certains types de grains.
- Établir, dans la mesure du possible, des conclusions communes découlant des discussions sur les sujets présentés ci-dessus.

Participation: parmi les participants devraient figurer des experts des ONPV de toutes les régions de la FAO et notamment des pays en développement ainsi que des pays où ont été introduits des organismes nuisibles d'importance phytosanitaire lors d'importations de grain, ou qui ont de l'expérience sur ce sujet. En outre, des producteurs et des représentants d'organisations commerciales et d'organisations internationales, qui jouent un rôle dans les déplacements commerciaux de grain et l'acheminement de l'aide alimentaire à l'échelle internationale, devraient y participer. Des experts individuels possédant des connaissances spécifiques sur les organismes nuisibles qui ont été ou sont susceptibles d'être introduits par l'intermédiaire du grain peuvent y être invités.

Financement: ressources externes.

Le récent congrès de la FAO sur la sécurité alimentaire et les conclusions des débats menés lors de la séance spéciale qui s'est tenue dans le cadre de la quatrième session de la CMP fourniront des renseignements précieux à ce sujet.

## COMITÉ DES NORMES: MEMBRES ET SUPPLÉANTS POTENTIELS

### A – Composition du Comité des normes

Région FAO	Pays	Nom	Désigné / confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Afrique	Nigéria	Mme Olofunke AWOSUSI	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2011
	Maroc	M. Lahcen ABAHA	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Afrique du Sud	M. Michael HOLTZHAUSEN	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Cameroun	M. Marcel BAKAK	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2013
Asie	Chine	M. Fuxiang WANG	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Inde	M. Prabhakar CHANDURKAR	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Indonésie	M. Antarjo DIKIN	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2013
	Japon	M. Motoi SAKAMURA	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
Europe	Danemark	M. Ebbe NORDBO	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2011
	Allemagne	M. Jens-Georg UNGER	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2012
	Israël	M. David OPATOWSKI	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Royaume-Uni	Mme Jane CHARD	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2011
Amérique latine et Caraïbes	Argentine	M. Guillermo Luis ROSSI	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat 3 ans	2012
	Chili	Mme María Soledad CASTRO DOROCHESSI	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat 3 ans	2013
	Costa Rica	Mme Magda GONZALEZ	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat 3 ans	2012
	Uruguay	Mme Beatriz MELCHO	CMP-2 (2007) CMP-5 (2010)	2 <sup>e</sup> mandat 3 ans	2013
Proche- Orient	Égypte	M. Safwat Abd-Elhamid EL- HADAD	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2011
	Soudan	M. Khidir GIBRIL MUSA	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Syrie	M. Abdel-Hakim MOHAMMAD	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Yémen	M. Abdullah AL-SAYANI	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
Amérique du Nord	Canada	Mme Marie-Claude FOREST	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2011
	États-Unis	Mme Julie ALIAGA	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat/ 3 ans	2012

Région FAO	Pays	Nom	Désigné / confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Pacifique Sud- Ouest	Australie	M. David PORRITT	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Nouvelle- Zélande	M. John HEDLEY	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat/ 3 ans	2012
	Vanuatu	M. Timothy Tekon TUMUKON	CMP-4 (2009)	suppléant	2012

### B - Remplaçants potentiels au Comité des normes

Région FAO	Ordre	Pays	Nom	Désigné / confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Afrique	1	Mali	Mme Fanta DIALLO	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2012
	2	Kenya	M. Washington OTIENO	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
Asie	1	Thaïlande	M. Udorn UNAHAWUTTI	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2012
	2	Pakistan	M. Ahmad TASNEEM	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
Europe	1	Pologne	M. Piotr WŁODARCZYK	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2011
	2	Turquie	M. Birol AKBAS	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2011
Amérique latine et Caraïbes	1	Guatemala	M. Jaime SOSA LEMUS	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2012
	2	Trinité-et- Tobago	M. Mario FORTUNE	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
Proche- Orient	1	Iraq	M. Basim MUSTAFA KHALIL	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2012
	2	Iran	M. Mohammad Reza ASGHARI	CMP-3 (2008)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2011
Amérique du Nord	Pour remplacer le Canada	Canada	Mme Lesley Ann CREE	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
	Pour remplacer les États- Unis	États-Unis	M. Nancy KLAG	CMP-2 (2007) CMP-5 (2010)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2013
Pacifique Sud-Ouest	Pour remplacer l'Australie ou la Nouvelle- Zélande	Nouvelle- Zélande	M. Stephen BUTCHER	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2012
	Pour remplacer le représentant des Îles du Pacifique	Îles Cook	M. Ngatoko Ta NGATOKO	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013

## ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS: MEMBRES ET SUPPLÉANTS POTENTIELS

### A – Composition de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends

Région FAO	Pays	Nom	Désigné / confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Afrique	Côte d'Ivoire	M. Konan Lucien KOUAME	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Asie	Chine	M. Enlin ZHU	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012
Europe	Turquie	M. Birol AKBAS	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010)	2 <sup>e</sup> mandat / 2 ans	2012
Amérique latine et Caraïbes	Colombie	M. Jaime CÁRDENAS LOPEZ	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Proche-Orient	Liban	M. Charles ZARZOUR	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012
Amérique du Nord	Canada	Mme Janet MACDONALD	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Pacifique Sud-Ouest	Australie	Mme Lois RANSOM	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012

### B – Organe subsidiaire chargé du règlement des différends: Suppléants potentiels

Région FAO	Pays	Nom	Désigné / confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Afrique	Swaziland	M. Similo George MAVIMBELA	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012
Asie	Malaisie	Mme Wan Normah WAN ISMAIL	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012
Europe	Pays-Bas	Mme Mennie GERRITSEN-WIELARD	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Amérique latine et Caraïbes	Équateur	M. Francisco Arístides ROBALINO	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Proche-Orient	Oman	M. Sulaiman AL TOUBI	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012
Amérique du Nord	États-Unis	M. John GREIFER	CMP-4 (2009)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2011
Pacifique Sud-Ouest	Nouvelle-Zélande	M. Peter THOMSON	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 2 ans	2012





**COMPOSITION DU BUREAU DE LA CMP  
(MANDAT 2010-2012)**

Région de la FAO	Pays	Nom	Élu au Bureau de la CMP	Observations de la région
Afrique	Zambie	M. Arundel SAKALA	CMP-5 (2010)	
Asie	République de Corée	Mme Kyu-Ock YIM	CMP-5 (2010)	Vice- Présidente
Europe	Royaume-Uni	M. Steve ASHBY	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010)	Vice- Président
Amérique latine et Caraïbes	Belize	M. Francisco Adrian GUTIERREZ	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010)	
Proche-Orient	Jordanie	M. Mohammad KATBEH BADER	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010)	Président
Amérique du Nord	États-Unis	M. John GREIFER	CMP-5 (2010)	
Pacifique-Sud- Ouest	Nouvelle-Zélande	M. John HEDLEY	CMP-5 (2010)	



## LISTE DES AFFICHES ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX ET BREF RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX DE LA CINQUIÈME SESSION DE LA CMP

### Événements spéciaux

Neuf événements spéciaux différents se sont tenus sur quatre jours. Le nombre de participants aux événements parallèles se situait entre 10 et 60 personnes.

#### Mardi 23 mars 2010

*Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce:* Kenza Le Mentec (FANDC) a préparé un bref aperçu du Fonds et de ses activités. Elle a expliqué comment les ONPV peuvent demander des fonds par l'intermédiaire du FANDC.

*Centre d'excellence phytosanitaire – Afrique (COPE):* Roger Day (CAB international) a exposé la mission et la justification du centre et a donné des précisions concernant les services qu'il offre. Il a été expliqué que le Centre est un réseau d'organisations qui fait appel aux capacités phytosanitaires déjà en place dans différentes régions d'Afrique et qu'il s'agit donc d'un "centre sans murs".

#### Mercredi 24 mars 2010

*Piégeage du bromure de méthyle: une vérité qui dérange?:* Eddy Williame (Desclean Belgique) a présenté les systèmes et méthodes permettant de récupérer le bromure de méthyle (par exemple à l'aide de charbon actif) et il a décrit en détail une technologie - RAZEM (Recovering and zero modular system).

*Les déplacements internationaux de semences:* La présentation de Rick Dunkle (FIS) mettait en évidence la valeur des échanges de semences et leurs particularités. La FIS a souligné la nécessité d'une NIMP sur les déplacements internationaux de semences et a indiqué qu'elle était favorable à l'élaboration d'une NIMP sur les déplacements de semences.

#### Jeudi 25 mars 2010

*Année internationale de la biodiversité:* Junko Shimura (CDB) et Sarah Simons (Programme mondial sur les espèces envahissantes) ont donné un aperçu des activités de leurs organisations dans l'optique de l'Année internationale de la biodiversité et en ce qui concerne la menace que font peser les espèces exotiques envahissantes. Ils ont noté qu'il était important d'élaborer des synergies avec la CIPV et d'autres organisations pertinentes.

*Analyse de situation de la protection des cultures en Afrique:* Hannah Clarendon (Spécialiste de la protection des cultures – Bureau régional pour l'Afrique-FAO) et Roger Day (CAB International) ont présenté une étude en vue d'évaluer les besoins en matière de programmes de protection des cultures en Afrique et d'élaborer un projet de cadre stratégique pour la protection des cultures en Afrique. Les participants à la réunion ont été invités à apporter des contributions, et à formuler des observations et commentaires au sujet de l'étude proposée.

#### Vendredi 26 mars 2010

*Démonstration de l'outil révisé d'évaluation de la capacité phytosanitaire:* Orlando Sosa (CIPV) a procédé à une démonstration du prototype du nouvel outil d'évaluation en ligne de la capacité phytosanitaire. Plusieurs pays ont indiqué qu'ils souhaitaient participer au programme pilote de l'ECP révisée.

*Démonstration du nouveau site de la CIPV:* Melanie Bateman (CIPV) a procédé à une démonstration générale du nouveau site de la CIPV et a demandé un retour d'informations sur les améliorations qui pourraient être apportées.

*Établissement de codes barres de l'ADN: Norme potentielle pour l'identification des espèces:* David Schindel (National Museum of Natural History, Smithsonian Institution) a présenté le concept de l'établissement de codes barres pour l'ADN et ses applications. Il a présenté trois exposés – un sur les éléments essentiels de l'établissement de codes barres et sur le Consortium pour le code barre du vivant (CBOL), un autre sur l'Initiative de code barre pour les Téphritidés (TBI) et le dernier sur le code barre du vivant pour la Quarantaine (QBOL).

### Présentation d'affiches dans l'atrium

Une bonne vingtaine de personnes représentant la FAO et d'autres institutions des Nations Unies, d'autres organisations internationales, des ORPV, des ONPV, des institutions universitaires et le secteur privé ont présenté des affiches ou mis à disposition du matériel d'information dans l'atrium pendant la CMP. Les questions abordées étaient notamment la biodiversité et les espèces exotiques envahissantes; la relation entre le climat et la répartition des organismes nuisibles; les organismes nuisibles forestiers et les outils pour une bonne mise en œuvre de la CIPV. On trouvera dans le tableau ci-après, la liste des affiches et matériels d'information qui ont été présentés dans l'atrium au Siège de la FAO pendant la cinquième session de la CMP.

Titre	Présentateur
L'application de l'approche systémique (NIMP 14)	Megan Quinlan, CAB International
Réseau de connaissances de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à l'appui du respect des mesures sanitaires et phytosanitaires dans la région	CAB International de l'Asie de l'Est et du Sud-Est
Ouvrages traitant du renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques	Kakoli Ghosh, Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO (AGP)
La Mouche des fruits de la carambole dans l'État d'Amapá (Brésil)	Maria Júlia Godoy, Programme brésilien d'éradication de la mouche des fruits de la carambole
Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture	Eva Hain et Álvaro Toledo, Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture
Desclean - Belgique	Eddy et Yolanda Williame, Desclean
Établissement de codes barres pour l'ADN: norme potentielle pour l'identification des espèces	Dr. David E. Schindel, National Museum of Natural History, Smithsonian Institution, États-Unis
Programme régional de protection intégrée de la FAO	Harry Van der Wulp, FAO-AGP
Trousse à outils du Programme mondial pour les espèces envahissantes	Sarah Simons, Programme mondial pour les espèces envahissantes
Guide des pratiques et normes internationales forestières phytosanitaires	Gillian Allard, Département des forêts de la FAO
Groupe de recherche internationale sur la quarantaine forestière	Eric Allen, IFQRG
Nouvelle revue <i>Food Security</i> de la Société internationale de phytopathologie	Greg Johnson, ISPP
Les espèces exotiques envahissantes – une menace pour la biodiversité	Junko Shimura, CDB
KEPHIS: Rôle dans la facilitation des échanges et la biosécurité	Washington Otieno, KEPHIS, Kenya
Nouveaux partenariats pour une vigilance et une réponse efficaces aux risques imputables au climat en matière de santé végétale	Roger Day, CAB International
PRATIQUE: projet de recherche visant à améliorer les techniques d'analyse du risque phytosanitaire dans l'Union européenne	Nico van Opstal, EPPO
Protección Vegetal y Cambio Climático	Jaime Cardenas Lopez, Instituto Colombiano Agropecuario, Colombia

Titre	Présentateur
Publications de l'Initiative de partenariat mondial pour le renforcement des capacités de sélection végétale	Elcio Guimaraes, FAO-AGP
QBOL: Élaboration d'un code barre de l'ADN pour l'identification des organismes de quarantaine	Dr. Peter Bonants, Plant Research International, Pays-Bas
Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce	Kenza Le Mentec, FANDC
L'innovation technologique pour la santé et l'inspection végétales et animales – projet d'ampleur nationale visant à améliorer le renforcement des capacités et l'innovation au Brésil	Dr. José Magid Waquil, Brésil



**LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS**

Présidente (n'a pu assister à la session):

Reinouw BAST-TJEERDE

Vice-Président et Président de la  
cinquième session de la CMP:

Chagama KEDERA

Vice-Président:

Mohammad Rabah KATBEH BADER

**MEMBER COUNTRIES (CONTRACTING PARTIES)**  
**PAYS MEMBRES (PARTIES CONTRACTANTES)**  
**PAÍSES MIEMBROS (PARTES CONTRATANTES)**

**ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA**

## Representante

Mme Fatiha BENDDINE  
 Sous Directrice à la Direction de la Protection  
 des Végétaux et des Contrôles Techniques  
 12, boulevard Colonel Amirouche  
 16000 Alger - Algérie  
 Phone: (+213) 21 711712 or 21 746316  
 Fax: (+213) 21 429349

## Suppléant(s)

M. Hocine LATLI  
 Ministre Conseiller  
 Représentant permanent de l'Algérie à Rome  
 Via Bartolomeo Eustachio, 12  
 00161 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 44202533 / 2546 44236843  
 Fax: (+39) 06 44292744

M. Mohamed TALEB  
 Ministre Conseiller  
 Représentant permanent de l'Algérie à Rome  
 Via Bartolomeo Eustachio, 12  
 00161 Rome - Italy  
 Phone: (039) 06 44202533 / 2546 44236843  
 Fax: (+39) 06 44292744

**ARGENTINA - ARGENTINE**

## Representante

Sr Diego QUIROGA  
 Director Nacional de Protección Vegetal  
 Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
 Agroalimentaria - SENASA  
 Paseo Colón, 315 - 4 Piso  
 Buenos Aires - Argentina  
 Phone: (+54) 114121 5176/77  
 Fax: (+54) 114121 5179  
 Email: dquiroga@senasa.gov.ar

## Suplente(s)

Sra Adriana CERIANI  
 Ingeniera Agrónoma  
 Técnica de la Dirección de Cuarentena Vegetal  
 Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
 Agroalimentaria - SENASA  
 Avda. Paseo Colón, 315 - 4 Piso "B"  
 Buenos Aires - Argentina  
 Phone: (+54) 114121 5245 or 5246  
 Fax: (+54) 114121 5181  
 Email: aceriani@senasa.gov.ar

Sra María Julia PALACIN  
 Ingeniera Agrónoma  
 Directora de Cuarentena Vegetal  
 Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
 Agroalimentaria - SENASA  
 Avda. Paseo Colón, 315 - 4 Piso "B"  
 Buenos Aires - Argentina  
 Phone: (+54) 114121 5176  
 Fax: (+54) 114121 5181  
 Email: mpalacin@senasa.gov.ar

Sr Guillermo Luis ROSSI  
 Ingeniero Agrónomo  
 Coordinador Oficina de Certificación  
 Fitosanitaria  
 Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
 Agroalimentaria - SENASA  
 Avda. Paseo Colón, 315 - 4 Piso "B"  
 Buenos Aires - Argentina  
 Phone: (+54) 114121 5176  
 Fax: (+54) 114121 5181  
 Email: grossi@senasa.gov.ar

Sra Maria del Carmen SQUEFF  
 Ministro  
 Encargada de Negocios a.i.  
 Representante Permanente Alternante  
 ante la FAO  
 Largo del Pallaro, 2  
 IT - 00186 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 68802751  
 Email: mcsqueff@yahoo.com

Sr Agustin ZIMMERMANN  
 Tercer Secretario  
 Representante Permanente Alternante ante la FAO  
 Embajada de la República Argentina  
 Piazza dell'Esquilino 2  
 IT - 00185 Roma - Italy  
 Phone: (+39) 06 48073345 / 48073333  
 Fax: (+39) 06 48906984  
 Email: faoprarg1@interfree.it

**ARMENIA - ARMÉNIE**

## Representative

Mr Zohrab V. MALEK  
 Ambassador of the Republic  
 of Armenia to FAO  
 Via Camillo Sabatini 102  
 Mailing address: C.P. 64194  
 00100 Rome - Italy  
 Phone: (39) 06 5201924  
 Fax: (+39)06 5201924



**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

## Representative

Mrs Lois RANSOM  
 Chief Plant Protection Officer  
 Australian Government  
 Department of Agriculture Fisheries and Forestry  
 GPO Box 858  
 Canberra - Australia  
 Phone: (+61) 2 62724888  
 Fax: (+61) 2 62725835  
 Email: lois.ransom@daff.gov.au

## Alternate(s)

Mr David PORRITT  
 Counsellor (Agriculture)  
 Australian Embassy Japan  
 2 1 14 Mita Minato-Ku  
 Tokyo 108 8361 - Japan  
 Phone: (+81) 3 52324027 or 3 9081140057  
 Fax: (+81) 3 52324029  
 Email: david.porritt@dfat.gov.au

Mr Bill ROBERTS  
 Principal Scientist  
 Plant Biosecurity Biosecurity Australia  
 Department of Agriculture Fisheries and Forestry  
 GPO Box 858  
 Canberra - Australia  
 Phone: (+61) 2 62724047  
 Fax: (+61) 2 62726382  
 Email: bill.roberts@biosecurity.gov.au

**AUSTRIA - AUTRICHE**

## Representative

Mr Michael KURZWEIL  
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
 Environment and Water Management  
 Stubenring 12  
 Vienna - Austria  
 Phone: (+43) 1 711002819  
 Fax: (+43) 1 711002376  
 Email: michael.kurzweil@lebensministerium.at

**BAHAMAS**

## Representative

Ms Ruth HAMMERTON  
 Assistant Director of Agriculture  
 Department of Agriculture  
 PO Box N3028  
 Nassau - Bahamas  
 Phone: +1242 3257502  
 Fax: +1242 3221767  
 Email: minagriculturemarine@bahamas.gov.bs

**BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS**

## Representative

Mr Leanid PLIASHKO  
 Director  
 Main State Inspectorate for Seed  
 Production  
 Quarantine and Plant  
 Protection  
 8 Krasnozvezdnaya st.  
 220034 Minsk - Belarus  
 Phone: (+375) 17 2844061  
 Fax: (+375) 17 2882457  
 Email: labqbel@tut.by

## Alternate(s)

Ms Yuliya SHYMANSKAYA  
 Senior Specialist  
 Main State Inspectorate for Seed  
 Production  
 Quarantine and Plant Protection  
 8 Krasnozvezdnaya St.  
 220034 Minsk - Belarus  
 Phone: (+375) 17 2881167  
 Fax: (+375) 17 2882457  
 Email: labqbel@tut.by

**BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA**

## Représentant

M Lieven VAN HERZELE  
 Attaché  
 Ministère de la Santé Publique, de la Sécurité de la  
 chaîne alimentaire et de l'Environnement  
 DG:4 Animaux, Végétaux et Alimentation  
 Service de la politique sanitaire des animaux et des  
 plantes  
 Eurostation II, Place Victor Horta 40 bte 10  
 1060 Bruxelles - Belgium  
 Phone: (+32) 25247323  
 Fax: (+32) 2 5247349  
 Email: lieven.vanherzele@health.fgov.be

**BELIZE - BELICE**

## Representative

Mr Francisco GUTIERREZ  
 Technical Director  
 Agricultural Health Authority  
 Ministry of Agriculture and Fisheries  
 West Block Building  
 Belmonpan City - Belize  
 Phone: (+501) 8244899  
 Fax: (+501) 8243773  
 Email: baka@btl.net or frankpost@yahoo.com

**BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN**

## Representative

Mr Karma DORJI  
Executive Director  
National Focal Point for the IPPC  
Bhutan Agriculture and Food Regulatory  
Authority (BAFRA)  
Ministry of Agriculture  
P.O.Box # 1071  
Thimph - Bhutan  
Phone: (+975) 2 327030  
Fax: (+975) 2 327032  
Email: karmadorji@moa.gov.bt

## Alternate(s)

Prashanti PRADHAN  
Senior Regulatory and Quarantine Officer

Thuji TSHERING  
Chief Regulatory and Quarantine Officer

**BOSNIA AND HERZEGOVINA - BOSNIE-HERZÉGOVINE - BOSNIA Y HERZEGOVINA**

## Representative

Mr Milad ZEKOVIC  
Director  
Administration of Plant Health Protection  
Ministry of Foreign Trade and Economic  
Relations  
Radiceva 8  
Sarajevo – Bosnia and Herzegovina  
Phone: (+387) 33212387  
Fax: (+387) 3321732  
Email: milad.zekovic@uzzb.gov.ba

## Alternate(s)

Ms Sladjana KRESTALICA  
Expert Associate  
Administration of Plant Health Protection  
Ministry of Foreign Trade

Ms Vesna NJEGIC  
Minister Counsellor  
Embassy of Bosnia and Herzegovina  
Piazzale Clodio 12/3 int 17  
00195 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 39742817  
Fax: (+39) 06 39030567  
Email: ambasciata@ambih.191.it

**BOTSWANA**

## Representative

Mr Pius Mmildzi MALIKONGWA  
Principal Agricultural Scientific Officer  
Ministry of Agricultural Crop Production  
PO Box 67, Francistown - Botswana  
Phone: (+267) 2412092  
Fax: (+267) 2415853  
Email: pio582000@yahoo.co.uk

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

## Representative

Sr José MAGID WAQUIL

## Alternate(s)

Mr Marco Antônio ARAÚJO DE ALENCAR  
Coordinator of International Phytosanitary Affairs  
DNSF/SDA/MAPA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Sala 349 Edifício Sede  
CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218-2416  
Fax: (+55) 61 3225-4738  
Email: marco.alencar@agricultura.gov.br

Mr André Felipe CARRAPATOSO PERALTA DA SILVA  
Director of Plant Health  
Secretariat of Animal and Plant Health and  
Inspection - SDA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
MAPA Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Anexo B, Sala 303  
Brasília - DF - Brazil  
Phone: (+5561) 32182675 or 172  
Fax: (+5561) 32243874

Mr Oscar DE AGUIAR ROSA FILHO  
Coordinator of International Agriculture  
and Livestock Surveillance  
(VIGIAGRO) SDA/MAPA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Anexo B, Sala 303-B, CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218-2829  
Fax: (+55) 61 3218-2466  
Email: oscar.rosa@agricultura.gov.br

Mr Felipe HADDOK LOBO GOULART  
Second Secretary  
Permanent Representative to FAO  
Ministry of External Relations  
Via di Santa Maria dell'Anima 32  
00186 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 68307576  
Fax: (+39) 06 68398802

Ms Sandra Helena MARTINS  
Head of Pest Risk Analysis Division  
DSV/SDA/MAPA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Anexo B, Sala 303-B, CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218-2330  
Fax: (+55) 61 3218-2667  
Email: sandra.martins@agricultura.gov.br

Mr Cláudio MELUZZI MENDES  
Secretary  
Ministry of External Relations  
Esplanada dos Ministérios - Bloco H  
Palácio do Itamaraty, Brasília, D.F.  
c/o Permanent Representation of the  
Federative Republic of Brazil to FAO  
Via di Santa Maria dell'Anima, 32  
00186 Rome - Italy  
Phone: (+55) 61 34116100  
Fax: (+55) 61 34116993

Mr Elyson SANTOS AMARAL  
Head Service of Phytosanitary  
Campaign and Programs DSV/SDA/MAPA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Anexo B, Sala 303-B, CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218-2703  
Fax: (+55) 61 3218-2693  
Email: elyson.amaral@agriculture.gov.br

Ms Godoy SIGNORETTI  
Coordenadora Nacional do Programa de  
Erradicação da Mosca da Carambola  
Ministerio da Agricultura da Pecuaria e do  
Abastecimento Secretaria de Defesa Agropecuaria  
Departamento de Sanidade Vegetal  
Esplanada dos Ministérios - Anexo B sala 328  
CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218 2904 or (+55) 61 99704179  
Fax: (+55) 61 32182693  
Email: julia.godoy@agricultural.gov.br

Ms Inês TUTIDA  
Head of Phytosanitary Certification Division  
DSV/SDA/MAPA  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Anexo B, Sala 303-B, CEP 70043-900  
Brasília DF - Brazil  
Phone: (+55) 61 3218-2898  
Fax: (+55) 61 3218-3874  
Email: ines.tutida@agriculture@gov.br

## **BULGARIA - BULGARIE**

Representative  
Mr Anton VELITCHKOV  
Director-General NSPP  
Hristo Botev blv 17  
Sofia 1040 - Bulgaria  
Phone: (+359) 2 9534116  
Fax: (+359) 2 9520987  
Email: gen.director@nsrz.government.bg

Alternate(s)  
Ms Violeta KOLOMA  
National Service for Plant Protection  
Hristo Botev blv 17  
Sofia 1040 - Bulgaria

## **BURKINA FASO**

Représentant  
M. Amidou OUEDRAOGO  
Directeur de la Protection des Végétaux  
01 BP. 5362  
Ouagadougou - Burkina Faso  
Phone: (+226) 50361915  
Fax: (+226) 50361865  
Email: ouedramidou06@yahoo.fr or  
dpvcagriculture@yahoo.fr

Alternate(s)  
M Jamano LOMPO

## **BURUNDI**

Représentant  
M. Eliakim SAKAYOYA  
Directeur  
Département de la Protection des Végétaux  
Ministère de l'agriculture et de l'élevage  
B.P. 114  
Gitega - Burundi  
Phone: (+257) 22 40 2036 or 79976214  
Fax: (+257) 22 40 2104 or 40 4221  
Email: sakayoyaeliakim@yahoo.fr or  
dpvbdi@yahoo.fr

## **CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**

Representative  
Mr Hean VANHAN  
Deputy Director-General  
General Directorate of Agriculture  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
#56B, Road 365  
Teuk Loak III, Tuolkok  
Phnom Penh - Cambodia  
Phone: (+855) 12 818 216  
Fax: (+855) 23 883 413  
Email: heanvanhan@gmail.com

## **CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

Représentant  
M Syxtus Thomas NUZA  
Directeur  
Réglementation du Contrôle de Qualité des Intrants et  
des Produits Agricoles  
Ministère de l'Agriculture et du développement rural  
P.O. Box 1639  
Yaoundé - Cameroon  
Phone: (+237) 7797887; 2316771  
Email: syxnzuza@yahoo.com

## Suppléant(s)

M. MOUNGUI MÉDI  
Deuxième Conseiller  
Ambassade de la République du Cameroun  
Via Siracusa, 4-6  
00161 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 44291285  
Fax: (+39) 06 44291323

Ms Janet MACDONALD

National Manager  
Import Control Section  
Office of the Chief Plant Health Officer  
59 Camelot Drive  
Ottawa, Ontario - Canada K1A 0Y9  
Phone: (+1) 613221 3918  
Fax: (+1) 613228 6602  
Email: janet.macdonald@inspection.gc.ca

**CANADA - CANADÁ**

## Chairperson

Ms Reinouw BAST-TJEERDE  
Adviser and Chair of the CPM  
Manager, Multilateral Relations  
Canadian Food Inspection Agency  
1400 Merivale Road, Tower 1  
Ottawa, Ontario - Canada K1A 0Y9  
Phone: (+1) 613773 6091  
Fax: (+1) 613773 6088  
Email: Reinouw.Bast-Tjeerde@inspection.gc.ca

## Representative

Mr Greg STUBBINGS  
Chief Plant Health Officer  
Director, Office of the Chief Plant Health Officer  
Canadian Food Inspection Agency  
59 Camelot Drive  
Ottawa, Ontario - Canada K1A 0Y9  
Phone: (+1) 613221 4316  
Fax: (+1) 613228 6606  
Email: greg.stubbings@inspection.gc.ca

## Alternate(s)

Mr Eric ALLEN  
Adviser  
(Chair of International Forestry  
Quarantine Research Group)  
Research Scientist Canadian Forest Service  
Pacific Forestry Centre  
506 West Burnside Road  
Victoria, BC - Canada V8Z 1M5  
Phone: (+1) 250363 0674  
Fax: (+1) 250363 0775  
Email: Eric.Allen@nrcan-rncan.gc.ca

Ms Marie-Claude FOREST

Adviser  
International Standards Adviser  
Export and Technical Standards Section  
Plant Program Intergration Division  
Canadian Food Inspection Agency  
59 Camelot Drive  
Ottawa, Ontario - Canada K1A 0Y9  
Phone: (+1) 613221 4359  
Fax: (+1) 613228 6602  
Email: Marie-Claude.Forest@inspection.gc.ca

**CHILE - CHILI**

## Representante

Sr Cristian BARROS  
Representante Permanente ante la FAO  
Via Po, 23  
00198 Roma - Italy  
Phone: (+39) 335 203897  
Email: cbarros@chileit.it

## Suplente(s)

Sra. Soledad CASTRO DOROCHESSI  
Encargada Area Internacional Multilateral  
División Protección Agrícola y Forestal  
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
Av. Bulnes 140  
Piso 3, Santiago - Chile  
Phone: (+56) 23451454  
Fax: (+56) 23451203  
Email: soledad.castro@sag.gob.cl

Sr. Sergio INSUZA

Asesor  
Representacion Permanente de Chile ante la FAO  
Via Po, 23  
00198 Roma - Italy  
Phone: (+39) 06 844091 or 844091205  
Fax: (+39) 06 85304552 or 8841452

Sra. Grisel MONJE VILDOSOLA

Jefa  
División Protección Agrícola y Forestal  
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
Av. Bulnes 140  
Piso 3, Santiago - Chile  
Phone: (+56) 23451201  
Fax: (+56) 23451203  
Email: grisel.monje@sag.gob.cl

Sra Doña Marisol PEREZ

Primer Secretario Representante Alterno  
Embajada de la República de Chile  
Via Po, 23  
00198 Roma - Italy  
Phone: (+39) 06 844091 or 844091205  
Fax: (+39) 06 85304552 8841452

Sr. Juan Francisco DE LA JARA

Oficina Comercial de Chile en Italia  
Direccion de Promocion de Exportaciones

**CHINA - CHINE**

## Representative

Mr Enlin ZHU  
 Director  
 Plant Protection and Quarantine Division  
 Crop Production Department  
 Ministry of Agriculture  
 11 Nongzhanguannanli  
 Beijing 100125 - China  
 Phone: (+86) 10 59192423 59192489  
 Fax: (+86)10 65003621 65004635  
 Email: zhuenlin@agri.gov.cn

## Alternate(s)

Mr Handi GUO  
 Counsellor  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Via degli Urali 12  
 00144 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 5919311  
 Fax: (39) 06 59193130  
 Email: chinamission@chinamission.it

Ms Junwen LOU  
 Deputy Division Director  
 General Administration of Quality Supervision  
 Inspection and Quarantine of China

Ms Xuemei LU  
 Technicien  
 Department of Green Service  
 Macau Civic and Municipal Affairs Bureau  
 Macan SAR - China

Mr Fuxiang WANG  
 Director  
 Plant Quarantine Division  
 National Agro-Technical Extension and Service  
 Centre MOA  
 No. 20 MaiziDian Street, Beijing - China  
 Phone: (+86) 1059194524  
 Fax: (+86) 1059194726  
 Email: wangfuxiang@agri.gov.cn

Mr Lijun ZHAO  
 Program Officer  
 Department of International Cooperation  
 Ministry of Agriculture  
 11 Nongzhanguannanli, Beijing 100125 - China  
 Phone: (+86) 10 59192423  
 Fax: (+86) 10 65003621 or 65004635  
 Email: zhaolijun@agri.gov.cn

Ms Wenxia ZHAO  
 Deputy Director RIFP  
 Chinese Academy of Forestry Science  
 State Forestry Administration  
 100091 Beijing - China  
 Email: zhaowenxia@caf.ac.cn

Lok Kwan Jimmy WONG  
 Senior Field Officer  
 Agriculture, Fisheries & Conservation  
 Department HKSAR  
 S/FCheung Shawan Gov Offices  
 303 Cheung Shawan RA  
 Hong Kong SAR China

**COLOMBIA - COLOMBIE**

## Representante

Sr Jaime CARDENAS LOPEZ  
 Subgerente de Protection Vegetal  
 Instituto Colombiano Agropecuario ICA  
 Calle 37 8 43 Piso 5  
 Bogotá - Colombia  
 Email: subgerencia.agricola@ica.gov.co

**COMOROS - COMORES - COMORAS**

## Suppléant(s)

M. Yahaya SALIMOU  
 Directeur de Cabinet du Vice-président  
 Ministère de l'Agriculture de la Pêche de  
 l'Environnement, de l'Energie de l'Industrie et de  
 l'Artisanat  
 BP 41 Moroni - Comores  
 Phone: (+269) 775 0000  
 Fax: (+269) 755 0003  
 Email: ministragricomoroos@yahoo.fr

**CONGO**

## Représentant

M. Maurice OBAMBI  
 Chef de Service Protection des Végétaux  
 Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

## Suppléant(s)

M Silvestre Jean-Marc KIMPOLO  
 Conseiller  
 Ambassade de la République du Congo  
 Via Ombrone, 8/10  
 00198 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 8417422  
 Fax: (+39) 06 8417422

**COOK ISLANDS - ÎLES COOK - ISLAS COOK**

## Representative

Mr Ngatoko TA NGATOKO  
 Director for Biosecurity Services  
 IPPC National Contact Point  
 Ministry of Agriculture  
 PO Box 96, Rotaronga – Cook Islands  
 Phone: (+682) 28711  
 Fax: (+682) 21881  
 Email: nngatoko@agriculture.gov.it

**COSTA RICA**

## Suplente(s)

Sra. Xenia CARRO  
Servicio Fitosanitario del Estado - MAG  
Ministerio de Agricultura  
P.O. Box 70-3006  
Barreal, Heredia – Costa Rica

Sr Luis PARÍS CHAVERRI  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Representación Permanente de Costa Rica  
Embajada ante la FAO  
Via G.B. Benedetti, 3  
IT- 00197 Roma  
Phone: (+39) 06 80660390

Sra. Greta PREDELLA  
Asistente  
Representación Permanente de Costa Rica  
Embajada ante la FAO  
Via G.B. Benedetti, 3  
00197 Roma - Italy  
Phone: (+39) 06 80660390

Sr Jorge REVOLLO  
Ministro Consejero  
Representante Permanente ante la FAO  
Representación Permanente de Costa Rica  
Embajada ante la FAO  
Via G.B. Benedetti, 3  
00197 Roma - Italy  
Phone: (+39) 06 80660390

Sra. Ana Gabriela ZUNIGA  
Directora Ejecutiva  
Servicio Fitosanitario del Estado - MAG  
Ministerio de Agricultura  
P.O. Box 70-3006  
Barreal, Heredia – Costa Rica  
Phone: (+506) 22601690  
Fax: (+506) 22601690  
Email: gabrielazuniga@protecnet.go.cr

**CUBA**

Don Enrique MORET ECHEVERRÍA  
Embajador de la República de Cuba  
ante la FAO  
Representación Permanente de la República  
de Cuba ante la FAO  
Via Licinia, 13a  
00153 Roma - Italy  
Phone: (+39) 06 5781123  
Fax: (+39) 06 5780614

**CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE**

## Representative

Mr George F. POULIDES  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Piazza Farnese 44, sc.B  
IT- 00186 Rome  
Phone: (+39) 06 68309374

## Alternate(s)

Ms Christina PITTA  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Piazza Farnese, 44  
00186 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 6865758 or 6865263  
Fax: (+39) 06 6868038 or 68803756  
Email: cpitta1472@gmail.com

**CZECH REPUBLIC - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE - REPÚBLICA CHECA**

## Alternate(s)

Mr Richard SCERBA  
Director  
State Phytosanitary Administration  
Ztracena 1099/10  
16100 Prague 6 - Czech Republic  
Phone: (+420) 235010304  
Fax: (+420) 235010363  
Email: richard.scerba@srs.cz

Mr Ivan SOKOLOV  
Head of Foreign Affairs Department  
State Phytosanitary Administration. CZ  
Ztiocena 10, Prahala - Czech Republic

**CÔTE D'IVOIRE**

## Suppléant(s)

M Aboubakar BAKAYOKO  
Adjoint  
Ambassade de la République de Côte d'Ivoire  
Via Guglielmo Saliceto 6/8/10  
00161 Rome - Italie

Lida Lambert BALLOU  
Conseiller Permanent Représentant  
Ambassade de la République de Côte d'Ivoire  
Via Guglielmo Saliceto 6/8/10  
00161 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 44231129  
Fax: (+39) 06 44292531

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF  
KOREA - RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA  
POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA**

**Representative**

Mr Hyo Sik KIM  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Viale dell'Esperanto, 26  
00144 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 54220749

**Alternate(s)**

Mr Ri SONG CHOL  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Viale dell'Esperanto, 26  
0144 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 54220749  
Fax: (+39) 06 54210090

**DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA**

**Representative**

Mr Ebbe NORDBO  
Head of Section  
Plant Directorate  
Skovbrynet 20  
DK-2800 Lyngby - Denmark  
Phone: (+45) 45263891  
Fax: (+45) 45263613  
Email: eno@pdir.dk

**Alternate(s)**

Mr Egill BOCCANERA  
Attaché  
Royal Danish Embassy  
Via dei Monti Parioli, 50  
00197 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 9774830  
Fax: (+39) 06 97748399  
Email: egiboc@um.dk

**DOMINICAN REPUBLIC - RÉPUBLIQUE  
DOMINICAINE - REPÚBLICA DOMINICANA**

**Representante**

Sra. Caridad NOLASCO ÁLVAREZ  
Encargada  
División de Laboratorios y Estación  
de Cuarentena de Post-entrada  
Ministerio de Agricultura  
Jardines del Norte, Km. 6 1/2  
Autopista Duarte  
Santo Domingo - República Dominicana  
Phone: (+809) 547 3888 4100 or 4101  
Fax: (+809) 562 8939  
Email: caridadnolasco19@yahoo.com

**Suplente(s)**

Sra. Virginia SERULLE  
Consejera  
Representante Permanente Alternante ante la FAO  
Via del Teatro Pace, 36  
00186 Roma - Italia  
Phone: (+39) 347 2833868  
Email: vsarulleb@gmail.com

**ECUADOR - ÉQUATEUR**

**Representante**

Sr José VILATUÑA RODRIGUEZ  
Coordinador de Vigilancia Fitosanitaria  
Agrocalidad  
Av. Eloy Alfaro N30 350 y  
Amazonas Edif. MAGAP piso 9  
Quito - Ecuador  
Phone: (+593) 2 2567 232 ext.131  
Email: jvilatuna@agrocalidad.gov.ec

**EGYPT - ÉGYPT - EGIPTO**

**Representative**

Mr Safwat A. EL HADDAD  
Head of the Agricultural Services  
Arab Republic of Egypt  
Ministry of Agriculture and Land Reclamation  
Dokki  
Giza 12618 - Egypt  
Phone: (+202) 7600893  
Fax: (+202) 7488671  
Email: safwat.el\_haddad@email.com

**Alternate(s)**

Mr Abd Elaziz HOSNI  
Alternate Permanent Representative  
Embassy of the Arab Republic of Egypt  
Via Salaria, 267 (Villa Savoia)  
00199 Rome - Italy

**EL SALVADOR**

**Suplente(s)**

Sr Jose Roberto ANDINO SALAZAR  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Embajada de la República de El Salvador  
Via Gualtierio Castellini, 13  
00197 Rome - Italy

Sra. María Eulalia JIMÉNEZ DE MOCHI  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la FAO  
Embajada de la República de El Salvador  
Via Gualtierio Castellini, 13  
00197 Roma - Italia

**ERITREA - ÉRYTHRÉE**

## Representative

Mr Tekleab MESGHENA  
 Director General  
 Regulatory Services Department of the Ministry of  
 Agriculture  
 Phone: (+291) 1 120395  
 Email: mteleab@eol.com.er

**ESTONIA – ESTONIE**

## Representative

Ms Olga LAVRENTJEVA  
 Chief Specialist  
 Plant Health Department, Plant Protection Bureau  
 Ministry of Agriculture  
 Lai tn 39/41 Lai Street  
 15056 Tallinn - Republic of Estonia  
 Phone: (+372) 625 6535  
 Email: olga.lavrentjeva@agri.ee

**ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ**

## Representative

Mr Markos FIKRE  
 Deputy Director  
 Animal and Plant Health Regulatory Directorate  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Woreda 21 Kebele 25  
 Addis Ababa - Ethiopia  
 Phone: (+251) 11 6478596 or 0913 544633  
 Email: fikrem2001@yahoo.com

**EUROPEAN UNION (MEMBER  
 ORGANIZATION) - UNION EUROPÉENNE  
 (ORGANISATION MEMBRE) - UNIÓN EUROPEA  
 (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

## Suppléant(s)

M. Harry ARIJS  
 Représentant en Chef d'Unité Adjoint  
 Biotechnologie et Santé des Végétaux, Organismes  
 nuisibles  
 Direction Générale "Santé et Protection des  
 Consommateurs"

M. Roman VAGNER  
 Suppléant  
 Policy Officer  
 Biotechnologie et Santé des Végétaux  
 Direction Générale "Santé et protection des  
 Consommateurs"

M. Alessandro VILLA  
 Premier Conseiller, Délégation de la Commission  
 Européenne près le Saint Siège, l'Ordre de Malte et  
 les Organisations des Nations Unies à Rome  
 Via IV Novembre, 149, 00187 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 69999314  
 Fax: (+39) 06 6797830  
 Email: delegation-rome@ec.europa.eu

**FIJI - FIDJI**

## Representative

Mr Ilaitia Leiloma BOA  
 Director  
 Fiji Biosecurity Services, Biosecurity Services  
 Division  
 MPI, Box 18360  
 Suva - Fiji  
 Phone: (+679) 3312512  
 Fax: (+679) 3305043  
 Email: ilaitia.boa@govnet.gov.fj or  
 ilaitia\_boa@yahoo.com.au

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

## Representative

Mr Ralf LOPIAN  
 Senior Advisor  
 Ministry of Agriculture and Forestry of Finland  
 Department of Food and Health, International Affairs  
 Mariankatu 23, Helsinki, P.O.Box 30  
 00023 Gouvernment, Finland  
 Phone: (+358) 9 16052449 or 40 5965698  
 Fax: (+358) 9 16052443  
 Email: ralf.lopien@mmm.fi

## Alternate(s)

Ms Tiina-Mari MARTIMO  
 Counsellor  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Department of Food and Health  
 Mariankatu 23, Helsinki, P.O.Box 30,  
 00023 Government, Finland  
 Phone: (+358) 9 16052700 or 40 3577443  
 Fax: (+358) 9 16052443  
 Email: tiina-mari.martimo@mmm.fi

**FRANCE - FRANCIA**

## Représentant

M. Nicolas CANIVET  
 Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la  
 Pêche  
 Chef de délégation  
 Chef du bureau des semences et de la santé des  
 végétaux  
 Rue de Vaugirard, 251  
 75732 Paris - France

## Suppléant(s)

Mme Laurence BOUHOT-DELDUC  
 Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la  
 Pêche  
 Chargée des affaires internationales en santé des  
 végétaux  
 Rue de Vaugirard, 251  
 75732 Paris - France



**GABON - GABÓN**

## Représentant

M. Louis Stanislas CHARICAUTH  
 Conseiller  
 Représentant Permanent Suppléant  
 Ambassade de la République gabonaise  
 Via San Marino, 36-36A  
 00198 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 85358970  
 Fax: (+39) 06 8417278  
 Email: ambassadedugabon1@interfree.it

**GEORGIA - GÉORGIE**

## Representative

Mr Bejan REKHVIASHVILI  
 Senior Specialist  
 Plant Protection Department  
 National Service for Food Safety, Veterinary and  
 Plant Protection  
 Ministry of Agriculture  
 Tamarashvili Street  
 0177 Tbilisi - Georgia  
 Phone: (+995) 32397069  
 Fax: (+995) 32397498  
 Email: dpp@fvp.ge

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

## Representative

Ms Karola SCHORN  
 Federal Ministry for Food  
 Agriculture and Consumer Protection  
 Plant Health Department  
 Rochusstr. 1  
 D-53123 Bonn - Germany  
 Phone: (+49) 22899529 3527  
 Fax: (+49) 228995294262  
 Email: 517@bmelv.bund.de

## Alternate(s)

Mr Stefan HÜSCH  
 Federal Ministry for Food  
 Agriculture and Consumer Protection  
 Plant Health Department  
 Rochusstr. 1  
 D-53123 Bonn - Germany  
 Phone: (+49) 228 99 529 3973  
 Fax: (+49) 228 99 529 4262  
 Email: 517@bmelv.bund.de

Mr Jens-Georg UNGER  
 Federal Research Center  
 Institute on National and International Plant  
 Health  
 Messeweg 11/12  
 D-38104 Braunschweig - Germany  
 Phone: (+49) 531 299 3370  
 Fax: (+49) 531 299 3007  
 Email: ag@jki.bund.de

**GHANA**

## Representative

Mr Edmond Kojo Jack-Vesper SUGLO  
 Director  
 Plant Protection and Regulatory  
 Services Directorate (PPRSB)  
 P.O.Box M37  
 Pokoase, Accra - Ghana  
 Phone: (+233) 244 388275  
 Fax: (+233) 21 990404  
 Email: jackvesper@yahoo.com

## Alternate(s)

Ms Adelaide BOATENG-SIRIBOE  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Via Ostiana, 4  
 00199 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 86219307

**GUATEMALA**

## Representante

Sr Mario Helvidio LÓPEZ GONZÁLEZ  
 Coordinador  
 Unidad de Normas y Regulaciones UNR MAGA  
 Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación  
 Unidad de Normas y Regulaciones  
 7o Avenida 19-90, Zona 13 Anexo  
 Edificio Monja Blanca - Guatemala  
 Phone: (+502) 2413 7389 y 90  
 Email: mario.lopez@maga.gob.gt

## Suplente(s)

Sra. Ileana RIVERA DE ANGOTTI  
 Ministra Consejera  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Via dei Colli della Farnesina, 128  
 00194 Roma - Italy  
 Phone: (+39) 06 36381143

Sra. María Isabel NÖLCK BERGER  
 Alterno  
 Embajada de la República de Guatemala  
 Via dei Colli della Farnesina, 128  
 00194 Roma - Italia  
 Phone: (+39) 06 36381143 36299091

Sr Alfredo TRINIDAD V.  
 Embajador Representante Permanente ante la FAO  
 Via dei Colli della Farnesina, 128  
 00194 Roma - Italy

**GUYANA**

## Alternate(s)

Mr Joseph MC ALLISTER  
 Technical Manager, Plant Health Service Division  
 Ministry of Agriculture  
 Regent and Vlissingen Streets  
 Georgetown - Guyana  
 Phone: (+592) 226 7061 (O) or 225 3856 (O) or 680 0326 (C)  
 Fax: (+592) 225 590  
 Email: jemack25@yahoo.co.uk

**HONDURAS**

## Representante

Sr Edgar SANTAMARIA  
 Sub Director Tecnico de Sanidad Vegetal  
 SENASA Honduras  
 Phone: (+504) 99982405 / 2326213  
 Email: esantamaria@oirsa.org.hn  
 esantamaria@senasa-sag.gob.hn

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA**

## Representative

Mr Lajos SZABÓ  
 Deputy of Chief  
 Plant Health Officer  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Department of Food Chain Control  
 Budapest 1860 - Hungary  
 Phone: (+36) 1 3014249  
 Fax: (+36) 1 3014644  
 Email: lajos.szabo@fvm.gov.hu

## Alternate(s)

Ms Zsófia PÁLINKÁS  
 Central Agricultural Office  
 Directorate of Plant Protection and Soil Conservation  
 Budaorsi ut 141-145  
 1118 Budapest - Hungary  
 Email: polinka52@ontsz.hn

**INDIA - INDE**

## Representative

Mr Prabhakar S. CHANDURKAR  
 Plant Protection Adviser to the Government of India  
 Directorate of Plant Protection, Quarantine and Storage  
 Department of Agriculture and Cooperation  
 Ministry of Agriculture  
 Government of India  
 NH-IV Faridabad - India  
 Phone: (+0129) 2413985  
 Fax: (+0129) 2412125  
 Email: ppa@nic.in

## Alternate(s)

Mr Ravi PRAKASH  
 Joint Director (PQ)  
 Directorate of Plant Protection, Quarantine and Storage, Department of Agriculture and Cooperation  
 Ministry of Agriculture, Government of India  
 NH-IV Faridabad - India  
 Phone: (+0129) 2418506  
 Fax: (+0129) 2412125  
 Email: jdpg@nic.in

**INDONESIA - INDONÉSIE**

## Representative

Mr Etty SAVITRI  
 Deputy Director  
 UN Agency for Food and Agriculture Division  
 International Cooperation Bureau  
 Ministry of Agriculture

## Alternate(s)

Mr Antarjo DIKIN  
 Manager of International Cooperation  
 Division in the Agency of Agricultural Quarantine  
 Phone: (+6221) 7804337  
 Fax: (+6221) 7804337  
 Email: antario.dikin@yahoo.com

Mr Hari PRIYONO  
 Director-General  
 Agency for Agricultural Quarantine  
 Ministry of Agriculture  
 Build. E. 1st Floor  
 Jalan Harsono RM No. 3  
 Ragunan, Jakarta - Indonesia  
 Phone: (+62 21) 7816481  
 Fax: (+62 21) 7816481  
 Email: hari\_priyono@deptan.go.id or  
 caqsp@indo.net.id

Mr Danny RAHDIANSYAH  
 Third Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 to FAO  
 Embassy of the Republic of Indonesia  
 Via del Casale Giuliani, 84  
 00141 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 88642901  
 Email: dannyrahdjansyah@yahoo.com

Mr Erizal SODIKIN  
 Agriculture Attaché  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Indonesia in Rome  
 Via Campania 53-55  
 00187 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 42009121  
 Fax: (+39) 06 4880280  
 Email: erizalsodikin79@yahoo.com

Mr SUKIRNO  
Director of Horticulture Protection  
Jl. AUP No. 3 Pasar Minggu  
Jakarta - Indonesia  
Phone: (+6221)  
Fax: (+6221)  
Email: ditlinhor@yahoo.com or  
soekirnopl@gmail.com

Mr SUWANDA  
Director of Center for Plant Quarantine  
Jl. Harsono RM3  
Ragunan, Jakarta - Indonesia  
Phone: (+6221) 7816482  
Fax: (+6221) 7816482  
Email: suwanda@deptan.go.id or  
swan@kotakembang.com

Mr Arifin TASRIF  
Deputy Director  
Surabaya Agricultural Quarantine Service  
Jl. Raya Bandara Ir. H. Juanda, Sidoarjo  
Jawa Timur - Indonesia  
Phone: (+62 31) 8673997  
Fax: (+62 31) 8673996  
Email: caqsps@indo.net.id or  
arifintasrif@yahoo.co.uk

Mrs Ati WASIATI  
Director of Food Crops Protection  
Jl. AUP No. 3 Pasar Minggu  
Jakarta - Indonesia  
Phone: (+6221) 78836087  
Fax: (+6221) 7805652  
Email: ditjentan@deptan.go.id

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) - IRAN  
(RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN  
(REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Representative  
Mr H.E.Javad S TAVAKOLIAN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Republic of Iran to FAO  
Via Aventina, 8  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 5743594 or 5780334  
Fax: (+39) 06 5747636  
Email: tavakolianjavad@yahoo.com

Alternate(s)  
Mr Seyed Morteza ZAREI  
Alternate  
Permanent Representative to FAO  
Via Aventina, 8  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+39) 335 6324175  
Email: smzareiz@yahoo.com

**IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

Representative  
Mr Gabriel ROE  
Chief Plant Health Officer  
DAFF  
Administrative Building  
Backweston  
Young's Cross  
Celbridge  
Co. Kildare - Ireland  
Phone: (+353) 1 5058759  
Fax: (+353) 1 625994  
Email: gabriel.roe@agriculture.gov.ie

**ITALY - ITALIE - ITALIA**

Representative  
Mr Maurizio DE SANTIS  
Servizio Fitosanitario Centrale  
Dipartimento Politiche Competitive del Mondo  
Rurale e della Qualità  
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 46651 or 4824702  
Fax: (+39) 06 4746178 or 4742314

Alternate(s)  
Mr Pasquale CAVALLARO  
Dirigente della Direzione Generale  
Sicurezza degli Alimenti e Nutrizione  
Ministero della Salute

Mr Angelo FABERI  
Ispettorato Centrale della Tutela della Qualità e  
Repressione Frodi  
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 46651 or 4824702  
Fax: (+39) 06 4746178 or 4742314

Mr Caio Bruno FARAGLIA  
Servizio Fitosanitario Centrale  
Dipartimento delle Politiche Competitive del Mondo  
Rurale e della Qualità  
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 46651 or 4824702  
Fax: (+39) 06 4746178 or 4742314

Mr Carlo SAPONARO  
Ispettorato Centrale della Tutela della Qualità e  
Repressione Frodi, Ministero delle Politiche Agricole  
Alimentari e Forestali  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 46651 or 4824702  
Fax: (+39) 06 4746178 or 4742314

**JAPAN - JAPON - JAPÓN**

## Representative

Mr Motoi SAKAMURA  
 Director, Plant Quarantine Office,  
 Plant Protection Division, Food Safety and Consumer  
 Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 1-2-1 Kasumigaseki,  
 Chiyoda  
 Tokyo - Japan  
 Phone: (+81) 3 3502 5978  
 Fax: (+81) 3 3502 3386  
 Email: motoi\_sakamura@nm.maff.go.jp

## Alternate(s)

Mr Yuji KITAHARA  
 Section Chief  
 Plant Protection Division  
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries  
 1-2-1 Kasumigaseki  
 Chiyoda-Ku  
 Tokyo - Japan  
 Phone: (+81) 3 3502 5978  
 Fax: (+81) 3 3502 3386

Mr Tatsuo MATSUDA  
 Senior Officer  
 Kobe Plant Protection Station  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 1-1, hatoba-cho  
 chuo-ku, Kobe - Japan

Mr Koji ONOSATO  
 Section Chief  
 International Affairs  
 Food Safety and Consumer Policy Division  
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 1-2-1 Kasumigaseki  
 Chiyoda-Ku  
 Tokyo - Japan  
 Phone: (+81) 3 3502 2291  
 Fax: (+81) 3 3507 4232

Mr Hisashi SAKATA  
 Deputy Director  
 Plant Protection Division  
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Mr Hideki TANIGUCHI  
 Officer  
 Yokohama Plant Protection Station  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 5-57 Kitana Dori  
 Naka-Ku  
 Yokohama - Japan  
 Phone: (+81) 45 211 7164  
 Fax: (+81) 45 211 0890

Mr Hideya YAMADA  
 Director, International Affairs  
 Food Safety and Consumer Policy Division  
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries

**JORDAN - JORDANIE - JORDANIA**

## Representative

Mr Mohammad Rabah KATBEH BADER  
 Deputy Director  
 Head of Phytosanitary Division  
 Ministry of Agriculture, Plant Protection Division  
 P.O. Box 11732-662  
 Amman - Jordan  
 Phone: (+962) 6 5686151  
 Fax: (+962) 6 5686310  
 Email: katbehbader@moa.gov.jo

## Alternate(s)

Ibrahim ABU ATILEH  
 Agricultural Counsellor  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Rome - Italy  
 Phone: 3318133145  
 Email: ibatileh@gmail.com

**KENYA**

## Representative

Mr Otieno WASHINGTON  
 General Manager  
 Planning & Implementation  
 Kenya Plant Health Inspectorate Service (KEPHIS)  
 P.O. Box 49592, Oloolua Ridge, Karen  
 00100 GPO  
 Nairobi - Kenya  
 Phone: (+254) 722 427097 or 3536171/2  
 Fax: (+254) 020 3536175  
 Email: wotieno@kephis.org

## Alternate(s)

Mr James Micah ONSANDO  
 Managing Director  
 Plant Health Inspectorate Services  
 Kenya  
 Email: director@kephis.org

**KUWAIT - KOWEÏT**

## Representative

Mr Khaled A.O. AL-RASHED  
 Permanent Representative of the State of Kuwait to  
 FAO  
 Via della Fonte di Fauno, 26  
 00153 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 5754598  
 Fax: (+39) 06 5754590  
 Email: Kuwait\_FAO@tiscali.it

## Alternate(s)

Mr Ali H.J.A. AL-JEMEIEI

## Alternate

State of Kuwait to FAO  
Via della Fonte di Fauno, 26  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 5754598  
Fax: (+39) 06 5754590

Mr Faisal AL-HASAWI

Alternate Permanent Representative to FAO

Via della Fonte di Fauno, 26  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 5754598  
Fax: (+39) 06 5754590

Mr Manar Sabah Mohammad AL-SABAH

## Alternate

Permanent Representation of the  
State of Kuwait to FAO  
Via della Fonte di Fauno, 26  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 5754598  
Fax: (+39) 06 5754590

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE  
LAO - REPÚBLICA DEMOCRÁTICA POPULAR  
LAO**

## Representative

Mr Phaydy PHIXAYSARAKHAM  
Deputy Director-General  
Department of Agriculture  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Lane Xang Avenue  
Patuxay Square  
P.O. Box 811  
Vientiane - PDR Lao  
Phone: (+856) 21 412350  
Fax: (+856) 21 412349  
Email: doag@laotel.com

**LATVIA - LETTONIE - LETONIA**

## Representative

Mr Ringolds ARNITIS  
Director  
State Plant Protection Service of Latvia  
Republikas Laukums 2  
LV-1981 Riga - Republic of Latvia  
Phone: (+371) 67027098  
Fax: (+371) 67027302  
Email: ringolds.arnitis@vaad.gov.lv

**LEBANON - LIBAN - LÍBANO**

## Représentant

M. Charles ZARZOUR  
Chef du Département d'Exportation, d'Importation et  
de la Quarantaine Agricole  
Ministère de l'agriculture  
Rue des Ambassades  
Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
Beyrouth - Liban  
Phone: (+961) 1 821900  
Fax: (+961) 1 823900  
Email: ministry@agriculture.gov.lb.

## Suppléant(s)

M. Hassan ATWI  
Conseiller du Ministre d'Agriculture  
Ministère de l'agriculture  
Rue des Ambassades  
Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
Beyrouth - Liban  
Phone: +961 1 821900  
Fax: +961 1 823900

M. Imad NAHAL

Chef du Département de la protection des Végétaux  
Ministère de l'agriculture  
Rue des Ambassades  
Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
Beyrouth - Liban  
Phone: +961 1 821900  
Fax: +961 1 823900

**LIBERIA - LIBÉRIA**

## Representative

Mr Ibrahim K. NYEI  
Minister Plenipotentiary  
Chargé d'Affaires a.i.  
Deputy Permanent Representative  
to FAO  
Embassy of the Republic of Liberia  
Piazzale delle Medaglie d'Oro, 7  
00136 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 35453399

**LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA - JAMAHIRIYA  
ARABE LIBYENNE - JAMAHIRIJA ÁRABE  
LIBIA**

## Representative

Mr Abdalla Abdulrahman ZAIED  
Ambassador of the  
Libyan Arab Jamahiriya to FAO  
Via Torquato Taramelli, 30 int. 10  
00197 Rome - Italy

## Alternate(s)

Mr Talal Ali MARAI  
Deputy  
Permanent Representation of the Libyan Arab  
Jamahiriya to FAO  
Via Torquato Taramelli, 30 int. 10  
00197 Rome - Italy

Mr Mahmud SAWAN  
Third Secretary  
Via Torquato Taramelli, 30 int. 10  
00197 Rome - Italy

**MADAGASCAR**

## Représentant

M. Jean Armand RANDRIAMAMPINANINA  
Directeur  
Protection des Végétaux  
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche  
c/o Ambassade de la République de Madagascar  
Via Riccardo Zandonai, 84/A  
00194 Rome - Italie  
Phone: (+261) 20 2227227  
Fax: (+261) 20 2226561

## Suppléant(s)

M. MONJA  
Adjoint  
Ambassade de la République de Madagascar  
Via Riccardo Zandonai, 84/A  
00194 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 36300183 or 36307797

**MALAWI**

## Representative

Mr Misheck M SOKO  
National Coordinator  
Plant Protection Services  
Ministry Agriculture & Food Security  
Bvumbwe Res Station  
PO Box 5748  
Limbe - Malawi  
Phone: (+265) 999958122  
Fax: (+265) 471323  
Email: m.soko@bvmwresearch.com

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

## Representative

Ms Wan Normah WAN ISMAIL  
Director  
Crop Protection and Plant Quarantine Division  
Department of Agriculture of Malaysia (DOA)  
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry  
Jalan Sultan Salahuddin  
50632 Kuala Lumpur - Malaysia  
Phone: (+603) 2030 1400 / 1402  
Fax: (+603) 2691 3530  
Email: wanis@doa.gov.my or wann54@yahoo.com

## Alternate(s)

Mr Azhar MOHD ISA  
Advisor  
Assistant Agricultural Attaché  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 8415808/8419296 / 06  
8411339/8415764  
Fax: (+39) 06 8555040 / 8555110  
Email: agri.aaa@ambasciatamalaysia.191.it

## Mr Azman MOHD SAAD

Advisor  
Agriculture Attaché  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 8419296/5764/7026  
Fax: (+39) 06 8555110  
Email: mw.rome@embassymalaysia.it /  
agrimoa.rome@ambasciatamalaysia.191.it

## Mr Ramli NAAM

head of Delegation (HOD)  
Ambassador of Malaysia to Italy  
and Permanent Representative  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 8415808/8419296 / 06  
8411339/8415764  
Fax: (+39) 06 8555040 / 8555110  
Email: ramli@kln.gov.my

## Ms Shariffah Norhana SYED MUSTAFFA

Advisor  
Minister Counsellor  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 8415808/8419296 06  
8411339/8415764  
Fax: (+39) 06 8555040 8555110  
Email: mw.rome@embassymalaysia.it

**MALI - MALÍ**

## Représentant

M. Gaoussou DRABO  
Ambassadeur  
Représentant Permanent auprès de la FAO  
Ambassade de la République du Mali  
Via Antonio Bosio, 2  
00161 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 44254068  
Fax: (+39) 06 44254029  
Email: amb.malirome@tiscalinet.it

## Suppléant(s)

M. Hamid SIDIBE  
Premier Conseiller  
Ambassade de la République du Mali  
Via Antonio Bosio, 2  
00161 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 44254068  
Fax: (+39) 06 44254029

Mme Fanta Diallo TOURE  
Ingénieur de l'Agriculture et du Génie Rural  
Chef  
Bureau Suivi-Evaluation  
Office de la Protection des Végétaux  
Ministère de l'Agriculture  
B.P. E-271  
Bamako - Mali  
Phone: (+223) 20 22 24 04 or 20 22 80 24  
Fax: (+223) 20 22 48 12  
Email: tourefantadiallo@hotmail.com

**MALTA - MALTE**

## Alternate(s)

Ms Marica GATT  
Director  
Plant Health Department  
Plant Biotechnology Center  
Annibale Preca Street  
LJA 1915  
Lija - Malta  
Phone: (+356) 23397100  
Fax: (+356) 21414493  
Email: marica.gatt@gov.mt

**MAURITANIA - MAURITANIE**

## Représentant

M Moussa Mamadou SOW  
Point de Contact Officiel de la CIPV  
Editeur National du PPI  
Direction de l'Agriculture  
BP 180 Nouakchott - Mauritanie  
Phone: (+222) 5257879 or 6463939  
Fax: (+222) 5241992  
Email: m\_dioolo@yahoo.fr

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

## Representante

Sr Javier TRUJILLO ARRIAGA  
Director General de Sanidad Vegetal  
Guillermo Perez Valenzuela n 127  
Col.del Carmen Coyocán  
Mexico DF 04100  
Phone: (+52) 55 59051000 or 50903000 ext 51319  
Email: trujillo@senasica.gob.mx

## Suplente(s)

Sra. Claudia Cecile DE MAULEON MEDINA  
Asesora en la Embajada de México en Italia  
Via Lazzaro Spallanzani, 16  
00161 Roma - Italia  
Fax: (+39) 06 4403876  
Email: ofna.embajador@emexitalia.it

Mr René HERNÁNDEZ RUIZ  
Subdirector de Gestiones Sanitarias y Fitosanitarias  
Dirección de Proyectos y Desarrollo Institucional  
Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo  
Rural, Pesca y Alimentación/SENASICA  
Phone: (+52) 5905 1000 ext.51596  
Email: rene.hernandez@senasica.gob.mx

Sra. Ana Lilia MONTEALEGRE LARA  
Jefe del Dpto de Organismos  
Internacionales de Protección  
Fitosanitaria  
Guillermo Perez Valenzuela n 127  
Col.del Carmen Coyocán  
Mexico DF 04100  
Phone: (+52) 55 59051000 ext 51341  
Email: ana.montealegre@senasica.gob.mx

Sr Mario PUENTE RAYA  
Director de Regulación Fitosanitaria  
Guillermo Perez Valenzuela n 127  
Col.del Carmen Coyocán  
Mexico DF 04100  
Phone: (+52) 55 59051000 ext 51329  
Email: mario.puente@senasica.gob.mx or  
mpuente@senasica.sagarpa.gob.mx

Sra. Emma Maria José RODRIGUEZ SIFUENTES  
Representante Permanente Alternativa  
de México ante la FAO  
Embajada de México en Italia  
Via Lazzaro Spallanzani, 16  
00161 Roma - Italia  
Email: erodriguez@emexitalia.it

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

## Représentant

M. Mekki CHOUIBANI  
Chef  
Direction de la Sécurité Sanitaire des Produits  
Alimentaires  
Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui  
Agdal  
Rabat - Morocco  
Phone: (+212) 5 37299931  
Fax: (+212) 5 37297544  
Email: mchouibani@gmail.com / chouibani-  
m@menara.ma

## Suppléant(s)

M. Mohamed AIT HMID  
 Adjoint Représentant Permanent  
 Ambassade du Royaume du Maroc  
 Via Lazzaro Spallanzani 8-10  
 00161 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 4402524/87 or 4402506  
 Fax: (+39) 06 4402695

**MOZAMBIQUE**

## Representative

Ms Serafina MANGANA  
 Head  
 Plant Protection Department  
 IPPC National Focal point  
 Departamento de Sanidad Vegetal  
 Ministerio da agricultura  
 Recinto do. IIAM  
 Av. das FPLAM no. 3658  
 Mavalane – Maputo - Mozambique  
 Phone: (+258) 214 60591

## Alternate(s)

Ms Laurinda Fernando Saide BANZE  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Mozambique  
 Via Filippo Corridoni, 14  
 00195 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 37514675  
 Fax: (+39) 06 37514699

**MYANMAR**

## Representative

Mr U Aye TUN  
 Deputy General Manager  
 Myanma Agriculture Service  
 Ministry of Agriculture and Irrigation  
 Nay Pyi Taw - Myanmar  
 Phone: (+095) 67 410497 or (+095) 01 644214  
 Email: pmmas.moai@mptmail.net.mm

**NAMIBIA - NAMIBIE**

## Representative

Ms Justine Hambelela IIPUMBU  
 Agriculture Extension Technician  
 Luther St, Government Office Park  
 Private Bag 13184  
 Windhoek - Namibia  
 Phone: (+26461) 2087065  
 Fax: (+26461) 2087778  
 Email: iipunbuj@mawf.gov.na /  
 jiipumbu@yahoo.com

**NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS**

## Representative

Mr Corné A.M. VAN ALPHEN  
 Senior Staff Officer Phytosanitary Affairs  
 Department of Agriculture Fisheries and  
 Agribusiness  
 Ministry of Agriculture Nature and Food Quality  
 PO Box 20401, 2500 EK The Hague - Netherlands  
 Phone: (+31) 70 3785552  
 Fax: (+31) 70 3786156  
 Email: c.a.m.van.alphen@minlnv.nl

## Alternate(s)

Mr Nico M. HORN  
 Senior Officer Plant Health Affairs  
 Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
 Netherlands Plant Protection Service  
 P.O. Box 9102, 6700 HC Wageningen - Netherlands  
 Phone: (+31) 317 496626  
 Fax: (+31) 317 421701  
 Email: n.m.horn@minlnv.nl

## Mr G.A. Bert RIKKEN

Manager International Phytosanitary Affairs  
 Department of Agriculture Fisheries and  
 Agribusiness  
 Ministry of Agriculture Nature and Food Quality  
 P.O. Box 20401, 2500 EK The Hague - Netherlands  
 Phone: (+31) 703785712  
 Fax: (+31) 703786156  
 Email: G.A.Rikken@minlnv.nl

## Mr A.C. Ton VAN ARNHEM

Division Chief  
 International Phytosanitary Affairs  
 Department of Agriculture Fisheries and  
 Agribusiness  
 Ministry of Agriculture Nature and Food Quality  
 PO Box 20401, 2500 EK Den Haag - Netherlands  
 Phone: (+31) 70385094  
 Fax: (+31) 70386156  
 Email: a.c.van.arnhem@minlnv.nl

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE -  
NUEVA ZELANDIA**

## Representative

Mr John HEDLEY  
 Principal Adviser, International Coordination  
 MAF Biosecurity New Zealand  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Pastoral House 25 The Terrace  
 PO Box 2526 Wellington - New Zealand  
 Phone: (+64) 4 8940428  
 Fax: (+64) 4 8940733  
 Email: john.hedley@maf.govt.nz



## Alternate(s)

Mr Stephen BUTCHER  
 Manager Plant Imports and Exports  
 MAF Biosecurity New Zealand  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Pastoral House 25 The Terrace  
 PO Box 2526 Wellington - New Zealand  
 Phone: (+64) 4 8940478 or 29 8940478  
 Fax: (+64) 4 8940733  
 Email: stephen.butcher@maf.govt.nz

Mr Peter THOMSON  
 Director Post Border  
 MAF Biosecurity New Zealand  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Pastoral House 25 The Terrace  
 PO Box 2526 Wellington - New Zealand  
 Phone: (+64) 4 8940353  
 Fax: (+64) 4 8940728  
 Email: peter.thomson@maf.govt.nz

**NIGER - NÍGER**

## Représentant

M. Aminou JADI  
 Directeur Général  
 de la Protection des Végétaux  
 B.P. 12091  
 Niamey - Niger  
 Phone: (+227) 20 742556  
 Fax: (+227) 20 741983

## Suppléant(s)

Mr Hossane H. MAIGA  
 Conseiller  
 Ambassade de la République du Niger  
 Via Antonio Baiamonti, 10  
 00195 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 3720164  
 Fax: (+39) 06 3729013  
 Email: ambasciatadelniger@virgilio.it

**NIGERIA - NIGÉRIA**

## Representative

Mr Mamman MAGAJI  
 Executive Director  
 Nigeria Agricultural Quarantine Service

## Alternate(s)

Mrs Stella O. ONWUADUEGBO  
 Director  
 Plant Quarantine Department  
 Nigeria Agricultural Quarantine Service  
 Federal Ministry of Agriculture and Water Resources  
 Enough State Building  
 CB.D Garki – Abuja - Nigeria  
 Phone: (+234) 08033087900  
 Email: npqsquarantine@yahoo.com or  
 stelladebo51@yahoo.com

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

## Representative

Ms Eva GRENDSTAD  
 Deputy Director-General  
 Norwegian Ministry of Agriculture and Food  
 Department of Food Policy  
 P.O. Box 8007 Dep.  
 0030 Oslo - Norway  
 Phone: (+47) 22249250  
 Fax: (+47) 22249417  
 Email: eva.grendstad@lmd.dep.no

## Alternate(s)

Ms Tone HOLTHE SVENSEN  
 Senior Adviser  
 Norwegian Ministry of Agriculture and Food  
 Department of Food Policy  
 P.O. Box 8007 Dep.  
 0030 Oslo - Norway  
 Phone: (+47) 22249250 / 22249415  
 Email: tone-holthe.svensen@lmd.dep.no

Ms Mona NEDBERG OSTBY

Adviser  
 Norwegian Ministry of Agriculture and Food  
 Department of Food Policy  
 P.O. Box 8007 Dep.  
 0030 Oslo - Norway  
 Phone: (+47) 22249250 / 22249244  
 Email: mona-nedberg.ostby@lmd.dep.no

Ms Hilde PAULSEN

Senior Adviser  
 Norwegian Food Safety Authority  
 P.O. Box 383  
 2381 Brumundadal - Norway  
 Phone: (+47) 23216800 / 64944346  
 Email: hilde.paulsen@mattilsynet.no

**OMAN - OMÁN**

## Representative

Mr Suleiman AL TOUBI  
 Director  
 Plant Quarantine Department  
 Ministry of Agriculture  
 Muscat - Oman

## Alternate(s)

Mr Rasmi MAHMOUD  
 Coordinator with FAO  
 Embassy of the Sultanate of Oman  
 Via della Camilluccia, 625  
 00135 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 36300545 / 36300517  
 Fax: (+39) 06 3296802  
 Email: embassyoman@virgilio.it

**PAKISTAN - PAKISTÁN**

## Alternate(s)

Mr Ahmad TASNEEM  
 Director-General  
 Department of Plant Protection  
 Jinnah Avenue - Malir Halt,  
 Karachi-27 - Pakistan  
 Phone: (+92) 21 9248607  
 Fax: (+92) 21 9248673  
 Email: dg@plantprotection.gov.pk

**PANAMA - PANAMÁ**

## Suplente(s)

Sr Ariel Armando ESPINO DE LEÓN  
 Director  
 Nacional de Sanidad Vegetal  
 Ministerio de Desarrollo Agropecuario  
 Río Tapia, Tocúmen - Panama  
 Phone: (+507) 2660472  
 Fax: (+507) 290 6710  
 Email: aespino@mida.gob.pa

Sr Luis M. BENAVIDES  
 Jefe Departamento  
 Autoridad Panamena  
 Seguridad de Alimentos

**PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE - PAPUA NUEVA GUINEA**

## Representative

Mr Andrew YAMANE  
 Head  
 Biosecurity Authority  
 Managing Director  
 National Agriculture Quarantine and Inspection  
 Authority (NAQIA)  
 Technical and Advisory Services Division  
 P. O. Box 741  
 Port Moresby N.C.D. - Papua New Guinea  
 Phone: (+675) 311 2100 or 325 9977  
 Fax: (+675) 325 1674 or 325 9310  
 Email: ayamane@datec.net.pg or naqia@dg.com.pg

## Alternate(s)

Mr Pere KOKOA  
 National Agriculture Quarantine and Inspection  
 Authority  
 P.O. Box 417  
 Port Moresby N.C.D. - Papua New Guinea  
 Phone: (+675) 3112100 or 3112755  
 Fax: (+675) 321674 or 3251673  
 Email: pkokoa@naqia.gov.pg or  
 cqoplant@online.net.pg

**PARAGUAY**

## Representante

Sr Ernesto Raul GALLIANI GRANADA  
 Director  
 Dirección de Protección Vegetal  
 Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de  
 Semillas (SENAVE)  
 Humaita n. 145 Entre, Nuestra Sra. de la Asunción e  
 Independencia Nacional  
 Asunción - Paraguay  
 Phone: (+595) 21 445769 / 496071  
 Fax: (+595) 21 496071  
 Email: proteccionvegetal@senave.gov.py

## Suplente(s)

Sr Pedro GONZÁLEZ  
 Vicepresidente de la Comisión de Lucha contra el  
 Narcotráfico

Sr Oscar GONZÁLEZ DRAKEFORD  
 Presidente de la Comisión de Desarrollo Social  
 Población y Vivienda

Blas LANZONI  
 Diputado Nacional  
 Presidente de la Comisión de Industria  
 Comercio y Turismo

Sr Edgar ORTIZ  
 Miembro de la Comisión de Industria,  
 Comercio y Turismo

**PERU - PÉROU - PERÚ**

## Representante

Sra. Vilma GUTARRA GARCIA  
 Especialista en Cuarentena Vegetal  
 Servicio Nacional de Sanidad Agraria  
 Ministerio de Sanidad Vegetal  
 Av La Molina 1915  
 Lima 12 - Peru  
 Phone: (+511) 3133300 or 2042  
 Fax: (+511) 3401486  
 Email: vgutarra@senasa.gob.pe

## Suplente(s)

Sr Jose GALARZA BAZAN  
 Especialista en Vigilancia Fitosanitaria  
 Phone: (+511) 3133300  
 Email: jgalarza@senasa.gob.pe

**PHILIPPINES - FILIPINAS**

## Representative

Mr Jesus V. BAJACAN  
 OIC-Chief, Plant Quarantine Service  
 Bureau of Plant Industry  
 692 San Andres Street  
 Malate, Manila - Philippines  
 Phone: (+632) 404-0409 / 524-3749  
 Email: jvbajacan@yahoo.com

## Alternate(s)

Mr Noel DE LUNA  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Republic of the Philippines  
Viale delle Medaglie d'Oro, 112-114  
00136 Rome - Italy

**POLAND - POLOGNE - POLONIA**

## Representative

Mr Piotr WLODARCZYK  
Chief of the Regional Insectorate for Vegetable and  
Seeds Inspection  
Lublin - Poland

**PORTUGAL**

## Representative

Mr José Augusto RIBEIRO FERNANDES  
Director of Department DSFMMP - DGADR

**REPUBLIC OF KOREA - RÉPUBLIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA DE COREA**

## Representative

Mr Heeyeol KIM  
Director  
National Plant Quarantine Service  
MIFAFF Pest Risk Analysis Div.  
433 1 Anyang 6 dong  
Anyang City  
Gyeonggi do - Republic of Korea 430 16  
Phone: (+82) 31 420 7640  
Fax: (+82) 31 420 7606  
Email: kimhy1025@korea.kr

## Alternate(s)

Mr Young-Chul JEONG  
Deputy Director  
National Plant Quarantine Service  
MIFAFF Int'l Quarantine Cooperation Div  
433 1 Anyang 6 dong  
Anyang City  
Gyeonggi do - Rep.of Korea  
Phone: (+82) 31 420 7664  
Fax: (+82) 31 420 7605  
Email: ycjeong9@korea.kr

Ms Kyu-Ock YIM  
Researcher  
National Plant Quarantine Service  
MIFAFF Int'l Quarantine Cooperation Div.  
433 1 Anyang 6 dong  
Anyang City  
Gyeonggi do - Republic of Korea 430 016  
Phone: 82 31 420 7665  
Fax: 82 31 420 7605  
Email: koyim@korea.kr

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

## Représentant

Ms Florica GOGU  
General Director  
Central Laboratory of Phytosanitary Quarantine  
11 Afumati St  
Voluntary I lfov - Romania  
Phone: (+40) 21 2703254  
Fax: (+40) 21 2703254  
Email: gogu.florica@iccf.ro

## Suppléant(s)

Ms Alina CATANA  
Deputy  
Permanent Representative to FAO  
Via Nicolò Tartaglia, 36  
IT- 00197 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 8073082  
Fax: (+39) 06 8084995  
Email: amdiroma@roembit.org

**RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA**

## Representative

Mr Mikhail MASLOV  
Head  
Phytosanitary Surveillance  
Surveillance in the Sphere of Safety and Quality of  
Grain and Grain Products  
Federal Service for Veterinary  
Phytosanitary Surveillance  
Orlikov per. 1/11  
Moscow - Russian Federation  
Phone: (+7) 495 6078046  
Fax: (+7) 495 6078046  
Email: t.skupova@svfk.mcx.ru

## Alternate(s)

Ms Renata KAMALOVA  
Head  
International Cooperation Division (Official  
Interpreter)  
Federal State Institution  
"All-Russian Plant Quarantine Centre"  
32, Pogranichnaya street, P. Bykovo-2  
Ramensky Region  
Moscow – Russian Federation  
Phone: (+7) 495 6078046  
Fax: (+7) 495 6078046  
Email: t.skupova@svfk.mcx.ru

Mr Evgeny UTKIN  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Russian Federation  
Appt. 15, Via di Monte del Gallo  
00165 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 4941680/81 or 4941683/4440080  
Fax: (+39) 06 491031  
Email: outkin-ef@mail.ru

## **SAMOA**

Representative  
Mr Pelenato FONOTI  
Assistant Chief Executive Officer  
Quarantine Division  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
PO Box 1874  
Apia - Samoa  
Phone: (+685) 20924  
Fax: (+685) 20103  
Email: aceo@samoaquarantine.gov.ws or  
pfonoti@yahoo.com

## **SAO TOME AND PRINCIPE - SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE - SANTO TOMÉ Y PRÍNCIPE**

Représentant  
M Alvaro Costa VILA NOVA  
Ing. Agronome  
Protection des Végétaux  
Département Protection des Plantes  
Point de contact de Sao Tomé  
B.P. 309 Sao Tomé  
Phone: (+239) 9904925  
Email: vilanovalvaro@yahoo.com.br or  
costanova\_23@hotmail.com

## **SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA SAUDITA**

Representative  
Mr Fahad Bin MOHAMMAD AL SAQAN  
Director  
Plant Protection Department  
Ministry of Agriculture  
King Abdulaziz Rd  
11195 Riyadh - Saudi Arabia  
Phone: (+966) 1 4030030  
Fax: (+966) 1 4031415

Alternate(s)  
Mr AbdelHakim bin ABDELRAHMAN AL YOUSSEF  
Agricultural Expert  
Animal and Plant Quarantine Department  
Ministry of Agriculture  
King Abdulaziz Rd  
11195 Riyadh - Saudi Arabia  
Phone: (+966) 1 4030030  
Fax: (+966) 1 4031415

## **SEYCHELLES**

Representative  
Randy STRAVENS  
Senior Plant Protection Officer  
National Plant Protection Organization  
Plant and Animal Health Services  
Ministry of Environment, Natural Resources and Transport  
Victoria - Seychelles  
Email: rs25goal@hotmail.com

## **SIERRA LEONE - SIERRA LEONA**

Representative  
Mr Ibrahim M.O. SHAMIE  
Head of Crop Protection  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security  
Youyi Building  
Freetown - Sierra Leone  
Phone: (+232) 78542939 or 77542939  
Email: imo1shamie@yahoo.co.uk

## **SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA**

Representative  
Mrs Katarina BENOVSÁ  
Plant Production Department  
Ministry of Agriculture of the Slovak Republic  
Dobrovicova 12  
812 66 Bratislava - Slovakia  
Phone: (+421) 2 59266357  
Fax: (+421) 2 59266358  
Email: katarina.benovska@land.gov.sk /  
b.hellbrandtova@land.gov.sk

Alternate(s)  
Mr Lubomir MICEK  
Counsellor  
Permanent Representative  
of the Slovak Republic to FAO  
Via dei Colli della Farnesina 144  
00194 Rome - Italy

## **SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

Representative  
Mrs Simona MAVSAR  
Senior Advisor  
Ministry of Agriculture  
Forestry and Food  
Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia  
Einspielerjeva 6  
SI 1000 Ljubljana - Slovenia  
Phone: (+386) 59152943  
Fax: (+386) 59152959  
Email: simona.mavsar@gov.si

**SOLOMON ISLANDS - ÎLES SALOMON - ISLAS SALOMÓN**

## Representative

Mr Akipu PATTESON  
 Director of Quarantine  
 Ministry of Agriculture & Livestock  
 PO Box G 13 - Honiara - Solomon Islands  
 Fax: (+677) 28365  
 Email: akipu2003@yahoo.com

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA**

## Representative

Ms Alice Patricia BAXTER  
 Director  
 Plant Health  
 Department Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Private Bag X14  
 0031 Pretoria - South Africa  
 Phone: (+27) 12 3196114  
 Fax: (+27) 12 3196580  
 Email: aliceb@nda.agric.za / dph@nda.agric.za

## Alternate(s)

Mr Mike HOLTZHAUSEN  
 Deputy Director  
 Agricultural Product Inspection  
 Services  
 Department of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Private Bag x258  
 0001 Pretoria - South Africa  
 Phone: (+27) 12 3196100  
 Email: mikeh@nda.agric.za

Ms Beaula NKUNA  
 Plant Health Officer  
 Department of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Las Vegas no.66  
 140 Meyars Street  
 Sunnyside, Pretoria - South Africa  
 Phone: (+27) 12 3196103  
 Fax: (+27) 12 3196101  
 Email: beaullan@nda.agric.za

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

## Representante

Sr Lucio CARBAJO GOÑI  
 Subdirector General de Sanidad de la Producción  
 Agraria  
 Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y  
 Marino  
 Alfonso XII, 62  
 Madrid - Spain  
 Phone: (+34) 91 3478295  
 Fax: (+34) 91 3478299  
 Email: lcarbajo@marm.es

## Suplente(s)

Sra. Nuria AVENDAÑO GARCIA  
 Asesore  
 Jefe de Grupo, Tecnologías y Servicios Agrarios, S.  
 A. - TRAGSATEC  
 C/ Hnos. Garcia Noblejas, 37C  
 2a planta, 28037  
 Madrid - Spain  
 Phone: (+34) 91 3225140  
 Email: nag@tragsa.es

Sra. José María COBOS SUAREZ  
 Representante Alternativo  
 Subdirector General Adjunto, Sanidad de la  
 Producción Primaria  
 Dirección General de Recursos Agrícolas y  
 Ganaderos  
 Secretaría General del Medio Rural  
 Ministerio de Medio Ambiente, Medio Rural y  
 Marino  
 Alfonso XII, 62  
 Madrid - Spain  
 Phone: (+34) 913478281  
 Email: jcobossu@marm.es

Sr José María GUITIAN CASTRILLÓN  
 Asesore  
 Jefe de Departamento de Sanidad Vegetal,  
 Tecnologías y Servicios Agrarios, S. A. -  
 TRAGSATEC  
 C/ Hnos. Garcia Noblejas, 37C  
 2a planta, 28037  
 Madrid - Spain  
 Phone: (+34) 91 3225115  
 Fax: (+34) 91 3682099  
 Email: jmgc@tragsa.wa

Sr Mario HIDALGO CUBERO  
 Asesore  
 Tecnologías y Servicios Agrarios, S. A. -  
 TRAGSATEC  
 C/ Hnos. Garcia Noblejas, 37C  
 2a planta, 28037  
 Madrid - Spain  
 Phone: (+34) 91 3225104  
 Email: mhc@tragsa.es

Sr Alfonso Pino MAESO  
 Representante Alternativo  
 Consejero Agricultura  
 Representación permanente de España ante la UE  
 Dirección y Coordinación Agricultura, Pesca y  
 Alimentación  
 REPER - Bruselas  
 Bruselas - Belgica  
 Phone: (+32) (0) 2 5098626  
 Email: alfonso.pino@reper.maec.es

Ms Pilar VELÁZQUEZ  
General Secretariat of the Council of the EU  
DG B (Agriculture)  
Phone: (+32) (0) 2 2816628  
Fax: (+32) (0) 2 2817928  
Email: pilar.velazquez@consilium.europa.eu

Sra. Gema VILA CAMBRA  
Representante Alternativo  
Jefa de Servicio de Inspección Sanidad de la  
Producción Primaria  
Dirección General de Recursos Agrícolas y  
Ganaderos  
Ministerio de Medio Ambiente, Medio Rural y Marino  
Alfonso XII, 62  
Madrid - Spain  
Phone: (+34) 913474078

## **SRI LANKA**

Representative  
Mr N.J. LIYANAGE  
Research Officer in Charge  
P.O. Box 595  
Plant Quarantine Station  
Gate No. 06 - Seaport Colombo - Sri Lanka  
Phone: (+94) 112327533  
Fax: (+94) 112327533

Alternate(s)  
Mr Saman UDAGEDARA  
Minister (Commercial) and  
Alternate Permanent Representative  
to FAO  
Via Riccardo Forster, 150  
00144 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 5193704  
Email: sltrade@virgilio.it

## **SUDAN - SOUDAN - SUDÁN**

Representative  
Mr Khidir Gibril MUSA  
General Director  
Plant Protection Directorate  
Ministry of Agriculture and Forestry  
P.O.Box 14 - Khartoum - Sudan  
Phone: (+249) 185 337442 or 912138939  
Fax: (+249) 185339423  
Email: khidrigibrilmusa@yahoo.com

## **SURINAME**

Representative  
Ms Anuradha MALTI MONORATH  
Chief Plant Quarantine Officer  
Head of the Plant Protection and Quality Control Division  
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries  
Kankantriestraat 9  
Paramaribo - Suriname  
Phone: (+597) 402040 / 402965  
Fax: (+597) 403912  
Email: ppsur@sr.net / angmonorath@yahoo.com

## **SWAZILAND - SWAZILANDIA**

Representative  
Mr Similo George MAVIMBELA  
Senior Research Officer  
Ministry of Agriculture  
Agricultural Research Division  
P.O. Box 4 - Melkerns - Kingdom of Swaziland  
Phone: (+268) 5274071  
Fax: (+268) 5274070  
Email: mrs@realnet.co.sz / seemelo@yahoo.com

## **SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Representative  
Ms Marianne SJOBLOM  
Senior Administrative Officer  
Animal and Food Division  
Ministry of Agriculture  
103 33 Stockholm - Sweden  
Phone: (+46) 8 4051121  
Fax: (+46) 8 206496  
Email: marianne.sjoblom@agriculture.ministry.se

Alternate(s)  
Mr Lars BOLLMARK  
Senior Officer  
Swedish Board of Agriculture  
551 82 Jonkoping - Sweden  
Phone: (+46) 36155000  
Email: lars.bollmark@sjv.se

## **SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Représentant  
M. Hans DREYER  
Responsable  
Secteur Certification  
Protection des Végétaux et des Variétés  
Office Fédéral de l'Agriculture  
Mattenhofstrasse 5  
3003 Berne - Suisse  
Phone: (+41) 31 3222692  
Fax: (+41) 31 3222634  
Email: hans.dreyer@blw.admin.ch

## **SYRIAN ARAB REPUBLIC - RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE - REPÚBLICA ÁRABE SIRIA**

Representative  
Mr Abdulhakim MOHAMMAD  
Director  
Plant Protection Directorate  
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform  
Al-Abed Street  
Damascus - Syria  
Phone: (+963) 11 2220187  
Fax: (+963) 11 44676231  
Email: dppsyria@aloola.y

## Alternate(s)

Mr Bashar AKBIK  
Councillor  
Embassy of Syria  
Piazza dell' Ara Coeli, 1  
00186 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 6749801  
Fax: (+39) 06 6794989

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

## Representative

Mr Montri KLITSANEEPHAIBOON  
Deputy Director-General  
National Bureau of Agricultural Commodity  
and Food Standards  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
50 Phaholyotin Rd.  
Chatuchak, Bangkok - Thailand  
Phone: (+66) 25612277  
Fax: (+66) 25612096  
Email: montri@acfs.go.th

## Alternate(s)

Mr Piyawat NAIGOWIT  
Second Secretary to Permanent Representative to FAO  
Office of Agricultural Affairs  
Royal Thai Embassy  
Via Cassia, 929 Villino M  
00189 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 30363687  
Fax: (+39) 06 30312700

Ms Tasanee PRADYABUMRUNG  
Standards Officer  
National Bureau of Agriculture Commodity and Food  
Standards  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
50 Phaholyotin Rd. Chatuchak  
Bangkok 10900 - Thailand  
Phone: (+66) 2 5612277  
Fax: (+66) 2 5612277  
Email: tasanee@acfs.go.th

Mr Udorn UNAHAWUTTI  
Senior Plant Quarantine Officer  
Department of Agriculture  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
50 Phaholyotin Rd.  
Chatuchk, Bangkok 10900 - Thailand  
Phone: (+66) 2 2815955 or 2822555 or 5798516  
Fax: (+66) 2 2804266 or 5794129  
Email: somsakp@moac.go.th / unahawut@doa.go.th

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF  
MACEDONIA - L'EX-RÉPUBLIQUE  
YOUgoslave de Macédoine - LA EX  
REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA**

## Representative

Mr Mentor ZEKIRI  
Director  
Phytosanitary Directorate MAFWE  
15, Jurij Gagarin  
1000 Skopje - The Republic of Macedonia  
Phone: (+389) 2 3112210 or 75456307  
Fax: (+389) 2 3112241  
Email: mentor\_zekiri@hotmail.com /  
mentor.zekiri@gmail.com

## Alternate(s)

Ms Dijana STOJKOSKA  
15, Jurij Gagarin  
1000 Skopje - The Republic of Macedonia  
Phone: (+389) 2 3112210 or 76445415  
Fax: (+389) 2 3112241  
Email: dijana.stojkoska@gmail.com

**TOGO**

## Représentant

M. Yawo Sèfe GOGOVOR  
Ingénieur Agronome  
Chef Division du Contrôle Phytosanitaire  
Direction de l'Agriculture  
BP 1263 - Lomé - Togo  
Phone: (+228) 222 61 25 or 909 07 13  
Fax: (+228) 222 61 05 or 250 24 93  
Email: gogovor@yahoo.fr

**TRINIDAD AND TOBAGO - TRINITÉ-ET-  
TOBAGO - TRINIDAD Y TABAGO**

## Representative

Mr Mario FORTUNE  
Acting Deputy Director Research, Crops  
Ministry of Agriculture  
Land and Marine Resources  
Research Division  
Caroni North Bank Road Centeno  
Trinidad and Tobago  
Phone: (+868) 642 6008 or Mobile (+868) 472 7142  
Fax: (+868) 646 1646  
Email: mariofortune@yahoo.com

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ**

## Représentant

M. Abdelaziz CHEBIL  
 Directeur de Protection des Végétaux et  
 Responsable du Portail International pour la Tunisie  
 Protection des Plantes  
 Ministère de l'Agriculture et des  
 Ressources Hydrauliques  
 Rue Alain Savary, 30  
 Tunis - Tunisie  
 Phone: (+216) 71 840 452  
 Fax: (+216) 71 784 419  
 Email: chebilabdelaziz@yahoo.fr

## Suppléant(s)

M. Abdelhamid ABID  
 Conseiller des Affaires Etrangères  
 Via Asmara, 7  
 00199 Rome - Italie  
 Phone: (+39) 06 86215033 or 06 8603060  
 Fax: (+39) 06 86218204  
 Email: at.roma@tiscali.it

**TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

## Representative

Mr Nevzat BIRISIK  
 Member of the European and Mediterranean  
 EPPO Executive Committee  
 Deputy Director of the Pest  
 Eradication Institute of Adana Province  
 Turkey  
 Phone: (+90) 3223441784 or 101  
 Fax: (+90) 3223441702  
 Email: nevzatbir@adanaziraimucadele.gov.tr

**UGANDA - OUGANDA**

## Representative

Mr Bulegeya KOMAYOMBI  
 Commissioner  
 Crop Protection  
 Ministry of Agriculture  
 Animal Industry and Fisheries  
 P.O.Box 102  
 Entebbe - Uganda  
 Phone: (+256) 414 320115  
 Email: ccpmaaif@gmail.com

## Alternate(s)

Mr Robert SABIITI  
 First Secretary/Agricultural Attaché  
 Permanent Representative to FAO  
 Via Cassia, 1818  
 00123 Rome - Italy  
 Phone: (+39) 06 30892889

Ms Ephrance TUMUBOINE  
 Senior Agricultural Inspector  
 Phytosanitary Services  
 Ministry of Agriculture, Animal Industry and  
 Fisheries  
 P.O.Box 102  
 Entebbe - Uganda  
 Phone: (+256) 392 823060  
 Email: ccpmaaif@gmail.com

**UKRAINE - UCRANIA**

## Alternate(s)

Mr Anatolii KRAVCHUK  
 Deputy Head of Cooperation with  
 International Organizations Department  
 Ukrkolodderzhkarantyn  
 7, Koloskova Str.  
 Kyiv 03138 - Ukraine  
 Phone: (+38 044) 524 77 07 or 524 21 07  
 Fax: (+38 044) 524 89 02  
 Email: post@derzhkarantin.kiev.ua

Ms Victoria SIDLYARENKO  
 Deputy Head  
 Main State Plant Quarantine Inspection  
 Ukrkolodderzhkarantyn  
 7, Koloskova str.  
 Kyiv 03138 - Ukraine  
 Phone: (+38 044) 524 77 07 or 524 21 07  
 Fax: (+38 044) 524 89 02  
 Email: post@derzhkarantin.kiev.ua

Mr Oleg STASIV  
 Head of State  
 Plant Quarantine of Lviv oblast  
 Ukrkolodderzhkarantyn  
 7, Koloskova str.  
 Kyiv 03138 - Ukraine  
 Phone: (+38 044) 524 77 07 or 524 21 07  
 Fax: (+38 044) 524 89 02  
 Email: post@derzhkarantin.kiev.ua

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO**

## Representative

Mr Stephen ASHBY  
 International Plant Health Policy  
 Food and Environment Research Agency  
 Sand Hutton  
 York, YO41 1LZ - U.K.  
 Phone: (+441) 904 445048  
 Fax: (+441) 904 455198  
 Email: steve.ashby@defra.gsi.gov.uk



## Alternate(s)

Mr Paul BARTLETT  
Principal Plant Health Consultant  
Food & Environment Research Agency  
Department for Environment  
Food and Rural Affairs (DEFRA)  
Sand Hutton  
YO41 1LZ - U.K.  
Phone: (+44) 1 904 462221  
Fax: (+44) 1 904 462111  
Email: paul.barlett@fera.gsi.gov.uk

Mr Sam BISHOP  
Plant Health Consultant  
Food and Environment Research Agency  
Sand Hutton  
York, YO41 1LZ - U.K.

Ms Jane CHARD  
Head of Branch - Plant Health  
Science and Advice for Scottish Agriculture (SASA)  
Roddinglaw Road  
Edinburgh - U.K. EH12 9FJ  
Phone: (+441) 31 244 8863  
Fax: (+441) 31 244 8940  
Email: jane.chard@sasa.gsi.gov.uk

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA -  
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE -  
REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

## Representative

Ms Rose-Anne MOHAMED  
Principal Agriculture Officer, in charge for SPS  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Plant Health Services  
Temere Mandela Road  
P.O.Box 9192  
Dar Es Salaam - United Republic of Tanzania  
Phone: (+225) 22 2865642 or 784 552680  
Fax: (+225) 22 2865642  
Email: roseane.Mohamed@kilimo.go.tz /  
rose\_mohamed@yahoo.com

## Alternate(s)

Ms Francisca KATAGIRA  
Ag. Assistant Director  
Official Contact Point for IPPC  
Plant Quarantine and Phytosanitary Services  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Plant Health Services  
Temere Mandela Road  
P.O.Box 9071  
Dar Es Salaam- United Republic of Tanzania  
Phone: (+255) 22 2865642  
Fax: (+255) 22 286564 1/2  
Email: pps@kilimo.go.tz /  
fkatagira2002@yahoo.com

**UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS  
D'AMÉRIQUE - ESTADOS UNIDOS DE  
AMÉRICA**

## Representative

Ms Rebecca BECH  
Deputy Administrator  
Plant Protection and Quarantine

## Alternate(s)

Ms Julie E. ALIAGA  
Director International Phytosanitary Standards  
Program  
Plant Protection and Quarantine  
Animal and Plant Health Inspection Service  
4700 River Rd unit 140  
Riverdale MD 20737 - USA  
Department of Agriculture  
Email: julie.e.aliaga@aphis.usda.gov

Mr Christian DELLIS  
Deputy Director  
Export Phytosanitary Issue Management PPQ  
4700 River Rd unit 140  
Riverdale MD 20737 - USA

Mr Russell DUNCAN  
Attache  
International Services  
Brussels - Belgium

Mr John GREIFER  
Associate Deputy Administrator  
International Services  
US Department of Agriculture  
12th Independence  
Washington DC US 20250 - USA  
Phone: (+1) 202 7207677  
Fax: (+1) 202 6902861  
Email: john.k.greifer@aphis.usda.gov

Narcy KLAG  
Deputy Director  
Trade Phytosanitary Issue Management PPQ  
4700 River Rd Unit 140  
Riverdale MD 20737 - USA

**URUGUAY**

## Representante

Ms Beatriz MELCHÓ  
Sub-Director Plant Protection Division  
Ministry of Livestock, Agriculture and Fisheries  
General Direction of Agricultural Services  
Plant Protection Division  
Avda Millan 4703  
CP 12900 - Montevideo - Uruguay  
Phone: (+578) 2 309 84010 x165  
Fax: (+598) 2 309 8410 x 267  
Email: bmelcho@mgap.gub.uy or  
bemelcho@hotmail.com

**VANUATU**

## Representative

Mr Tekon Timothy TUMUKON  
Principal Plant Protection Officer  
Department of Livestock and Quarantine  
Private Mail Bag 9095  
Port Vila - Republic of Vanuatu  
Phone: (+678) 23519  
Fax: (+678) 23185  
Email: ttumukon@vanuatu.gov.vu /  
tumukontt@gmail.com

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) -**  
**VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) -**  
**VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

## Suplente(s)

Sr Luis Alberto ALVAREZ FERMIN  
Ministro Consejero  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli, 47  
00197 Roma - Italia  
Phone: (+39) 06 3241676 8081407/8085617  
Fax: (+39) 06 80690114 80690022  
Email: Lualfe99@gmail.com

**VIET NAM**

## Representative

Mr Tru DAM QUOC  
Deputy Director General  
Plant Protection Department  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
149, Ho Dac Di Street  
Dong Da District  
Hanoi - Viet Nam  
Phone: (+844) 38518198  
Fax: (+844) 35330043 / 38574719  
Email: trudq@fpt.vn / trдамquoc52@yahoo.com

**YEMEN - YÉMEN**

## Representative

Mr Abdullah H. AL-SAYANI  
Director General of Plant Protection  
IPPC Contact Point  
Ministry of Agriculture and Irrigation  
General Directorate of Plant Protection  
P.O. Box 26, Zaid Street  
Sana - Yemen  
Phone: (+967) 1 250956  
Fax: (+967) 1 228064  
Email: p-quarantine@yemen.net.ye

**ZAMBIA - ZAMBIE**

## Representative

Mr Peter DAKA  
Minister for Agriculture and Cooperatives  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Independence Avenue  
Lusaka - Zambia  
Phone: (+260) 1 254661  
Fax: (+260) 1 254671  
Email: minister@maff.gov.zm

## Alternate(s)

Mr Albert CHALABESA  
Deputy Director  
Research Services  
Zambia Agriculture Research Institute  
Mt. Makalulu Research Station  
P/Bag 7  
Chilanga - Zambia  
Phone: (+260) 211 278213  
Fax: (+260) 211 278130  
Email: chala@zamnet.zm

Mr Arundel SAKALA  
Senior Agricultural Research Officer  
National Coordinator  
Plant Quarantine and Phytosanitary Service  
Mount Makulu Research Station  
Private Bag 07  
Chilanga - Zambia  
Phone: (+260) 1 278 141 or 130  
Fax: (+260) 1 278 141 or 130  
Email: mwati1lango@yahoo.com OR  
director@zari.gov.zm or infonet@zari.gov.zm

Mr Trevor SICHOMBO  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Via Ennio Quirino Visconti, 8  
00193 Rome - Italy  
Phone: (+39) 06 36088824

**OBSERVER COUNTRIES (NON-CONTRACTING PARTIES)  
PAYS OBSERVATEURS (PARTIES NON CONTRACTANTES)  
PAÍSES OBSERVADORES (PARTES NO CONTRATANTES)**

**LESOTHO**

## Representative

Mr Rorisang MANTUTLE  
Principal Cop Production  
Officer  
Agriculture & Food Security  
PO Box 7260  
Maseru 100 - Lesotho  
Phone: (+266) 58840271 or 22324827  
Fax: (+266) 22310517  
Email: rorisangmotanyane@yahoo.co.uk

## Alternate(s)

Ms Mei Lai YAP  
Deputy Head  
Animal and Plant Health Laboratories Division  
Agri-Food and Veterinary Authority  
6 Perahu Road  
Singapore 718827 - Republic of Singapore  
Phone: (+65) 63165168 / 63165188  
Fax: (+65) 63161090  
Email: yap\_mei\_lai@ava.gov.sg

## Alternate(s)

Ms Senate Barbara MASUPHA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
Embassy of the Kingdom of Lesotho  
Via Serchio, 8  
00198 Rome - Italy  
Phone: (+39) 068542496-19  
Fax: (+39) 06 8542527  
Email: lesothoembassy.rome@tin.it

**REPUBLIC OF IRAQ - RÉPUBLIQUE DE L'IRAQ  
- REPÚBLICA DE IRAK**

## Representative

Mr Basim KHALIL  
Manager of Plant Quarantine  
Ministry of Agriculture, Baghdad, c/o Permanent  
Representation of the Republic of Iraq to FAO  
Via della Fonte di Fauno, 5  
00153 Rome - Italy  
Phone: (+964) 1 7186611  
Fax: (+964) 1 7184125

**SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR**

## Representative

Mr Keng Ho ONG  
Deputy Director  
Animal and Plant Health Centre  
Agri-Food and Veterinary Authority  
6 Perahu Road  
Singapore 718827 - Republic of Singapore  
Phone: (+65) 63165168 / 63165188  
Fax: (+65) 63161090  
Email: ong\_keng\_ho@ava.gov.sg

**SOMALIA - SOMALIE**

## Representative

Mr Hussein NUR HASSAN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Via dei Gracchi, 301  
00192 Roma - Italy  
Email: somalrep@gmail.com

## Alternate(s)

Awes Abukar AWES  
Alternate Permanent Representative  
Embassy of the Republic of Somalia  
Via dei Gracchi, 305  
00192 Rome - Italy

Abscir OSMAN HUSSEIN  
Chargé d'Affaires  
Permanent Representative  
Embassy of the Republic of Somalia  
Via dei Gracchi, 305  
00192 Rome - Italy

**REGIONAL PLANT PROTECTION ORGANISATIONS  
ORGANISATIONS RÉGIONALES DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX  
ORGANIZACIONES REGIONALES DE PROTECCIÓN FITOSANITARIA**

**COMITÉ REGIONAL DE SANIDAD VEGETAL  
DEL CONO SUR**

Mrs Ana Maria PERALTA  
COSAVE Coordinator Secretary  
Paseo Colón, 315 Paso 4  
Buenos Aires - Argentina  
Phone: +541 141215350  
Email: cosave@cosave.org

**EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT  
PROTECTION ORGANIZATION  
ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA  
PROTECTION DES PLANTES  
ORGANIZACIÓN EUROPEA Y MEDITERRÁNEA  
DE PROTECCIÓN DE LAS PLANTAS**

Mr Nico VAN OPSTAL  
Director General  
OEPP/EPP  
1 Rue Le Nôtre, 75016 Paris - France  
Phone: (+33) 1 45207794  
Fax: (+33) 1 42248943  
Email: hq@eppo.fr

**INTER AFRICAN PHYTOSANITARY COUNCIL  
CONSEIL PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAIN  
CONSEJO FITOSANITARIO INTERAFRICANO**

Mr Jean-Gerard MEZUI MELLA  
Director  
African Union & Inter African Phytosanitary Council  
P.O. Box. 4170-Nlongkak  
Youndé - Cameroun  
Phone: (+237) 22 211969  
Fax: (+237) 22 211967  
Email: au-cpi@au-appo.org

Mr Jean Baptiste BAHAMA  
African Union & Inter African Phytosanitary Council  
P.O. Box. 4170-Nlongkak  
Yaoundé - Cameroon

Mr Abdel Fattah MABROUK AMER  
African Union & Inter African Phytosanitary Council  
P.O. Box. 4170-Nlongkak  
Yaoundé - Cameroon

**NORTH AMERICAN PLANT PROTECTION  
ORGANIZATION  
ORGANISATION NORD AMÉRICAINE POUR LA  
PROTECTION DES PLANTES  
ORGANIZACIÓN NORTEAMERICANA DE  
PROTECCIÓN A LAS PLANTAS**

Mr Ian MCDONELL  
Executive Director  
North American Plant Protection Organisation  
1431 Merivale Road, 3rd Floor, Room 309  
Ottawa, ON K1A 0Y9 - Canada  
Phone: (+613) 221 5144  
Fax: (+613) 228 2540  
Email: ian.mcdonell@nappo.org

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION  
FOR PLANT PROTECTION AND ANIMAL HEALTH  
ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL CONTRE  
LES AMALADIES DES PLANTES ET DES ANIMAUX  
ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE  
SANIDAD AGROPECUARIA**

Mr Guillermo Alvarado DOWNING  
Executive Director  
Organismo Internacional Regional de Sanidad  
Agropecuaria- OIRSA  
Calle Ramón Belloso, Final Pje. Isolde  
Colonia Escalón  
San Salvador - El Salvador  
Phone: (+503) 2263 1123 or 2263 1127  
Fax: (+503) 2263 1128  
Email: galvarado@oirsa.org or oirsa@oirsa.org

Mr Plutarco Elías ECHEGOYÉN RAMOS  
Plant Health Specialist  
Organismo Internacional Regional  
de Sanidad Agropecuaria- OIRSA  
Calle Ramón Belloso  
Final Pje. Isolde  
Colonia Escalón  
San Salvador - El Salvador  
Phone: (+503) 2263 1123 or 2209 9222  
Fax: (+503) 2263 1128  
Email: pechegoyen@oirsa.org

**PACIFIC PLANT PROTECTION ORGANISATION  
ORGANISATION DE PROTECTION DES  
VÉGÉTAUX POUR LE PACIFIQUE**

Mr Roy MASAMDU  
Executive Officer  
Pacific Plant Protection Organisation  
Secretariat of the Pacific Community  
Private Mail Bag, Suva - Fiji Island  
Phone: (+679) 3370733  
Fax: (+679) 3370021  
Email: roym@spc.int

**UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES  
NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES  
NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY  
CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ  
BIOLOGIQUE  
CONVENIO SOBRE LA DIVERSIDAD  
BIOLÓGICA**

Ms Junko SHIMURA  
Programme Officer  
Invasive Alien Species  
Secretariat of the Convention on Biological Diversity  
United Nations Environment Programme  
413 Saint Jacques Street Suite 800  
Montreal QC H2Y 1N9 - Canada  
Phone: (+1) 5142882220  
Fax: (+1) 514 2886588  
Email: secretariat@cdb.int

**FAO REGIONAL OFFICES**

Ms Hannah CLARENDON  
Africa Regional Plant Protection Officer  
Regional Office for Africa  
P.O. Box 1628  
Accra - Ghana  
Phone: (+233) 21 675 000  
Fax: (+233) 21 668 427 or 701  
Email: hannah.clarendon@FAO.org

Mr Taher Sadech EL AZZABI  
Senior Plant Protection Officer  
Regional Office for Near East  
Cairo - Egypt  
Phone: +20 33316000  
Fax: +20 37495981  
Email: thaer.elazzabi@fao.org

Mr Allan HRUSKA  
Plant Production and Protection Officer  
Sub Regional Office for Central America  
Apartado 0843-00006 Balboa,  
Ancon 5 - Panama  
Phone: (+507) 3141793  
Email: Allan.Hruska@FAO.org

Ms Joyce Mulila MITTI  
Plant Production and Protection Officer  
SFS - Sub-Regional Office for Southern and East  
Africa  
P.O.Box 3730  
Harare - Zimbabwe  
Phone: (+263) 4 253 657  
Fax: (+263) 4 700 724  
Email: Joyce.mulilamitti@FAO.org

Mr Avetik NERSISYAN  
Sub Regional Officer  
Sub Regional Office for Central and Eastern Europe  
Benezurute 34  
Budapest 1068 - Hungary  
Phone: +36 1 8141240  
Fax: +36 1 3517029

Mr Yongfan PIAO  
Senior Plant Protection Officer  
Regional Office for Asia and the Pacific  
39 Phra Atit Road  
Bangkok 10200 - Thailand  
Phone: +66 2 6974268  
Fax: +66 2 6974445  
Email: yongfang.piao@fao.org

Mr Sankung SAGNIA  
Plant Production and Protection Officer  
SFC - Sub-Regional Office for Central Africa  
P.O. Box 2643  
Libreville - Gabon  
Phone: (+241) 774 783  
Fax: (+241) 740 035  
Email: Sankung.sagnia@FAO.org

Sra. Tania Magaly SANTIVANEZ CAMACHO  
Plant Protection Officer  
Av Dag Hammarkj old 321  
Vitaura, Santiago - Chile

**INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY  
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE  
ATOMIQUE  
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA  
ATÓMICA**

Mr Jesus REYES  
Insect Pest Control Section  
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear  
Techniques in Food and Agriculture  
Wagramer Strasse 5  
PO Box 100  
1400 Wien - Austria  
Phone: (+431) 2600 22709

**INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTAL**

**CAB INTERNATIONAL**

Mr Roger DAY  
Deputy Director Development  
CABI Africa  
United Nations Avenue  
P.O. Box 633-00621, Nairobi - Kenya  
Phone: (+254) 207224450  
Fax: (+254) 207122150  
Email: r.day@cabi.org

Ms Mary Megan QUINLAN  
CABI Associate  
Suite 17, 24-28 Saint Leonard's Road  
Windsor, Berkshire SL4 3BB - UK  
Email: m.quinlan@imperial.ac.uk or  
quinlanmm@aol.com

**GLOBAL INVASIVE SPECIES PROGRAMME**

Ms Sarah SIMONS  
Executive Director  
Global Invasive Species Programme  
GISP Secretariat  
United Nations Avenue, P.O.Box 633-00621,  
Nairobi - Kenya  
Phone: (+254) 20 7224461  
Fax: (+254) 20 7224035  
Email: s.simons@gisp.org

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR  
COOPERATION ON AGRICULTURE  
INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE  
COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE  
INSTITUTO INTERAMERICANO DE  
COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Mr Ricardo MOLINS  
Director  
Agricultural Health and Food Safety

**INTERNATIONAL SEED TESTING  
ASSOCIATION  
ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS  
DE SEMENCES**

Ms Theresia AVELING  
ISTA Secretariat  
Zurichstrasse 50, 8303 Basserdorf - Switzerland  
Phone: ista.office@ista.ch  
Fax: (+41) 448386001  
Email: (+41) 448386000

**SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY  
COMMUNAUTÉ DU DÉVELOPPEMENT DE  
L'AFRIQUE AUSTRALE  
COMUNIDAD PARA EL DESARROLLO DEL ÁFRICA  
AUSTRAL**

Mr Antoine KABWIT NGUZ  
Regional Programme Coordinator  
P/Bag 0095, Gaborone - Botswana  
Phone: (+267) 74445768  
Email: knguz@sadc.int

Mr Fhumulani M MASHAU  
Regional Standards Coordinator  
PO Box 10480, Centurion 0046 - South Africa  
Phone: (+27) 126440808  
Fax: (+27) 126648386  
Email: fmashau@sacau.org

Mr Simon MWALE  
Programme Officer  
Cereal Production  
P Bag 0095, Gaborone - Botswana  
Phone: (+267) 3951863  
Fax: (+267) 3972848  
Email: smwale@sadc.int

**WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL HEALTH  
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ  
ANIMALE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL**

Mr Willem PELGRIM  
Chargé de Mission,  
International Trade Department of OIE  
12, Rue de Prony, 75017 Paris - France  
Phone: (+33) 0 1 4415 188  
Fax: (+33) 0 1 42670987  
Email: w.pelgrim@oie.int

**WORLD TRADE ORGANIZATION  
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO**

Kenza ARFI LE MENTEC  
Economic Affairs Officer  
STDF - WTO  
154 rue de Lausanne  
Geneve - Switzerland

Mrs Marième FALL DE PEREZ RUBIN  
Counsellor, Agriculture and Commodities Division  
World Trade Organization  
154 Rue de Lausanne  
CH 1211 Geneve 21 - Switzerland  
Phone: (+41) 227395527  
Fax: (+41) 227395760  
Email: marieme.fall.@wto.org

**NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**ASIA AND PACIFIC SEED ASSOCIATION**

Mr DI FANG CHEN  
Chair  
International Trade & Quarantine  
Standing Committee  
Asia Pacific Seed Association  
PO Box 98 Mont Vernon WA98273 – USA

**INTERNATIONAL SEED FEDERATION  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES  
SEMENCES**

Mr Ric DUNKLE  
Senior Director  
Seed Health and Trade Association  
225 Reineckers Lane, Suite 650  
Alexandria, Virginia 22314-2875 - USA  
Phone: (+1) 703 8378140  
Fax: (+1) 703 8379365  
Email: RDunkle@amseed.org

Mr Hubert LYBÉERT  
Seed Pathology Research Manager  
Clause Vegetable Seeds  
Domaine de Maninet  
26000 Valence - France  
Phone: (+33) 6 86268427  
Email: hubert.lybeert@hmclause.com

Ms Radha RANGANATHAN  
Technical Director  
International Seed Federation  
7 Chemin du Reposoir  
1260 Nyon - Switzerland  
Phone: (+41) 22 3654420  
Fax: (+41) 22 3652221  
Email: isf@worldseed.org

Ms Jennifer RASHET  
Seed Regulatory Affairs Lead  
Monosanto Company  
800 N Lindberg Blvd  
St.Louis MO 63167 - USA  
Phone: (+1) 314 694 4107  
Email: jennifer.t.rashet@monsanto.com

Ms Gretchen RECTOR  
Syngenta Seeds B.V.  
Global Seeds Trade Compliance Manager  
PO Box 2  
1600 AA Enkhuizen - Netherlands  
Phone: (+31) 228 366402  
Fax: (+31) 228 319744  
Email: gretchen.rector@syngenta.com

**SEED ASSOCIATIONS OF THE AMERICAS**

Mr Diego RISSO  
Secretary General  
Seed Association of the Americas  
Rondeau 1908 CP 11800  
Montevideo - Uruguay  
Phone: (+598) 2 9242832  
Fax: (+598) 2 9291565  
Email: drisso@saaseed.org





**EXHIBITORS & RESOURCE SPECIALISTS****EXHIBITORS**

Mr David E. SCHINDEL  
National Museum of Natural History  
Smithsonian Institution  
P.O. Box 37012  
MRC-105  
Washington, DC 20013-7012 - USA

Mr Eddy WILLIAME  
MSc  
Overwinningstraat 41  
2610 Antwerpen-Wilrijk - Belgium  
Phone: (+32) 3 8302240  
Fax: (+32) 3 8281710  
Email: eddy.williams@desclean.be

Mrs Yolanda WILLIAME-DOCKX  
Overwinningstraat 41  
2610 Antwerpen-Wilrijk - Belgium  
Email: yo.williams@desclean.be

**RESOURCE SPECIALISTS**

Mr Clive BRASIER  
International Union of Forest Research  
Organizations  
Forest Research, Farnham, Surrey,  
GU104LH - UK  
Email: clive.brasier@forestry.gsi.gov.uk

Mr David CORLEY  
President SSAFE  
Nestle Purina PetCare  
Checkerboard Square  
St Louis MO 63164 - USA  
Phone: (001) 3147537436  
Fax: (001) 3149823019  
Email: david.corley@rdmo.nestle.com

Mr Geoffrey HOWARD  
Global Invasive Species Coordinator of IUCN  
Po Box 68200  
Nairobi 00200 - Kenya  
Phone: +254 722306069  
Email: geoffrey@howard.iucn.org

Mr John Chagema KEDERA  
61089-00200  
Nairobi - Kenya

Le présent texte est soumis au processus d'ajustement des traductions.